

2.3.95

R E C H E R C H E S

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSSE DES NATIONS.

T. V.



11
R E C H E R C H E S

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSÉ DES NATIONS,

Traduites de l'Anglois d'ADAM SMITH;

PAR J. A. ROUCHER.

DEUXIÈME ÉDITION,

REVUE ET CONSIDÉRABLEMENT CORRIGÉE.

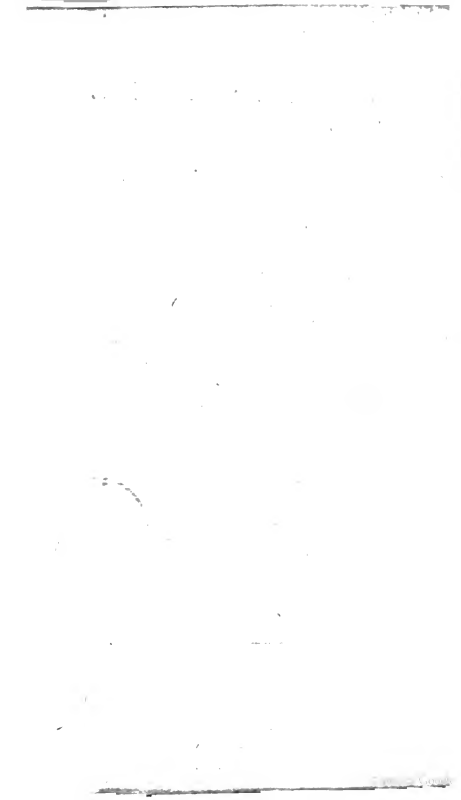
TOME CINQUIÈME.



A P A R I S,

Chez F. BUISSON, Libraire, rue Hautefeuille, n°. 25.

AN 3°. DE LA RÉPUBLIQUE.



12

R E C H E R C H E S

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

DE LA

RICHESSSE DES NATIONS.

SUITE DU CHAPITRE II.

*Des sources du revenu général ou public
de la société.*

DEUXIÈME PARTIE.

Des Taxes.

A R T I C L E I V.

*Taxes qui doivent tomber indifféremment
sur chaque différente espèce de revenu.*

LES taxes qu'on veut faire porter indifféremment sur toutes les espèces de revenu sont la capitation et les impôts sur les objets de consommation. Il faut que les contribuables les paient de tous leurs revenus

Tome V.

A

CHAPITRE II. 3

gal, si on cherche à le rendre certain et non arbitraire. Qu'un impôt soit léger ou pesant, l'incertitude est toujours un grand abus : léger, une grande inégalité peut être supportable ; pesant, la moindre inégalité ne peut se souffrir.

Dans les différentes capitations qui eurent lieu en Angleterre, sous le règne de Guillaume III, les contribuables, ou du moins la plupart d'entr'eux, furent taxés à raison de leur rang, c'est-à-dire, comme ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons, écuyers, gentilshommes, aînés ou cadets de pairs, etc. Tout marchand en boutique, et tout autre, qui avoit plus de trois cents livres sterlings, c'est-à-dire, les individus les plus riches de ces deux classes, furent assujettis à la même taxe, sans aucun égard à la différence des fortunes ; on ne considéra que leur rang. Plusieurs de ceux qui, dans la première capitation, avoient été imposés selon leur fortune présumée, le furent ensuite selon leur rang ; ainsi les avocats, les procureurs, tous les hommes de loi, qui d'abord avoient été taxés à trois shellings par livre de leur revenu supposé, le furent ensuite comme gentilshommes : on pensa que

dans l'assiette d'un impôt un degré considérable d'inégalité seroit trouvé moins insupportable que le moindre degré d'incertitude.

Dans la capitation qu'on a levée en France, sans aucune interruption, depuis le commencement du siècle présent, les premières classes de la nation sont imposées selon leur rang par un tarif invariable; les classes inférieures le sont, d'après leur fortune présumée, par une assiette qui varie d'année en année. Les personnes attachées à la cour, les magistrats des parlemens et autres officiers des tribunaux souverains, les officiers de l'armée sont taxés de la première manière; les rangs inférieurs du peuple dans les provinces le sont de la deuxième. Les grands se soumettent aisément à supporter un degré considérable d'inégalité dans un impôt qui n'est pas très-lourd pour eux; mais ils ne pourroient se résoudre à se voir taxés arbitrairement par un intendant. Quant au peuple, il faut qu'il se résigne à endurer avec patience le traitement qu'il plaît à ses supérieurs de lui faire.

En Angleterre, les différentes capitations n'ont jamais produit la somme qu'on s'en

étoit promis , ou qu'on avoit supposé pouvoir en tirer , en les percevant avec exactitude. En France , au contraire , la capitation produit toujours ce qu'on en attend. Le gouvernement britannique , en imposant les diverses classes , se contente de percevoir ce que l'imposition peut lui donner , et n'exige pas de compensation pour la perte que le revenu public peut faire de la part de ceux , ou qui ne peuvent , ou qui ne veulent pas payer , (car il en est un grand nombre) et on ne les contraint pas au paiement , parce qu'il y a de l'indulgence dans les personnes chargées de mettre la loi à exécution. Le gouvernement françois beaucoup plus sévère impose sur chaque généralité une somme que l'intendant est obligé de trouver comme il peut. Si une province se plaint d'être imposée trop haut , elle peut , dans le rôle de l'année suivante , obtenir une diminution proportionnée à la surcharge de l'année précédente ; mais il faut qu'elle commence par payer. Pour être sûr de trouver la somme imposée , l'intendant , en vertu du pouvoir qu'on lui en avoit donné , im-
posoit une somme plus forte , en sorte que le défaut de paiement de la part de quel-

ques-uns des contribuables étoit couvert par la surcharge des autres. Ce pouvoir qu'avoient les intendants de fixer le surplus de la répartition, a duré jusqu'en 1765 ; mais cette même année , le conseil le retint pour lui. Dans la capitation des provinces, comme l'observe l'auteur bien informé des MÉMOIRES SUR LES IMPOSITIONS DE LA FRANCE , la portion qui tombe sur la noblesse et sur les privilégiés exempts de la taille est peu de chose ; le poids le plus lourd est à la charge des individus taillables qu'on impose à tant par livre de ce qu'ils paient pour la taille.

Lorsque la capitation est perçue sur les classes inférieures , c'est un impôt direct qui grève le salaire du travail , et qui est suivi de tous les inconvéniens attachés à un impôt de cette nature.

On perçoit la capitation à peu de frais , et par-tout où la perception en est rigoureuse , l'Etat se fait un revenu très-assuré. Voilà pourquoi la capitation est communément en usage dans tous les pays où l'on fait peu d'attention à l'aisance , au soulagement , à la tranquillité des classes inférieures. Cependant elle ne fournit, en général ,

qu'une très-petite partie du revenu public , qui jamais , dans un grand Empire , n'est provenu de cet impôt. D'ailleurs , la plus forte somme qu'elle ait jamais produite , on eût toujours pu la trouver par quelque autre mesure plus favorable au peuple.

Taxes sur les objets de consommation.

L'impossibilité reconnue d'asseoir par la capitation un impôt proportionnel sur les revenus a fait imaginer sans doute les impôts sur les objets de consommation. L'Etat qui ne sait comment imposer les revenus directement et proportionnellement , cherche à le faire d'une manière indirecte , en taxant la dépense qu'on présume devoir être ordinairement proportionnée aux revenus. Or , en taxant les marchandises de consommation qui sont l'objet de la dépense de chacun , on parvient à taxer cette dépense même.

Les marchandises de consommation sont des objets ou de nécessité ou de luxe.

Par objets de nécessité , j'entends non-seulement ce qui est indispensablement nécessaire pour vivre , mais encore tout ce

qu'il seroit honteux pour les hommes honnêtes, même des classes inférieures, de ne pas avoir d'après l'usage reçu du pays. Ainsi, par exemple, une chemise de toile, à parler rigoureusement, n'est pas nécessaire pour vivre; les Grecs et les Romains n'en avoient pas, et vivoient néanmoins fort à leur aise: mais aujourd'hui, dans la plus grande partie de l'Europe, un honnête journalier rougiroit de se montrer en public sans une chemise de toile, parce que n'en pas avoir, c'est faire présumer qu'on est à ce degré honteux de pauvreté auquel on ne peut arriver que par un excès d'inconduite. Ainsi, en Angleterre, l'usage fait regarder les souliers comme une chose nécessaire à la vie; les honnêtes gens de l'un et de l'autre sexe rougiroient de paroître en public sans souliers. En Ecosse, l'usage en a fait une nécessité de la vie pour les hommes de la dernière classe; mais il n'en est pas de même pour les femmes qui, sans honte, peuvent aller pieds nus. En France, les souliers ne sont, ni pour les hommes ni pour les femmes, une chose de nécessité; les individus des deux sexes dans les classes inférieures vont, sans avoir à rougir, quel-

quefois en sabots et quelquefois pieds nus. Sous le nom d'objets de nécessité, je comprends donc tout à la fois, et ce que la nature exige pour le soutien de la vie, et ce que les règles établies de la décence rendent nécessaire aux dernières classes du peuple : tout ce qui est au-delà, je le range parmi les objets de luxe, sans prétendre néanmoins par cette dénomination donner la moindre improbation à l'usage de ces mêmes objets : ainsi, par exemple, j'appelle objet de luxe la bière et l'aile dans la Grande Bretagne, et le vin, même dans les pays de vignobles. Un homme, de quelque rang qu'il soit, peut sans honte s'abstenir entièrement de ces boissons : la nature ne les rend pas indispensablement nécessaires au soutien de la vie, et l'usage n'attache nulle part de l'indécence à s'en passer.

Comme, dans tous les lieux, le salaire du travail est réglé en partie par la demande qu'on fait du travail, et en partie par le prix moyen des objets nécessaires de subsistance, tout ce qui élève ce prix moyen doit nécessairement élever aussi ce salaire, de manière que l'ouvrier peut encore être

en état de se procurer la quantité de ces objets nécessaires de subsistance, que l'état soit ascendant, soit stationnaire, soit déclinant de la demande du travail, lui fait une loi de se procurer (1). Un impôt sur ces objets de nécessité ne peut manquer d'en élever le prix au-delà du taux de la taxe, parce que le marchand qui fait l'avance de celle-ci doit, en général, la regagner avec un bénéfice. Un tel impôt occasionnera donc dans le salaire du travail une augmentation proportionnée à cette hausse du prix moyen.

C'est ainsi qu'un impôt sur les objets de nécessité agit exactement de la même manière qu'opérerait un impôt direct sur le salaire du travail. Quoique l'ouvrier lui-même en fasse le paiement, on ne sauroit dire pourtant qu'il l'avance, du moins pour un tems considérable. Il faut toujours qu'à la longue, l'individu qui l'emploie immédiatement lui fasse l'avance de l'impôt dans le salaire qu'il lui donne. Si celui qui le fait travailler est un manufacturier, l'augmentation du salaire, conjointement avec

(1) Voyez liv. I, chap. VIII.

un bénéfice, entrera dans le prix des marchandises, en sorte que le paiement final de l'impôt et le bénéfice tomberont à la charge du consommateur ; si celui qui le fait travailler est un fermier, le tout ira frapper la rente du propriétaire.

Il en est autrement des impôts assis sur ce que j'appelle objets de luxe, sur ceux même dont le pauvre fait usage. La hausse du prix des marchandises imposées ne produira pas nécessairement une augmentation dans le salaire du travail. Un impôt sur le tabac, par exemple, quoique cette denrée soit un objet de luxe pour le pauvre comme pour le riche, ne haussera pas le salaire : le tabac est taxé en Angleterre trois fois, et en France cinq fois au-delà de son prix originaire ; et cependant ces hauts droits semblent n'avoir aucun effet sur le salaire du travail : on peut dire la même chose des impôts sur le thé et sur le sucre, qui, en Angleterre et en Hollande, sont devenus des objets de luxe pour les classes inférieures ; et des impôts sur le chocolat qui, en Espagne, est aujourd'hui, dit-on, un objet de ce genre. On présume que les divers impôts assis par la Grande-Bretagne,

durant le cours du siècle actuel , sur les liqueurs spiritueuses , n'ont eu de même aucun effet sur le salaire du travail. L'impôt additionnel de trois shellings sur la barrique de bière forte , qui a fait augmenter le prix qu'on donne du *porter* , n'a point fait hausser à Londres le salaire du travail ordinaire. Ce salaire , avant l'impôt , étoit d'environ dix-huit ou vingt sols , et aujourd'hui il n'est pas au dessus.

Le haut prix de ces denrées ne diminue pas nécessairement , pour les classes inférieures , la faculté d'élever leurs enfans. Pour le pauvre sage et industriel , de pareils impôts sont comme des loix somptuaires : ils le disposent à modérer ou à réprimer l'usage des superfluités , qu'il n'est plus en lui de se procurer aisément. Par cette modération forcée , l'impôt , au lieu de diminuer en lui la faculté d'élever sa famille , ne sert peut-être souvent qu'à l'augmenter. Ce sont ordinairement les pauvres sages et industriels qui élèvent un plus grand nombre d'enfans , et qui fournissent principalement à la demande du travail utile. Tous les pauvres , à la vérité , ne sont pas économes et industriels ; il en est qui , pro-

digues et déréglés , continuent l'usage de ces superfluités , après tout comme avant l'augmentation des prix , sans trop se mettre en peine de l'état de détresse où peut jeter leur famille la satisfaction qu'ils se permettent. Mais aussi ces hommes déréglés élèvent-ils rarement de nombreuses familles ; leurs enfans périssent ordinairement , parce qu'ils sont négligés , mal tenus , qu'ils manquent de nourriture , ou n'en reçoivent que de mauvaise qualité : si par la force de leur constitution , ils échappent aux dangers auxquels l'inconduite de leurs parens les expose , le mauvais exemple qu'ils ont sous les yeux porte ordinairement la corruption dans leur cœur , en sorte qu'au lieu de devenir des instrumens utiles à la société par leur industrie , ils en sont les fléaux publics par leurs désordres et leurs vices. Cependant quand même le prix surhaussé des superfluités du pauvre augmenteroit un peu la détresse des familles déréglées , et affoibliroit en conséquence la faculté d'élever les enfans , il n'est guère probable que la population utile en fût diminuée.

Toute augmentation dans le prix moyen des objets de nécessité , à moins qu'elle ne

soit compensée par une augmentation proportionnelle dans le salaire du travail, doit nécessairement diminuer plus ou moins pour le pauvre la faculté d'élever une famille nombreuse, et de fournir, par conséquent, à la demande du travail utile, quelque soit l'état de cette demande, et celui de la population qu'elle exige.

Les impôts assis sur des objets de luxe ne tendent qu'à hausser le prix des marchandises imposées ; au lieu qu'assis sur les objets de nécessité, ils tendent, en faisant hausser le salaire du travail, à élever le prix de tous les articles manufacturés, et par conséquent à en resserrer la vente et la consommation. Les premiers sont payés finalement par le consommateur des marchandises imposées sans aucun avantage pour lui, et frappent indifféremment sur les trois sources ; les seconds, par cela même qu'ils portent sur le pauvre ouvrier, sont payés finalement, en partie par les propriétaires qui éprouvent une diminution dans la rente de leurs terres, et en partie par les riches consommateurs, propriétaires ou non, qui avancent le prix des marchandises manufacturées, et toujours avec une surcharge

considérable pour eux. Il faut que le prix avancé des articles manufacturés qui sont des objets de nécessité pour le pauvre, et que le pauvre seul consomme, tels, par exemple, que les grosses étoffes de laine, soit compensé, pour celui-ci, par des avances plus fortes dans leurs salaires. Si les rangs moyens et supérieurs de la société s'entendoient à leurs propres intérêts, ils s'opposeroient constamment à tout impôt qu'on voudroit asseoir sur les objets de nécessité, ainsi qu'à tout impôt direct sur le salaire du travail ; c'est sur eux-mêmes, et toujours avec une surcharge considérable, que tombe le paiement final de ces deux sortes d'impôts. Il est plus lourd pour les propriétaires qui paient toujours à double titre, d'abord, comme propriétaires par la réduction de leur rente, ensuite comme riches consommateurs par l'accroissement de leur dépense. Le chevalier MATHIEU DECKER a très-justement remarqué qu'il est des impôts, tels que ceux assis sur les objets de nécessité, qui se trouvent quatre ou cinq fois répétés et accumulés dans le prix de certaines marchandises : dans le prix des cuirs, par exemple, il faut payer, non-seu-

lement l'impôt pour ses propres souliers ; mais encore une partie de cet impôt pour les souliers qu'usent le cordonnier et le tanneur. Il faut payer aussi pour l'impôt sur le sel, le savon et les chandelles que ces ouvriers consomment tandis qu'on les emploie, et pour l'impôt sur le cuir que consomment en souliers ceux qui s'occupent à fabriquer pour nous le sel, le savon et la chandelle.

Dans la Grande-Bretagne, les principaux impôts sur les objets de nécessité sont ceux qui affectent les quatre sortes de denrées dont je viens de parler, c'est-à-dire le sel, le cuir, le savon et la chandelle.

Le sel est depuis long-tems et presque par-tout soumis à un impôt ; il l'étoit chez les Romains, et il l'est aujourd'hui, je crois, dans toutes les parties de l'Europe. La quantité que chaque individu en consomme annuellement et celle qu'il en achète à la fois peuvent être si peu de chose, qu'on semble en avoir conclu qu'un impôt même assez lourd sur cette denrée ne sauroit être à charge à personne : en Angleterre, on perçoit sur le boisseau de sel trois shellings et quatre sous, c'est-à-dire le triple de son
prix

prix originaire : dans d'autres pays , l'impôt est encore plus fort. Le cuir est aussi un objet de nécessité. L'usage de la toile nécessite celui du savon. Par-tout où les nuits d'hiver sont longues , les chandelles sont pour tous les métiers un instrument nécessaire. Le cuir et le savon sont imposés dans la Grande-Bretagne à trois demi-sous par livre , et les chandelles à un sou. Ces impôts s'élèvent à environ huit ou dix pour cent sur le prix originaire du cuir , et à vingt ou vingt-cinq pour cent sur celui des chandelles ; et quoiqu'ils soient plus légers que ne l'est celui sur le sel , ils n'en sont pas moins très-lourds encore. Comme ces quatre sortes de denrées sont des objets d'une nécessité réelle , ces lourds impôts dont elles sont chargées doivent augmenter un peu la dépense du pauvre sage et industrieux , et faire hausser , par conséquent , plus ou moins , le salaire du travail.

Dans un pays où les hivers sont aussi froids que dans la Grande-Bretagne , le chauffage est , dans le sens le plus strict de ce mot , un objet de nécessité , non-seulement pour apprêter les alimens , mais encore pour donner une existence supportable à diffé-

rentes classes d'ouvriers qui travaillent à la maison. D'un autre côté, de toutes les sortes de chauffages, celle du charbon de terre est la moins coûteuse; or, le prix du chauffage a une si grande influence sur le prix du travail, que, dans toute la Grande-Bretagne, les manufactures se sont confinées en général dans les pays à charbon, par la raison qu'il est impossible de faire travailler par-tout ailleurs à aussi bon marché, à raison du haut prix de cet article nécessaire. Il est, d'ailleurs, certaines manufactures pour lesquelles le charbon est un instrument nécessaire de métier; telles par exemple que les manufactures de verre, de fer, en un mot, de tous les métaux. S'il pouvoit jamais être raisonnable d'accorder une gratification, ce seroit peut-être en faveur du charbon transporté des pays où il abonde aux cantons qui en manquent; mais la législature, au lieu d'une gratification, a imposé un droit de trois shellings trois sous par tonneau sur le charbon transporté le long des côtes; ce qui fait pour la plupart des espèces de charbons plus de soixante pour cent en sus de leur prix originaire. Quant aux charbons voiturés par terre ou

confiés à la navigation intérieure, ils sont exempts de tout droit. Il arrive delà que , par-tout où ils sont naturellement à bon marché , on les consomme sans rien payer , et que , par - tout où ils sont naturellement chers , on les trouve chargés d'un gros droit.

Quoique ces sortes d'impôts fassent hausser le prix des subsistances , et par conséquent le salaire du travail , ils donnent néanmoins à l'Etat un revenu considérable qu'il ne seroit pas aisé d'obtenir par une autre voie : il peut donc y avoir d'excellentes raisons pour les conserver. Il n'en est pas de même des gratifications accordées à l'exportation des grains : par-là même qu'elles tendent , dans l'état présent de l'agriculture , à faire hausser le prix de cet article nécessaire , elles produisent bien d'aussi mauvais effets ; mais , au lieu de rapporter aucun revenu en dédommagement , elles sont très-souvent une occasion de grande dépense pour le gouvernement. Les gros droits assis sur l'importation du grain étranger , lesquels dans les années de médiocre abondance , équivalent à une prohibition , et la défense absolue d'importer ou du bétail vivant ou

des provisions salées , laquelle existe dans l'état ordinaire des choses , et qui , à raison de la disette , est suspendue aujourd'hui pour un tems limité en faveur de l'Irlande et des plantations angloises , ont tous les mauvais effets que produisent les impôts assis sur les objets de nécessité , et ne rapportent aucun revenu à l'Etat. Rien ne semble nécessiter la révocation de ces réglemens ; mais il importe de démontrer au public la futilité du système , d'après lequel on les a établis.

Les impôts sur les objets de nécessité sont , dans quelques pays , beaucoup plus forts que dans la Grande-Bretagne. Il est en différens endroits des taxes assises sur la fleur et sur la farine du blé , soit au moulin quand on moud le froment , soit au four lorsqu'on cuit le pain. On présume qu'en Hollande le prix pécuniaire du pain que les villes consomment , se trouve doublé par le moyen de ces impôts. A la place d'une partie de ces droits , le peuple des campagnes paie chaque année tant par tête , à raison de la sorte de pain qu'il est censé consommer. L'individu qui mange du pain de froment , paie trois florins quinze sous ,

c'est-à-dire environ six shellings neuf sous et demi. C'est à ces impôts et à quelques autres de la même espèce, qu'on attribue la ruine de la plupart des manufactures de la Hollande. On trouve de semblables impôts, quoique moins lourds, dans le Milanois, dans l'Etat de Gênes, dans les Duchés de Modène, de Parme, de Plaisance et de Guastalla; ainsi que dans les terres de l'Eglise. Un écrivain françois, qui a donné à son ouvrage le nom de RÉFORMATEUR, et qui n'est pas sans mérite, a proposé de réformer les finances de son pays, en substituant à la plupart des autres impôts, celui-ci qui est le plus ruineux de tous: « il n'est » pas d'absurdité, dit Cicéron, qui n'ait » été débitée et soutenue par quelque philo- » sophe ».

Les impôts sur la viande de boucherie sont plus ordinaires encore que les taxes sur le pain. Peut-être la viande de boucherie n'est-elle nulle part un objet de nécessité. L'expérience nous apprend que le blé et les autres végétaux avec le secours du lait, du fromage, du beurre et de l'huile, par-tout où l'on ne peut avoir du beurre, peuvent à eux seuls fournir le régime le plus abon-

dont, le plus sain, le plus nourrissant et le plus propre sur-tout, à rendre le corps vigoureux. Nulle part, la décence ne fait une nécessité de la viande de boucherie, comme elle en fait une de l'usage des chemises de toile et des souliers.

On peut taxer de deux différentes manières les objets de consommation, soit de nécessité soit de luxe. Tantôt on soumet le consommateur à payer une somme annuelle pour la consommation qu'il fait d'une certaine sorte de marchandises; et tantôt on impose les marchandises dans les mains même du marchand, avant que celui-ci les livre au consommateur. La première de ces méthodes convient parfaitement quand on veut imposer les objets, qui, dans leur état de service, ont une longue durée. La deuxième est plus convenable quand on veut asséoir un impôt sur les objets dont la consommation est ou immédiate ou plus prompte. Les taxes sur les carrosses et sur la vaisselle plate sont des exemples du premier genre d'imposition; du second genre, sont la plupart des droits d'excise et de douane.

Un carrosse, dont on a grand soin, dure

dix ou douze années. On peut l'imposer, une fois pour toutes, avant qu'il sorte des mains du carrossier ; mais l'acheteur trouvera beaucoup plus commode de payer quatre livres sterlings par an , pour la permission d'avoir carrosse , que de donner tout à la fois au carrossier quarante ou quarante-huit livres de plus , ou toute autre somme équivalente à ce que l'impôt lui coûteroit vraisemblablement pendant la durée de la voiture. Un service de table en argent peut de même durer plus d'un siècle. Il est assurément plus facile à celui qui en fait usage de payer annuellement cinq shellings pour cent onces de vaisselle plate , c'est-à-dire , à peu près un pour cent de la valeur , qu'il ne lui seroit aisé de se racheter de cette longue rente au denier quatre ou trois , somme qui renchériroit le prix de sa vaisselle de vingt cinq , au moins , ou de trente pour cent. Certainement les divers impôts assis sur les maisons sont acquittés plus commodément par de médiocres paiemens annuels , qu'ils ne le seroient par un seul droit d'égale valeur , assis sur la première construction , ou sur la vente de la maison.

On connoît le projet du Chevalier Mathieu Decker. Cet écrivain vouloit que toutes les marchandises, celles même dont la consommation est ou immédiate, ou très-prompte, fussent imposées de manière que le marchand ne fît aucune avance ; mais que le consommateur payât une certaine somme annuelle, pour la permission de consommer certaines marchandises. L'auteur de ce projet avoit pour but de favoriser toutes les différentes branches du commerce étranger, et particulièrement celles du commerce de transport, en supprimant tous les droits assis sur l'importation et l'exportation, et en mettant ainsi chaque marchand en état d'employer la totalité de son capital et de son crédit à l'achat des marchandises et au fret des vaisseaux, sans avoir à en détourner la moindre partie pour faire l'avance des impôts. Cependant on peut faire contre ce projet quatre objections très-importantes ; les voici. Premièrement, l'impôt seroit plus inégal ou moins bien proportionné à la dépense et à la consommation des différens contribuables, qu'il ne l'est de la manière dont il est établi communément : ainsi les taxes sur la bière

douce, le vin et les liqueurs spiritueuses, taxes dont les marchands font l'avance, sont payées finalement par les divers consommateurs dans une proportion exacte avec la consommation qu'ils en font; au lieu que si la taxe étoit acquittée par la permission achetée de faire usage de ces boissons, l'homme sobre seroit traité plus rigoureusement que l'ivrogne: ainsi une famille qui tiendrait un grand état de maison seroit imposée beaucoup plus légèrement que celle qui recevrait moins de monde. Secondement, ce mode d'imposition, en faisant payer tous les ans, tous les six mois, ou à chaque trimestre la permission de consommer certaines denrées, diminuerait beaucoup l'une des principales facilités que donnent les impôts assis sur les objets dont la consommation est prompte, c'est-à-dire, l'avantage de payer à sur et à mesure. Dans le prix de trois sous et demi, qu'on donne aujourd'hui pour un pot de CROCHETORAL; les différens droits sur la drèche, le houblon et la bière, ainsi que le bénéfice extraordinaire qui revient au brasseur pour les avances qu'il a faites de ces droits, s'élèvent peut-être à six liards environ. Si un

ouvrier peut épargner sans peine ces six liards, il achète un pot de crochetoral ; s'il n'en peut faire l'épargne, il se contente d'une pinte ; et comme un sou épargné est un sou gagné, alors sa tempérance lui vaut un liard de gain. Il acquitte l'impôt peu-à-peu, à mesure qu'il a le moyen de l'acquitter ; pour lui ces divers paiemens sont volontaires, et il s'en dispense toutes les fois qu'il le juge à propos. Troisièmement, de parcs impôts auroient une moindre action comme loix somptuaires ; puisque la permission une fois achetée, qu'on boive peu ou beaucoup, ils seront toujours les mêmes. Quatrièmement, si on obligeoit un ouvrier à payer en masse tous les ans, tous les six mois, ou à chaque trimestre un impôt égal à ce qu'il donne aujourd'hui en détail presque sans aucune gêne dans le prix de tous les pots ou de toutes les pintes de crochetoral qu'il boit dans ce même espace de tems ; cette somme totale le mettroit souvent fort à l'étroit. Il est donc évident que ce mode d'imposition, à moins d'être très-oppressif, ne pourroit jamais fournir un revenu à-peu-près égal à celui que le mode actuel fournit en divers pays

sans aucune oppression; cependant on impose ainsi les objets qui sont d'une consommation soit immédiate, soit rapide. Ainsi le peuple, en Hollande, paie tant par tête pour la permission de prendre du thé. J'ai déjà parlé de l'impôt qu'on perçoit ainsi sur le pain que mangent les fermes et les villages.

Les droits d'excise sont assis particulièrement sur les productions du pays que le pays même doit consommer. Ils ne portent que sur un petit nombre d'objets, dont l'usage est général. Il ne sauroit y avoir de doute, soit relativement aux marchandises qui sont sujettes à ces droits, soit à l'égard du droit particulier, qui porte sur chaque espèce de ces marchandises. Ces droits tombent presque tous sur ce que j'appelle objets de luxe; à l'exception néanmoins de ceux qu'on perçoit sur les quatre articles dont j'ai déjà fait mention, je veux dire le sel, le savon, le cuir, les chandelles, et peut-être aussi les verreries communes.

Les droits de douane sont d'une origine beaucoup plus ancienne que ceux d'excise. Peut-être même ne les a-t-on appelés *customs*, que parce qu'ils désignent des paie-

mens coutumiers , en usage depuis un tems immémorial. Il paroît qu'ils furent originai-
rement regardés comme des impôts sur le
bénéfice des marchands. Dans les siècles bar-
bares de l'anarchie féodale, les marchands
et tous les habitans des bourgs n'étoient
regardés , tout au plus , que comme des
esclaves émancipés dont on méprisoit la
personne et dont on envioit les gains. La
haute noblesse qui avoit laissé les rois maî-
tres d'imposer à la taille ses tenanciers,
souffrit sans répugnance qu'on étendît aussi
cet impôt sur ses tenanciers d'une autre classe
qu'elle avoit beaucoup moins d'intérêt en-
core à protéger. Dans ces tems d'ignorance ,
on ne concevoit , ni que les bénéfices des
marchands ne peuvent être l'objet d'un im-
pôt indirect , ni que le paiement final de
tous ces impôts tombe toujours avec une
surcharge considérable sur les consomma-
teurs.

Le gain des marchands étrangers étoit
regardé de plus mauvais œil que celui des
marchands nationaux ; il étoit donc naturel
que l'un fût taxé plus que l'autre. La distinc-
tion entre les droits sur les marchands étran-
gers et les droits sur les marchands anglois,

distinction que l'ignorance avoit introduite , a été prolongée par l'esprit de monopole , et par l'envie qu'on a eu de donner à nos marchands un avantage , tant dans le marché national que dans les marchés étrangers.

C'est en s'y conformant qu'on imposa également les anciens droits de douane sur toutes les sortes de marchandises de nécessité et de luxe , exportées et importées : pourquoi , disoit-on probablement , favoriser ceux qui vendent une espèce de marchandise plus que ceux qui en vendent une autre ? Pourquoi le marchand exportateur seroit-il mieux traité que le marchand importateur ?

Les anciens droits de douane étoient divisés en trois branches. La première , et peut-être la plus ancienne , portoit sur la laine et sur le cuir. C'étoit , ce semble , principalement , ou même absolument , un droit d'exportation. Lorsque les manufactures de laine vinrent à s'établir en Angleterre , la crainte que le fisc ne perdît quelque partie de ses droits de douane sur la laine par l'exportation des étoffes de laine , détermina à les soumettre à ce droit. Les deux autres branches étoient 1°. un

droit qui , imposé sur le vin à tant par tonneau , s'appelloit **TONNAGE** ; 2°. un droit sur toutes les autres marchandises , qui , imposé à tant par livre de leur valeur supposée , s'appelloit **PONDAGE**. Dans la quarante-septième année du règne d'Edouard III , on mit un droit de six sous par livre sur toutes les marchandises exportées et importées , excepté sur les laines , les peaux à laine , les cuirs et les vins , marchandises qui étoient sujettes à des droits particuliers. Dans la quatorzième année du règne de Richard II , ce droit fut porté jusqu'à un shelling par livre ; mais trois ans après il fut réduit à six sous : on le fit monter à dix-huit sous , dans la seconde année du règne d'Henri IV ; et dans la quatrième du même prince , à un shelling. Depuis ce tems jusqu'à la neuvième année du règne de Guillaume III , ce droit est resté à un shelling par livre. Les droits de tonnage et de pondage étoient généralement accordés par un seul et même acte du parlement , et on les appelloit **SUBSIDES DE TONNAGE ET DE PONDAGE**. Le subside du pondage ayant continué pendant un aussi long-tems sur le pied d'un shelling par livre , ou à cinq pour cent , le mot de subside ,

dans le langage des douanes, finit par désigner un droit général de ce genre, ou de cinq pour cent. Ce subside, qu'on appelle aujourd'hui l'ancien subside, fut perçu encore suivant le tarif établi dans la douzième année du règne de Charles II. On dit que la méthode de constater, par le tarif, la valeur des marchandises sujettes à ce droit, est plus ancienne que le règne de Jacques I. Le nouveau subside imposé par le neuvième et le dixième actes du règne de Guillaume III, fut un impôt de surcroît de cinq pour cent sur la plupart des marchandises. Le tiers et les deux tiers du subside ont fait tous ensemble un autre cinquième pour cent dont ils étoient les parties proportionnelles. Le subside de 1747 a formé un quatrième cinq pour cent sur la plupart des marchandises; et celui de 1759 en a fait un cinquième sur quelques espèces particulières de marchandises. Outre ces cinq subsides, on a imposé occasionnellement un grand nombre d'autres droits différens sur des espèces particulières de marchandises, quelquefois pour soulager les besoins de l'Etat, et quelquefois pour régler le commerce du pays, sur les principes du système mercantile.

Ce système est venu par degrés toujours plus à la mode. L'ancien subside étoit imposé indifféremment sur l'exportation et sur l'importation. Les quatre subsides suivans, aussi bien que les autres droits qu'on a depuis imposés occasionnellement sur des espèces particulières de marchandises, ont été mis entièrement, à quelques exceptions près, sur l'importation. La plupart des anciens droits imposés sur l'exportation des marchandises territoriales et manufacturées du pays ont été ou modérés ou supprimés entièrement ; la plupart du tems ils ont été supprimés. On a même accordé des gratifications sur l'exportation de quelques-unes des marchandises : on a encore accordé sur l'exportation des marchandises étrangères des rabats quelquefois du tout, et la plupart du tems d'une partie des droits payés à leur importation. On ne rabat sur l'exportation que la moitié des droits imposés par l'ancien subside sur l'importation : mais on rabat de la même manière sur la plupart des marchandises la totalité des droits qui sont imposés par les derniers subsides et par les autres impôts. La faveur qui s'est attachée de plus en plus à l'exportation, et le découragement

couragement qui a affecté l'importation , n'ont souffert que quelques exceptions qui regardent sur-tout les matières premières de quelques manufactures. Nos marchands et nos manufacturiers voudroient bien que ces matières leur revinssent au meilleur marché possible pour eux-mêmes, et qu'elles coûtassent le plus cher possible à leurs rivaux et à leurs concurrens , dans les autres pays. C'est pour cela qu'on déclare quelquefois l'importation des matières étrangères franche de tous droits, comme par exemple, celle des laines d'Espagne , du lin et du fil crû , etc. L'exportation du produit du pays et de celui qui est particulier à nos colonies a été quelquefois prohibée , et quelquefois soumise à de plus hauts droits. L'exportation de la laine angloise a été prohibée ; celle des peaux de castor , de la laine de castor , et de la gomme du Sénégal a été plus fortement imposée , depuis que la Grande-Bretagne , par la conquête du Canada et du Sénégal , a acquis le monopole presque exclusif de ces marchandises.

J'ai tâché de montrer dans le quatrième livre de ces Recherches , que le système mercantille n'a pas été favorable ni au re-

Tome V.

C

venu du grand corps du peuple, ni au produit annuel de la terre et du travail du pays ; il semble qu'il ne l'a pas été davantage au revenu du souverain, du moins quant à ce qui dépend des droits de douane.

En conséquence de ce système, l'importation de plusieurs sortes de marchandises a été absolument prohibée. Cette prohibition a, dans certains cas, empêché totalement, et, dans d'autres, diminué beaucoup l'importation de ces marchandises, en réduisant les importateurs à la nécessité de frauder la douane. Elle a empêché entièrement l'importation des étoffes de laine étrangères, et diminué beaucoup celle des soies et des velours étrangers. Dans les deux cas, elle a absolument anéanti le revenu des douanes qu'on auroit pu lever sur cette importation.

Les gros droits qu'on a mis sur l'importation de différentes sortes de marchandises étrangères, pour en décourager la consommation dans la Grande - Bretagne, n'ont servi, dans plusieurs cas, qu'à encourager la fraude, et ils ont réduit toujours le revenu des douanes au dessous de ce qu'auroient rapporté des droits plus modiques.

Ce mot du docteur Swift, « que dans l'arithmétique des douanes deux et deux, au lieu de faire quatre, ne font quelquefois qu'un, » se trouve parfaitement vrai à l'égard de ces gros droits, qu'on n'auroit jamais imposés, si le système mercantile ne nous eût appris à employer souvent l'impôt comme un instrument, non de revenu, mais de monopole.

Les gratifications qu'on accorde quelquefois sur l'exportation du produit brut et manufacturé du pays, et les rabats qu'on paie sur la réexportation de la plupart des marchandises étrangères, ont donné lieu à plusieurs fraudes, et à une espèce de contrebande qui, plus que toutes les autres, est destructive du revenu public. On sait que pour obtenir la gratification ou le rabat, on embarque quelquefois et on envoie sur mer les marchandises; mais on sait aussi qu'on les débarque bientôt après, clandestinement, dans quelque autre partie du pays. La perte du revenu des douanes occasionnée par ces gratifications et ces rabats, dont la fraude attire à elle une grande partie, est très-considérable. Le produit total des douanes, en l'année qui expira au 5 jan-

vier 1755, fut de cinq millions soixante-huit mille livres. Les gratifications payées sur ce revenu, quoiqu'il n'y eût point eu cette année de gratification sur le blé, se montèrent à cent soixante-sept mille huit cents livres ; les rabats payés sur des billets et des certificats s'élevèrent à deux millions cent cinquante-six mille huit cents livres ; les gratifications et les rabats formèrent ensemble la somme de deux millions trois cent vingt-quatre mille six cents livres. Par ces déductions, le revenu des douanes ne fut que de deux millions sept cent quarante-trois mille quatre cents livres : en déduisant de cette somme celle de deux cent quatre-vingt-sept mille neuf cents livres pour les frais d'administration en salaires et autres objets, le revenu net des douanes fut, cette année-là, de deux millions quatre cent cinquante-cinq mille cinq cents livres. De cette manière, les frais d'administration se montent entre cinq et six pour cent sur le revenu total des douanes, et à un peu plus de dix pour cent sur ce qui reste de ce revenu, déduction faite de ce qu'on paie en gratifications et en rabats.

Depuis qu'on a imposé de gros droits sur

presque toutes les marchandises importées, nos marchands importateurs en passent le plus qu'ils peuvent en fraude, et en font entrer légalement le moins possible. Nos marchands exportateurs, au contraire, font entrer plus de marchandises qu'ils n'en exportent, tantôt par vanité et dans la vue de passer pour de riches négocians en marchandises qui ne paient point de droits, et tantôt pour gagner une gratification ou un rabat. En conséquence de ces différentes fraudes, nos exportations paroissent sur les livres de la douane surpasser de beaucoup nos importations, à la grande satisfaction de ces politiques qui mesurent la prospérité nationale par ce qu'ils appellent la balance du commerce.

Toutes les marchandises importées, excepté celles qui jouissent particulièrement de certaines exemptions, et ces exemptions ne sont pas très-nombreuses, sont sujettes à quelques droits de douane. Si l'on importe des marchandises qui ne soient pas mentionnées dans le livre des taxes, elles sont taxées à 4 sous 9 $\frac{2}{10}$ d. pour chaque valeur de vingt shillings, sur le serment de l'importateur, ce qui fait à-peu-près cinq

subsidés ou cinq droits de pondage. Le tarif est extrêmement étendu et contient le dénombrement d'une grande diversité d'articles, dont plusieurs sont peu en usage, et par conséquent peu connus; aussi arrive-t-il souvent qu'on ne sait sous quel article une espèce particulière en marchandise doit être classée, et par conséquent quel droit elle doit payer : la méprise à cet égard ruine quelquefois le commis de la douane, et expose souvent l'importateur à bien des peines, des frais et des vexations. Les droits de douane sont donc très inférieurs à ceux d'excise en fait de clarté, de précision et de netteté.

Pour que la plupart des membres d'une société contribuent au revenu public en proportion de leur dépense respective, il ne semble pas nécessaire de taxer chaque article séparé de cette dépense. On suppose que le revenu perçu par les droits d'excise frappe sur les contribuables aussi également que celui qu'on retire par les droits de douane; et on n'impose les droits d'excise que sur un petit nombre d'articles qui entrent dans la consommation la plus générale. Plusieurs personnes ont pensé qu'avec

une bonne administration on pourroit également , sans aucune perte pour le revenu public , et avec un grand avantage pour le commerce étranger , réduire à peu d'articles tous les droits de douane.

Les articles étrangers qui sont d'un usage général dans la Grande-Bretagne semblent être principalement aujourd'hui les vins étrangers et eaux-de-vie , quelques-unes des productions de l'Amérique et des Indes occidentales , comme le sucre , le rum , le tabac , les noix de cacao , etc. et quelques-unes de celles des Indes orientales , telles que le thé , le café , la porcelaine , les épiceries de tout genre , diverses espèces d'étoffes en pièces , etc. Ces différens articles fournissent peut-être aujourd'hui la plus grande partie de ce qu'on tire des droits de douane. La plupart des impôts qui subsistent à présent sur les manufactures étrangères , si on en excepte ceux qui portent sur le petit nombre d'articles contenus dans le détail ci-dessus , ont été établis dans l'intention d'assurer , non pas un revenu , mais un monopole , c'est-à-dire , en vue de donner à nos marchands un avantage dans le marché intérieur. En supprimant toutes les

prohibitions , et en soumettant toutes les marchandises manufacturées chez l'étranger à des impôts modiques , mais tels qu'ils doivent être , d'après l'expérience , pour rapporter sur chaque article le plus grand revenu à l'Etat , nos ouvriers pourroient encore avoir un avantage considérable dans le marché intérieur ; et plusieurs articles , qui ne rapportent aujourd'hui aucun revenu au gouvernement , ou qui n'en produisent qu'un très-petit , pourroient en donner un très-considérable.

De gros droits , en diminuant quelquefois la consommation des marchandises taxées , et quelquefois en encourageant la fraude , rapportent souvent au gouvernement un revenu inférieur à celui qu'on pourroit obtenir par des droits modérés.

Lorsque la diminution du revenu est l'effet de la diminution de la consommation , il ne peut y avoir qu'un remède , la modération de l'impôt.

Lorsque la diminution du revenu est l'effet de l'encouragement donné à la fraude , on peut y remédier peut-être de deux manières , soit en diminuant la tentation de frauder , soit en augmentant la difficulté de

la fraude. On ne peut diminuer la tentation de frauder, qu'en modérant l'impôt; et on ne peut augmenter la difficulté de la fraude, qu'en établissant le système d'administration le plus propre à l'empêcher.

Il est prouvé, je crois, par l'expérience, que les loix de l'excise, beaucoup plus efficacement que celles des douanes, embarrassent et traversent les opérations du fraudeur. En introduisant dans les douanes un système d'administration semblable à celui de l'excise, autant que le comporteroit la nature des différens droits, on pourroit augmenter de beaucoup la difficulté de la contrebande. Bien des gens ont pensé que ce changement pourroit s'opérer très-aisément.

On a dit qu'on pouvoit laisser à l'importateur des marchandises sujettes à tous les droits de douane le choix, ou de les faire porter à son magasin particulier, ou de les faire déposer dans un magasin dont il seroit pourvu à ses frais ou aux frais du public, mais qui, laissé sous la clef d'un officier de la douane, ne s'ouvreroit jamais qu'en sa présence; on a dit que, si le marchand les faisoit porter dans son magasin particulier, il paieroit immédiatement les droits, et

n'auroit jamais de rabats par la suite, et que ce magasin seroit sujet en tout tems à la visite et à l'examen de l'officier, pour constater à quel point ce qui y seroit correspondroit à ce qui auroit déjà payé les droits ; on a dit que, s'il les faisoit porter dans le magasin public, il ne paieroit point de droits jusqu'au moment où elles en seroient tirées pour la consommation intérieure ; que, si elles en sortoient pour l'exportation, elles seroient affranchies de tout droit, pourvu qu'on donnât toujours la certitude convenable qu'elles seroient exportées ; on a dit enfin que les trafiquans de ces marchandises particulières, soit en gros, soit en détail, seroient sujets en tout tems à la visite et à l'examen de l'officier de la douane, et obligés de justifier par de bons certificats le paiement des droits sur toute la quantité contenue dans leurs boutiques ou magasins. Ce qu'on appelle droits d'excise sur le rum importé est perçu aujourd'hui de cette manière, et on pourroit peut-être étendre le même système d'administration à tous les droits sur les marchandises importées ; pourvu néanmoins que ces droits, comme ceux de l'excise, se bornassent tou-

jours au petit nombre de ces marchandises, qui entrent dans la consommation la plus générale. S'ils s'étendoient, comme aujourd'hui, sur toutes les sortes de marchandises, il ne seroit pas aisé de se procurer des magasins publics d'une étendue suffisante, et le marchand ne pourroit confier sûrement qu'à son magasin les marchandises d'une nature très-délicate, ou dont la conservation exige beaucoup de soins et d'attentions de sa part.

Si, avec un pareil système d'administration, on pouvoit déconcerter, jusqu'à un point considérable, la fraude des articles même sujets à des droits assez hauts, et si on haussoit ou baissoit dans l'occasion tous les droits, selon qu'on verroit qu'ils doivent, d'une manière ou d'une autre, apporter le plus grand revenu à l'Etat, l'impôt alors se trouvant toujours employé comme un instrument, non de monopole, mais de revenu, il est assez probable qu'on tireroit des seuls droits sur l'importation du petit nombre des marchandises qui entrent dans la consommation la plus générale, un revenu au moins égal au revenu net actuel des douanes, et qu'on amèneroit ainsi les

droits de douane à ce même degré de simplicité, de certitude et de précision, où l'on voit ceux de l'excise. Dans ce système, ce que le revenu perd actuellement par les rabats sur la réexportation des marchandises étrangères qui sont débarquées et consommées ensuite dans le pays, se trouveroit totalement épargné. Si, à cette épargne, qui seule seroit très-considérable, on ajoutoit l'abolition de toutes les gratifications sur l'exportation du produit intérieur, toutes les fois que ces gratifications ne seroient point réellement des rabats de certains droits d'excise qu'on auroit avancés auparavant, on ne peut guère douter que le revenu net des douanes ne fût, après un changement de cette espèce, ce qu'il n'auroit jamais été précédemment. »

Si ce changement de système ne faisoit essuyer aucune perte au revenu public, le commerce et les manufactures du pays obtiendroient certainement un avantage considérable. Le commerce des marchandises prohibées, qui sont sans comparaison les plus nombreuses, deviendrait parfaitement libre, et on pourroit le faire dans tous les lieux et de toutes les parties du monde,

avec tout l'avantage possible. Parmi ces marchandises , on comprendroit tous les objets de nécessité, et toutes les matières premières des manufactures. Comme l'importation libre des objets de nécessité en réduiroit le prix moyen pécuniaire dans le marché intérieur , elle réduiroit aussi le prix pécuniaire du travail ; mais sans en diminuer la récompense réelle. La valeur de l'argent est en proportion de la quantité des objets de nécessité que l'argent achète. Cette quantité est absolument indépendante de celle d'argent qu'on peut avoir en échange. La réduction dans le prix pécuniaire du travail seroit suivie nécessairement d'une réduction proportionnelle dans celui de toutes les marchandises manufacturées du pays , qui obtiendroient par-là quelque avantage dans tous les marchés étrangers ; le prix de certaines marchandises manufacturées seroit réduit dans une proportion plus grande encore par l'importation libre des matières premières , non encore travaillées. Si la soie écrue de la Chine et de l'Indostan étoit importée franche de tous droits, les manufacturiers en soie d'Angleterre pourroient vendre à bien meilleur marché que

ceux de France et d'Italie. On n'auroit pas besoin de prohiber l'importation des soies et des velours étrangers. Nos propres ouvriers, par le bon marché de leurs marchandises, s'assureroient non-seulement la possession du marché intérieur, mais encore une supériorité très-grande dans les marchés étrangers. Le commerce même des marchandises imposées auroit alors beaucoup plus d'avantage qu'il n'en a aujourd'hui. Si ces marchandises sortoient du magasin public pour l'exportation étrangère, comme elles seroient exemptes de tout impôt, le commerce en seroit parfaitement libre. Le commerce de toutes les espèces de marchandises jouiroit, dans ce système, de tout l'avantage possible. Si ces marchandises étoient tirées du magasin pour la consommation du pays, comme l'importateur ne seroit obligé de payer l'impôt qu'au moment où il auroit occasion de les vendre, soit à quelque marchand, soit à quelque consommateur, il seroit toujours en état de les céder à bien meilleur marché, qu'il ne pourroit le faire en supposant qu'il fût obligé d'avancer l'impôt au moment de l'importation. Avec les mêmes impôts, le com-

merce étranger de consommation des marchandises même imposées seroit beaucoup plus avantageux qu'il ne l'est à présent.

L'objet du fameux plan d'excise du Chevalier Robert Walpole étoit d'établir , pour le vin et le tabac , un système assez semblable à celui qu'on propose ici ; mais quoique le bill qu'on présenta alors au parlement ne comprît que ces deux articles , on crut généralement y voir une sorte de tentative pour un plan plus étendu de la même espèce. La faction , qui étoit liguée d'intérêt avec les marchands contrebandiers , excita contre ce bill une clameur si violente , que , toute injuste qu'étoit cette clameur , le ministre jugea à propos de retirer le bill ; et , dans la crainte d'exciter un pareil soulèvement , aucun de ses successeurs n'a osé reprendre ce projet.

Quoique les droits sur les objets étrangers de luxe importés pour la consommation intérieure tombent quelquefois sur le pauvre , ils frappent principalement sur les gens de fortune moyenne ou plus que moyenne : tels sont , par exemple , les droits sur les vins étrangers , le café , le chocolat , le thé , le sucre , etc.

Les droits sur les objets de luxe les moins chers que produit le pays, et qui sont destinés pour la consommation intérieure, tombent assez également sur les personnes de tout rang proportionnellement à leurs dépenses respectives. Le pauvre paie les droits sur la drèche, le houblon, la bière et l'aile qu'il consomme; le riche les paie, et pour sa propre consommation, et pour celle de ses domestiques.

Il faut observer que toute la consommation des rangs inférieurs du peuple et des gens au dessous du moyen état, est par-tout beaucoup plus grande, non-seulement en quantité, mais encore en valeur, que celle du moyen état et des gens au-dessus du moyen état: la dépense totale des rangs inférieurs est donc beaucoup plus grande que celle des rangs supérieurs. Premièrement, presque tout le capital de chaque pays se distribue annuellement parmi les rangs inférieurs du peuple, comme salaire du travail productif: secondement, une grande partie du revenu qui provient de la rente des terres et du bénéfice des fonds se distribue annuellement parmi les mêmes rangs en salaires et en subsistances de domestiques,

mestiques, et autres ouvriers qui ne produisent rien : troisièmement, une partie des fonds appartient aux même rangs, comme revenu qui provient de l'emploi de leurs petits capitaux ; le montant des bénéfices que font annuellement de petits marchands en boutique, commerçans et détaillens de tout genre, est par-tout un objet très-considérable, et forme une grande portion du produit annuel : quatrièmement enfin, une partie de la rente même des terres appartient aux mêmes rangs ; il en appartient une partie considérable à ceux qui sont un peu au dessous du moyen état, et une petite partie, même à ceux du dernier rang, puisque les journaliers possèdent quelquefois en propriété un ou deux acres de terre. Ainsi, quoique la dépense de ces hommes du peuple, en les prenant individuellement, soit infiniment petite, cependant la masse totale de cette dépense, en la prenant collectivement, forme toujours la portion la plus considérable de toute la dépense de la société ; ce qui reste du produit annuel de la terre et du travail du pays pour la consommation des rangs supérieurs étant toujours beaucoup plus faible, non-seulement en quan-

non en objets de nécessité des rangs inférieurs qu'il convient d'imposer. Le paiement final de tout impôt assis sur leur dépense en objets de nécessité tomberoit entièrement sur les rangs supérieurs, c'est-à-dire sur la plus petite, et non sur la plus grande portion du produit annuel : un pareil impôt doit, dans tous les cas, ou faire monter le salaire ou diminuer la demande du travail. Il ne pourroit faire monter le salaire, sans rejeter le paiement final de l'impôt sur les rangs supérieurs. Il ne pourroit diminuer la demande, sans affaiblir le produit annuel de la terre et du travail du pays, qui est le fonds avec lequel tous les impôts doivent être payés finalement. Quelque fût l'état auquel un impôt de cette espèce réduiroit la demande, on verroit toujours monter le salaire plus haut qu'il ne s'élèveroit autrement dans ce même état ; et le paiement final de cette augmentation de salaire tomberoit dans tous les cas sur les rangs supérieurs.

Les liqueurs fermentées qu'on brasse et les liqueurs spiritueuses qu'on distille, non pour les vendre, mais pour les consommer soi-même, ne sont sujettes à aucun droit

cas, la famille doit composer à sept shellings et six sous par tête pour l'impôt. Sept shellings et six sous équivalent à l'excise, sur dix boisseaux de drèche; quantité parfaitement égale à celle que les différens membres de toute famille bien rangée, hommes, femmes et enfans, peuvent vraisemblablement consommer, l'un portant l'autre: mais pour les riches et grandes familles qui tiennent un grand état de maison, en province, la drèche que les membres de chacune de ces familles consomment ne fait qu'une petite partie de la consommation de la maison. Cependant, soit à cause de la faculté de composer, soit par d'autres motifs, il n'est pas aussi commun de faire de la drèche, que de brasser pour son usage particulier. Il est difficile d'imaginer aucun motif raisonnable qui explique pourquoi ceux qui brassent ou distillent pour leur usage particulier, ne seroient point sujets à l'obligation de composer ainsi.

On a dit souvent qu'au moyen d'un impôt plus léger sur la drèche, on tireroit un revenu supérieur à celui qu'on tire aujourd'hui de tous les gros droits assis sur la drèche, la bière et l'aile, parce que les

occasions de frauder sont beaucoup plus fréquentes dans une brasserie que dans un lieu où l'on fait de la drèche ; et parce que ceux qui brassent pour leur usage particulier sont exempts de tous droits , ou de toute composition , ce qui n'arrive point à ceux qui font de la drèche pour leur usage particulier.

Dans la brasserie de crochetorai à Londres, un quartier de drèche sert communément à faire plus de deux bariis et demi, quelquefois même trois barils de crochetorai. Les différens droits sur la drèche montent à six shellings le quartier ; et ceux sur la bière forte et sur l'aile, à huit shellings le baril. Dans la brasserie de crochetorai, les différens droits sur la drèche, la bière et l'aile montent donc de vingt-six à trente shellings sur le produit d'un quartier de drèche. Dans la province où l'on brasse pour l'usage ordinaire des habitans , un quartier de drèche donne rarement moins de deux barils de bière forte et d'un baril de petite bière ; souvent même on en tire deux barils et demi de bière forte. Les différens droits sur la petite bière s'élèvent à un shelling quatre sous le baril. Dans les brasseries de

province, les différens droits sur la drèche, la bière et l'aile montent donc rarement à moins de vingt-trois shellings quatre sous; souvent même ils vont à vingt-six shellings sur le produit d'un quartier de drèche. A prendre donc toutes les parties du royaume, l'une portant l'autre, le montant total des droits sur la drèche, la bière et l'aile ne peut être estimé à moins de vingt-quatre ou vingt-cinq shellings sur le produit d'un quartier de drèche; mais en ôtant tous les différens droits sur la bière et sur l'aile, et en triplant celui sur la drèche, ou en le faisant monter de six à huit shellings sur le quartier, on tireroit, dit-on, de ce seul impôt un plus gros revenu que celui qu'on tire aujourd'hui de tous ces droits plus forts.

		l.	s.	d.
En 1772, L'ancien impôt sur la				
drèche produisoit. . .	722,023	11	11	
L'impôt additionnel. . .	356,776	7	9	$\frac{1}{2}$
En 1773, L'ancien impôt produisoit	561,627	3	7	$\frac{1}{2}$
L'impôt additionnel. . .	278,650	15	3	$\frac{1}{2}$
En 1774, L'ancien impôt produisoit	624,614	17	5	$\frac{1}{2}$
L'impôt additionnel. . .	310,745	2	8	$\frac{1}{2}$
En 1775, L'ancien impôt produisoit	657,357	2	8	$\frac{1}{2}$
L'impôt additionnel. . .	323,785	12	6	$\frac{1}{4}$

3,835,580 12 $\frac{1}{4}$

Total de ces quatre années l'une
portant l'autre.

958,895 3 $\frac{1}{12}$

En 1772, L'excise de la province				
a produit.	1,243,128	5	3	
La brasserie de Londres.	408,260	7	2	$\frac{1}{4}$
En 1773, L'excise de la province				
a produit.	1,245,808	3	3	
La brasserie de Londres.	405,406	17	10	$\frac{1}{2}$
En 1774, L'excise de la province.	1,246,373	14	5	$\frac{1}{4}$
La brasserie de Londres.	320,601	18	2	$\frac{1}{4}$
En 1775, L'excise de la province.	1,145,583	6	1	
La brasserie de Londres.	463,679	7	2	$\frac{1}{4}$

6,547,832 19 2

Total de ces quatre années, l'une
portant l'autre.

1,636,958 4 9 $\frac{1}{2}$

A quoi ajoutant l'imp t moyen sur
la drèche, ou

958,895 3 $\frac{1}{12}$

Le montant total de ces différens
impôts revient à.

2,595,853 7 9 $\frac{1}{12}$

Mais en triplant l'impôt sur la
drèche, ou en le faisant monter de
six à huit shellings sur le quartier de

2,876,685 9 $\frac{1}{2}$

drèche, ce seul impôt produiroit
Somme qui excède la précédente de

280,832 1 $\frac{1}{12}$

L'ancien impôt de la drèche comprend, il est vrai, un droit de quatre shellings sur le muid de cidre, et un autre de dix shellings sur le baril de MUM, ou bière de Brunswick. En 1774, l'impôt sur le cidre ne produisit que trois mille quatre-vingt-trois livres six sous huit deniers. Il fut probablement un peu au-dessous de son produit ordinaire; tous les différens impôts sur le cidre ayant donné, cette année-là, beaucoup moins qu'à l'ordinaire. L'impôt sur le MUM, quoique beaucoup plus fort, rapporte encore moins, à cause du peu de consommation qu'on fait de cette liqueur. Mais, pour balancer le montant ordinaire de ces deux impôts, quel qu'il puisse être, on comprend sous ce qu'on appelle *EXCISE DE PROVINC*, 1°. l'ancienne excise de six shellings huit sous sur le muid de cidre; 2°. un droit semblable de six shellings huit sous sur le muid de verjus; 3°. un autre droit de huit shellings neuf sous sur le muid de vinaigre; et, enfin, un quatrième droit d'onze sous sur le gallon d'hydromel: le produit de ces différens impôts fait probablement beaucoup plus que contrebalancer celui

des droits imposés par ce qu'on appelle l'IMPÔT ANNUEL DE LA DRÈCHE SUR LE CIDRE ET SUR LE MUM.

On consomme de la drèche, non-seulement pour brasser de la bière et de l'aile, mais encore pour manufacturer des vins bas et des esprits-de-vin. Si l'impôt sur la drèche s'élevait à dix-huit shellings le quartier, il pourroit être nécessaire de faire quelque remise des différentes excises imposées sur ces espèces particulières de vins bas et d'esprits-de-vin, attendu que la drèche fait une partie des matériaux qui entrent dans leur composition. Dans ce qu'on appelle ESPRITS DE DRÈCHE, celle-ci ne fait communément qu'un tiers des matériaux; les deux autres tiers sont, ou de l'orge crue, ou moitié orge et moitié é froment. Dans les endroits où l'on distille les esprits de drèche, l'occasion et la tentation de frauder sont beaucoup plus grandes qu'elles ne le sont dans une brasserie ou dans un lieu où l'on fait de la drèche: l'occasion, à cause du moins de volume et du plus de valeur de la marchandise; et la tentation, à cause de la grande supériorité des droits qui se

montent à trois sous dix deniers $\frac{1}{3}$ (1) sur le gallon d'esprit de drèche. En augmentant les droits sur la drèche, et en diminuant ceux sur la distillation, on diminueroit les occasions et la tentation de frauder; ce qui produiroit quelque augmentation de revenu.

Depuis quelque tems la Grande-Bretagne s'est appliquée à décourager la consommation des liqueurs spiritueuses, parce qu'elles tendent à ruiner la santé et à corrompre les mœurs du petit peuple. D'après cette politique, la remise des droits sur la distillation ne devroit pas être assez forte pour faire baisser en aucune manière le prix de ces liqueurs. Les liqueurs spiritueuses pourroient rester aussi chères que jamais, en même tems qu'on réduiroit considérablement le prix des liqueurs saines et fortifiantes, de la

(1) Quoique les droits imposés directement sur les esprits à l'épreuve ne se montent qu'à 2 s. 6 deniers par gallon, ceux qui sont ajoutés aux droits sur les bas vins, dont ils sont distillés, se montent à 3 s. 10 $\frac{1}{2}$ deniers. Pour empêcher la fraude, les bas vins et les esprits à l'épreuve sont taxés actuellement selon leur jauge dans la mesure.

bière et de l'aile. Le peuple se trouveroit ainsi soulagé d'une des charges dont il se plaint le plus aujourd'hui, et le revenu seroit tout à la fois considérablement augmenté.

Les objections du docteur Davenant contre ce changement du système actuel des droits d'excise me paroissent sans fondement. Ces objections sont que l'impôt, au lieu de se répartir, comme aujourd'hui, assez également sur les bénéfices du marchand de drèche, du brasseur et du détaillier, tomberoit tout entier, en tant qu'il affecteroit le bénéfice, sur celui du marchand de drèche; que ce dernier ne pourroit pas recouvrer le montant de l'impôt dans le prix avancé de sa denrée, aussi facilement que le brasseur et le détaillier le recouvrent dans le prix avancé de leur liqueur; et qu'un impôt aussi lourd sur la drèche diminueroit la rente et le bénéfice des terres à orge.

Nul impôt ne peut jamais réduire, pour un tems considérable, le taux du bénéfice d'un commerce particulier qui doit toujours garder son niveau avec les autres commerces du voisinage. Les droits actuels sur la drèche

che , la bière et l'aile n'affectent point les bénéfices de ceux qui vendent ces marchandises , puisqu'ils recouvrent tous l'impôt avec un bénéfice de surplus dans le prix augmenté de leurs marchandises. Il est vrai qu'un impôt peut renchérir les marchandises sur lesquelles il est assis au point d'en diminuer la consommation ; mais la consommation de la drèche est en liqueurs faites de drèche ; et un impôt de dix-huit shellings sur le quartier de drèche ne pourroit guère rendre ces liqueurs plus chères que les différens impôts , qui montent à vingt-quatre ou vingt-cinq shellings , ne les rendent aujourd'hui. Ces liqueurs , au contraire , seroient probablement à meilleur marché , et la consommation augmenteroit vraisemblablement le revenu beaucoup plus qu'elle ne le diminueroit.

Il n'est pas très-aisé de concevoir pourquoi il seroit plus difficile au marchand de drèche de recouvrer dix-huit shellings dans le prix avancé de sa drèche qu'il ne l'est à présent au brasseur de recouvrer vingt-quatre ou vingt-cinq , et quelquefois trente shellings , dans celui de sa liqueur. Le marchand de drèche , à la vérité , au lieu d'un

impôt de six shellings , seroit obligé d'en avancer un de dix-huit sur chaque quartier de drèche ; mais le brasseur est obligé à présent d'avancer un impôt de vingt-quatre ou vingt-cinq , et quelquefois de trente shellings sur chaque quartier de drèche qu'il brasse ; donc il ne seroit pas plus embarrassant pour le marchand de drèche d'avancer un impôt plus léger qu'il ne l'est aujourd'hui pour le brasseur d'en avancer un plus lourd. Celui qui vend de la drèche n'en garde pas toujours dans ses magasins un fonds qui exige plus de tems , pour le débit , qu'il n'en faut pour un fonds de bière et d'aile que le brasseur garde souvent dans ses caves. Le premier peut donc toucher souvent le remboursement de son argent aussi-tôt que le dernier ; mais quelqu'inconvénient qu'il y eût pour le marchand de drèche s'il étoit obligé d'avancer un plus fort impôt , il seroit aisé d'y remédier en lui accordant quelques mois de crédit de plus qu'on n'en accorde communément aujourd'hui au brasseur.

Tout ce qui ne diminueroit pas la demande qu'on fait de l'orge , ne diminueroit ni la rente ni le bénéfice des terres à orge. Or , un changement de système , qui rédui-

roit les droits sur un quartier de drèche brassée en bière et en aile , de vingt-quatre et vingt-cinq shellings à dix-huit, augmenteroit vraisemblablement plutôt qu'il ne diminueroit cette demande. D'ailleurs, la rente et le bénéfice des terres à orge doivent toujours être à-peu-près égaux à ceux des autres terres également fertiles et également bien cultivées. S'ils étoient moindres, on appliqueroit bientôt une partie des terres à orge à quelqu'autre usage ; et s'ils étoient plus grands, on emploieroit bientôt plus de terres à la culture de l'orge. Lorsque le prix ordinaire de quelque produit particulier de la terre est arrivé à ce qu'on peut appeller prix de monopole, un impôt sur ce produit diminue nécessairement la rente et le bénéfice de la terre que donne ce produit. Un impôt sur le produit de ces vignes précieuses, dont le vin est en si petite quantité que le prix en est toujours au-dessus de la proportion naturelle avec celui du produit d'une autre terre également fertile et également bien cultivée, réduiroit nécessairement la rente et le bénéfice de ces vignes. Le prix des vins, étant déjà le plus haut qu'il puisse être pour la quantité qu'on en envoie

communément au marché, ne pourroit monter plus haut sans diminuer cette quantité; et la quantité ne pourroit diminuer sans une perte encore plus grande, parce que les terres ne pourroient être appliquées à une autre culture aussi profitable. Tout le poids de l'impôt tomberoit donc sur la rente et le bénéfice, ou plutôt sur la rente du vignoble. Lorsqu'on a proposé de nouveaux impôts sur le sucre, nos planteurs se sont récriés; ils ont dit souvent que tout le poids de ces impôts retomboit, non sur le consommateur, mais sur le producteur, attendu qu'ils n'avoient jamais pu élever le prix de leur sucre après l'impôt plus haut qu'il ne l'étoit auparavant. Le prix étoit, ce semble, avant l'impôt, un prix de monopole; et l'argument allégué pour prouver que le sucre n'étoit pas un objet propre à être imposé, démonstroît peut-être qu'il l'étoit, puisque les grains des monopoleurs, quand on peut se les procurer, sont certainement de tous les objets les plus propres à être imposés; mais le prix ordinaire de l'orge n'a jamais été un prix de monopole; et la rente et le bénéfice des terres à orge n'ont jamais été au-dessus de la proportion naturelle avec
ceux

ceux des autres terres aussi fertiles et aussi bien cultivées. Les différens impôts mis sur la drèche , la bière et l'aile n'ont jamais fait baisser le prix de l'orge , n'ont jamais réduit la rente et le bénéfice des terres à orge. Le prix de la drèche a monté constamment pour le brasseur en proportion des impôts qu'on a mis sur cette denrée ; et ces impôts joints aux différens droits sur la bière et l'aile ont constamment fait monter le prix , ou , ce qui revient au même , ont réduit la qualité de ces marchandises pour le consommateur. Le paiement final de ces impôts est donc tombé constamment sur le consommateur , et non sur le producteur.

Les seules personnes qui auroient vraisemblablement à souffrir du nouveau système qu'on propose ici , sont celles qui brassent pour leur usage particulier ; mais l'exemption dont jouissent aujourd'hui ces personnes d'un rang supérieur , par rapport à des impôts très-lourds que paient les pauvres ouvriers et artisans , est sûrement l'exemption la plus injuste et la plus inégale ; et il faudroit la supprimer , quand même ce changement de système n'auroit jamais lieu : cependant , c'est probablement l'intérêt de

ces classes supérieures , qui s'est opposé jusqu'à présent à un changement qui ne pourroit guère manquer d'augmenter le revenu de l'Etat et d'alléger la charge du peuple.

Outre les droits, tels que ceux de douanes et d'excise ci-dessus mentionnés, il y en a plusieurs autres qui affectent plus inégalement et plus indirectement le prix des marchandises ; tels sont les droits qu'on appelle en France **PÉAGES**, qui , dans les anciens tems saxons, s'appelloient **DROITS DE PASSAGE**, et qui semblent avoir été établis originellement, comme le sont aujourd'hui nos **DROITS DE BARRIÈRE** ou droits sur les canaux et les rivières navigables , pour l'entretien des grands chemins et de la navigation.

Quand on en fait cette application , rien de plus condamnable que de les imposer à raison du volume ou du poids des marchandises. Comme ils étoient originellement locaux et provinciaux , et applicables à des vues locales et provinciales , l'administration en appartenoit la plupart du tems à la ville , à la paroisse , ou à la seigneurie particulière où ils étoient perçus ; ces communautés demeurant toujours d'une manière ou d'autre responsables de l'application

qu'elles en faisoient. Le souverain , qui n'est jamais comptable , s'est réservé dans plusieurs pays l'administration de ces droits ; et quoiqu'il les ait augmentés la plupart du temps , il a souvent négligé totalement d'en faire la véritable application. Si les droits de barrière de la Grande - Bretagne devenoient jamais une des ressources du gouvernement , l'exemple de plusieurs autres nations pourroit nous apprendre quelle seroit probablement la suite de cette mesure. Sans doute ces droits de péage sont payés finalement par le consommateur ; mais le consommateur n'est pas imposé en proportion de sa dépense , quand il paie , non selon la valeur , mais selon le volume ou le poids de ce qu'il consomme. Lorsque ces droits sont imposés , non selon le volume ou le poids , mais selon la valeur supposée des marchandises , ils deviennent , à proprement parler , une espèce de Droits de DOUANE ou d'excise , qui embarrasse beaucoup la plus importante de toutes les branches de commerce , le commerce intérieur du pays.

Dans quelques petits Etats , on perçoit des droits semblables à ces droits de pas-

sage , sur des marchandises qui vont à travers un territoire , soit par terre , soit par eau , d'un pays étranger à un autre. Dans certains pays , on les appelle **droits de transit**. Quelques-uns des petits Etats d'Italie , situés sur le Pô et sur les rivières qui s'y jettent , se font un revenu des droits de cette sorte qui ne sont payés que par les étrangers , et qui peut-être sont les seuls qu'un Etat puisse imposer sur les sujets d'un autre Etat , sans nuire en aucune manière à l'industrie ou au commerce de ses propres sujets. Le droit de transit le plus important qui soit dans le monde , est celui que lève le roi de Dannemarck sur tous les vaisseaux marchands qui traversent le détroit du Sund.

Quoique les droits sur les objets de luxe , tels que la plupart des droits de douane et d'excise , tombent tous indifféremment sur chaque différente espèce de revenu ; quoiqu'ils soient payés finalement , ou sans aucune restriction , par toute personne qui consomme les marchandises sur lesquelles ils sont imposés , cependant ils ne tombent pas toujours également ou proportionnellement sur le revenu de chaque individu.

Comme c'est l'humeur de chaque particulier qui règle la mesure de ce qu'il consomme, chacun contribue selon son humeur plutôt qu'en proportion de son revenu; le prodigue dépasse, l'économe n'atteint pas la proportion de ses facultés. Durant sa minorité, un homme possesseur d'une grande fortune contribue ordinairement très-peu, par sa consommation, au soutien de l'Etat, dont la protection lui assure un revenu considérable. Ceux qui vivent dans un autre pays ne contribuent en rien, par leur consommation, au soutien du gouvernement du pays, où est placée la source de leur revenu. Si, dans ce dernier Etat, il n'y avoit ni impôt sur les terres, ni droit considérable sur le transport des propriétés mobilières ou immobilières, comme c'est le cas en Irlande, les absens pourroient tirer un gros revenu de la protection d'un gouvernement au soutien duquel ils ne contribueroient pas même d'un shelling. Cette inégalité est vraisemblablement très-grande dans un pays dont le gouvernement est à certains égards dans la dépendance de celui d'un autre. L'homme qui possède la propriété la plus étendue dans

le pays qui est dépendant doit alors préférer de vivre dans le pays qui gouverne. L'Irlande est précisément dans ce cas ; et on ne doit pas s'étonner par conséquent si , dans ce pays , la proposition d'un impôt sur les absens fut toujours si bien accueillie du peuple. Il pourroit y avoir quelque difficulté à déterminer quelle sorte d'absence ou quelle mesure de tems. assujettiroit un homme à être imposé comme absent , c'est-à-dire , à quelle époque précisément l'impôt commenceroit ou finiroit pour lui. Si on excepte cependant ce cas très-particulier , toute inégalité qui , dans la contribution des individus , provient de ces sortes d'impôts , se trouve beaucoup plus que compensée par la circonstance même qui occasionne cette inégalité , attendu que la contribution de tout homme est absolument volontaire , parce qu'il dépend entièrement de lui de consommer ou de ne pas consommer la marchandise imposée. Aussi , par-tout où ces impôts sont assis et convenablement et sur des marchandises convenables , on les paie avec moins de murmures qu'aucun autre. Lorsque le marchand ou le manufacturier les avance , le consommateur qui finit

par les payer , ne tarde pas à les confondre avec le prix des marchandises , et il oublie presque qu'il paie un impôt.

Ces sortes d'impôts sont ou peuvent être parfaitement certains , c'est - à - dire , qu'on peut les asscoir de manière à ne laisser aucun doute ni sur ce qu'on doit payer , ni sur le tems du paiement. Quelqu'incertitude qu'il puisse y avoir quelquefois , relativement , soit aux droits de douane de la Grande-Bretagne , soit aux droits du même genre des autres pays , elle ne peut venir de la nature de ces droits , mais seulement de la manière inexacte ou mal-adroite , dont s'exprime la loi qui les demande.

Les impôts sur les objets de luxe sont en général et peuvent être toujours payés à fur et à mesure que le contribuable a besoin d'acheter les marchandises sur lesquelles ils sont assis. Ils sont , ou peuvent être , de tous les impôts , les plus commodes et pour le tems et pour la manière du paiement. Après tout , ces impôts sont aussi conformes qu'aucun autre aux trois premières des quatre maximes générales concernant les impositions ; mais ils choquent à tous égards la quatrième.

En proportion de ce qu'ils versent dans le trésor de l'Etat, ces impôts font toujours sortir ou détournent de la bourse du peuple plus d'argent qu'aucun autre impôt. Ils semblent produire cet effet tout à la fois de quatre manières différentes.

Premièrement, la levée de ces sortes d'impôts, lors même qu'ils sont assis de la manière la plus judicieuse, exige un grand nombre de commis de douane et d'excise, dont les gages et le casuel pèsent sur le peuple, et forment un impôt réel, qui n'apporte rien dans le trésor de l'Etat. Il faut avouer, cependant, que cette dépense est plus modérée dans la Grande-Bretagne que dans la plupart des autres pays. Dans l'année qui expira le 5 juillet 1775, le produit total des différens droits perçus sous l'administration des commis de l'excise en Angleterre se montoit à cinq millions cinq cent sept mille trois cent huit livres dix-huit sous huit deniers qu'on avoit levés en dépensant un peu plus de cinq et demi pour cent. Il y a cependant à déduire de ce produit total ce qu'on avoit payé en gratifications et en rabats sur l'exportation des marchandises sujettes à l'excise, ce qui réduira le

produit net au dessous de cinq millions (1). La levée du droit sur le sel , qui est un droit d'excise , mais dont une administration différente fait la perception , est beaucoup plus dispendieuse. Le revenu net des douanes ne se monte pas à deux millions et demi , et on le perçoit en dépensant plus de dix pour cent en gages de commis et en autres objets ; mais le casuel des commis de la douane est par - tout beaucoup plus fort que leurs gages : dans certains ports , il est plus du double ou du triple. Si donc les gages des officiers et les autres objets se montent à plus de dix pour cent sur le produit net des douanes , toute la dépense de la perception de ce revenu peut se monter , en gages et en casuel à la fois , à plus de vingt ou de trente pour cent. Les commis de l'excise ne touchent que peu ou point de casuel ; et l'administration de cette branche de revenu , étant d'une institution plus récente , est en général moins corrom-

(1) Le produit net de cette année , déduction faite de tous les frais et appointemens , se montoit à 4,975,652 liv. 19 sous 6 den.

que que celle des douanes , où le laps du tems a introduit et autorisé plusieurs abus. En rejetant sur la drèche tout le revenu qu'on lève à présent par différens droits sur la drèche et sur les liqueurs faites avec de la drèche , on pourroit faire une épargne de plus de cinquante mille livres sterlings sur la dépense annuelle de l'excise. En bornant les droits de douane à un petit nombre d'espèces de marchandises , et en percevant ces droits selon les loix de l'excise , on pourroit probablement faire une épargne beaucoup plus grande sur la dépense annuelle des douanes.

Deuxièmement , ces sortes d'impôts embarrassent ou découragent nécessairement certaines branches d'industrie. Comme ils font toujours hausser le prix de la marchandise imposée , ils en découragent par-là la consommation , et conséquemment la production. Si c'est une marchandise du crû ou des manufactures du pays , il arrive qu'on emploie moins de travail à la fabriquer et à la produire. Si c'est une marchandise étrangère dont l'impôt augmente ainsi le prix , les marchandises du même genre qu'on fabrique dans le pays peuvent , à la vérité ,

gagner par-là quelque avantage dans le marché intérieur ; et alors on peut appliquer à les préparer une grande quantité d'industrie domestique : mais quoique cette augmentation de prix pour une marchandise étrangère puisse encourager l'industrie domestique dans une branche particulière, elle décourage nécessairement cette industrie dans presque toutes les autres. Plus le manufacturier de Birmingham achète cher son vin étranger, moins il vend nécessairement la partie de ses merceries avec laquelle, ou, ce qui revient au même, avec le prix de laquelle il l'achète. Cette partie de ses merceries devient donc pour lui d'une moindre valeur, et il a moins d'encouragement pour travailler. Plus les consommateurs d'un pays paient cher le surplus du produit d'un autre, moins ils vendent nécessairement cette partie du surplus de leur propre produit, avec laquelle, ou, ce qui revient au même, avec le prix de laquelle ils l'achètent. Cette partie du surplus de leur propre produit devient pour eux d'une moindre valeur, et ils sont moins encouragés à en augmenter la quantité. Tous les impôts sur les marchandises de consommation tendent donc

à réduire la quantité de travail productif au dessous de ce qu'elle seroit autrement , en servant à préparer , soit les marchandises imposées , si ce sont des marchandises du pays , soit celles avec lesquelles on les achète , si ce sont des marchandises étrangères. Ces sortes d'impôts changent aussi toujours , plus ou moins , la direction naturelle de l'industrie nationale , et la détournent dans un canal toujours différent de celui où elle se seroit portée d'elle-même ; et ce canal est en général moins avantageux.

Troisièmement , l'espérance de se soustraire à ces sortes d'impôts par la fraude donne souvent lieu à des confiscations et à d'autres amendes , qui ruinent entièrement le fraudeur. Celui-ci , quoique très-blâmable sans doute de violer les loix de son pays , est souvent incapable de violer celles de la justice naturelle ; il seroit même , à tous égards , un excellent citoyen , si les loix de son pays ne faisoient pas un crime de ce qui n'en est pas un par les loix de la nature. Dans ces gouvernemens corrompus , qu'on peut au moins soupçonner en général de faire , et beaucoup de dépenses inutiles , et une très-mauvaise application du revenu

public , les loix qui en sont les gardiennes sont peu respectées. On n'y voit guère de personnes qui se fassent un scrupule de la fraude , lorsque , sans parjure , elles peuvent trouver une occasion facile et sûre de s'y livrer. Quoique se permettre l'achat des marchandises de contrebande ce soit encourager en effet à la violation des loix et au parjure qui en est presque toujours la suite , néanmoins se faire un scrupule d'en acheter , ce seroit dans la plupart des pays vouloir passer pour un pédant hypocrite ; en sorte qu'au lieu de gagner la confiance des autres , on ne feroit que courir le risque d'être regardé comme un plus grand fourbe que ses voisins. Cette indulgence générale encourage souvent le contrebandier à continuer un métier qu'il s'accoutume à considérer comme à - peu - près innocent ; et lorsque la sévérité des loix est prête à fondre sur lui , il est souvent disposé à défendre par la violence , ce qu'il s'est accoutumé à regarder comme sa propriété légitime. D'imprudent qu'il étoit d'abord , plutôt que criminel , il finit par devenir souvent un des plus bardis et des plus déterminés violateurs des loix de la société. Le con-

trebandier ainsi ruiné, son capital, qui servoit auparavant à entretenir le travail productif, se trouve absorbé, ou dans le revenu de l'Etat, ou dans celui de l'officier du revenu, et n'est plus employé qu'à entretenir un travail qui ne produit rien, au préjudice du capital général de la société, et de l'industrie utile qu'il auroit pu entretenir autrement.

Quatrièmement, ces sortes d'impôts, en soumettant au moins ceux qui vendent les marchandises imposées aux visites fréquentes et à l'examen odieux des collecteurs, les exposent quelquefois, sans doute, à un certain degré d'oppression, et toujours à beaucoup d'embarras et de vexations; et quoique les vexations, comme on l'a déjà dit, ne soient pas, strictement parlant, une dépense, elles équivalent certainement à celle que tout homme feroit volontiers pour s'en racheter. Les loix de l'excise, quoiqu'elles aillent plus directement au but de leur institution, sont, à cet égard, plus vexatoires que celles des douanes. Lorsqu'un marchand a importé des marchandises sujettes à certains droits de douane, lorsqu'il a payé ces droits et qu'il a déposé

les marchandises dans son magasin , il n'a plus à craindre, la plupart du temps, ni trouble ni vexation de la part de l'officier de la douane. Il en est autrement des marchandises sujettes aux droits d'excise. Les marchands n'ont aucun répit de la part des commis qui répètent continuellement leurs visites et leur examen. C'est pour cela que les droits d'excise sont plus insupportables au peuple que les droits de douane , et que les commis qui les perçoivent en sont plus haïs. On prétend que ces commis , quoiqu'en général ils fassent aussi parfaitement leur devoir que ceux des douanes , obligés néanmoins par devoir à se rendre souvent incommodes à quelques-uns de leurs voisins , contractent communément une certaine rudesse de caractère que souvent les autres n'ont pas. Mais cette observation pourroit bien n'être qu'une injuste accusation des marchands fraudeurs , qui voient leur contrebande ou empêchée ou découverte par la vigilance de ces commis.

Cependant les inconvéniens qui sont peut-être , jusqu'à un certain point , inséparables des impôts sur les marchandises de consommation , se font aussi peu sentir au peuple

de la Grande-Bretagne qu'à ceux de tout autre pays dont le gouvernement fait à-peu-près la même dépense. Notre Etat n'est point parfait, et il peut se corriger ; mais il est aussi bon ou meilleur que celui de la plupart de nos voisins.

D'après l'idée que les droits sur les marchandises de consommation sont des impôts assis sur les bénéfices des marchands, ces droits ont été répétés, dans quelques pays, sur chaque vente successive des marchandises. Si les bénéfices du marchand manufacturier étoient imposés, l'égalité sembleroit exiger que ceux de tous les acheteurs intermédiaires, qui surviendroient entre lui et le consommateur, fussent pareillement imposés. Le fameux *ALCAVALA* d'Espagne semble avoir été établi sur ce principe. Ce fut d'abord un impôt de dix pour cent, ensuite de quatorze pour cent, et il n'est à présent que de six pour cent sur la vente de toutes sortes de propriétés, soit mobilières, soit immobilières, et on la répète toutes les fois qu'on vend la propriété (1). La levée de cet impôt exige une

(1) *Mémoires concernant les droits*, etc. t. I, p. 455.
multitude

multitude de commis suffisante pour veiller sur le transport des marchandises, non-seulement d'une province, mais encore d'une boutique à l'autre. Il assujettit, non-seulement ceux qui trafiquent d'une certaine sorte de marchandises, mais encore ceux qui font toutes sortes de commerce, tels que fermiers, manufacturiers, négocians et marchands tenant boutique, aux visites et à l'examen continuél des collecteurs. Dans la plus grande partie des pays où un impôt semblable est établi, on ne peut rien produire pour la vente au loin. Le produit de chaque partie du pays doit être proportionné à la consommation du voisinage. Aussi est-ce à l'Alcayala qu'Ustaritz impute la ruine des manufactures espagnoles. Il pouvoit lui imputer pareillement la décadence de l'agriculture, puisque cet impôt pèse, non-seulement sur les manufactures, mais encore sur le produit brut de la terre.

Il y a dans le royaume de Naples un pareil impôt de trois pour cent sur la valeur de tous les contrats, et par conséquent sur celle de tous les contrats de vente. Il est, non-seulement plus léger que l'impôt d'Es-

pagne ; mais la plupart des villes et des paroisses sont admises à payer une composition qui en tient lieu. On leur laisse déterminer cette composition comme il leur plaît, de manière que le commerce intérieur du pays n'en est point interrompu : aussi l'impôt de Naples n'est pas , à beaucoup près , aussi ruineux que celui d'Espagne.

Le système uniforme d'imposition , qui , à quelques exceptions près de peu de conséquence , existe dans toutes les différentes parties des royaumes unis de la Grande-Bretagne , laisse une liberté presque entière au commerce intérieur du pays , à celui qui est éloigné de la mer , et à celui des côtes. Le commerce éloigné de la mer est presque parfaitement libre , et la plupart des marchandises peuvent être transportées , d'un bout du royaume à l'autre , sans demander aucun *permis* ou *laissez passer* , sans être exposées à aucune question , à aucune visite de la part des commis du fisc. Il y a quelques exceptions ; mais elles sont telles qu'elles ne peuvent causer d'interruption dans aucune branche importante du commerce intérieur. Il faut à la vérité des certificats ou acquits de douane pour les marchandises transpor-

tées par mer le long des côtes ; cependant , si vous exceptez les charbons , le reste est presque franc de tous droits. Cette liberté du commerce intérieur , qui est l'effet de l'uniformité du système d'imposition , est peut-être une des principales causes de la prospérité de la Grande - Bretagne ; tout grand pays étant nécessairement le marché le meilleur et le plus étendu pour la plupart des productions de sa propre industrie. Si , par l'effet de cette uniformité , la même liberté pouvoit s'étendre à l'Irlande et aux plantations angloises , la grandeur de l'Etat et la prospérité de chaque partie de l'Empire arriveroient probablement à un degré plus haut encore que celui auquel elles sont parvenues aujourd'hui.

En France , les différentes loix fiscales qui ont lieu dans les différentes provinces exigent qu'une multitude de commis borde , non - seulement les frontières du royaume , mais encore celles de presque chaque province particulière , soit pour empêcher l'importation de certaines marchandises , soit pour l'assujettir au paiement de certains droits , régime qui nuit beaucoup au commerce intérieur du pays. On permet à quel-

ques provinces de composer pour l'impôt sur le sel; d'autres en sont entièrement exemptes; quelques-unes sont affranchies de la vente exclusive du tabac, qui appartient aux fermiers-généraux dans la plus grande partie du royaume. Les aides, qui répondent à notre excise, sont très-différentes selon les provinces; quelques-unes de celles-ci en sont exemptes, et paient une composition ou un équivalent. Dans celles où les aides sont établies et existent en ferme, il est plusieurs droits locaux, qui ne s'étendent pas au-delà d'une ville ou d'un district particulier. Les traites, qui correspondent à nos douanes, partagent le royaume en trois grandes parties; 1°. en provinces sujettes au tarif de 1664, qu'on appelle PROVINCES DES CINQ GROSSES FERMES, et qui comprennent la Picardie, la Normandie, et la plupart des provinces intérieures du royaume; 2°. en provinces sujettes au tarif de 1667, qu'on appelle PROVINCES RÉPUTÉES ÉTRANGÈRES, et qui comprennent la plupart des provinces frontières; et 3°. en provinces qui, dit-on, sont traitées comme étrangères, ou qui, parce qu'on leur permet un commerce libre avec les pays étrangers, sont,

pour leur commerce avec les autres provinces de France , sujettes aux mêmes droits que les pays étrangers ; de ce nombre sont l'Alsace , les trois évêchés de Metz , Toul et Verdun , et les trois villes de Dunkerque , Bayonne et Marseille. Dans les provinces des cinq grosses fermes , ainsi appellées à cause d'une ancienne division des droits de douane en cinq grandes branches , dont chacune étoit originairement l'objet d'une ferme particulière , quoiqu'elles soient toutes réunies aujourd'hui en une seule , et dans celles qu'on appelle RÉPUTÉES ÉTRANGÈRES , il y a plusieurs droits locaux qui ne s'étendent pas au - delà d'une ville ou d'un district particulier. On perçoit quelques-uns de ces droits dans les provinces même qui sont , dit-on , traitées comme étrangères ; telle est particulièrement la ville de Marseille. Il est inutile d'observer combien il a fallu multiplier les entraves dans le commerce intérieur du pays et grossir le nombre des commis , pour garder les frontières de ces différentes provinces et districts , qui sont tous sujets à des systèmes d'imposition aussi divers.

Outre les entraves générales qui résultent

de ce système compliqué de loix , le vin , qui , après le blé , est peut-être la plus importante production de la France , voit son commerce , dans la plupart des provinces , sujet à des entraves particulières , qui résultent de la faveur qu'on a accordée de préférence aux vignobles de certaines provinces ou districts particuliers. On trouvera , je crois , que les plus fameuses pour leurs vins sont celles où le commerce de cet article est le moins sujet à des entraves de ce genre ; le marché étendu dont elles jouissent encourage les propriétaires à mieux cultiver leurs vignes , et à mieux préparer leurs vins.

Cette variété et cette complication des loix du fisc ne forment point un système particulier à la France. Le petit duché de Milan est divisé en six provinces , dans chacune desquelles règne un système différent d'imposition par rapport à plusieurs différentes sortes de marchandises de consommation. Les Etats encore plus petits du duc de Parme sont divisés en trois ou quatre parties , dont chacune a de même un système qui lui est propre. Sous une administration aussi absurde , il n'y a que la grande fertilité

du sol et la douceur du climat qui puissent empêcher un peuple de tomber au dernier degré de la pauvreté et de la barbarie.

On peut percevoir les impôts assis sur les marchandises de consommation par une administration dont les officiers soient appointés par le gouvernement , auquel ils sont immédiatement comptables , et dont le revenu doit en ce cas varier tous les ans , selon les variations accidentelles qu'éprouve le produit de l'impôt : on peut les affermer pour une rente fixe , en permettant au fermier de nommer ses propres commis qui , quoiqu'obligés de faire la perception de la manière prescrite par la loi , sont néanmoins sous l'inspection immédiate du fermier , et ne rendent immédiatement compte qu'à lui seul. La voie la meilleure et la plus économique de lever un impôt ne peut jamais être celle de le donner à ferme. Outre ce qu'il faut pour payer et la rente stipulée et les gages des commis et toute la dépense de l'administration , il faut que le fermier tire toujours du produit de l'impôt un certain bénéfice proportionné au moins aux avances qu'il fait , aux risques qu'il court , à la peine qu'il prend , aux connoissances et à l'habi-

leté qui lui sont nécessaires pour manier une affaire aussi compliquée. Le gouvernement, en établissant sous son inspection immédiate une administration du même genre que celle qu'établit le fermier, pourroit faire du moins ce bénéfice, qui est presque toujours exorbitant. Pour prendre à ferme une branche considérable du revenu public, il faut ou un grand capital ou un grand crédit; circonstances qui, seules, restreignent la concurrence pour une pareille entreprise à un très-petit nombre d'individus. Parmi ce peu de personnes qui ont ce capital ou ce crédit, il en est encore moins qui aient la connoissance ou l'expérience nécessaire; autre circonstance qui restreint encore davantage la concurrence. Le très-petit nombre de ceux qui sont dans le cas de se mettre sur les rangs, trouvent qu'il leur est plus avantageux de se liguier ensemble, et de se faire associés au lieu de compétiteurs; aussi, lorsque la ferme est mise à l'enchère, ne font-ils que des offres fort au-dessous de la valeur réelle. Dans les pays où les revenus de l'Etat sont donnés à ferme, les gens les plus riches se font généralement fermiers. Leurs richesses excite-

roient seules l'indignation publique ; et la vanité qui accompagne presque toujours ces fortunes subites , et la folle ostentation avec laquelle on les étale , provoquent encore plus cette indignation.

Les fermiers du revenu public ne trouvent jamais trop sévères les loix qui punissent tout ce qu'on entreprend pour se soustraire au paiement d'un impôt. Ils sont sans entrailles pour les contribuables , ce ne sont pas leurs sujets ; et une banqueroute universelle , qui ne devroit arriver que le lendemain de l'expiration du bail , les affecteroit peu. Dans les plus grands besoins de l'Etat , lorsque le souverain est nécessairement le plus inquiet sur le paiement exact de son revenu , ils manquent rarement de s'écrier que sans des loix plus sévères que celles qui existent actuellement , il leur sera impossible de payer même la rente ordinaire. Dans ces momens de détresse publique leurs demandes les plus exorbitantes ne peuvent être contestées. C'est ainsi que les loix du fisc deviennent de jour en jour beaucoup plus sévères. Les plus sanguinaires doivent toujours se trouver dans les pays où la plus grande partie du revenu public est affermée ; les plus douces , dans les pays où

on le perçoit sous l'inspection immédiate du souverain. Un mauvais prince même sent plus de compassion pour son peuple qu'on n'en peut jamais attendre des fermiers de son revenu. Il sait que la grandeur permanente de sa famille dépend de la prospérité de son peuple, et il ne détruira jamais volontairement cette prospérité pour quelque intérêt particulier du moment. Il en est autrement des fermiers de l'État : leur grandeur peut être souvent l'effet de la ruine du peuple, et elle ne l'est jamais de sa prospérité.

Non-seulement un impôt est quelquefois affermé pour une certaine rente, mais le fermier a encore le monopole de la marchandise imposée. En France, les droits sur le tabac et sur le sel se perçoivent ainsi. Alors le fermier fait sur le peuple deux bénéfices énormes, au lieu d'un ; d'abord comme fermier, ensuite, ce qui est encore plus exorbitant, comme monopoleur. Le tabac étant un objet de luxe, on permet à chacun d'en acheter ou de n'en pas acheter à son choix. Mais le sel étant un objet de nécessité, chacun est obligé d'en acheter du fermier une certaine quantité ; parce que, s'il ne l'a-

chetoit point du fermier , on présume qu'il l'achèteroit de quelque contrebandier. Les impôts sur ces deux marchandises sont énormes. La tentation de la fraude est par conséquent irrésistible pour bien des gens , tandis qu'en même tems la rigueur de la loi et la vigilance des employés rendent presque certaine la ruine de celui qui cède à cette tentation. La contrebande du sel et du tabac envoie tous les ans des centaines de personnes aux galères , outre un nombre très - considérable d'individus qu'elle envoie au gibet. Ces impôts ainsi levés rapportent un très-gros revenu au gouvernement. En 1767 , la ferme du tabac fut donnée pour vingt-deux millions cinq cent quarante-un mille deux cent soixante-dix-huit livres par an ; celle du sel , pour trente-six millions quatre cent quatre-vingt-douze mille quatre cent quatre livres. Le bail de l'une et de l'autre devoit commencer en 1768 , et durer six ans. Ceux qui regardent le sang du peuple comme rien en comparaison du revenu du prince , peuvent approuver cette méthode de perception. On a établi dans d'autres pays des impôts et des monopoles semblables sur le sel et sur le tabac , particu-

lièrement dans les domaines de l'Autriche et de la Prusse , et dans la plupart des Etats de l'Italie.

En France , la plus grande partie du revenu actuel de la couronne vient de huit sources différentes , qu'on nomme taille , capitation , vingtièmes , gabelles , aides , traites , domaine et ferme du tabac. Les cinq dernières sont données à bail dans la plupart des provinces. Les trois premières sont confiées par-tout à une administration placée sous l'inspection et la direction immédiate du gouvernement ; et il est universellement reconnu qu'en proportion de ce que les unes et les autres font sortir de la bourse du peuple , le trésor du prince reçoit davantage des trois premières que des cinq autres , dont l'administration est à la fois , et plus prodigue et plus dispendieuse.

Il semble que , dans leur état actuel , les finances de la France sont susceptibles de trois réformes , qui se présentent naturellement. 1°. En abolissant la taille et la capitation , et en augmentant le nombre des vingtièmes , jusqu'à leur faire produire un revenu additionnel égal au montant de ces deux impôts , on pourroit conserver le re-

venu de la couronne , diminuer les frais de perception , empêcher entièrement les vexations que souffrent les rangs inférieurs du peuple , et dont ils accusent la taille et la capitation , et cependant ne rien ajouter à la charge que la plupart des rangs supérieurs supportent aujourd'hui. J'ai déjà observé que le vingtième est un impôt à-peu-près de la même espèce que celui qu'on appelle taxe des terres en Angleterre. On reconnoît que la charge de la taille tombe finalement sur les propriétaires des terres ; et comme la plus grande partie de la capitation est assise sur ceux qui sont sujets à la taille , à tant par livre de ce dernier impôt , le paiement final de la plus grande partie de la capitation doit tomber aussi sur le même ordre d'individus. Ainsi , quand le nombre des vingtièmes seroit augmenté jusqu'à produire un revenu additionnel égal au montant de ces deux impôts , les rangs supérieurs du peuple ne seroient pas plus chargés qu'ils ne le sont à présent. Plusieurs individus le seroient sans doute , à raison de la manière très-inégale dont on assied communément la taille sur les biens et sur les fermiers de différens particuliers. L'opposi-

tion intéressée de classes privilégiées formera probablement le plus grand obstacle qu'on trouvera à cette réforme ou à toute autre du même genre. 2°. En rendant la gabelle, les aides, les traites, l'impôt sur le tabac et tous les différens droits de douane et d'excise uniformes dans les différentes parties du royaume, la perception se feroit avec beaucoup moins de dépense, et le commerce intérieur du royaume deviendrait aussi libre que celui d'Angleterre. 3°. Enfin, en soumettant tous ces impôts à une administration qui seroit sous l'inspection et la direction immédiate du gouvernement, on ajouteroit au revenu de l'Etat les bénéfices exorbitans des fermiers généraux. L'opposition qu'élèvera l'intérêt particulier de ces individus sera probablement aussi puissante contre ces deux derniers plans de réforme, que contre le premier.

Le système d'imposition de la France semble, à tous égards, inférieur à celui de l'Angleterre. On lève annuellement dans la Grande-Bretagne dix millions sterlings sur moins de huit millions d'hommes, sans qu'on puisse dire qu'aucun ordre particulier en soit opprimé. D'après les recherches de

l'abbé Expilly et les observations de l'auteur de l'ESSAI SUR LA LÉGISLATION ET LE COMMERCE DES GRAINS, il est probable que la France, y compris les provinces de Lorraine et de Bar, nourrit environ 23 à 24 millions d'habitans, c'est-à-dire une population deux fois supérieure à celle de la Grande-Bretagne. Le sol et le climat de la France sont beaucoup plus avantageux. Il y a plus longtemps que le pays est dans un état d'avancement et de culture; et, par cette raison, il est mieux fourni de toutes les choses qui exigent beaucoup de tems pour se former et se multiplier, comme de grandes villes, des maisons commodes et bien bâties, tant à la ville qu'à la campagne. Avec ces avantages, on pourroit s'attendre à voir lever en France pour le soutien de l'État un revenu de trente millions sterlings, avec aussi peu d'inconvéniens qu'il y en a à percevoir un revenu de dix millions dans la Grande-Bretagne. En 1765 et 1766, tout le revenu payé au trésor de la France, selon les informations les plus exactes que j'ai pu me procurer, et qui pourtant sont très-imparfaites, je l'avoue; tout le revenu, dis-je, rouloit communément entre trois cent huit

et trois cent vingt-cinq millions de livres ; c'est-à-dire, qu'il ne se montoit pas à quinze millions sterlings , ce qui ne fait pas la moitié de ce qu'on auroit pu lever , si la contribution eût été en proportion de la population , comme dans la Grande-Bretagne. Cependant on avoue assez généralement que le peuple en France est beaucoup plus opprimé par les impôts qu'il ne l'est dans la Grande-Bretagne ; et cependant la France est de tous les grands Empires de l'Europe celui qui , après la Grande-Bretagne , jouit du gouvernement le plus doux et le plus indulgent.

On dit qu'en Hollande les impôts assis sur les objets de nécessité sont si lourds qu'ils ont ruiné les principales manufactures et y décourageront vraisemblablement peu-à-peu les pêcheries et le commerce maritime. Ces mêmes impôts sont peu considérables dans la Grande-Bretagne , et ils n'ont ruiné jusqu'ici aucun manufacturier. Ceux qui , en Angleterre , pèsent le plus sur les manufactures , sont certains droits sur l'importation des matières brutes , particulièrement sur celle de la soie écrue. On dit que le revenu des États-Généraux et des différentes villes

villes se monte à cinq millions deux cent cinquante mille livres sterlings ; et comme on ne peut guère supposer que la population des Provinces-Unies s'élève à plus du tiers au-delà de celle de la Grande-Bretagne, le peuple y doit être imposé beaucoup plus lourdement en proportion du nombre.

Après avoir épuisé tous les objets qui sont susceptibles d'imposition, si les besoins de l'Etat continuent encore à exiger de nouveaux impôts, il faut bien qu'on en mette sur des objets qui n'en sont pas susceptibles. Les impôts assis sur les objets de nécessité ne peuvent donc être une raison d'inculper la sagesse d'une République qui, pour acquérir et maintenir son indépendance, s'est trouvée, malgré sa grande économie, engagée dans des guerres si dispendieuses qu'elle a été obligée de contracter de grandes dettes. D'ailleurs, la Hollande et la Zélande sont des pays d'une nature si singulière, qu'elles exigent une dépense considérable pour conserver même leur existence, c'est-à-dire, pour n'être pas englouties par la mer ; ce qui a dû contribuer à accroître considérablement la charge des impôts dans

ces deux provinces. La forme républicaine du gouvernement semble le principal soutien de la grandeur actuelle de la Hollande. Les propriétaires de grands capitaux, les grandes maisons de commerce ont en général, ou quelque part directe, ou quelque influence indirecte dans l'administration de ce gouvernement. Charmés de la considération et de l'autorité que leur procure cette situation, ils desirerent de vivre dans un pays où les capitaux rapportent et un moindre bénéfice lorsqu'on les emploie soi-même, et un moindre intérêt lorsqu'on les prête, dans un pays où le revenu très-modique qu'on en tire procure moins de choses nécessaires et commodés, que dans aucun autre de l'Europe. La résidence de ces citoyens opulens tient nécessairement en haleine, malgré tous ces désavantages, un certain degré d'industrie dans le pays. Une calamité publique qui détruiroit la forme républicaine du gouvernement, qui feroit passer toute l'administration entre les mains des nobles et des soldats, qui anéantiroit absolument l'importance de ces riches négocians, leur feroit trouver bientôt du désagrément à vivre dans un pays où probablement ils ne joui-

roient plus de la même considération. Ils transporteroient à la fois leur résidence et leurs capitaux dans quelque autre pays , en sorte que l'industrie et le commerce de la Hollande suivroient bientôt les capitaux qui les alimentent.

CHAPITRE III.

Des Dettes publiques.

DANS cet état barbare de la société qui précède le développement du commerce et les progrès des manufactures, lorsque les objets dispendieux de luxe que le commerce et les manufactures peuvent seuls introduire sont totalement inconnus, celui qui possède un gros revenu, ainsi que j'ai essayé de le faire voir dans le troisième Livre de ces Recherches, n'a d'autre moyen pour le dépenser ou pour en jouir, que d'entretenir le plus de monde possible. On peut dire qu'un gros revenu n'est, dans tous les tems, que la faculté de disposer d'une grande quantité de choses nécessaires à la vie. Quand l'état social est à ce degré de barbarie, le riche ne perçoit ordinairement son revenu qu'en objets grossiers de nourriture et de vêtement, c'est-à-dire en grains, en bétail et en peaux non corroyées. Lorsque ni le commerce, ni les manufactures ne fournissent rien que le propriétaire puisse ob-

tenir en échange de la plus grande partie de ces objets qui excèdent sa consommation , il ne peut employer cet excédent qu'à la nourriture et à l'habillement du plus grand nombre possible de personnes qu'il veut habiller et nourrir : une hospitalité sans luxe , et une libéralité sans ostentation forment alors les principales dépenses des riches et des grands. Mais j'ai tâché aussi de faire voir dans le même Livre qu'on est loin de se ruiner par de semblables dépenses. Il n'y a peut-être pas de plaisir , quelque frivole qu'il soit , qui n'ait ruiné des personnes même judicieuses. La passion pour les combats des coqs a renversé plus d'une fortune. Mais je ne crois pas qu'on trouve autant d'exemples de personnes ruinées par une hospitalité ou une libéralité de ce genre , quoique celles de luxe et d'ostentation en aient perdu plusieurs. Dans les siècles de la féodalité , le long espace de tems durant lequel les biens-fonds restoient ordinairement dans la même famille , démontre suffisamment que chacun , en général , étoit disposé à se contenter de son revenu. Quoiquel'hospitalité rustique qu'exerçoient constamment les grands propriétaires nous pa-

roisse aujourd'hui incompatible avec l'ordre que nous sommes disposés à regarder comme inséparablement lié à une sage économie, cependant nous devons avouer qu'ils étoient assez économes pour ne pas dépenser ordinairement tout leur revenu. Il leur étoit en général aisé de vendre pour de l'argent une partie de leurs peaux à laine et non corroyées. Ils employoient peut-être une partie de cet argent à acheter le petit nombre d'objets de vanité et de luxe que les circonstances du tems pouvoient leur fournir ; mais il semble qu'ordinairement ils accumuloient le reste. Il est vrai qu'ils ne pouvoient guère faire autrement que d'accumuler tout l'argent qu'ils épargnoient. Il étoit déshonorant pour un gentilhomme de commercer ; et il eût été plus honteux encore pour lui de prêter de l'argent à intérêt, puisqu'on regardoit alors ce genre de prêt comme une usure et comme une action prohibée par la loi , et même par la religion. D'ailleurs, dans ces tems de violence et de désordre , il étoit bon de garder sous sa main un amas d'argent, afin que , si l'on étoit chassé de sa maison, on pût avoir quelque chose d'une valeur connue à emporter avec soi dans un

lien de sûreté. La même crainte qui autorisoit à thésauriser , faisoit une loi de cacher son trésor. Les fréquentes découvertes de trésors , dont on ne connoissoit pas les propriétaires , démontrent suffisamment la multiplicité de ceux qu'on amassoit ou qu'on cachoit dans ces tems là. Ces trésors sans maîtres étoient alors regardés comme une branche importante du revenu des souverains. Tous les trésors qu'on pourroit trouver dans le royaume feroient à peine aujourd'hui une branche importante du revenu d'un gentilhomme qui est à son aise.

La même disposition à épargner et à thésauriser se montroit dans le souverain ainsi que dans les sujets. On a déjà vu dans le quatrième Livre que , parmi les nations qui connoissent peu le commerce et les manufactures , le souverain est dans une situation qui le porte naturellement à l'économie qui accumule. Dans cette situation , la dépense du souverain même ne sauroit être dirigée par la vanité qui se plaît dans l'ostentation d'une cour. L'ignorance du tems n'offre que peu de ces colifichets dont la vanité se pare. Il n'est pas besoin alors d'ar-

mée sur pied , ensorte que la dépense d'un souverain même , comme celle de tout autre grand seigneur , ne peut guère consister qu'en libéralité envers ses vassaux et en hospitalité envers les hommes qui composent sa suite. Mais la libéralité et l'hospitalité mènent très-rarement à l'extravagance , quoique la vanité y mène presque toujours. Aussi tous les anciens souverains de l'Europe , comme on l'a déjà observé , avoient-ils des trésors. On dit qu'à présent il n'est point de chef Tartare qui n'en ait un.

Dans un pays commerçant , où abondent tous les objets d'un luxe dispendieux , le souverain , ainsi que presque tous les grands propriétaires de ses domaines , emploie naturellement une grande partie de son revenu à se procurer ces objets de luxe. Son propre pays et les pays voisins lui fournissent abondamment tous les colifichets coûteux , qui composent la pompe brillante , mais vaine d'une cour. Pour l'amour d'un éclat inférieur , et pourtant du même genre , les nobles renvoient les pensionnaires de leur suite , rendent leurs tenanciers indépendans , et deviennent eux-mêmes par

degrés des hommes aussi peu importans que le sont la plupart des riches bourgeois de leurs domaines. Les mêmes passions frivoles qui influent sur leur conduite , influent sur celle du souverain. Comment peut-on supposer qu'il soit le seul homme riche dans l'Etat qui demeure insensible aux plaisirs de ce genre ? Si , contre toute apparence , il ne sacrifie point à ces plaisirs une partie de son revenu assez grande pour affoiblir beaucoup la puissance défensive de l'Etat , on ne peut guère espérer qu'il n'y dépense pas toute la partie de ce revenu qui est au-delà de ce qu'il faut pour soutenir cette puissance défensive. Sa dépense ordinaire devient égale à son revenu ordinaire , et c'est beaucoup , si souvent l'une n'excède pas l'autre. On ne peut plus se promettre qu'il thésaurise ; et si des besoins extraordinaires exigent des dépenses extraordinaires , il faut nécessairement qu'il demande un secours extraordinaire à ses sujets. Le roi actuel , et le feu roi de Prusse , sont les seuls grands princes de l'Europe qui , depuis la mort d'Henri IV , roi de France , arrivée en 1610 , aient amassé , dit-on , un trésor considérable. L'économie qui

accumule est devenue presque aussi rare dans les gouvernemens républicains que dans les Etats monarchiques. Les Républiques d'Italie, les Provinces-Unies des Pays-Bas, sont toutes endettées. Le canton de Berne est la seule République de l'Europe, qui ait amassé un trésor considérable; les autres Républiques Suisses n'en ont point amassé. Le goût pour le faste, du moins pour la magnificence des bâtimens et pour tous les autres embellissemens publics, domine souvent autant dans le sénat d'une petite République modeste en apparence, que dans la cour brillante du plus grand roi.

Le défaut d'économie en tems de paix impose la nécessité de contracter des dettes en tems de guerre. Lorsque la guerre arrive, il n'y a dans le trésor que l'argent nécessaire pour soutenir la dépense ordinaire des tems de paix. Pendant la guerre, il faut nécessairement pour défendre l'Etat une dépense trois ou quatre fois plus forte, et par conséquent un revenu trois ou quatre fois plus grand que le revenu de la paix. Supposé que le souverain eût, ce qu'il n'a presque jamais, les moyens d'augmenter sur le

champ son revenu en proportion de l'augmentation de sa dépense, le produit des impôts, dont il faut qu'il tire cette augmentation de revenu, ne commencera peut-être à entrer dans le trésor que dix ou douze mois après que ces impôts auront été établis; mais au moment où la guerre commence, ou plutôt au moment où elle paroît devoir commencer, il faut que l'armée soit augmentée, la flotte équipée, les villes de garnison mises en état de défense; il faut que cette armée, cette flotte, ces villes de garnison soient fournies d'armes, de munitions et de vivres. Il faut faire sur le champ une grande dépense dans ce moment d'un danger imprévu, lequel n'attendra pas les retours lents et graduels des nouveaux impôts. Dans cette perplexité, le gouvernement n'a d'autre ressource que celle d'emprunter.

Le même état commerçant de la société qui, par l'action des causes morales, conduit ainsi le gouvernement à la nécessité d'emprunter, donne aux sujets le pouvoir et la volonté de prêter. Si cet état amène d'ordinaire avec lui la nécessité de faire des

emprunts, il'amène pareillement avec lui la facilité de trouver à en faire.

Un pays qui a un grand nombre de marchands et de manufacturiers, abonde nécessairement en hommes par les mains desquels passent souvent, non-seulement leurs propres capitaux, mais encore les capitaux de tous ceux qui leur prêtent de l'argent, ou qui leur confient des marchandises; il n'en est pas de même d'un particulier, qui, sans commerce ou sans affaires, vit de son bien. Le revenu de ce particulier ne peut passer régulièrement par ses mains qu'une fois par an. Mais tout le montant du capital et du crédit d'un marchand, qui se livre à un commerce dont les retours sont très-prompts, peut quelquefois passer par ses mains deux, trois ou quatre fois par an. Un pays rempli de marchands et de manufacturiers a donc nécessairement un grand nombre d'hommes qui ont en tout tems la faculté d'avancer, si bon leur semble, une très-grosse somme d'argent au gouvernement. Delà, dans les sujets d'un Etat commerçant, la faculté de prêter.

Il est rare que le commerce et les manufactures puissent fleurir long tems dans un Etat, où ne règne pas une administration régulière de la justice, où l'homme ne se sent pas assuré dans la possession de sa propriété, où la foi des contrats n'est pas soutenue par la loi, et où l'autorité ne s'emploie pas régulièrement à contraindre au paiement de leurs dettes tous ceux qui sont en état de payer : en un mot, le commerce et les manufactures peuvent rarement fleurir dans un Etat où on n'a point un certain degré de confiance en la justice du gouvernement. La même confiance qui dispose les gros négocians et les riches manufacturiers, dans des occasions ordinaires, à s'en reposer pour la sûreté de leurs propriétés sur la protection du gouvernement, les dispose aussi, dans des occasions extraordinaires, à s'en reposer sur lui pour l'usage de ces mêmes propriétés. En lui prêtant leur argent, ils ne diminuent pas, même pour un instant, les moyens qu'ils avoient de pousser leur commerce et leurs manufactures. Au contraire, ils les augmentent communément. Les besoins de l'Etat déterminent presque toujours le gouverne-

ment à emprunter à des conditions extrêmement avantageuses pour les prêteurs. La sûreté qu'il donne au premier créancier peut passer à tout autre créancier ; et la confiance universelle en la justice de l'Etat fait qu'en général on revend plus cher cette sûreté qu'elle n'a été payée d'abord. Le marchand ou l'homme pécunieux fait de l'argent en prêtant de l'argent au gouvernement , en sorte qu'au lieu de diminuer le capital de son commerce , il l'augmente. Il regarde donc en général comme une faveur , que l'administration l'admette pour une part dans la première souscription d'un nouvel emprunt ; de-là l'inclination , ou la bonne volonté de prêter , qu'on trouve dans les sujets d'un Etat commerçant.

Le gouvernement d'un tel Etat est très-porté à se reposer sur cette faculté ou bonne volonté qu'ont ses sujets de lui prêter leur argent dans des occasions extraordinaires. Il prévoit la facilité d'emprunter , et se dispense par conséquent du soin d'épargner.

Dans un état grossier de société, il n'y a point de grands capitaux mercantiles ou

manufacturiers. Les individus qui amassent tout ce qu'ils peuvent épargner d'argent, et qui cachent ce qu'ils en amassent, le font parce qu'ils se défient de la justice du gouvernement, craignant d'être bientôt pillés, si on vient à leur connoître un trésor, et à savoir le lieu où on pourroit le trouver. Dans un tel ordre de choses, peu de gens seroient en état, et personne ne seroit dans la disposition de prêter son argent au gouvernement pour des besoins extraordinaires. Le souverain sent qu'il doit se prémunir contre ces sortes de besoins par l'économie, parce qu'il prévoit l'impossibilité absolue d'emprunter. Cette prévoyance augmente encore plus en lui la disposition qu'il a naturellement à épargner.

Les progrès des dettes énormes qui accablent à présent, et qui ruineront probablement, à la longue, toutes les grandes nations de l'Europe, ont été assez uniformes. Les nations, comme les particuliers, ont en général commencé par emprunter sur ce qu'on peut appeller crédit personnel, sans assigner ou hypothéquer aucun fonds particulier au paiement de la dette; et lors-

que cette ressource leur a manqué , ils en sont venus à emprunter en assignant ou hypothéquant des fonds particuliers.

La dette qu'on appelle **NON-FONDÉE** dans la Grande-Bretagne , a été contractée de la première de ces deux manières. C'est en partie une dette qui ne porte , ou qui est supposée ne porter aucun intérêt , et qui ressemble à celle qu'un particulier contracte par un arrêté de compte ; et en partie une dette qui porte intérêt , et qui ressemble à celle qu'un particulier contracte par billet ou par obligation. Ce qui est dû , soit pour des services extraordinaires , soit pour des services auxquels il n'a pas été pourvu , ou qui n'ont pas été payés dans le tems , une partie de l'extraordinaire de l'armée , de l'amirauté , de l'artillerie , les arrérages des subsides accordés aux princes étrangers , ceux des gages des matelots , etc. forment ordinairement une dette du premier genre. Les billets de l'amirauté et de l'échiquier , qu'on donne quelquefois en paiement d'une partie de ces dettes , et quelquefois pour d'autres objets , forment une dette du second genre ; les billets de l'échiquier portant intérêt du jour où on les donne , et
ceux

ceux de l'amirauté six mois après qu'ils sont donnés. La banque d'Angleterre, soit en escomptant volontairement ces billets à leur valeur courante, soit en convenant pour certaines considérations avec le gouvernement de faire circuler les billets de l'échiquier, c'est-à-dire, de les recevoir au pair, ou d'en payer l'intérêt échu, soutient la valeur, et facilite la circulation de ces billets, et met souvent par-là le gouvernement en état de contracter une très-forte dette de ce genre. En France, où il n'existe point de banque, les billets d'Etat (1) ont été vendus quelquefois à soixanté ou soixante-dix pour cent d'escompte. Durant le grand renouvellement de la monnoie sous le roi Guillaume, lorsque la banque d'Angleterre jugea à propos d'arrêter ses opérations ordinaires, les billets de l'échiquier et les tailles sur l'échiquier furent, dit-on, vendues depuis vingt-cinq jusqu'à soixante pour cent de perte, ce qui étoit l'effet, en partie de l'instabilité supposée du nouveau gouvernement établi par la ré-

(1) Voyez *Examen des Réflexions politiques sur les finances.*

volution, et en partie aussi du défaut de soutien de la banque d'Angleterre.

Lorsque cette ressource est épuisée, et que, pour faire de l'argent, on est réduit à la nécessité d'assigner ou d'hypothéquer quelque branche particulière du revenu public au paiement de la dette, le gouvernement s'y prend, dans différentes occasions, de deux manières différentes : il fait cette assignation ou hypothèque, tantôt pour un court espace de tems seulement, par exemple, pour une ou pour quelques années, et tantôt à perpétuité. Dans le premier cas, on suppose que le fonds suffit pour payer, dans le tems limité, le principal et l'intérêt de l'argent emprunté. Dans le deuxième, on le suppose suffisant pour payer ou l'intérêt seul ou une rente perpétuelle équivalente à l'intérêt, le gouvernement se réservant la liberté de racheter en tout tems cette rente constituée, en remboursant le principal emprunté. Lorsqu'on se sert de la première manière, c'est faire de l'argent par anticipation ; lorsqu'on a recours à la seconde, c'est faire de l'argent par fonds perpétuel, ou plus brièvement par fonds.

Dans la Grande-Bretagne, les impôts annuels sur les fonds de terre et sur la drèche sont anticipés régulièrement tous les ans, en vertu d'une clause d'emprunt insérée constamment dans les actes qui les établissent. La banque d'Angleterre avance généralement à un intérêt, qui depuis la révolution, a varié de huit jusqu'à trois pour cent, les sommes pour lesquelles ces impôts sont accordés, et reçoit son paiement à mesure que leur produit arrive graduellement. S'il y a du déficit, comme il y en a toujours, on y pourvoit, en y suppléant l'année suivante. La seule branche considérable du revenu public, qui ne soit pas encore engagée, est ainsi dépensée régulièrement avant même qu'elle produise. Semblable à un prodigue sans prévoyance, à qui ses pressans besoins ne permettent pas d'attendre le paiement régulier de son revenu, l'Etat est dans l'usage constant d'emprunter de ses agens, et de payer intérêt pour l'usage de son propre argent.

Sous le règne du roi Guillaume, et durant une grande partie de celui de la reine Anne, ayant que nous fussions aussi familiarisés que nous le sommes aujourd'hui à la méthode

d'assigner des fonds perpétuels, la plupart des nouveaux impôts ne furent établis que pour un court espace de tems, pour quatre, cinq, six ou sept ans seulement, et une grande partie des octrois de chaque année consistoit en prêts sur anticipations du produit de ces impôts. Comme souvent le produit ne se trouva pas suffisant pour payer au terme convenu le principal et l'intérêt de l'argent emprunté, il y eut des DÉFICIT, et pour les remplir, il fallut nécessairement prolonger le terme.

En 1697, par le huitième acte de Guillaume III, chapitre 20, les DÉFICIT de divers impôts furent à la charge de ce qu'on appelloit alors le premier engagement ou fonds général, et qui consistoit en une prolongation jusqu'au premier août 1706, de plusieurs impôts différens, qui auroient expiré dans un terme plus court, et dont le produit devoit former un fonds général. Les DÉFICIT chargés sur ce terme prolongé se montoient à cinq millions cent soixante mille quatre cent cinquante-neuf livres quatorze sols neuf deniers et un quart.

En 1701, ces droits, avec quelques autres, furent encore prolongés pour la même rai-

son jusqu'au premier août 1710, et on les appella second engagement ou deuxième fonds général. Les DÉFICIT chargés sur ce fonds se montoient à deux millions cinquante-cinq mille neuf cent quatre - vingt-dix-neuf livres sept sols onze deniers et demi.

En 1707, ces droits furent encore prolongés, comme un fonds destiné à de nouveaux emprunts, jusqu'au premier août 1712, et furent appelés troisième engagement ou troisième fonds général. La somme empruntée sur ce fonds fut de neuf cent quatre-vingt-trois mille deux cent cinquante-quatre livres onze sols neuf deniers et un quart.

En 1708, ces droits, excepté l'ancien subside du tonnage et du pondage dont une moitié seulement faisoit partie de ce fonds, et un droit sur l'importation des toiles d'Ecosse qui avoit été supprimé par les articles d'union, furent tous continués encore, comme un fonds pour de nouveaux emprunts, jusqu'au premier août 1714, et on les appella quatrième engagement ou quatrième fonds général. La somme empruntée sur ce fonds fut de neuf cent vingt-cinq mille cent soixante-seize livres neuf sols deux deniers et un quart.

En 1709, ces droits, excepté l'ancien subside du tonnage et du pondage, qu'on retira entièrement de ce fonds, furent tous continués encore par la même raison jusqu'au premier août 1716, et on les appella cinquième engagement ou cinquième fonds général. La somme empruntée sur ce fonds fut de neuf cent vingt-deux mille vingt-neuf livres six sols.

En 1710, ces droits furent encore prolongés jusqu'au premier août 1720, et appelés sixième engagement ou sixième fonds général. La somme empruntée sur ce fonds fut d'un million deux cent quatre-vingt-seize mille cinq cent cinquante-deux livres neuf sols onze deniers trois quarts.

En 1711, les mêmes droits, qui alors étoient ainsi sujets à quatre anticipations différentes, furent, avec plusieurs autres, continués pour toujours, et firent un fonds pour payer l'intérêt du capital de la compagnie de la mer du Sud, qui cette année avoit avancé au gouvernement, pour payer les dettes et remplir les déficit, la somme de neuf millions cent soixante-dix-sept mille neuf cent soixante-sept livres quinze sols quatre deniers, le plus grand emprunt qui eût été fait jusqu'alors.

Avant cette période, qui est la principale, les seuls impôts qu'on eût mis à perpétuité pour payer l'intérêt d'une dette, étoient, autant que j'ai pu l'observer, les impôts établis pour payer l'intérêt, et de l'argent qui avoit été avancé au gouvernement par la banque et par la compagnie des Indes orientales, et de celui qui devoit être avancé, mais qui ne l'a jamais été par une banque de terre qu'on avoit projetée. Le fonds de la banque montoit alors à trois millions trois cent soixante-quinze mille cent vingt-sept livres dix-sept sols dix deniers et demi, pour lesquels on payoit une rente constituée, ou un intérêt de deux cent six mille cinq cent une livres treize sols cinq deniers. Le fonds de la compagnie des Indes orientales se montoit à trois millions deux cent mille livres, pour lequel on payoit une rente ou intérêt de cent soixante mille; le fonds de la banque étant à dix pour cent, et celui de la compagnie des Indes orientales à cinq pour cent d'intérêt.

En 1715, par le premier acte de George I., chapitre XII., des différens impôts qu'on avoit engagés pour payer la rente de la banque, avec divers autres que cet acte rendit égale-

ment perpétuels , furent réunis en un fonds commun appelé **FONDS AGRÉÉ** , qui fut destiné au paiement , non-seulement de la rente de la banque , mais encore de plusieurs rentes et charges de différens genres. Ce fonds fut ensuite augmenté par le troisième acte de George I , chapitre VIII , et par le cinquième du même roi , chapitre III , et les différens droits qu'on y ajouta alors furent également rendus perpétuels.

En 1717 , par le troisième acte de George I , chapitre VII , plusieurs autres impôts furent rendus perpétuels , et réunis en un autre fonds commun , appelé **FONDS GÉNÉRAL** , destiné au paiement de certaines rentes constituées , qui se montoient , en total , à sept cent vingt-quatre mille huit cent quarante-neuf livres six sols dix deniers et demi.

En conséquence de ces différens actes , la plupart des impôts sur lesquels on n'avoit anticipé que pour le terme de quelques années , furent rendus perpétuels comme un fonds destiné à payer , non pas le capital , mais seulement l'intérêt de l'argent qu'on avoit emprunté par différentes anticipations successives.

Si l'on n'eût jamais fait d'argent que par anticipation , le cours de quelques années

auroit libéré le revenu public , sans autre
 soin de la part du gouvernement que celui de
 ne point surcharger le fonds en le grevant de
 plus de dettes qu'il ne pouvoit en payer dans
 le terme fixé , et de ne pas anticiper une
 seconde fois avant l'expiration de la pre-
 mière anticipation : mais la plupart des gou-
 vernemens européens ont été incapables de
 ces attentions. Ils ont souvent surchargé le
 fonds , à l'instant même de la première an-
 ticipation ; et lorsqu'il leur est arrivé de ne
 pas le faire , ils ont pris soin généralement
 de le surcharger , en anticipant une seconde
 et une troisième fois , avant l'expiration de
 la première anticipation. Le fonds devenant
 ainsi absolument insuffisant pour payer et le
 principal et l'intérêt de l'argent emprunté sur
 ce fonds , il a fallu le charger de l'intérêt
 seulement , ou d'une rente perpétuelle , égale
 à l'intérêt ; et ces anticipations inconsidérées
 ont nécessairement donné naissance à la
 pratique plus ruineuse encore des fonds à
 perpétuité. Mais quoique cette pratique
 renvoie nécessairement la libération du re-
 venu public , d'une époque fixe à une époque
 tellement indéfinie qu'il n'est pas possible
 qu'elle arrive jamais ; cependant , comme
 cette nouvelle méthode peut dans tous les

cas faire lever une somme d'argent plus grande que celle qu'on peut obtenir de l'ancienne méthode par anticipation, la première, lorsqu'on s'y fut une fois familiarisé, obtint, dans les grands besoins de l'Etat, une préférence universelle sur la dernière. Le soulagement du besoin actuel est toujours l'objet qui intéresse principalement ceux qui partagent immédiatement l'administration des affaires publiques. Ils laissent aux soins de la postérité la libération future du revenu public.

Durant le règne de la reine Anne, le taux courant de l'intérêt étoit tombé de six à cinq pour cent ; et, dans la douzième année du même règne, on déclara que cinq pour cent étoient le plus haut intérêt qu'on pût légitimement prendre pour de l'argent emprunté sur une sûreté privée. Quelque tems après que la plupart des impôts temporaires de la Grande-Bretagne eurent été rendus perpétuels, et distribués en FONDs AGRÉÉ, en FONDs DE LA MER DU SUD, et en FONDs GÉNÉRAL, on força les créanciers de l'Etat, comme ceux des particuliers, à accepter cinq pour cent d'intérêt de leur argent, ce qui fit une épargne d'un pour cent sur le capital de la plus grande partie des dettes.

qu'on avoit ainsi hypothéquées à perpétuité, ou d'un sixième de la plupart des rentes qui furent payées des trois grands fonds ci-dessus nommés. Cette épargne laissa un surplus considérable dans le produit des différens impôts réunis pour former ces fonds, outre ce qui étoit nécessaire pour payer les rentes dont ils étoient nouvellement chargés, et jetta les fondemens de ce qu'on a appelé depuis fonds d'amortissement. En 1717, ce fonds se montoit à trois cent vingt-trois mille quatre cent trente-quatre livres sept sols sept deniers et demi. En 1727, l'intérêt de la plupart des dettes publiques fut réduit encore à quatre pour cent, et en 1753 et 1757, à trois et demi et trois pour cent; réductions qui augmentèrent encore de beaucoup le fonds d'amortissement.

Un fonds d'amortissement, quoiqu'institué pour le paiement des anciennes dettes, donne une grande facilité d'en contracter de nouvelles. C'est un fonds subsidiaire qu'on a toujours prêt pour l'engager au secours de tout autre fonds douteux, sur lequel on se propose de faire de l'argent pour quelque besoin de l'Etat : on verra suffisam-

ment tout-à-l'heure le fonds d'amortissement de la Grande-Bretagne a été appliqué à l'un de ces deux objets plus souvent qu'à l'autre.

Outre ces deux méthodes d'emprunter par anticipation et par fonds perpétuels, il y en a deux autres qui tiennent une espèce de milieu entre ces deux premières. On emprunte 1°. sur des rentes pour un terme de quelques années, et 2°. sur des rentes à vie.

Pendant les règnes du roi Guillaume et de la reine Anne, on emprunta souvent de grosses sommes sur des rentes annuelles pour un terme de quelques années, tantôt plus long, tantôt plus court. En 1698, il fut passé un acte pour emprunter un million sur une rente annuelle de quatorze pour cent, ou de cent quarante mille livres par an, pour seize ans. En 1691, il en fut passé un autre pour l'emprunt d'un million sur des rentes annuelles à vie, à des conditions qui paroîtroient aujourd'hui très-avantageuses. Mais la souscription ne fut pas remplie. L'année suivante, on suppléa au DÉFICIT par un emprunt sur des rentes annuelles à vie à quatorze pour cent, ou un peu plus qu'au denier quatorze. En 1695, on permit aux personnes qui avoient acheté ces

rentes de constitution de les échanger pour d'autres de quatre-vingt-seize ans, en payant à l'échiquier soixante-trois livres sur cent; c'est-à-dire, que la différence entre quatorze pour cent à vie, et quatorze pour cent pour quatre-vingt-seize années, étoit vendue soixante-trois livres sterlings, c'est-à-dire au dernier vingt-deux et demi. Telle étoit l'instabilité qu'on supposoit au gouvernement, que ces conditions même attirèrent peu d'acheteurs. Sous le règne de la reine Anne, on emprunta de l'argent en différentes occasions, tant sur des constitutions à vie, que sur des constitutions au terme de trente-deux, de quatre-vingt-neuf, de quatre-vingt-dix-huit et de quatre-vingt-dix-neuf ans. En 1719, on persuada aux propriétaires des rentes annuelles, au terme de trente-deux ans, d'accepter en place le fonds de la mer du Sud, en les vendant sur le pied du denier 8 et demi, avec une quantité additionnelle de fonds égale aux arrérages qui se trouvoient dus alors sur ces rentes. En 1720, la plupart des autres rentes annuelles à des termes longs et courts furent placées par souscription dans le même fonds. Les longues rentes annuelles se montoient alors à six

cent soixante-six mille huit cent vingt une livres huit sols trois deniers et demi par an, Au 5 janvier 1775, ce qui restoit de ces rentes, ou la somme pour laquelle on n'avoit pas souscrit alors, ne se montoit qu'à cent trente-six mille quatre cent cinquante-trois livres douze sols huit deniers.

Pendant les deux guerres qui commencèrent en 1739 et en 1755, on emprunta peu d'argent sur des rentes annuelles pour le terme de quelques années, ou sur des rentes à vie. Cependant une rente annuelle de quatre-vingt-dix-huit ou de quatre-vingt-dix-neuf ans, vaut à peu près autant d'argent qu'une rente à perpétuité; on pourroit croire par conséquent qu'elle doit être un fonds suffisant pour emprunter presque autant. Mais ceux qui achètent dans les fonds publics pour faire des établissemens à leur famille, et en assurer le bien-être dans un avenir éloigné, ne se soucient pas d'acheter dans un fonds dont la valeur va toujours en diminuant, et ce genre de personnes fait une portion très considérable des propriétaires et des acheteurs de fonds. Ainsi une rente annuelle pour un long terme d'années, quand même la valeur intrinsèque en pour-

roit être, à très-pen de chose près, la même que celle d'une rente annuelle à perpétuité, ne trouvera jamais le même nombre d'acheteurs. Les souscripteurs pour un nouvel emprunt, lesquels se proposent en général de vendre leur souscription le plutôt possible, aiment beaucoup mieux une rente annuelle à perpétuité rachetable par le parlement, qu'une rente annuelle pour un long terme d'années, d'égale valeur seulement, mais non rachetable. On peut supposer que la valeur de la première est toujours la même ou presque la même, et qu'elle forme par conséquent un fonds plus propre à être transmis que la dernière.

Durant les deux guerres dont je viens de parler, on a rarement accordé des rentes annuelles, pour termes d'années ou à vie, si ce n'est comme primes pour les souscripteurs d'un nouvel emprunt, en sus de la rente annuelle rachetable ou de l'intérêt sur le crédit duquel on supposoit que le prêt se feroit. Elles ont été accordées, non comme le fonds convenable sur lequel on empruntoit l'argent, mais comme un encouragement de plus pour le prêteur.

On a accordé dans l'occasion des rentes

annuelles à vie de deux différentes manières ; ou sur des têtes séparées , ou sur des lots de vie , qu'on appelle en France *Toxtnes*, du nom de leur inventeur. Lorsqu'on accorde des rentes annuelles sur des vies séparées , la mort de chaque constitutionnaire décharge le revenu public de ce dont il l'avoit affecté par la constitution de sa rente. Lorsqu'on accorde des rentes annuelles sur tontine , la libération du revenu public ne commence qu'après la mort de tous les constitutionnaires compris dans un lot , qui peut quelquefois être composé de vingt ou trente personnes , dont les survivans succèdent aux rentes constituées de tous ceux qui meurent avant eux ; le dernier survivant succédant aux rentes constituées du lot entier. On peut toujours sur le même revenu trouver plus d'argent par des tontines que par des rentes constituées sur des têtes séparées. Une rente constituée , avec un droit de survivance , vaut réellement plus qu'une rente égale du même genre sur une vie séparée ; et par la confiance que chacun a naturellement en sa bonne fortune , principe sur lequel est fondé le succès de toutes les loteries , une pareille rente constituée se vend généralement quelque

que chose de plus qu'elle ne vaut. Dans les pays où le gouvernement est dans l'usage de faire de l'argent en créant des rentes constituées, les tontines en général obtiennent par cette raison la préférence sur des rentes constituées sur des têtes séparées. L'expédient qui doit procurer le plus d'argent est presque toujours préféré à celui qui opéreroit vraisemblablement de la manière la plus prompte la libération du revenu public.

En France, il y a, en rentes viagères, une portion beaucoup plus grande de la dette publique, qu'en Angleterre. Suivant un mémoire présenté au roi par le parlement de Bordeaux, en 1764, toute la dette publique de France s'élève à deux milliards quatre cent millions; dont le capital sur lequel on avoit constitué des rentes viagères est supposé de trois cent millions, c'est-à-dire le huitième de toute la dette publique. Les rentes constituées y sont elles-mêmes portées à trente millions par an, c'est-à-dire au quart de cent vingt millions, qu'on suppose former l'intérêt de toute cette dette. Je sais très-bien que ces estimations ne sont point exactes; mais présentées par un corps

C H A P I T R E I I I. 13

parce que personne ne donnera , pour une rente constituée sur la tête d'un autre à peu près du même âge et de la même santé que lui , le même prix qu'il donneroit pour une rente constituée sur sa propre tête. A la vérité , une rente viagère sur la tête d'un tiers est sans doute d'une valeur égale pour l'acheteur et pour le vendeur ; mais sa valeur réelle commence à diminuer du moment où elle est accordée , et elle continue à diminuer de plus en plus tant qu'elle subsiste ; elle ne peut donc jamais faire un fonds qui puisse se transmettre aussi commodément qu'une rente constituée perpétuelle , dont on peut supposer que la valeur réelle est toujours , ou parfaitement , ou , à très-peu de chose près , la même.

En France, le siège du gouvernement n'étant point placé dans une grande ville de commerce , les marchands ne forment pas une partie aussi considérable de ceux qui avancent de l'argent au gouvernement. Les personnes intéressées dans les finances , les fermiers-généraux , les receveurs des impôts qui ne sont pas donnés à ferme , les banquiers de la cour , etc. font la plus grande partie de ceux qui avancent leur argent dans

lorsque la guerre arrive, ils n'ont ni la volonté ni le pouvoir d'augmenter leur revenu en proportion de l'augmentation de leur dépense. Ils n'en ont point la volonté, de peur d'offenser le peuple qu'un accroissement d'impôts aussi grand et aussi soudain dégoûteroit bientôt de la guerre; et ils n'en ont pas le pouvoir, faute de bien savoir de quels impôts ils pourroient tirer le revenu dont ils ont besoin. La facilité d'emprunter les tire de l'embarras que leur causeroient sans cela cette crainte et cette ignorance. La voie des emprunts les met en état, avec une modique augmentation d'impôts, de lever, tous les ans, assez d'argent pour soutenir la guerre; et par-là en hypothéquant des fonds à perpétuité, ils peuvent, avec un accroissement d'impôts le plus foible possible, lever annuellement les plus grosses sommes d'argent. Dans les grands Empires, la plupart des gens qui vivent dans la capitale et dans les provinces éloignées du théâtre de la guerre n'en ressentent guère les inconvéniens; ils jouissent, au contraire, tout à leur aise, du plaisir de lire dans les papiers-nouvelles les exploits de leurs flottes, de leurs

armées. Cet amusement les dédommage de la légère différence qui existe entre les impôts qu'ils paient pour la guerre, et ceux qu'ils payoient durant la paix. Ils sont presque toujours fâchés du retour de la paix, qui met fin à leur amusement et à toutes ces espérances chimériques de conquête et de gloire nationale, qu'ils fondonent sur la prolongation de la guerre.

Le retour de la paix, il est vrai, les soulage rarement de la plus grande partie des impôts établis durant la guerre. Tous ces impôts sont engagés pour acquitter l'intérêt de la dette que celle-ci a fait contracter. Si, outre ce qu'il faut pour payer l'intérêt de cette dette, et pour couvrir la dépense ordinaire du gouvernement, l'ancien revenu rapportoit, avec les nouveaux impôts, quelques sommes de plus, il seroit peut-être possible de les convertir en un fonds d'amortissement pour l'extinction de la dette. Mais, en premier lieu, ce fonds d'amortissement, supposé même qu'il ne fût jamais appliqué à un autre usage, est, en général, trop peu de chose pour que, dans l'espace de tems durant lequel on peut raisonnablement espérer que continuera la paix, il

soit possible de payer toute la dette contractée durant la guerre ; et , en second lieu , ce fonds est presque toujours appliqué à d'autres usages.

Les nouveaux impôts n'ont été établis que pour payer l'intérêt de l'argent emprunté sur ces mêmes impôts. S'ils produisent davantage , c'est en général un surplus qu'on n'avoit pas en vue , auquel on ne s'attendoit pas , et qui par conséquent est rarement très - considérable. Les fonds d'amortissement sont formés en général bien moins du surplus des impôts qui s'élevoient au delà de ce qu'il falloit pour payer l'intérêt on la rente constituée dont ils étoient originairement chargés , que de la réduction subséquente qu'on a faite de cet intérêt. Celui de Hollande en 1655 , et celui de l'Etat ecclésiastique en 1685 , se sont formés l'un et l'autre de cette manière. Delà l'insuffisance ordinaire de ces sortes de fonds.

Pendant la paix la plus profonde , divers événemens exigent une dépense extraordinaire ; et le gouvernement trouve toujours plus commode de pourvoir à cette dépense en faisant une mauvaise application du fonds d'amortissement qu'en établissant un

nouvel impôt. Tout nouvel impôt est immédiatement plus ou moins sensible au peuple. Il occasionne toujours des murmures, et rencontre de l'opposition. Plus on multiplie les impôts, plus on les fait hausser sur chaque objet différent d'imposition, plus le peuple se plaint hautement de toute nouvelle taxe, et plus il devient difficile aussi d'imaginer de nouveaux objets d'imposition, ou de faire monter beaucoup plus haut les impôts déjà établis. Une suspension momentanée du paiement de la dette n'est pas immédiatement sensible au peuple, et n'occasionne ni murmure ni plainte. Emprunter sur le fonds d'amortissement, c'est toujours un expédient simple et facile pour se tirer de l'embarras actuel. Plus les dettes publiques se sont accumulées, plus il est devenu nécessaire de s'appliquer à les réduire; plus il est dangereux et ruineux de mal appliquer une partie du fonds d'amortissement, moins il y a d'apparence qu'on puisse réduire considérablement la dette publique, et plus il y a de vraisemblance, et même de certitude, qu'on divertira les fonds d'amortissement pour défrayer toutes les dépenses extraordinaires qui surviennent en

tems de paix. Lorsqu'une nation est déjà surchargée d'impôts, rien ne peut engager le peuple à en supporter patiemment de nouveaux, si ce n'est les besoins d'une nouvelle guerre, le desir d'une vengeance nationale, ou la nécessité de pourvoir à la sûreté commune ; delà vient la mauvaise application ordinaire du fonds d'amortissement.

Dans la Grande - Bretagne , depuis que nous avons eu recours pour la première fois à l'expédient ruineux des fonds perpétuels, la réduction de la dette publique , en tems de paix , n'a jamais eu aucune proportion avec son accroissement en tems de guerre. Ce fut lors de la guerre commencée en 1688, et terminée par le traité de Riswick en 1697, que furent jettés les premiers fondemens de l'énorme dette actuelle de la Grande-Bretagne.

Le 31 décembre 1697, les dettes publiques de la Grande-Bretagne, hypothéquées ou non, se montoient à vingt-un millions cinq cent quinze mille sept cent quarante-deux livres treize sols huit deniers et demi. Une grande partie de ces dettes avoit été contractée sur de courtes anticipations, et

une autre partie , sur des rentes constituées viagères ; de sorte qu'avant le 31 décembre 1701 , en moins de quatre années , il y en avoit une partie acquittée , et une partie rendue au public par la somme de cinq millions cent vingt-un mille quarante-une livres douze sols trois quarts de denier ; réduction la plus grande qui , depuis , ait jamais été faite de la dette publique dans un aussi court espace de tems. Le reste se montoit donc seulement à seize millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent une livres un sol sept deniers un quart.

Lors de la guerre commencée en 1702 , et terminée par le traité d'Utrecht , les dettes publiques s'accumulèrent encore davantage. Le 31 décembre 1714 , elles se montoient à cinquante-trois millions six cent quatre-vingt - un mille deux cent soixante - seize livres cinq sols six deniers un douzième. La souscription des courtes et longues rentes constituées sur les fonds de la mer du Sud augmenta le capital des dettes publiques ; de sorte que le 31 décembre 1722 , il se montoit à cinquante-cinq millions deux cent quatre-vingt-deux mille neuf cent soixante-dix - huit livres un sol trois deniers cinq

sixièmes. La réduction de la dette commença en 1723, et se fit si lentement que ; le 31 décembre 1739, après dix-sept années d'une paix profonde , la somme totale acquittée n'étoit que de huit millions trois cent vingt-huit mille trois cent cinquante-quatre livres dix-sept sous onze deniers trois douzièmes. Le capital de la dette publique se montoit alors à quarante-six millions neuf cent cinquante-quatre mille six cent vingt-trois livres trois sols quatre deniers sept douzièmes.

La guerre d'Espagne , commencée en 1739, et la guerre de France qui la suivit bientôt, occasionnèrent une plus forte augmentation de la dette , qui , au 31 décembre 1748, après que la guerre eût été terminée par le traité d'Aix-la-Chapelle, se montoit à soixante-dix-huit millions deux cent quatre-vingt-treize mille trois cent treize livres un sol dix deniers trois quarts. La continuation pendant dix-sept ans de la paix la plus profonde n'en avoit pas ôté plus de huit millions trois cent vingt-huit mille trois cent cinquante-quatre livres dix-sept sols onze deniers trois douzièmes. Une guerre qui dura moins de neuf ans y ajouta

trente-un millions trois cent trente-huit mille six cent quatre-vingt-neuf livres dix-huit sols six deniers un sixième (1).

Pendant l'administration de M. Pelham, l'intérêt de la dette publique fut réduit, ou du moins on prit des mesures pour le réduire de quatre à trois pour cent ; le fonds d'amortissement fut augmenté, et une partie de la dette publique fut acquittée. En 1755, avant que la dernière guerre s'allumât, la dette hypothéquée de la Grande-Bretagne se montoit à soixante-douze millions deux cent quatre-vingt-neuf mille livres. Au 5 janvier 1763, lorsque la paix fut conclue, la dette hypothéquée se montoit à cent vingt-deux millions six cent trois mille trois cent trente-six livres huit sols deux deniers trois quarts. La dette non hypothéquée a été arrêtée à treize millions neuf cent vingt-sept mille cinq cent quatre-vingt-neuf livres deux sols deux deniers ; mais la dépense occasionnée par la guerre ne finit pas à la conclusion de la paix ; de sorte que, quoiqu'au 5 janvier 1764, la

(1) Voy. HISTOIRE DU REVENU PUBLIC par Jacques Poslethwaite.

dette hypothéquée se fût accrue; en partie par un nouvel emprunt et en partie de la dette non hypothéquée, jusqu'à cent vingt-neuf millions cinq cent quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-neuf livres dix sols un denier trois quarts, il restoit encore, suivant l'auteur très-bien informé des CONSIDÉRATIONS SUR LE COMMERCE ET LES FINANCES DE LA GRANDE-BRETAGNE, une dette non hypothéquée qui se montoit, cette année-là et la suivante, à neuf millions neuf cent soixante-quinze mille dix-sept livres douze sols deux deniers quinze quarante-quatrièmes. En 1764, la dette publique hypothéquée et non hypothéquée de la Grande-Bretagne se montoit donc, suivant cet auteur, à cent trente-neuf millions cinq cent seize mille huit cent sept livres deux sols quatre deniers. D'un autre côté, les rentes constituées viagères, qui avoient été accordées comme des primes aux souscripteurs des nouveaux emprunts en 1757, estimées au denier sept, furent évaluées à quatre cent soixante-douze mille cinq cents livres; et les rentes constituées pour longs termes d'années, accordées de même comme des primes, en 1761 et 1762, estimées au

denier trois et demi , furent évaluées à six millions huit cent vingt-six mille huit cent soixante - quinze livres. Durant une paix d'environ sept ans consécutifs , l'administration sage et vraiment patriotique de M. Pelham ne put acquitter une ancienne dette de six millions. Durant une guerre qui eut à-peu-près la même durée , on contracta une nouvelle dette de plus de soixante-quinze millions.

Au 5 janvier 1775 , la dette hypothéquée de la Grande-Bretagne se montoit à cent vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-six livres un sol six deniers un quart ; et la dette non hypothéquée , sans y comprendre la grosse dette de la liste civile , à quatre millions cent cinquante mille deux cent trente-six livres trois sols onze deniers sept huitièmes. Les deux ensemble s'élevoient à cent vingt-neuf millions cent quarante-six mille trois cent vingt-deux livres cinq sols six deniers. Selon cet état , la dette totale acquittée durant onze années d'une paix profonde se montoit seulement à dix millions quatre cent quinze mille quatre cent soixante-quatorze livres seize sous neuf deniers sept huitièmes. Ce-

pendant cette foible réduction même de la dette n'a pas été faite en entier par les épargnes du revenu ordinaire de l'Etat. Diverses sommes étrangères , absolument indépendantes de ce revenu ordinaire , y ont contribué. Nous pouvons mettre de ce nombre un shelling par livre ajouté à la taxe des terres pendant trois années , les deux millions reçus de la compagnie des Indes orientales comme indemnité de ses acquisitions territoriales , et cent dix mille livres sterlings reçues de la banque pour le renouvellement de sa charte. Il faut y ajouter plusieurs autres sommes qui , provenant de la dernière guerre , doivent être considérées peut-être comme autant de déductions des frais de cette guerre. Les principales sont

Le produit des
prises sur la France 690,449 liv. 18 s. 9 d.

Composition
pour les prison-
niers françois. . . 670,000

Ce qu'on a reçu
de la vente des
îles cédées . . . 95,500

1,455,949 liv. 18 s. 9 d.

Si nous ajoutons à cette somme la balance des comptes de MM. Chatam et M. Calcraft, et les autres économies de la même espèce sur l'armée, avec ce qu'on a reçu de la banque, de la compagnie des Indes orientales, et le shelling de plus par livre ajouté à la taxe des terres, le total doit passer de beaucoup cinq millions. Ainsi la dette, qui depuis la paix a été acquittée par les épargnes du revenu ordinaire de l'Etat, ne s'est pas élevée, une année dans l'autre, à un demi-million par an. Le fonds d'amortissement a été sans doute augmenté considérablement, depuis la paix, par la dette acquittée, par la réduction des quatre pour cent rachetables à trois pour cent, et par les rentes constituées à vie qu'on y a fait entrer; et, si la paix continuoit, on pourroit peut-être aujourd'hui ménager annuellement un million pour l'acquit de la dette. Aussi a-t-on payé un autre million dans le cours de l'année dernière; mais, en même tems, on n'a rien acquitté de l'énorme dette de la liste civile; et nous sommes actuellement engagés dans une nouvelle guerre, qui, dans ses progrès, peut devenir aussi dispendieuse qu'aucune de nos guerres précédentes

cédentes (1). La nouvelle dette, qu'on contractera probablement avant la fin de la campagne prochaine, sera peut-être à-peu-près égale à toute l'ancienne dette acquittée par les épargnes du revenu ordinaire de l'Etat. Il seroit donc entièrement chimérique d'imaginer que la dette publique puisse être jamais complètement acquittée par les épargnes qu'on pourra vraisemblablement faire de ce revenu ordinaire, tel qu'il est à présent.

Un auteur a représenté les fonds publics des différentes nations endettées de l'Europe, particulièrement ceux d'Angleterre, comme l'accumulation d'un grand capital surajouté à l'autre capital du pays, à l'aide duquel le commerce s'étend, les manufactures se multiplient, les terres sont cultivées et améliorées beaucoup au-delà du

(1) Elle est devenue plus dispendieuse qu'aucune de nos guerres précédentes, et nous a engagés dans une dette additionnelle de plus de cent millions. Durant une paix profonde d'onze années, on a acquitté un peu plus de dix millions de dettes; durant une guerre de sept ans, on en a contracté pour plus de cent millions.

point qu'elles auroient atteint par le moyen de cet autre capital seulement. Il ne considère pas que le capital avancé au gouvernement par les premiers créanciers de l'Etat, étoit, au moment où ils l'ont avancé, une certaine portion du produit annuel détournée, et de la fonction de capital pour servir de revenu, et de l'entretien des ouvriers productifs pour en entretenir qui ne produisent rien, c'est-à-dire, pour être dépensée et dissipée en général, dans le cours de l'année, sans laisser l'espérance même d'aucune reproduction future. Il est vrai qu'en retour du capital qu'ils ont avancé, ils ont obtenu dans les fonds publics une rente constituée qui, la plupart du tems, est d'une plus grande valeur. Cette rente a sans doute remplacé leur capital, et les a mis en état de donner à leur commerce et à leurs affaires autant ou peut-être plus d'étendue qu'il n'en avoit auparavant; c'est-à-dire, qu'ils ont été en état ou d'emprunter à d'autres un nouveau capital sur le crédit de cette constitution de rente, ou de tirer sur les autres, en la vendant, un nouveau capital pour eux-mêmes, égal ou supérieur à celui qu'ils avoient avancé au gouverne-

ment : cependant , ce nouveau capital , qu'ils ont ou acheté ou emprunté ainsi à d'autres , existoit auparavant dans le pays , et y étoit employé , comme le sont tous les capitaux , à en entretenir le travail productif. Lorsqu'il a passé dans les mains de ceux qui avoient avancé leur argent au gouvernement , quoiqu'il fût à certains égards un nouveau capital pour eux , il ne l'étoit pas pour le pays ; mais ce n'étoit qu'un capital retiré de certains emplois pour être appliqué à d'autres. Quoiqu'il remplaçât pour eux ce qu'ils avoient avancé au gouvernement , il ne le remplaçoit pas pour le pays. S'ils n'avoient point avancé ce capital au gouvernement , il y auroit eu dans le pays deux capitaux , deux portions du produit annuel , au lieu d'une , employées à entretenir le travail productif.

Lorsque pour défrayer la dépense du gouvernement on lève dans l'année un revenu sur le produit des impôts libres ou non engagés , ce n'est qu'une certaine portion du revenu des particuliers , qu'on détourne de l'entretien d'un travail qui ne produit rien , pour en entretenir un autre. Une partie de ce qu'ils paient pour ces impôts auroit

pu sans doute être accumulée en capital , et par conséquent être employée à entretenir un travail productif ; mais la plus grande partie auroit été probablement dépensée et employée en conséquence à entretenir un travail qui ne produit rien. Cependant la dépense publique , lorsqu'elle est défrayée de cette manière , empêche sans doute l'accumulation ultérieure d'un nouveau capital ; mais elle n'occasionne nécessairement la destruction d'aucun capital actuellement existant.

Lorsque la dépense publique est défrayée par des fonds hypothéqués , elle l'est par la destruction annuelle de quelque capital qui existoit auparavant dans le pays ; par l'application qu'on fait d'une portion du produit annuel qui devoit auparavant entretenir un travail productif à l'entretien d'un travail qui ne produit rien. Cependant comme dans ce cas les impôts sont plus légers qu'ils ne l'auroient été , si on avoit levé dans l'année un revenu suffisant pour défrayer la même dépense , le revenu particulier des individus est nécessairement moins chargé , et par conséquent leur faculté d'épargner et d'accumuler en capital quel-

que partie de ce revenu est beaucoup moins affoiblie. Si la méthode d'hypothéquer détruit davantage l'ancien capital, elle empêche moins en même tems l'accumulation ou l'acquisition d'un nouveau capital, que ne le feroit celle de défrayer la dépense publique par un revenu levé dans l'année. Sous le système des fonds hypothéqués, l'économie et l'industrie des particuliers réparent plus facilement les brèches que la dissipation et l'extravagance du gouvernement peuvent faire accidentellement dans le capital général de la société.

Cependant ce n'est que pendant la durée de la guerre que le système d'hypothéquer a cet avantage sur l'autre. Si la dépense en étoit toujours défrayée par un revenu levé dans l'année, les impôts dont on tireroit ce revenu extraordinaire ne dureroient pas plus que la guerre. Dans ce système, la faculté qu'auroient les particuliers d'accumuler, quoique moindre pendant la guerre, seroit plus grande durant la paix que sous le système des fonds hypothéqués. La guerre n'occasionneroit nécessairement la destruction d'aucun capital ancien, et la paix produiroit l'accumulation d'un grand nombre

de capitaux nouveaux. Les guerres seroient en général et terminées plus promptement et entreprises moins légèrement. Le peuple qui , pendant la durée de la guerre , en sentiroit tout le fardeau s'en lasseroit bien vite ; et le gouvernement , pour le satisfaire , ne seroit pas forcé de la pousser au - delà de la nécessité de la faire. La crainte des charges lourdes et inévitables qu'impose la guerre empêcheroit le peuple de la demander follement , lorsqu'il ne verroit pas un intérêt réel ou solide à la faire. Les tems , où la faculté d'accumuler seroit un peu affoiblie pour les particuliers , arriveroient plus rarement et seroient d'une plus courte durée ; ceux , au contraire , durant lesquels cette faculté se montreroit dans sa plus grande force , dureroient beaucoup plus long-tems qu'ils ne peuvent durer sous le système des fonds hypothéqués.

D'ailleurs , lorsque le système des emprunts sur hypothèque a fait un certain progrès , la multitude des impôts qu'il amène à sa suite affoiblit quelquefois autant dans les particuliers la faculté d'accumuler même en tems de paix , que l'autre système l'affoiblirait en tems de guerre. Le revenu de la

Grande - Bretagne , en tems de paix , se monte actuellement à plus de dix millions par an. Si ce revenu étoit libre au lieu d'être engagé , il pourroit , avec une bonne administration et sans qu'il fût nécessaire de contracter même un shelling de nouvelle dette , suffire à soutenir la guerre la plus vigoureuse. Aujourd'hui le revenu particulier des habitans de la Grande - Bretagne est aussi grevé , en tems de paix , et la faculté d'accumuler est aussi affoiblie en eux qu'elle auroit pu l'être pendant la guerre la plus dispendieuse , si le pernicieux système des hypothèques n'eût jamais été adopté.

On a dit que dans le paiement de l'intérêt de la dette publique , c'étoit la main droite qui payoit à la main gauche , puisque l'argent ne sort pas du pays. Cet argent n'est qu'une partie du revenu qui , d'une classe d'habitans , passe à l'autre , et la nation n'en est pas plus pauvre d'un liard. Cette apologie est fondée entièrement sur la charlatanerie du système mercantille ; et après le long examen que j'ai déjà fait de ce système , il est peut-être superflu d'insister davantage sur ce sujet. Ce raisonnement

suppose d'ailleurs que la dette publique appartient toute entière aux nationaux, ce qui n'est pas vrai, puisque les Hollandois, aussi bien que plusieurs autres nations étrangères, ont une part considérable dans nos fonds publics; mais quand même toute la dette appartiendrait aux habitans du pays, elle n'en seroit pas pour cela moins pernicieuse.

Les terres et les fonds capitaux sont les deux sources primitives de tout le revenu, soit public, soit particulier. Les fonds capitaux paient le salaire du travail productif, appliqué soit à l'agriculture, soit aux manufactures ou au commerce. L'administration de ces deux sources primitives de revenu appartient à deux différentes sortes d'individus; aux propriétaires des terres, et à ceux qui possèdent ou emploient les fonds capitaux.

Le propriétaire d'une terre est intéressé, par considération pour son propre revenu, à tenir son bien dans le meilleur état possible, en bâtissant et en réparant les maisons de ses fermiers, en faisant et en entretenant les tranchées, les clôtures nécessaires, et toutes les autres améliorations

dispendieuses qu'il n'appartient qu'au propriétaire de faire et d'entretenir. Mais le revenu du propriétaire peut être tellement diminué par différens impôts sur les terres, et ce revenu diminué peut être réduit à une si petite valeur par différens droits sur les objets de nécessité et d'agrément, que ce propriétaire peut se trouver absolument hors d'état de faire ou d'entretenir ces améliorations dispendieuses. Cependant, lorsque le propriétaire cesse de remplir sa partie, il est absolument impossible que le fermier continue de remplir la sienne. Autant la détresse du propriétaire augmente, autant l'agriculture du pays doit nécessairement décliner.

Lorsque, par différens impôts sur les objets de nécessité et d'agrément, ceux qui possèdent et emploient des fonds capitaux, voient que tout ce qu'ils en tirent de revenu n'achètera pas, dans un pays particulier, la même quantité de ces objets nécessaires et agréables qu'un revenu égal achèteroit presque par-tout ailleurs, ils sont disposés à se retirer dans quelque autre pays. Et lorsque, pour la levée de ces impôts, l'universalité ou la plupart des marchands ma-

manufacturiers , c'est-à-dire , des individus qui emploient de grands capitaux , se trouvent continuellement exposés aux visites mortifiantes et vexatoires des collecteurs , cette disposition à s'éloigner se change bientôt en un éloignement réel. L'industrie du pays tombe nécessairement par la disparition du capital qui la soutenoit , et la ruine du commerce et des manufactures suit la décadence de l'agriculture.

Certainement les propriétaires des terres et des fonds capitaux sont immédiatement intéressés à tenir en bon état chaque portion particulière des terres , et à bien administrer chaque portion particulière des fonds capitaux : leur retirer la plus grande partie du revenu qui provient de l'une ou de l'autre de ces deux grandes sources , pour la faire passer à une autre classe d'hommes , aux créanciers de l'Etat , qui n'y ont pas le même intérêt particulier , c'est forcer à négliger la culture des terres , et à dissiper ou à transporter ailleurs des fonds capitaux. Un créancier de l'Etat a sans doute un intérêt général à la prospérité de l'agriculture , des manufactures et du commerce du pays ; et conséquemment au bon état

des terres, et à la bonne administration des fonds capitaux. Si une de ces choses venoit à manquer ou à déchoir généralement, le produit des différens impôts ne pourroit plus suffire à lui payer la rente constituée ou l'intérêt qui lui est dû ; mais un créancier de l'Etat, considéré purement comme créancier, n'a nul intérêt au bon état d'aucune portion particulière des terres ou à la bonne administration d'aucune portion particulière des fonds capitaux. Comme créancier du public, il n'a nulle connoissance de telle portion en particulier. Il n'en a point l'inspection, il ne peut s'en mêler : la plupart du tems il en ignore la ruine, et il ne peut en être affecté directement.

La pratique des emprunts sur hypothèque a affoibli par degrés tout Etat qui l'a adoptée. Les républiques d'Italie semblent l'avoir imaginée. Gênes et Venise, les deux seules aujourd'hui qui puissent prétendre à une existence indépendante, en ont été toutes deux affoiblies. L'Espagne semble l'avoir apprise des républiques d'Italie ; et comme ses impôts ont été probablement moins judicieux que les leurs, elle en a

été affoiblie encore davantage , en proportion de sa force naturelle. Les dettes de l'Espagne sont d'une date fort ancienne. L'Espagne étoit fort endettée avant la fin du seizième siècle, environ cent ans avant que l'Angleterre dût un shelling. La France , malgré toutes ses ressources naturelles , languit sous un poids énorme du même genre. La république des Provinces-Unies est autant affoiblie par ses dettes que Gênes et Venise. Est-il vraisemblable que , dans la Grande-Bretagne seule , une pratique , qui a porté ou la foiblesse ou la désolation dans tous les autres pays, ne produise absolument aucun mal ?

On peut dire que le système d'imposition établi dans ces différens pays est inférieur à celui de l'Angleterre ; et je crois qu'il l'est en effet : mais on doit se souvenir , que lorsque le plus sage gouvernement a épuisé tous les objets qui sont propres à être imposés , il faut que , dans les cas d'urgente nécessité , il ait recours à ceux qui ne le sont pas. La sage république de Hollande a été obligée dans certaines occasions d'avoir recours à des impôts aussi onéreux que la plupart de ceux de l'Es-

pagne. On vient de commencer une autre guerre avant d'avoir fait aucune libération considérable du revenu public ; et si elle devient dans ses progrès aussi dispendieuse que la dernière, elle peut, par une nécessité irrésistible, rendre le système britannique d'imposition aussi oppressif que celui de la Hollande, ou même que celui de l'Espagne. On peut dire, il est vrai, à l'honneur de notre système actuel d'imposition, qu'il a jusqu'à présent si peu gêné l'industrie que, durant le cours des guerres même les plus dispendieuses, l'économie et la bonne conduite des individus semblent avoir suffi pour réparer, par l'épargne et la sagesse, toutes les brèches que la dissipation et l'extravagance du gouvernement avoient faites au capital général de la société. A la fin de la dernière guerre, la plus dispendieuse que la Grande-Bretagne ait jamais faite, son agriculture étoit aussi florissante, ses manufactures aussi nombreuses et aussi employées, et son commerce aussi étendu, qu'ils l'eussent jamais été auparavant. Le capital, qui soutenoit toutes ces différentes branches d'industrie, a dû être par conséquent égal à ce qu'il étoit auparavant. Depuis la

paix , l'agriculture a fait encore plus de progrès ; les rentes des maisons ont haussé dans toutes les villes et villages du pays , preuve de l'augmentation de la richesse et du revenu du peuple ; et le montant annuel de la plupart des anciens impôts, des branches principales de l'excise et des douanes en particulier , a été continuellement en augmentant , preuve également claire d'un accroissement de consommation, et par conséquent d'un accroissement de produit, qui peut seul soutenir cette consommation. La Grande-Bretagne semble porter avec facilité un fardeau que personne ne l'auroit jugé capable de porter , il y a un demi-siècle. N'en concluons pas , cependant, en téméraires, qu'elle soit en état de supporter tout fardeau quelconque ; ne nous flattons pas même qu'elle supportât , sans une grande gêne , un fardeau un peu plus lourd que celui dont elle est chargée aujourd'hui.

Lorsqu'une fois les dettes nationales se sont accumulées jusqu'à un certain degré , il n'y a pas, je crois, un seul exemple qu'elles aient été payées loyalement et en entier. Si jamais la libération du revenu public a été faite complètement , ce fut toujours par une

banqueroute , quelquefois déclarée , mais toujours réelle , quoique souvent colorée par un paiement prétendu.

Hausser la dénomination de la monnoie , c'est l'expédient le plus ordinaire , dont on se soit servi pour déguiser une banqueroute publique réelle sous l'apparence d'un prétendu paiement. Si un demi-shellings , par exemple , étoit élevé , ou par un acte du parlement ou par une proclamation du roi , à la dénomination d'un shellings , et vingt demi-shellings à celle d'une livre sterling , la personne qui auroit emprunté sous l'ancienne dénomination vingt shellings , ou près de quatre onces d'argent , s'acquitteroit sous la nouvelle avec vingt demi-shellings , ou un peu moins de deux onces d'argent. Une dette nationale d'environ cent vingt-huit millions , ce qui est à-peu-près le capital de la dette hypothéquée et non hypothéquée de la Grande-Bretagne , pourroit être acquittée ainsi avec soixante-quatre millions de notre monnoie actuelle. Ce ne seroit à la vérité qu'un prétendu paiement , et on frauderoit réellement les créanciers du public de dix shellings par livre de ce qui leur seroit dû. D'ailleurs , ce malheur

s'étendrait beaucoup au-delà des créanciers du public, et ceux des particuliers essuieraient une perte proportionnée, et cela sans aucun avantage; la plupart du tems, au contraire, il y auroit une grande perte de surplus, pour les créanciers du public. Il est vrai que si les créanciers de l'Etat étoient en général beaucoup endettés envers d'autres, ils pourroient en quelque sorte compenser leur perte en payant leurs créanciers de la même monnoie dont l'Etat les paieroit; mais dans la plupart des pays, le plus grand nombre des créanciers du public sont des gens riches, qui sont en situation de créancier plutôt que de débiteur envers le reste de leurs concitoyens. Un prétendu paiement de cette espèce, au lieu d'alléger, aggrave donc la plupart du tems les pertes des créanciers de l'Etat, et étend la calamité, sans aucun avantage pour le public, à un grand nombre d'autres personnes qui ne le méritent pas. Il occasionne un bouleversement général et très-dangereux dans les fortunes des particuliers, puisqu'il enrichit, le plus souvent, le débiteur fainéant et prodigue aux dépens du créancier industrieux et économe, et fait
passer

passer une grande partie du capital national, des mains qui devoient vraisemblablement l'augmenter et l'améliorer, dans d'autres qui doivent probablement le dissiper et le détruire. Lorsqu'il devient nécessaire pour un Etat de se déclarer banqueroutier, comme il le devient pour un particulier, une banqueroute franche, ouverte et avouée est toujours la voie qui déshonore le moins le débiteur, et qui fait le moins de tort au créancier. L'honneur d'un Etat est sûrement très-peu ménagé, lorsque, pour couvrir la honte d'une banqueroute réelle, on a recours à un trait de charlatanerie de ce genre, qu'on pénètre si aisément, et qui en même tems est si pernicieux.

Cependant, presque tous les Etats anciens et modernes, lorsqu'ils ont été réduits à cette nécessité, ont eu recours dans certaines occasions à ce trait de pure charlatanerie. Les Romains, à la fin de la première guerre punique, réduisirent l'as qui étoit la monnoie courante, ou la dénomination par laquelle ils supputoient la valeur de toutes les autres monnoies, de douze onces de cuivre qu'il contenoit, à deux onces seulement ; c'est-

à-dire, qu'ils élevèrent deux onces de cuivre à la dénomination qui auparavant avoit toujours exprimé la valeur de douze onces. La république fut, par ce moyen, en état de payer les grandes dettes qu'elle avoit contractées, avec le sixième de ce qu'elle devoit réellement. On seroit porté aujourd'hui à imaginer qu'une banqueroute aussi soudaine et aussi grande a dû exciter de très-violentes clameurs parmi le peuple. Il ne paroît pas qu'elle en ait excité aucune. La loi qui l'établissoit étoit, comme toutes les autres loix concernant la monnoie, présentée et portée à l'assemblée du peuple par un tribun, et c'étoit probablement une loi très-populaire. A Rome, comme dans toutes les autres anciennes républiques, le peuple étoit constamment débiteur des riches et des grands, qui, pour s'assurer les suffrages dans les élections annuelles, étoient dans l'usage de lui prêter de l'argent à un intérêt exorbitant; et comme cet argent n'étoit jamais payé, il s'élevoit bientôt à une somme trop forte pour que le débiteur pût la payer, ou que tout autre pût l'acquitter pour lui. Le débiteur, par la crainte d'une exécution sévère, étoit obligé, sans autre gratification

ultérieure , de voter pour le candidat recommandé par le créancier. En dépit de toutes les loix contre la subornation et la corruption par des présens , la libéralité des candidats et les distributions de blé ordonnées dans l'occasion par le sénat , étoient les principaux fonds d'où les citoyens pauvres tiroient leur subsistance dans les derniers tems de la république romaine : pour s'affranchir de cet assujettissement à leurs créanciers , les citoyens pauvres demandoient continuellement , ou une entière abolition de dettes , ou ce qu'ils appelloient de Nouvelles Tables , c'est-à-dire , une loi qui les autorisât à s'acquitter complètement , en payant seulement une certaine portion de leurs dettes. Comme la loi qui réduisoit la monnoie de toutes les dénominations à un sixième de sa première valeur , les mettoit en état de payer leurs dettes avec un sixième de ce qu'ils devoient réellement , elle équivaloit aux *tables nouvelles* les plus avantageuses. Pour contenter le peuple , les riches et les grands furent obligés , dans plusieurs occasions différentes , de consentir aux loix , tant pour l'abolition des dettes , que pour l'introduc-

tion de *nouvelles tables* ; et ce qui les engageoit probablement à consentir à cette loi, c'étoit en partie le même motif, et en partie celui de pouvoir, en libérant le revenu public, rendre sa vigueur à un gouvernement dont ils avoient eux-mêmes la principale direction. Une opération de ce genre réduiroit tout d'un coup une dette de cent vingt-huit millions à vingt-un millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois livres sterlings six shellings et huit sols. Dans le cours de la seconde guerre punique, l'as fut encore réduit davantage : d'abord, de deux onces de cuivre à une once, et ensuite d'une once à une demi-once ; c'est-à-dire à la vingt-quatrième partie de sa valeur primitive. En combinant les trois opérations romaines en une seule, une dette de cent vingt-huit millions de notre monnoie actuelle pourroit se réduire tout d'un coup à une dette de cinq millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois livres sterlings six shellings et huit sols. La dette de la Grande-Bretagne, toute énorme qu'elle est, seroit bientôt payée de cette manière.

Par le moyen de ces expédiens, la mon-

noie de toutes les nations, je crois, s'est trouvée, par degrés, réduite, de plus en plus, au-dessous de sa valeur primitive; et la même somme nominale en est venue peu-à-peu à contenir une quantité d'argent graduellement plus petite.

Les nations modernes ont quelquefois, dans la même vue, altéré le titre de leur monnoie, c'est-à-dire, qu'elles y ont mêlé une plus grande quantité d'alliage. Si dans le poids d'une livre de notre argent monnoyé, par exemple, au lieu du poids de dix-huit sols, selon le titre actuel, on y mêloit huit onces d'alliage, une livre sterling ou vingt shellings de cette monnoie vaudroit un peu plus de six shellings et huit sols de notre monnoie actuelle. La quantité d'argent contenue dans six shellings et huit sols de notre monnoie actuelle s'élèveroit ainsi, à très-peu de chose près, jusqu'à la dénomination d'une livre sterling. L'altération du titre a exactement le même effet que ce que les François appellent augmentation ou élévation directe de la dénomination de la monnoie.

* Une augmentation, ou une élévation indirecte de la dénomination de la monnoie,

est toujours, et doit être par sa nature une opération ouverte et avouée. Par le moyen de cette opération, des pièces d'un moindre poids et d'un moindre volume sont appelées du même nom qu'on donnoit auparavant à des pièces qui avoient plus de poids et plus de volume. L'altération du titre, au contraire, a été en général une opération cachée. Par le moyen de cette opération, on fabriquoit à la monnoie des pièces de la même dénomination, et autant qu'on pouvoit en approcher, du même poids, du même volume et de la même apparence, que des pièces d'une bien plus grande valeur qui avoient eu cours auparavant. Lorsque le roi Jean, de France (1), pour payer ses dettes, altéra sa monnoie, tous les officiers de la monnoie jurèrent de garder le secret. Ces deux opérations sont injustes; mais une simple augmentation est une injustice d'une violence ouverte; au lieu qu'une altération est une injustice d'une fourberie perfide. Aussi cette dernière opéra-

(1) Voyez Glossaire de Du Cange, au mot *MONETA* (monnoie); édition BÉNÉDICTINE.

tion, aussi-tôt qu'elle est découverte, et elle ne peut jamais être cachée long-tems, excite toujours beaucoup plus d'indignation que la première. Il est fort rare que la monnoie, après une augmentation considérable, ait été ramenée à son premier poids; mais après les plus grandes altérations, elle a presque toujours été ramenée à son premier titre. Il n'est guère arrivé qu'on ait pu appaiser autrement la fureur et l'indignation du peuple.

A la fin du règne de Henri VIII, et au commencement de celui d'Edouard VI, la monnoie d'Angleterre fut, non-seulement élevée dans sa dénomination, mais encore altérée dans son titre. On usa de la même fourberie en Ecosse pendant la minorité de Jacques VI; et on en a usé en différentes occasions dans la plupart des autres pays.

Il semble qu'on se flattera en vain de pouvoir jamais libérer complètement le revenu public de la Grande-Bretagne, ou même de faire jamais quelque progrès considérable vers cette libération, tant que l'excédent du revenu public, ou ce qui est au-delà de ce qu'il faut pour défrayer la dépense

annuelle en tems de paix, sera aussi peu de chose. Il est évident que cette libération ne peut jamais s'opérer à moins, ou d'une augmentation très-considérable du revenu public, ou d'une diminution aussi considérable que la dépense.

Un impôt plus égal sur les terres et sur la rente des maisons, et quelques changemens dans le système actuel de l'excise et des douanes, tels que ceux dont j'ai parlé dans le chapitre précédent, produiroient, peut-être, cette augmentation, sans qu'il fût nécessaire d'ajouter aux charges de la plus grande partie du peuple, pourvu qu'on en répartît le poids d'une manière plus égale sur le peuple entier. Cependant l'homme à projets le plus confiant oseroit à peine se flatter qu'une augmentation de ce genre pût donner quelque espérance raisonnable, ou de libérer entièrement le revenu public, ou même de faire, vers cette libération, en tems de paix, assez de progrès pour prévenir ou pour compenser l'accroissement ultérieur de la dette publique en tems de guerre.

En étendant le système d'imposition de la Grande-Bretagne à toutes les différentes

provinces de l'Empire habitées par des Anglois ou par des Européens d'origine , on pourroit compter sur une augmentation de revenu beaucoup plus grande. Cependant il ne seroit guère possible de l'étendre, en suivant les principes de la constitution britannique , sans admettre dans le parlement d'Angleterre , ou si l'on veut, dans les états-généraux de l'Empire britannique , une représentation véritable et égale de toutes ces différentes provinces , c'est-à-dire une représentation qui , pour chacune en particulier , auroit avec le produit de ses impôts la même proportion que peut avoir la représentation de la Grande-Bretagne avec le produit des impôts levés sur tout l'Empire. L'intérêt particulier de plusieurs individus puissans , les vieux préjugés de plusieurs grandes classes du peuple semblent , à la vérité , opposer aujourd'hui à un aussi grand changement des obstacles qu'il est fort difficile , et peut être même absolument impossible de surmonter. Sans prétendre cependant décider si cette union est praticable ou non , il n'est peut-être pas hors de propos , dans un ouvrage de spéculation du genre de celui-ci , de considérer com-

ment le système d'imposition de la Grande-Bretagne peut être applicable à toutes les différentes provinces de l'Empire , quel revenu on pourroit en attendre si on l'y appliquoit , et jusqu'à quel point une union générale de ce genre influeroit vraisemblablement sur le bonheur et la prospérité des différentes provinces qui y seroient comprises. Une telle spéculation ne peut , au pis aller , être regardée que comme une nouvelle Utopie , moins amusante certainement , mais qui ne seroit ni plus inutile ni plus chimérique que l'ancienne.

La taxe des terres , les droits de timbre et les différens droits de douane et d'excise constituent les quatre principales branches des impôts britanniques.

L'Irlande est certainement aussi capable , et nos plantations de l'Amérique et des Indes occidentales sont plus en état de payer la taxe des terres que ne l'est la Grande - Bretagne. Quand le propriétaire n'est sujet ni à la dîme , ni à la taxe des pauvres , il est certainement plus en état de payer celle des terres , que lorsqu'il est sujet à ces deux autres charges. La dîme ,

lorsqu'elle n'est point un *modus*, et qu'on la perçoit en nature, diminue plus la portion qui formeroit autrement la rente du propriétaire, que ne le feroit un impôt sur les terres, qui monteroit réellement à cinq *shellings* la livre. On trouvera que la plupart du tems une pareille dîme se monte à plus du quart de la rente réelle de la terre, ou de ce qui reste après le remplacement complet du capital et du bénéfice raisonnable du fermier. Si on ôtoit tous les *modus* et toutes les inféodations, la dîme entière ecclésiastique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ne pourroit guère être estimée moins de six à sept millions *sterlings*. S'il n'y avoit point de dîme, soit dans la Grande Bretagne, soit en Irlande, les propriétaires seroient en état de payer six à sept millions de plus en impôt sur les terres, sans être plus chargés que la plupart d'entr'eux ne le sont à présent. L'Amérique ne paie point de dîmes; elle seroit par conséquent en état de payer un impôt sur les terres. Il est vrai qu'en général les terres en Amérique et aux Indes occidentales ne sont ni tenues ni louées par

des fermiers. On ne pourroit donc les imposer sur aucun rôle des rentes. Mais les terres de la Grande-Bretagne étoient imposées, dans le quatrième acte de Guillaume et de Marie, non pas suivant un rôle de rente, mais suivant une estimation peu stricte, et même très-inexacte. Les terres de l'Amérique pourroient être imposées, ou de la même manière, ou suivant une évaluation équitable d'après un arpentage exact, tel que celui qu'on a fait dernièrement dans le Milanois, et dans les domaines de l'Autriche, de la Prusse et de la Sardaigne.

Il est évident que les droits de timbre pourroient être levés sans aucune variation dans tous les pays où les formes des procédures légales, et les actes qui transfèrent la propriété, tant réelle que personnelle, sont les mêmes ou à-peu-près les mêmes.

Si l'on étendoit nos loix de douane à l'Irlande et à l'Amérique, ce seroit pour toutes les deux un grand avantage, pourvu que cette extension fût accompagnée, comme il est juste, de celle de la liberté du commerce.

Les entraves odieuses qui oppriment aujourd'hui le commerce de l'Irlande, et la distinction entre les marchandises énumérées et non énumérées de l'Amérique, disparaîtroient entièrement. Les contrées au nord du cap Finisterre seroient ouvertes à toutes les parties du produit de l'Amérique, comme les contrées au sud de ce cap le sont aujourd'hui à certaines parties de ce produit. En conséquence de cette uniformité dans les loix de douane, le commerce entre toutes les différentes parties de l'Empire Britannique seroit aussi libre que le commerce des côtes de la Grande-Bretagne l'est à présent. L'Empire Britannique fourniroit ainsi dans son sein uif immense marché intérieur à chaque partie du produit de toutes ses différentes provinces. Un aussi grand marché dédommageroit bientôt l'Irlande et les plantations de tout ce qu'elles souffriroient de l'augmentation des droits de douane.

L'excise est la seule partie du système d'imposition britannique qui demanderoit à être variée à quelques égards, selon qu'elle seroit appliquée aux différentes provinces.

On pourroit l'appliquer à l'Irlande sans y rien changer ; le produit et les objets de consommation étant exactement de même nature que ceux de la Grande-Bretagne. En l'appliquant à l'Amérique et aux Indes occidentales dont le produit et les objets de consommation diffèrent tant de ceux de la Grande-Bretagne, il faudroit quelques modifications, du genre de celles qui sont en usage dans les comtés à cidre et à bière de l'Angleterre.

Une liqueur fermentée , par exemple , qu'on appelle bière , mais qui , faite avec de la melasse , ressemble très-peu à notre bière , forme une partie considérable de la boisson ordinaire du peuple d'Amérique. Comme cette liqueur ne peut se garder que peu de jours , il n'est pas possible de la préparer et de l'emmagasiner , comme notre bière , dans de grandes brasseries pour la vendre : toutes les familles sont obligées d'en brasser pour leur propre usage , de la même manière qu'elles apprêtent leurs alimens : mais assujettir chaque famille en particulier aux visites et à l'examen odieux des collecteurs de l'impôt , comme nous y assujettissons les cabaretiers et les brasseurs qui vendent

publiquement de la bière , ce seroit une mesure absolument incompatible avec la liberté. Si on croyoit qu'il fût nécessaire pour l'égalité de mettre un impôt sur cette liqueur , on pourroit le faire en taxant les matières dont elle est composée , ou dans le lieu de la manufacture ; ou si , par les circonstances du commerce , une telle excise étoit hors de saison , en mettant un droit d'importation dans la colonie où elle devoit être consommée. Outre le droit d'un sol par gallon imposé par le parlement d'Angleterre sur l'importation de la melasse en Amérique , il y a un semblable impôt provincial de huit sols par muid sur l'importation à la baie de Massachusset , toutes les fois que les vaisseaux appartiennent à une autre colonie ; et un droit de cinq sols par gallon , quand l'importation se fait des colonies du Nord dans la Caroline méridionale. Que si on ne jugeoit convenable ni l'une ni l'autre de ces méthodes , chaque famille pourroit s'abonner pour la consommation qu'elle fait de cette liqueur , ou suivant le nombre de personnes dont elle est composée , comme quelques familles particulières s'abonnent en Angleterre pour l'impôt sur

la drèche, ou suivant les différens âges et les différens sexes de ces personnes, de la manière dont on lève divers impôts en Hollande, on à-peu-près comme le chevalier Mathieu Decker propose de lever en Angleterre tous les impôts sur les marchandises de consommation. On a déjà observé que cette manière d'imposer, lorsqu'on l'applique à des objets qui sont d'une prompte consommation, n'est pas très-bonne. On pourroit cependant l'adopter, dans le cas où l'on n'en trouveroit pas de meilleure.

Le sucre, le rum et le tabac, n'entrant nulle part dans la classe des choses nécessaires à la vie, et devenus pourtant des objets d'une consommation presque universelle, sont par conséquent extrêmement propres à supporter des impôts. Si une union avec les colonies venoit à avoir lieu, ces marchandises pourroient être imposées avant le moment où elles sortent des mains, soit du manufacturier, soit du producteur; ou, si cette manière d'imposer ne convenoit pas à la situation de ces personnes, ces mêmes marchandises pourroient être déposées dans des magasins publics, tant aux lieux où elles sont manufacturées, que dans tous les différens

férens ports de l'Empire où elles seroient transportées ; là , elles resteroient sous la garde commune du propriétaire et de l'officier du fisc , jusqu'au tems où elles seroient livrées , soit au consommateur , soit au marchand détaillier pour la consommation du pays , soit au marchand exportateur ; et l'impôt ne seroit avancé qu'au moment de cette livraison : quand on les délivreroit pour l'exportation , elles seroient franches de tout droit , pourvu qu'on donnât une bonne caution qui garantît qu'elles seroient véritablement exportées hors de l'Empire. Telles sont peut-être les principales marchandises pour lesquelles une union avec les colonies rendroit nécessaire quelque changement considérable dans le système actuel d'imposition de la Grande-Bretagne.

Il est , sans doute , impossible de déterminer avec quelque exactitude quel seroit le montant du revenu que produiroit ce système d'imposition étendu à toutes les différentes provinces de l'Empire. Par le moyen de ce système , on lève annuellement , dans la Grande-Bretagne , plus de dix millions sterlings , sur moins de huit millions

d'hommes. L'Irlande en nourrit plus de deux millions; et suivant l'état donné avant la formation du congrès, les douze provinces-unies de l'Amérique en contiennent plus de trois. Cet état, cependant, peut avoir été exagéré, ou pour encourager peut-être les habitans même de ces provinces, ou pour intimider la mère-patrie : nous supposerons par conséquent que nos colonies de l'Amérique septentrionale et des Indes occidentales prises ensemble ne renferment pas plus de trois millions d'hommes; c'est-à-dire que tout l'empire britannique en Europe et en Amérique n'en nourrit pas plus de treize millions. Si, avec moins de huit millions d'hommes, ce système d'imposition donne un revenu de plus de dix millions sterlings, il doit donner sur treize millions d'habitans un revenu de plus de seize millions deux cent cinquante mille livres sterlings. Supposé que ce système pût produire ce revenu, il en faut déduire ce'ui qui se perçoit ordinairement en Irlande et dans les plantations pour défrayer la dépense de leurs gouvernemens respectifs. La dépense de l'établissement civil et militaire en Irlande, avec l'intérêt de la dette pu-

blique , se monte , en prenant la somme moyenne de deux années expirées , en mars 1775 , à quelque chose de moins que sept cent cinquante mille livres par an. Suivant un état très-exact du revenu des principales colonies de l'Amérique et des Indes occidentales , ce revenu se montoit , avant le commencement des troubles actuels , à cent quarante-un mille huit cents livres sterlings. Cependant on omet dans cet état le revenu du Maryland , de la Caroline septentrionale , et de toutes nos dernières acquisitions , tant sur le continent que dans les îles , ce qui peut faire peut-être une différence de trente à quarante mille livres sterlings. Mais , pour faire un compte rond , supposons que le revenu nécessaire au soutien du gouvernement civil de l'Irlande et des plantations se monte à un million , il resteroit par conséquent un revenu de quinze millions deux cent cinquante mille livres sterlings , qu'on pourroit appliquer à défrayer la dépense générale de l'Empire , et à payer la dette publique. Or , si sur le revenu actuel de la Grande-Bretagne on pouvoit épargner un million en tems de paix pour le paiement de la dette , on pourroit :

très-bien épargner sur ce revenu augmenté six millions deux cent cinquante mille livrés sterlings. Ce grand fonds d'amortissement s'augmenteroit aussi chaque année de l'intérêt de la dette qui auroit été acquittée l'année d'au paravant, et il s'accroîtroit de cette manière si rapidement qu'il suffiroit en peu d'années pour acquitter la dette entière, et rétablir ainsi complètement la vigueur de l'Empire aujourd'hui affoiblie et languissante. Pendant ce tems, on soulageroit le peuple de quelques-uns des impôts les plus onéreux; de ceux qui sont établis, ou sur les objets de nécessité, ou sur les matières des manufactures. Les pauvres ouvriers se trouveroient par là en état de vivre mieux, de travailler à plus bas prix et de vendre leurs marchandises à meilleur compte. Le bon marché de leurs marchandises en augmenteroit la demande, et conséquemment celle du travail des ouvriers qui les produiroient. Cette augmentation dans la demande de travail accroîtroit le nombre et amélioreroit la situation des pauvres ouvriers. Leur consommation augmenteroit, et avec elle, aussi, le revenu qui provient de tous les articles

de leur consommation , sur lesquels on pourroit se permettre de continuer les impôts.

Le revenu que donneroit ce système d'imposition ne pourroit cependant s'accroître tout de suite en proportion du nombre des hommes qui y seroient soumis. Il faudroit user pendant quelque tems d'une grande indulgence envers les provinces de l'Empire qui seroient sujettes ainsi à des charges auxquelles elles n'auroient point été accoutumées auparavant. Quand même ces impôts viendroient à être perçus par-tout le plus exactement possible , ils ne produiroient pas par-tout un revenu proportionné au nombre des habitans. Dans un pays pauvre , la consommation des principales marchandises sujettes aux droits de douane et d'excise est peu de chose ; et dans un pays peu habité , les occasions de frauder sont très-nombreuses. La consommation des boissons faites avec de la drèche est très-foible , en Ecosse , parmi les rangs inférieurs du peuple ; et l'excise sur la drèche , la bière et l'aile y produit moins qu'en Angleterre en proportion du nombre des habitans et du tarif des droits , qui est différent sur la drèche

à raison d'une différence supposée dans la qualité. Je ne pense pas qu'à l'égard de ces branches particulières de l'excise, il y ait beaucoup plus de contrebande dans un pays que dans l'autre. Les droits sur la distillation et la plupart des droits de douane, à proportion du nombre d'habitans qu'on trouve dans les pays respectifs, produisent moins en Ecosse qu'en Angleterre, à cause non-seulement de la moindre consommation des marchandises imposées, mais encore de la plus grande facilité de frauder. En Irlande, les rangs inférieurs du peuple sont encore plus pauvres qu'en Ecosse, et plusieurs parties du pays sont presque aussi peu habitées : la consommation des marchandises imposées pourroit donc, en proportion du nombre des habitans, être encore moindre en Irlande qu'en Ecosse, tandis que la facilité de frauder est à-peu-près la même. Dans l'Amérique et aux Indes occidentales, les blancs, même du dernier rang, sont dans une bien meilleure situation que ceux du même rang en Angleterre, et la consommation qu'ils font de tous les objets de luxe qu'ils se permettent d'ordinaire est probablement beaucoup plus grande. Les noirs,

à la vérité, qui font la plus grande partie des habitans, soit dans les colonies méridionales sur le continent, soit dans les isles des Indes occidentales, vivant dans l'esclavage, sont sans doute plus malheureux que les plus pauvres individus de l'Ecosse ou de l'Irlande. N'allons pas cependant nous imaginer pour cela qu'ils soient plus mal nourris, ou que la consommation qu'ils font des articles qu'on pourroit soumettre à des droits modiques, soit moindre que celle des derniers rangs, même du peuple en Angleterre. Pour qu'ils travaillent bien, il est de l'intérêt du maître qu'ils soient bien nourris et bien entretenus, comme il lui importe que le soit son bétail. Aussi les noirs, comme les domestiques blancs, ont-ils presque partout leur portion de rum et de melasse ou de bière pure ; et cette portion ne leur seroit probablement pas retirée, quand même ces articles seroient soumis à des droits modiques. La consommation des marchandises imposées seroit donc, en proportion du nombre des habitans, aussi grande en Amérique et aux Indes occidentales, que dans aucune partie de l'empire britannique. Il est vrai que la facilité de frau-

der seroit beaucoup plus grande ; l'Amérique étant , en proportion de l'étendue de son territoire , bien moins peuplée que ne l'est ou l'Ecosse ou l'Irlande. Cependant si le revenu, que donnent à présent différens droits sur la drèche et sur les liqueurs faites avec de la drèche , étoit levé par un seul droit sur la drèche , on anéantiroit presque entièrement les occasions de frauder dans la branche la plus importante de l'excise ; et si les droits de douane , au lieu d'être assis sur presque tous les différens articles d'importation , étoient restreints au petit nombre de ceux dont la consommation est la plus générale , et si la levée de ces droits étoit soumise aux loix de l'excise , les occasions et la facilité de frauder , sans entièrement disparaître , diminueroient de beaucoup. Avec ces deux changemens fort simples et fort aisés en apparence , les droits de douane et d'excise donneroient probablement un revenu aussi grand , en proportion de la consommation de la province la moins habitée , que celui qu'ils produisent aujourd'hui proportionnellement à ce que consomme la province la plus peuplée.

On a dit , à la vérité , que les Américains

n'avoient ni monnoie d'or, ni monnoie d'argent, le commerce intérieur du pays se faisant avec du papier de courant, et l'or et l'argent, qui leur parviennent occasionnellement, passant tout entier dans la Grande-Bretagne, en retour des marchandises qu'ils reçoivent de nous. Or, ajoute-t-on, sans or et sans argent, il est impossible de payer les impôts. Nous avons déjà tout l'or et tout l'argent qu'ils ont; comment donc tirer d'eux ce qu'ils n'ont pas?

La rareté actuelle de la monnoie d'or et d'argent en Amérique n'est pas l'effet de la pauvreté du pays, ou du défaut de moyens d'acheter ces métaux. Dans un pays où le salaire du travail est si fort au-dessus, et le prix des vivres si fort au-dessous de ce qu'ils sont en Angleterre, la plus grande partie du peuple doit avoir sûrement le moyen d'acheter une plus forte quantité de ces métaux, s'il lui étoit nécessaire ou commode d'en avoir davantage. La rareté doit donc être l'effet du choix, et non de la nécessité.

C'est, pour les affaires domestiques ou étrangères, que l'or et l'argent monnoyés sont nécessaires ou commodes.

On a montré dans le second livre de ces Recherches que les affaires domestiques de tout pays peuvent se faire , du moins en tems de paix , par le moyen d'un papier courant , à-peu-près aussi commodément qu'avec l'or et l'argent monnoyés.

Pour les Américains, qui pourroient toujours employer avec profit à l'amélioration de leurs terres plus de fonds qu'ils ne peuvent en avoir aisément, il est commode d'épargner, autant qu'il est possible, la dépense d'un instrument de commerce aussi coûteux que l'or et l'argent, et de faire servir de préférence cette partie du surplus de leur produit qui seroit nécessaire pour l'achat de ces métaux , à se procurer les instrumens de commerce , les matériaux du vêtement, les diverses parties de l'ameublement et d'un ménage, et les ouvrages en fer nécessaires pour bâtir et pour étendre leurs établissemens et leurs plantations ; à se procurer, en un mot, non un fonds mort, mais un fonds actif et productif. Les gouvernemens des colonies trouvent qu'il est de leur intérêt de fournir au peuple une quantité de papier-monnaie , qui suffise , même au-delà, pour toutes les affaires domestiques.

Quelques-uns de ces gouvernemens, celui de la Pensylvanie en particulier, se font un revenu en prêtant à leurs sujets ce papier de cours, à tant pour cent d'intérêt. D'autres, comme celui de la baie de Massachusset, avancent dans des conjonctures extraordinaires un papier-monnoie de ce genre pour défrayer la dépense publique; et lorsqu'ensuite cette mesure convient à l'avantage de la colonie, ils le rachètent au bas prix où il tombe par degrés. En 1747 (1), cette colonie paya ainsi la plus grande partie de sa dette publique, avec la dixième partie de l'argent pour lequel ses billets avoient été donnés. Il est avantageux aux planteurs de s'épargner la dépense qu'il faut faire pour employer la monnoie d'or et d'argent dans les affaires domestiques, et il est avantageux aux gouvernemens des colonies de leur fournir un moyen, qui, quoique suivi de quelques désavantages très-considérables, les mette en état d'épargner cette dépense. L'abondance du papier-monnoie

(1) Voyez l'histoire de la Baie de Massachusset, par Hutchinson, vol. 2, pag. 436 et suiv.

bannit nécessairement l'or et l'argent des affaires domestiques des colonies , par la même raison qu'elle bannit ces métaux de la plupart des affaires domestiques de l'Ecosse ; et dans ces deux pays ce n'est pas la pauvreté , c'est l'esprit entreprenant et inventif du peuple , c'est son desir d'employer tous les fonds qu'il peut avoir comme fonds actifs et productifs , qui a occasionné cette surabondance du papier-monnoie.

Dans le commerce extérieur que les différentes colonies font avec la Grande-Bretagne , l'or et l'argent sont plus ou moins employés , selon qu'ils sont plus ou moins nécessaires. Lorsqu'ils ne le sont pas , ils paroissent rarement ; lorsqu'ils le sont , on ne manque pas d'en trouver en général.

Dans le commerce entre la Grande-Bretagne et les colonies à tabac , les marchandises angloises sont ordinairement avancées aux colons à un crédit assez long , et payées ensuite en tabacs , taxés à un certain prix. Il est plus commode pour les colons de payer en tabac qu'en or et en argent. Il seroit plus commode pour un marchand de payer les marchandises que ses correspondans lui

ont vendues, plutôt en marchandises dont il feroit commerce, qu'en argent. Pour satisfaire aux demandes occasionnelles, ce marchand n'auroit pas besoin de tenir une partie de ses fonds oisive en argent comptant. Il pourroit avoir, en tout tems, une plus grande quantité de marchandises ou dans sa boutique ou dans son magasin, et faire un commerce plus étendu. Mais il arrive rarement qu'il convienne à tous les correspondans d'un marchand de recevoir le paiement des marchandises qu'ils lui vendent, en marchandises du genre dont il fait commerce. Les marchands anglois qui commercent avec la Virginie et le Maryland sont une espèce particulière de correspondans, auxquels il est commode de recevoir en tabac, plutôt qu'en or et en argent, le paiement des marchandises qu'ils vendent à ces colonies. Ils espèrent bénéficier sur la vente du tabac, et ils pourroient ne faire aucun bénéfice sur celle de l'or et de l'argent. L'or et l'argent paroissent donc très-rarement dans le commerce entre la Grande-Bretagne et les colonies à tabac. Les peuples du Maryland et de la Virginie ont aussi peu besoin de ces métaux dans

leur commerce étranger que dans leur commerce domestique. Aussi, dit-on, qu'ils ont moins d'or et d'argent monnoyés que toutes les autres colonies de l'Amérique. Ils passent néanmoins pour être dans un état aussi florissant, et par conséquent aussi riche qu'aucun de leurs voisins.

Quant aux colonies du Nord, je veux dire la Pensylvanie, la Nouvelle-York, le New-Jersey et les quatre gouvernemens de la Nouvelle-Angleterre, etc. la valeur de leur propre produit qu'elles exportent dans la Grande-Bretagne n'est pas égale à celle des objets manufacturés qu'elles importent pour leur propre usage et pour celui de quelqu'une des autres colonies dont elles font le commerce de transport. Il faut donc qu'elles paient à la mère-patrie une balance en or et en argent; et cette balance, elles la trouvent généralement.

Dans les colonies à sucre, la valeur du produit exporté annuellement à la Grande-Bretagne est beaucoup plus grande que celle de toutes les marchandises importées de la Grande-Bretagne. Si le sucre et le rum envoyés annuellement à la mère-patrie se payoient dans ces colonies, la Grande-Bre-

tagne seroit obligée d'envoyer chaque année une balance très-considérable en argent, et le commerce avec les Indes occidentales seroit regardé, par une certaine classe de politiques, comme extrêmement désavantageux. Mais il arrive que plusieurs des principaux propriétaires des plantations à sucre résident dans la Grande-Bretagne. Ils perçoivent leurs rentes en sucre et en rum, qui sont le produit de leurs biens. Le sucre et le rum que les marchands des Indes occidentales achètent dans ces colonies pour leur propre compte, ne sont pas égaux en valeur aux marchandises qu'ils y vendent annuellement. Il faut donc nécessairement leur payer une balance en or et en argent; et cette balance, on la trouve encore généralement.

La difficulté et l'irrégularité du paiement de la part des différentes colonies à la Grande-Bretagne n'ont été nullement en proportion de la grandeur ou de la petitesse des balances qu'elles devoient respectivement. Les paiemens ont été en général plus réguliers de la part des colonies du nord que des colonies à tabac, quoique les premières aient en général payé une balance assez considérable en argent, tandis que les dernières

ou n'ont point payé de balance, ou n'en ont payé qu'une beaucoup plus petite. La difficulté de se procurer le paiement de la part de nos différentes colonies à sucre a été plus grande ou plus petite, moins en proportion de l'étendue des balances qu'elles devoient respectivement, que de la quantité de terres incultes qu'elles contenoient; c'est-à-dire, en proportion de la tentation, plus ou moins forte que ces planteurs ont eue de faire un trop grand négoce, ou d'entreprendre l'établissement et la plantation d'une quantité de terrains en friche au-delà de celle que comportoit l'étendue de leurs capitaux. Les retours de la part de la grande île de la Jamaïque, où il y a encore beaucoup de terres incultes, ont été par cette raison plus irréguliers et plus incertains en général que ceux de la part des îles plus petites, des Barbades, d'Antigua et de S. Christophe, qui depuis plusieurs années ont été complètement cultivées, et qui, par conséquent, ont ouvert une moindre carrière aux spéculations du planteur. Les nouvelles acquisitions de la Grenade et de Tabago, de S. Vincent et de la Dominique, ont ouvert un nouveau champ à des spéculations

culations de ce genre, et les retours de la part de ces Isles ont été depuis peu aussi irréguliers, aussi incertains que ceux de la part de la grande Isle de la Jamaïque.

Ce n'est donc pas la pauvreté des colonies qui occasionne, pour la plupart d'entr'elles, la rareté actuelle de la monnoie d'or et d'argent. Un grand besoin de fonds actifs et productifs leur fait trouver convenable d'avoir le moins qu'elles peuvent de fonds morts, et les dispose par conséquent à se contenter d'un instrument de commerce moins cher, quoique moins commode, que l'or et l'argent. Par-là, elles se trouvent en état de convertir la valeur de cet or et de cet argent en instrumens de commerce, en matériaux de vêtement, en ameublemens de ménage et en ouvrages de fer nécessaires pour bâtir et pour étendre leurs établissemens et leurs plantations. Pour les affaires qui ne peuvent se terminer sans monnoie d'or et d'argent, il paroît qu'elles peuvent toujours trouver la quantité nécessaire de ces métaux, et que si souvent elles ne la trouvent pas, ce défaut est généralement l'effet, non de leur pauvreté nécessaire, mais de leurs en-

treprises inutiles et excessives. Ce n'est point parcequ'elles sont pauvres que leurs paiemens sont irréguliers ; mais parce qu'elles sont trop ardentes à devenir excessivement riches. Quand même toute cette partie du produit des impôts des colonies , qui excéderoit ce qui seroit nécessaire pour défrayer la dépense de leurs propres gouvernemens civils et militaires , devroit être remise à la Grande-Bretagne en or et en argent , les colonies auroient encore abondamment de quoi acheter la quantité requise de ces métaux. Il est vrai qu'elles seroient obligées alors d'échanger contre un fonds mort une partie du surplus de leur produit , avec laquelle elles achètent à présent des fonds actifs et productifs. Pour leurs affaires domestiques , elles seroient obligées d'employer un instrument coûteux de commerce , au lieu d'un instrument à bon marché , et la dépense pour acheter cet instrument coûteux pourroit ralentir un peu la vivacité et l'ardeur de leurs entreprises excessives dans l'amélioration des terres. Il ne seroit peut-être pas nécessaire de remettre en or et en argent la moindre partie du revenu de l'Amérique. La remise

pourroit s'en faire en billets tirés et acceptés sur et par des marchands ou compagnies particulières de la Grande-Bretagne , auxquels on auroit consigné une partie du surplus du produit américain , et qui payeroient au trésor le revenu de l'Amérique en argent , après en avoir reçu eux-mêmes la valeur en marchandises ; et tout pourroit souvent se terminer sans exporter de l'Amérique une seule once d'or ou d'argent.

Il n'est pas contraire à la justice que l'Irlande et l'Amérique contribuent à l'acquit de la dette publique de la Grande Bretagne. Cette dette a été contractée pour soutenir le gouvernement établi par la révolution, gouvernement auquel les protestans d'Irlande doivent, non seulement toute l'autorité dont ils jouissent aujourd'hui dans leur propre pays, mais encore toute la sûreté donnée à leur liberté, à leur propriété et à leur religion : gouvernement auquel plusieurs des colonies de l'Amérique doivent leurs chartes actuelles, et conséquemment leur constitution, et auquel toutes les colonies de l'Amérique sont redevables de leur liberté, de leur sûreté et de la propriété dont elles ont joui depuis. Cette

dette publique a été contractée pour la défense, non de la Grande-Bretagne seulement, mais de toutes les différentes provinces de l'Empire; la dette immense contractée dans la dernière guerre en particulier, et une grande partie de celle qu'a entraîné la guerre précédente ont eu pour objet l'une et l'autre la défense de l'Amérique.

Par une union avec la Grande-Bretagne, l'Irlande gagneroit, outre la liberté du commerce, d'autres avantages beaucoup plus importans, et qui feroient plus que compenser l'augmentation de tous les impôts qui pourroient accompagner cette union. Par l'union avec l'Angleterre, les rangs moyens et inférieurs du peuple d'Ecosse sont parvenus à s'affranchir complètement du pouvoir d'une aristocratie qui les avoit toujours opprimés. Par une union avec la Grande-Bretagne, la plupart des personnes de tout rang en Irlande gagneroient un affranchissement aussi complet d'une aristocratie beaucoup plus oppressive, d'une aristocratie fondée, non pas comme celle d'Ecosse, sur les distinctions naturelles et respectables de la naissance et de la fortune,

mais sur la plus odieuse de toutes les distinctions , celle des préjugés religieux et politiques ; distinctions qui , plus que toute autre , animent et l'insolence des oppresseurs , et la haine et l'indignation des opprimés ; et qui rendent communément les habitans d'un même pays plus ennemis les uns des autres que ne le furent jamais ceux d'un pays différent. Sans une union avec la Grande-Bretagne , il n'est pas vraisemblable que , d'ici à plusieurs siècles , les habitans des deux royaumes puissent se regarder comme un même peuple.

• Nulle aristocratie oppressive n'a jamais prévalu dans les colonies. Cependant , du côté du bonheur et de la tranquillité , elles gagneroient même considérablement par une union avec la Grande-Bretagne. Elles seroient , du moins , affranchies de ces factions qu'envenime le fiel de la haine ; de ces factions qui sont inséparables des petites démocraties , et qui souvent ont divisé les affections du peuple , et troublé la tranquillité d'un gouvernement si voisin de la forme démocratique. Dans le cas d'une séparation totale d'avec la Grande-Bretagne , qui , si on ne la prévient par une union de ce genre ,

arrivera vraisemblablement, ces factions seroient dix fois plus envenimées que jamais. Avant le commencement des troubles actuels, le pouvoir coercitif de la mère patrie avoit toujours empêché ces factions d'éclater ; du moins il les bornoit à des brutalités grossières. Si ce pouvoir coercitif venoit à s'anéantir, elles se porteroient probablement bientôt à la violence ouverte et à l'effusion du sang. Dans tous les grands pays qui ont un gouvernement uniforme, l'esprit de parti domine ordinairement moins dans les provinces éloignées que dans le centre de l'Empire. L'éloignement où ces provinces sont de la capitale, c'est-à-dire du siège principal du grand jeu des factions et de l'ambition, fait qu'elles entrent moins dans les vues de quelques-uns des partis opposés, et les rend spectatrices plus indifférentes, plus impartiales de la conduite de toutes. L'esprit de parti domine moins en Ecosse qu'en Angleterre ; dans le cas d'une union, il dominerait moins en Irlande qu'en Ecosse, et les colonies jouiroient vraisemblablement bientôt d'un esprit de concorde et d'unanimité inconnu aujourd'hui dans toutes les parties de l'Empire britannique.

L'Irlande et les colonies seroient à la vérité soumises à de plus lourds impôts que tous ceux qu'elles paient à présent. Cependant au moyen d'une application soigneuse et fidelle du revenu public à l'acquit de la dette nationale, la plupart de ces impôts ne seroient peut-être pas de longue durée, et le revenu public de la Grande-Bretagne pourroit bientôt être réduit à ce qui seroit nécessaire pour la dépense modérée d'un état de paix.

Les acquisitions territoriales de la compagnie des Indes, qui appartiennent incontestablement à la couronne, c'est-à-dire à l'Etat et au peuple de la Grande-Bretagne, pourroient devenir, peut-être, une autre source de revenu plus abondante que toutes celles dont j'ai déjà parlé. On représente ces pays comme plus fertiles, plus étendus, et en proportion de cette étendue, beaucoup plus peuplés que la Grande-Bretagne : pour en tirer un revenu considérable, il ne seroit donc pas nécessaire d'y introduire un nouveau système d'imposition, puisqu'ils sont assez et même trop imposés. Sans doute il vaudroit mieux alléger qu'aggraver le fardeau qui accable

ces contrées infortunées ; ce n'est pas en cherchant à en tirer un nouveau revenu , en les surchargeant de nouveaux impôts , mais en arrêtant le pillage , la dissipation des sommes qu'ils paient déjà.

Si l'on croit impossible pour la Grande-Bretagne d'obtenir aucune augmentation considérable de revenu par tous les moyens indiqués ci-dessus , une seule ressource lui reste , c'est de diminuer sa dépense. Quoiqu'on puisse improuver encore sa manière de lever et de dépenser son revenu public , il paroît cependant que la Grande-Bretagne est au moins aussi économe qu'aucun des Etats qui l'entourent. L'établissement militaire qu'elle entretient pour sa défense en tems de paix est moins dispendieux que celui d'aucun Etat européen qui l'égale en richesse ou en puissance. Avant le commencement des troubles actuels , la dépense de l'établissement pour les colonies en tems de paix , étoit fort considérable ; mais elle peut , et , si elle ne retire de ces colonies aucun revenu , elle doit l'épargner. Cette dépense permanente en tems de paix , quoique très-grande , n'est rien en comparaison de celle que nous a coûté en tems

de guerre la défense des colonies. La dernière guerre entreprise uniquement pour elles , a coûté à la Grande - Bretagne , ainsi que je l'ai déjà observé , plus de quatre-vingt-dix millions. La guerre d'Espagne , de 1739 , entreprise aussi en leur faveur , et celle contre la France qui en a été la suite , ont coûté au-delà de quarante millions , dont la plus grande partie doit être justement imputée aux colonies. Pendant ces deux guerres , elles ont coûté plus du double de la somme à laquelle se montoit la dette nationale avant le commencement de la première. Sans ces guerres , la dette auroit pu être et seroit probablement aujourd'hui acquittée en entier : sans les colonies , non-seulement on n'eût pas entrepris la première , mais certainement on ne se seroit pas engagé non plus dans la dernière. C'est parce qu'on les supposoit provinces de l'Empire britannique qu'on a fait pour elles cette dépense : mais on ne peut regarder comme provinces d'un Empire celles qui ne contribuent en rien ni à son revenu , ni à sa force militaire ; on peut les considérer tout au plus comme des apanages et comme un accessoire de pompe et de magnificence : mais si

faut, ou que ceux qui nous gouvernent réalisent ce rêve d'or, dont ils se sont peut-être bercés comme ils en ont bercé le peuple, ou que sortant de leur sommeil, ils éveillent aussi la nation. Si le projet ne peut s'exécuter, il faut l'abandonner. Si aucune des provinces de la Grande-Bretagne ne peut contribuer au soutien de l'Empire, il est tems assurément qu'on retranche de la dépense publique, celle qu'exige en tems de guerre la défense de ces provinces; qu'en tems de paix on ne contribue plus en rien à leurs établissemens civils et militaires, et qu'enfin l'Empire tâche désormais d'accorder ses projets et ses desseins à la médiocrité réelle de sa situation.

*Fin du cinquième et dernier Volume
de SMITH.*

T A B L E
D E S C H A P I T R E S
C O N T E N U S

DANS LE CINQUIÈME VOLUME.

Suite du CHAP. II. *Des sources du re-*
venu général ou public de la société,
page 1

D E U X I È M E P A R T I E.

Des Taxes.

ART. IV. *Taxes qui doivent tomber in-*
différemment sur chaque différente es-
pèce de revenu , ibid.

Capitation , 2

Taxes sur les objets de consommation , 7

CHAP. III. *Des dettes publiques ,* 100

Fin de la Table du Tome cinquième et
dernier.

T A B L E

GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE;

D E S M A T I È R E S

CONTENUES dans les cinq Volumes de la
RICHESSE DES NATIONS.

Nota. Le chiffre romain indique le volume ; le chiffre arabe,
la page.

A.

Abondance, disette. Leur influence sur le prix pécuniaire; et le prix réel du travail, I, 187 et suiv.

— Le marchand de grain y contribue dans le marché intérieur, lorsqu'il en importe, même avec l'intention de l'exporter : comment? III, 264.

Abraham pèse les sicles qu'il paie à Ephrom, I, 54.

Accaparemens. Le moyen d'en faire cesser la crainte est une loi qui donneroit toute liberté au commerce, III, 251.

Administrateurs de la compagnie des Indes orientales font le commerce malgré la prohibition : conséquences, III, 506.

Afrique. Incivilité perpétuelle de ses pays intérieurs, I, 44.

— N'a aucune grande mer intérieure, I, 45.

— (ancienne compagnie d') ; non sanctionnée par acte du parlement, ne peut soutenir la concurrence des autres marchands ; son déclin progressif, sa banqueroute, IV, 116-119.

Agio de banque d'Amsterdam. Fausse explication qu'on en donne relativement à l'argent de banque, II, 283 *et suiv.*

— de banque, ou différence entre la valeur de l'argent de banque et de la monnaie courante. L'Agio est en général de cinq pour cent à Amsterdam, III, 120.

Agricoles (peuples) déjà formés aux fatigues de la guerre, IV, 9.

Agriculteur doit être attentif à de petites épargnes s'il veut améliorer sa fortune : risque auquel il s'expose, s'il recherche les ornemens dans ses terres, II, 412 *et suiv.*

Agriculture n'admet pas en général la division du travail, de même que dans les métiers : ce qui fait un obstacle à ses progrès, I, 12.

— Ses progrès en Angleterre ont précédé ceux de l'Ecosse, I, 166.

— et les agriculteurs ont gagné par le reflux qui s'est fait des gros fonds de la ville aux campagnes :

ce qui rétablit certaine égalité dans les avantages réciproques, I, 287 *et suiv.*

Agriculture. Quand est-il le plus avantageux d'y employer le plus de capitaux qu'il est possible ? II, 369.

— Première entreprise des sociétés naissantes, II, 403.

— Son découragement en Europe, après la chute de l'Empire Romain : développement, II, 405.

— Directement favorisée en Angleterre : comment ? II, 484 ; *conférez*, *ibid.* 486.

— Ses améliorations, sources d'opulence plus durables que toutes les autres, II, 489.

— et commerce du produit brut : seuls avantages des colonies naissantes, III, 433.

— Plus favorisée à Rome et en Grèce que les manufactures et le commerce étranger, III, 608.

— C'est la décourager en voulant en pousser les progrès, que de gêner par des prohibitions ou restrictions les manufactures et le commerce étranger, III, 615.

Aides, fermes, traites. Entraves qu'elles mettent au commerce intérieur de la France, V, 84-86.

Aïnesse. Voyez *Primogéniture*.

Aisance de l'artisan ou du journalier dans un pays riche et civilisé. Ses causes, I, 22 *et suiv.*

Alcavala d'Espagne. Droit ou impôt de différens degrés sur toutes les ventes de propriétés mobilières ou immobilières : ses inconvénients : il a ruiné les manufactures d'Espagne et l'agriculture, V, 88 *et suiv.*

Alexandre III. L'abolissement de la servitude en Europe est-elle due à une de ses bulles dans le douzième siècle? II, 410.

Aliénation des terres nobles ou en roture. Droit que l'on doit payer au seigneur pour cet effet⁹ en divers lieux, IV, 389 *et suiv.*

Alimens. N'achètent pas toujours la somme de travail qu'ils pourroient entretenir. Delà résulte la rente du propriétaire, I, 329.

Ambassadeurs. Motifs de leur résidence chez les puissances étrangères : première époque, IV, 92 *et suiv.*

Ame. Tout ce qui concernoit sa nature faisoit dans l'enseignement des anciens une partie de la physique; mais chez les modernes on le rapporta à la pneumatologie, science futile, IV, 176 *et suiv.*

Amende due au souverain : époque, IV, 55 *et suiv.*

Amérique. La découverte de ses mines a fait diminuer la valeur de l'or et de l'argent en Europe, I, 68-72.

— Accroissement rapide de sa population : ce qu'y vaut chaque enfant à la famille, I, 152.

— Son état florissant opposé à la misère des Indes orientales Angloises, I, 158.

— Son commerce de peaux chez les Indigènes. Quel devint-il? Quel fut-il d'abord chez nos montagnards? I, 367.

— Un projet de commerce aux Indes orientales la fait découvrir, III, 321.

Anarchie désastreuse à la suite de la chute de l'Empire Romain, II, 442 *et suiv.*

Anathème.

Anathème, excommunication. Exécration qui s'ensuivoit contre celui qui en étoit frappé. Exemple de *Robert*, IV, 255.

Angleterre. Très-opulente, et le travail y est moins payé qu'en Amérique. Etat du salaire des diverses contrées de l'Amérique, I, 150 et suiv.

— Sa richesse et son revenu ont augmenté progressivement depuis *Henri VIII*, I, 194.

— N'a pas sujet d'envier à la France ses vins, à l'Italie ses huiles : pourquoi? I, 359.

— Ce qui l'a fait tendre vers son extrême opulence, II, 325.

— Donne ses laines pour les vins de France et les fines étoffes de Flandre. Epoques, II, 451.

— Son heureuse position pour devenir le siège du commerce étranger, II, 483.

— Son traité de commerce en 1703 avec le Portugal : comment lui devient-il avantageux? Peut-elle se passer de l'or de ce royaume? III, 272-286.

— La monnoie ne peut y excéder de beaucoup en valeur la même quantité de métaux précieux non monnoyés : pourquoi? III, 287.

— Son gouvernement; peu économique; son impétuosité extravagante en tems de guerre; mériterait peu de confiance, s'il s'emparoit de la banque, IV, 287.

Animal (l'). Dans presque toutes ses classes il est indépendant dès sa naissance : ce en quoi il diffère de l'homme, I, 29.

Animaux. Ne peuvent d'eux-mêmes contribuer à l'amélioration de leurs espèces : pourquoi ? I, 35.

— propres aux charrois, manquoient au Mexique et au Pérou, III, 331.

Anne (reine). Son douzième acte relatif au droit d'établissement des domestiques et des apprentifs, I, 312.

Années de bon marché et de cherté : leur effet sur la proportion des ouvriers indépendans comparés aux journaliers, I, 183.

Antiques. Villes dont les noms ou sont inconnus, ou dont les places sont incertaines aujourd'hui. Leurs richesses inconnues, si ce n'est dans l'histoire, II, 489.

Anticipation. Ce que c'est que faire de l'argent par Anticipation, V, 115.

Anvers. Epoque de la chute de son commerce, II, 489.

Appartement à loyer : moins cher à Londres qu'à Paris et à Edimbourg : pourquoi ? I, 263.

Apprentif. On ne peut en avoir qu'un à Norfolk et à Norwick : nombre fixé ailleurs, I, 267.

Apprentissage. Tems fixé par les loix à sept années en Angleterre. Il varie en Ecosse, I, 269-271 et *suiv.*

— Le long tems qu'il exige ne garantit pas le commerce d'avoir de mauvais ouvrages, I, 273.

— Sa longue durée s'oppose à l'industrie de la jeunesse, I, 273.

— Manière de le faire en peu de tems et avec profit et succès, I, 276 et *suiv.*

Apprentissage. Le statut d'Apprentissage arrête la libre circulation du travail, d'un emploi à l'autre, dans le même lieu, I, 303.

— Un vil intérêt en a fait prolonger le tems, III, 554.

Apothicaire (mémoire d'). Quelle idée présente cette expression : bénéfice de son commerce, I, 247.

Arabes, et Tartares. Avantages de leurs milices : pourquoi ? IV, 25.

Argent, ou métaux monnoyés : origine et cause de cet usage, I, 53.

— en lingot. Combien on fabrique de shellings en Angleterre avec une livre de ce métal au titre : variations, I, 90.

— Variation de sa valeur en Angleterre : y est estimé un peu au dessous de sa valeur, I, 91.

— en lingot. Ne souffre en Angleterre aucune diminution du bas prix de l'Argent monnoyé, et ne varie pas non plus dans sa proportion avec l'or, I, 92.

— en lingot, et en monnoie. D'où vient en Angleterre l'inégalité du prix, selon Locke, I, 92 et suiv.

— *monnoie*, plus rapproché de son titre donneroit pour la valeur d'une guinée plus d'Argent en monnoie qu'en lingot. Autre avantage ; celui de le fondre avec profit : moyen d'obvier à cet inconvénient, I, 93 et suiv.

— en lingot : descendroit au dessous du prix de

l'Argent-monnoie, si l'Argent étoit estimé selon sa proportion naturelle avec l'or, I, 96.

Argent et or monnoyés. Un léger droit (en Angleterre) sur ces métaux en augmenteroit encore la supériorité de leur prix sur ces métaux en lingots, II, 96.

— Ne fait jamais partie d'aucuns des revenus de la société; ils ne sont formés que par les marchandises, II, 193.

— et *or.* Ce qui en détermine la valeur actuelle, I, 390. Voyez *Pérou*, et 392.

— Ses mines peuvent jouir d'un marché ouvert au monde entier. Quel est ce marché ? I, 400 et *suiv.*

— Causes de la hausse ou de la baisse de son prix, I, 401.

— Variations de sa valeur pendant les quatre derniers siècles : développemens, I, 402.

— Digression sur la variation de sa valeur pendant les quatre derniers siècles, II, 1-144.

— Effet que produisit sur sa valeur, depuis 1630 jusqu'en 1640, la découverte des mines de l'Amérique, II, 4.

— Sa valeur comparée à celle du bled avoit augmenté avant la fin du dernier siècle, en Angleterre et en France, II, 14-16.

— Sa valeur a-t-elle diminué en Europe pendant les dix ou douze années dernières, à l'époque où l'auteur écrivoit ? II, 18.

— Considéré comme branche particulière du fonds général de la société, II, 184 et *suiv.*

— *Monnoie.* Circulant en Angleterre, II, 194.

- Argent* employé au dehors pour la consommation des gens riches et oisifs, nuit, sous tous les rapports, au bien de la société, II, 205.
- Juste proportion entre l'Argent qui circule, et la valeur du produit annuel qu'il fait circuler, difficile à déterminer. Est-ce un cinquième, etc. II, 210.
 - prêté. Condition nécessaire pour qu'il puisse soutenir toutes sortes de commerce, II, 236.
 - Ce qu'on appelloit lever de l'Argent par circulation, II, 242 *et suiv.*
 - Mesure commune de toutes les valeurs: observations sur les avantages et les inconvéniens de son exportation, libre ou prohibée, III, 3-16.
 - et *or*; suivent mieux que toute autre marchandise la règle de la demande effective, III, 17.
 - Devient rare par un excès de commerce, III, 22.
 - Auroit plus de valeur, si la liberté du commerce des grains étoit accordée parce que le prix du bled baisseroit, III, 255.
 - Sa valeur réelle augmentant par la baisse du prix moyen pécuniaire du bled, vise à l'agrandissement du marché le moins borné et le plus considérable, III, 255.
 - Meurt en France, sur ce qu'on appelle contrats de constitution de rente, IV, 384.
 - Sa valeur est en proportion de la quantité des objets de nécessité que l'Argent achète, V, 47.
- Aristocratie.* Nulle Aristocratie oppressive n'a jamais prévalu dans les colonies angloises, V, 197.

Aristote, quoique très-riche, retourna à Athènes pour y reprendre son école, I, 300.

Arithmétique politique. Le peu de confiance qu'y a l'auteur, III, 253.

Armée permanente. Toujours supérieure à une milice momentanée, IV, 23-27.

Armées permanentes. Une des plus anciennes est celle de Philippe, roi de Macédoine. Sa supériorité; ses victoires, IV, 27.

— Leur avantage pour civiliser à certain degré des peuples barbares, IV, 37.

— Sont-elles dangereuses pour un Etat républicain? Leurs avantages pour les princes souverains, IV, 38 et suiv.

Armes à feu. D'où les armées tiroient-elles leur supériorité avant cette invention? IV, 21.

— Nécessitent une bien plus grande dépense, pour la défense de la société, IV, 40.

— Leur invention favorise le développement et la stabilité de la civilisation, IV, 42.

Articles étrangers, en usage en Angleterre. Leur taxe fait la plus grande partie des droits de douane, V, 39.

Artisans. Dans les campagnes doivent exercer plusieurs métiers, I, 37.

— La liberté du commerce est le vrai moyen de les avoir chez soi, III, 579.

Arts. Leurs branches et leurs rapports beaucoup plus étendus depuis la découverte de l'Amérique, III, 47.

Arts libéraux. Les grades qu'on y prend dans les

universités, n'avancent pas plus l'éducation, que les statuts d'apprentissage n'avancent l'industrie dans les Arts mécaniques, IV, 161.

As. Désigna toujours à Rome la monnoie de cuivre, et servit à régler le prix des autres monnoies, I, 83.

— Romain, à son origine, I, 55. Sa réduction, vers les derniers tems de la république, I, 57.

Asie. Ses contrées au nord du Pont-Euxin et de la mer Caspienne, l'ancienne Scythie, la Tartarie, toujours demeurées incivilisées, I, 44.

Association particulière. Droits de chaque associé : ses engagemens, IV, 113 *et suiv.*

— ou corporations. Abus qu'elles ont fait des réglemens, I, 278.

Assurance (commerce d'). Son utilité; mais une compagnie d'Assurance doit avoir un très-grand capital, IV, 152.

— Comment en faire le commerce avec avantage? I, 237.

— (compagnie d') de Londres n'a pas de privilège, IV, 149.

Assureurs. Leur profit modique prouve qu'on estime toujours les chances de la perte au dessous de la réalité, I, 237.

— Souvent ont failli, IV, 152.

Aventuriers (compagnie d') ou compagnie de Hambourg. Conditions pour y être admis, IV, 98.

Avoine. Le pain de son gruau fait-il une nourriture plus substantielle que le pain? I, 363 *et suiv.*

B.

Bail; à vie de 40 shellings de redevance annuelle, y donne le droit de franc-fief, et de voter dans l'élection d'un membre du parlement, II, 425.

Balance du commerce, d'autant plus désavantageuse que le change l'est aussi, III, 10.

— du commerce. Faux principes qu'on en tire pour mettre des entraves au commerce, et autoriser tous les autres réglemens commerciaux, III, 145-166.

— du produit annuel et de la consommation. Ses effets contraires à ceux de la Balance du commerce : elle peut s'établir chez un peuple séparé du reste du monde : peut devenir très-favorable, III, 167.

Banque. Ses opérations suppléent par un capital fictif en papier, à un numéraire beaucoup moins considérable : avantages résultans, II, 201-207.

— Plusieurs compagnies de Banque formées depuis vingt-cinq ou trente ans dans presque toutes les grandes villes, et même dans quelques villages de l'Ecosse : leurs effets sur le crédit du commerce, II, 211-220.

— nouvelle en Ecosse, pour relever le crédit national : développemens, II, 248-257.

— de circulation, de l'Angleterre : la plus considérable de l'Europe. Date de sa création et de son existence : détails : sa solidité, II, 249-264.

Banque. Comment la faire tendre à animer et soutenir l'industrie nationale, II, 265.

— Monnoie de Banque vaut toujours plus à Amsterdam que la monnoie courante : pourquoi ? III, 120.

— d'Amsterdam. Prix auxquels elle reçoit les diverses monnoies d'argent et d'or, III, 129.

— d'Amsterdam donne un revenu considérable à cette ville, III, 142.

— d'Angleterre : souvent obligée de faire monnoyer ses lingots : a-t-elle gagné ou perdu par l'exemption du droit de seigneurage ? Nouveaux détails, III, 293-300.

— d'Angleterre, est aujourd'hui de dix millions sept cent quatre-vingt mille livres, IV, 115.

— d'Angleterre a obtenu, pour seul privilège exclusif, que nulle autre compagnie de Banque ne pourroit être formée de plus de six associés, IV, 149.

— d'Angleterre. Son capital ; son dividende : son bénéfice net, IV, 286 *et suiv.*

— d'Angleterre. Ses avances au gouvernement pour les impôts anticipés, V, 115.

— de Londres. Sa déresse : elle fait inutilement battre beaucoup de monnoie d'or pour couvrir sa déense, II, 24.

— *publique.* Esige un très-grand capital, IV, 151.

Banques. L'attention qu'elles doivent avoir au remboursement de leurs débiteurs, pour continuer leur crédit, II, 230 *et suiv.*

- Banques.* Remarques sur les avances qu'elles peuvent faire aux négocians , II, 235.
- Voyez *Compagnies*, II, 285.
- de dépôt. En particulier de celle d'Amsterdam : Digression de l'auteur à ce sujet. Détails précieux, III, 121-144.
- Les principales en Europe sont des compagnies capitalistes, dont plusieurs gouvernent leur commerce avec succès, IV, 149.
- *Ecossoises.* Leur détresse semblable à celle de Londres par la profusion du papier : leurs ressources impuissantes, II, 223-228.
- *Ecossoises.* Clause *optionnelle* qu'elles ajoutaient à leurs billets : mal résultant de cet abus d'autorité, II, 277 et suiv.
- publiques. Une des sources du revenu public dans plusieurs Etats : exemples, IV, 286.
- Banqueroute.* Le moyen le plus direct pour la faire, est d'exploiter de nouvelles mines d'or ou d'argent, III, 317 et suiv.
- Tout Etat, qui y est contraint, doit la faire avec franchise, V, 161.
- Moins fréquentes qu'on le croit, II, 316.
- Banquiers ; fripons.* Comment ils reculent les paiemens immédiats qu'ils doivent faire, I, 94.
- Barbare (état) de la société chez les peuples chasseurs, pasteurs, agricoles, mais sans manufactures et commerce étranger : l'homme y est plus ce qu'il est susceptible de devenir que dans une vie sédentaire et monotone, IV, 201 et suiv.*

Barbares (nations) qui inondèrent l'Empire Romain : l'intérêt de l'argent y étoit très-haut ; pourquoi ? I, 209.

— qui inondèrent l'Empire Romain. Effets de leurs ravages : ruine de l'agriculture, II, 405.

Barrières. La somme résultante des droits perçus aux Barrières de l'Angleterre peut-elle donner assez d'épargnes pour devenir une ressource en faveur de l'Etat ? IV, 80-84.

— (les droits de) et péages : déchargent le revenu général de la société, IV, 282.

Barons. Leur tyrannie, leurs révoltes contre le souverain : époque, II, 443 *et suiv.*

— Origine de leur grand pouvoir, II, 466 *et suiv.*

Bas tricotés, à vil prix en Ecosse, I, 262.

Batailles. Ce qui en décide le sort depuis l'invention des armes à feu, IV, 22 *et suiv.*

Batavia. Son heureuse position : elle est pour les principales contrées de l'Inde ce qu'est le Cap pour les Européens ; les Européens en rendent l'air salubre, III, 496.

Bâtir sur le terrain d'autrui en Angleterre. C'est un avantage dont un tenancier, même sans bail, peut user dans la terre qu'il cultive, assuré sur l'honneur du propriétaire, II, 425.

Baux. Les plus longs : la loi qui les garantit contre les successeurs de toute espèce est particulière à l'Angleterre : usage de l'Ecosse et de la France, concernant la longueur des Baux garantis par la loi, II, 425 *et suiv.*

— à longs termes : leur cause, II, 476.

Baux des fermes. Leur enregistrement : moyen de connoître l'évaluation de la rente des terres, plus économe et moins pénible que l'arpentage, IV, 325.

Belles-Lettres. Les réformateurs du culte chrétien en répandent le goût, IV, 170.

Bénéfice. Comment il augmente progressivement? I, 110.

— *Salaire, rente.* Sources de tout revenu, I, 112.

— *de la mise de fonds* s'estime par la valeur et l'étendue des fonds hasardés : il diffère du salaire du travail : exemple, I, 104-106.

— des fonds. Développemens à ce sujet, I, 191.

— annuel de fonds. Son extrême variation : pour quoi? I, 192.

— de fonds. L'intérêt progressif de l'argent peut, à certain point, déterminer les progrès du Bénéfice de fonds, I, 193.

— de fonds, particulier. Sa diminution ne prouve pas que le commerce diminue, I, 199.

— de fonds. Diminue par degrés dans les nouvelles colonies : plus grand dans les colonies angloises de l'Amérique qu'en Angleterre, I, 201.

— de fonds. S'accroît quelquefois par l'acquisition d'un nouveau territoire, ou par une nouvelle branche de commerce, et avec ce commerce l'intérêt de l'argent, I, 203.

— de fonds. Quand descend-il au taux le plus bas? I, 206 et suiv.

— de fonds. Distinction entre le Bénéfice net et clair, et le gros Bénéfice, I, 210.

Bénéfice des fonds. La taxe qu'on impose sur le Bénéfice des fonds d'une branche de commerce fait retirer une partie des fonds ; hausser le prix des marchandises ; diminuer le marché , et l'impôt retombe sur le consommateur, IV, 378 *et suiv.*

— Confondu quelquefois avec la rente et le salaire : exemples, I, 114 *et suiv.*

— Seconde déduction à faire sur le produit du travail de la terre, I, 141.

— *moyen* de tous les commerces d'un grand royaume.

Difficulté de le déterminer chaque année, I, 192.

— honnête et modéré : ce qu'on entend par-là en Angleterre, I, 212.

— Son haussement agit comme l'intérêt composé, I, 215.

— Le taux ordinaire dépend du plus ou moins de certitude des rentrées ; I, 244.

— *de clergie*. Ou exemption de la juridiction civile, en faveur des écoliers des universités, IV, 168.

— Principale portion du revenu public dans un Etat monarchique grossier, IV, 285.

— *ecclésiastiques* : espèces de *francs-fiefs* à vie. Cause de la confiance du peuple dans l'instruction que donne le clergé : danger de l'en dépouiller, IV, 239 *et suiv.*

— *ecclésiastiques*. Avantages de leur modicité, IV, 268 *et suiv.*

— (grands). Droit d'y nommer ôté au pape ; ou très-restreint, IV, 256.

Bengale. Haute antiquité de l'accroissement de son agriculture et de ses manufactures : ce qui fut dû sur-tout à ses côtes maritimes et à ses grandes rivières navigables, I, 43.

— et autres établissemens anglois de l'Inde : le salaire du travail y va en déclinant jusqu'à une profonde misère des habitans, I, 158.

— Bas prix du salaire, et emprunts à gros intérêt qu'on y remarque, I, 205.

— Bénéfice qu'y font les facteurs de la compagnie des Indes orientales, I, 212.

— La taxe s'y prenoit sur le produit des terres, sous la domination des princes mahométans, IV, 334.

Berne. Taxe qu'on y impose sur l'aliénation des terres nobles ou en roture, IV, 390.

— Son trésor considérable : les autres cantons Suisses n'en ont pas, V, 106.

Besoins. Nous ne pouvons les satisfaire que conséquemment à l'intérêt d'autrui, I, 30.

— de l'Etat; le déterminent presque toujours à emprunter à des conditions avantageuses aux prêteurs, V, 110.

Bestiaux. Domage qu'ils causent aux forêts, I, 377 et suiv.

Bétail. Mesure commune pour l'estimation des échanges chez les anciens : exemples, I, 49.

— est de toutes les denrées la plus coûteuse à transporter : considérations sur le commerce et l'éducation du Bétail, III, 73-77.

Bétail. Dans les pays où la plus grande partie des terres n'est pas cultivée, doit être d'un prix proportionné avec celui du bled, III, 355.

Bien public. Les corporations en sont les ennemies, I, 289.

Biens de l'église, exempts de tout impôt en quelques pays, IV, 327.

Billets de loterie. Toujours estimés beaucoup au-delà de leurs valeurs, I, 236.

— de banques et des banquiers. Développemens sur la nature, la circulation et les effets de ces papiers, plus ou moins avantageux, II, 200 *et suiv.*

— d'un banquier. La loi peut-elle empêcher un individu de les recevoir en paiement? oui. Pourquoi? II, 274.

— de banque, ne seront pas préjudiciables au commerce si l'on empêche les banquiers de délivrer des Billets au dessous de certaine somme, II, 285.

— de crédit de Pensylvanie. Une des sources du revenu public : détails sur sa nature et ses risques, IV, 292.

— de l'amirauté et de l'échiquier, en paiement de la dette non fondée, forment une dette du second genre : la banque en facilite la circulation, V, 112.

— de l'échiquier et *tailles* sur l'échiquier. Perte avec laquelle ils ont été vendus sous le roi Guillaume, lorsque la banque arrêta ses opérations ordinaires, V, 113.

Billets d'Etat en France. Taux de l'escompte auxquels ils ont été quelquefois vendus, V, 113.

Bled. Il approche beaucoup plus de sa valeur réelle au bout de certain tems; cependant cette valeur n'est pas absolument constante: pourquoi? I, 75.

— Utilité de la connoissance de son prix pour estimer les prix courans du travail: incertitude qu'il laisse néanmoins, I, 81.

— Les trois parties qui en constituent proprement le prix, I, 108.

— Anglois: quoique souvent plus cher qu'en Ecosse, est en effet à meilleur marché, proportionnellement à sa qualité ou à son poids; parce qu'il fournit plus de fleur de farine, I, 163.

— distribué au peuple de Rome, en maintenoit le prix très-bas, I, 338.

— (les terres à). Leur rente règle en Europe celle de toutes les autres terres cultivées, I, 359.

— Son prix en Angleterre depuis le commencement du quatorzième siècle: erreurs des écrivains sur ses variations: leurs causes, I, 403-413-427 *et suiv.*

— Des quantités égales, quel que soit l'état de la société, seront toujours l'équivalent des quantités égales de travail, beaucoup mieux que de tout autre produit brut, I, 425.

— Toujours plus cher dans les grandes villes qu'à la campagne, I, 433.

— *et argent.* Leur cours diamétralement opposé depuis 1570 jusqu'à 1640, II, 2.

Bled.

Bled. Devenu plus cher par la guerre civile et la gratification accordée à l'exportation, II, 5-6.

— Son prix de contrat, II, 12.

— Son prix depuis 1202 jusqu'en 1764. Voyez les tableaux, II, 145 et suiv.

— Les marchands de Bled plus empressés à faire renouveler la gratification que les fermiers et les propriétaires, III, 479.

— Différence essentielle entre le Bled et presque toutes les autres marchandises, relativement à la hausse ou à la baisse des valeurs, III, 205.

— Un des objets régulateurs du prix de toutes les autres marchandises, III, 206.

— But, intérêt, avantages, hasards, dangers du marchand de Bled proprement dit, et non propriétaire, ni fermier : son commerce utile à l'humanité, III, 226-236.

— Effet des années humides ou de sécheresse sur le produit de ce grain, III, 233.

— Marchand de Bled : son commerce tend, plus que toute autre opération, à la production des grains, III, 247.

— Il n'est pas de taux où le prix du Bled puisse le faire accaparer, de manière que le peuple en souffre, III, 248.

— étrangers. Grevés de gros droits : inconvéniens qui en résultent : en quel cas? III, 72.

— étranger. Son importation défendue pour toujours, borneroit l'industrie au seul produit du sol, III, 81.

Bleds. Au même degré de bonté, se vendent au même prix dans un pays riche que dans un pauvre : pourquoi ? I, 13.

Boîtes de montres, de pendules, de cadrans : leur exportation prohibée, III, 543.

Bœuf. Ce qu'il valoit il y a 40 à 50 ans à Buenos-Aires, I, 333.

Bois. Son prix varie selon l'état de l'agriculture : emploi progressif du Bois, I, 376 et *suiv.*

— Bénéfice qu'ils procurent, et sa durée, I, 378.

Bohême. Son arpentage a duré plus d'un siècle, de même que l'évaluation des terres, IV, 326.

Bonne-Espérance (Cap de). Sa découverte ouvre un vaste champ au commerce et à l'industrie de l'Europe ; mais ce commerce est moins lucratif que celui d'Amérique : pourquoi ? III, 48-50.

Bonheur, ou *malheur*, dont le siège est en nous-mêmes, dépend plus de l'état sain ou malade de l'âme, que de celui du corps, IV, 211.

Bourgeois des villes devenus enfin vraiment libres, II, 440.

Bourg-franc. Ce que c'étoit, II, 439.

Brasil. Richesse de ses mines : partie que l'Angleterre reçoit de leur or, III, 279.

Bruges, Gand, Anvers : époque de la chute de leur commerce, II, 485.

C.

Cabotage des laines. Loix fiscales, sévères et préjudiciables auxquelles il est soumis, III, 530 *et suiv.*

Cailloux d'Ecosse, I, 111.

Caisse d'une banque comparée à un étang qui reçoit toujours la même quantité d'eau qui en sort, II, 229.

Calvinistes, ou *Zuingliens*. Leur hiérarchie : nomination des ministres ôtée au peuple, et réservée au magistrat, IV, 264 *et suiv.*

Campagnard, serf de la glèbe, devenu libre au bout d'un an, s'il pouvoit se soustraire aux poursuites de son seigneur : époque, II, 448.

Campagne. Sa culture précède l'opulence des villes : détails, II, 396 *et suiv.*

— Sa culture ne peut se passer des travaux de plusieurs métiers. Concours et effets réciproques des agriculteurs et des artisans : petite ville ou bourgade résultante, II, 397 *et suiv.*

Canada, colonie françoise. Son régime, sa population, III, 339.

Canal du Languedoc. Son entretien confié à Riquet, qui en eut les péages pour lui, IV, 77 *et suiv.*

Canaux navigables, et autres ouvrages pour élever l'eau à la ville : exigent des dépenses au dessus de la fortune d'un particulier, IV, 152.

Canaux. D'où tirer les moyens de fournir à leur entretien, ou de les faire? IV, 74 *et suiv.*

— Doit-on en laisser administrer les péages à des commis qui n'y ont aucun intérêt que leur salaire? IV, 77 *et suiv.*

Cap de Bonne-Espérance. Anciens habitans presque aussi peu capables de se défendre que les anciens Sauvages de l'Amérique: heureuse position du Cap de Bonne-Espérance et de Batavia, III, 495 *et suiv.*

Capital acquis. Emploi qu'on en fit, I, 103.

— ou fonds. Leur décroissement progressif fait aussi augmenter de même le bénéfice de fonds et l'intérêt de l'argent, I, 205.

— Deux moyens de l'employer, II, 167 *et suiv.*

— circulant; ne fait jamais une partie du revenu net de l'individu, II, 150.

— *circulant*, met l'industrie en mouvement, II, 199.

— fixe. Son but, II, 187 *et suiv.*

— fixe, et *Capital circulant*. Leurs différens points de rapport, de ressemblance, II, 191 *et suiv.*

— *fixe*. Ses retours plus lents que ceux du Capital circulant, II, 236 *et suiv.*

— C'est l'économie et non l'industrie qui l'augmente, II, 306 *et suiv.*

— Comment il est employé le plus avantageusement pour la société, II, 365.

— employé dans le commerce d'exportation est celui qui a le moins d'effet, II, 370.

Capital prêté à intérêt. Comment on doit le considérer : ses effets divers, II, 340-342.

— Jamais nation n'a eu une prospérité assez grande pour se procurer un Capital qui ait suffi aux opérations de l'agriculture, des manufactures et du commerce de transport, II, 372.

— du commerce et des manufactures, n'est pas toujours une possession assurée pour un pays. En quelles circonstances il le devient? II, 488.

— partagé nécessairement dans le commerce de transport, III, 60 *et suiv.*

— Négociant propriétaire d'un grand Capital, intéressé à soutenir les propriétaires de petits Capitaux, III, 245.

Capitalistes (compagnies). Ce que c'est : elles ont contribué à l'entretien des résidens, des forts, des garnisons; ce que n'ont pas fait les compagnies réglées, IV, 104.

Capitation sur chaque tête de nègres dans l'Amérique méridionale et dans les Iles des Indes occidentales, est un impôt qui affecte le bénéfice des fonds de l'agriculture, IV, 381 *et suiv.*

— Impôt arbitraire et incertain; ou inégal, si on veut le rendre certain et non arbitraire, V, 2 *et suiv.*

— Comment elle fut assise sous Guillaume III, V, 3.

— Sur quelle base et comment elle se répartit en France, dans les diverses classes, V, 4-6.

— Impôt qu'on pourroit trouver, par quelque autre mesure, plus favorable au peuple, V, 7.

Capitaux fixes et *Capitaux* circulans. La proportion entre les uns et les autres ne peut être la même : leurs emplois différens, II, 169-184.

— Détails sur leur accumulation et sur le travail *productif* et non *productif*, II, 289.

— Leurs différens emplois : développemens, II, 354 *et suiv.*

— du commerce. Dans les diverses manières de les employer, chacun cherche à les avoir le mieux à sa disposition : exemples, III, 60 *et suiv.*

— Tout commerçant cherche à leur donner la destination la plus propre à mieux soutenir l'industrie domestique, et à donner au plus grand nombre de ses compatriotes un revenu et un emploi, III, 63.

— Chacun sait mieux que l'homme d'Etat quelle espèce d'industrie appelle ses *Capitaux*, III, 66.

— insuffisans pour manifacter, ou vendre en gros ou en détail, doivent être employés à l'agriculture, III, 370.

— (les) et les domaines nationaux n'étant pas suffisans pour défrayer l'Etat, il faut que chaque individu contribue de son revenu particulier pour former le revenu public du Souverain ou de l'Etat, IV, 303.

Carnéades et *Diogène* le stoïcien : envoyés en ambassade solennelle à Rome, I, 301.

Carosses, *vaisselle plate*. Leur imposition annuelle, V, 22 *et suiv.*

Carrière de pierre. Raison de son augmentation en valeur, I, 359.

Carrières de pierres, bois et matériaux de construction, ne produisent qu'une rente accidentelle, par leur position, I, 369 *et suiv.*

Carthage et Rome. Les variations de leur fortune dues aux armées permanentes et à des milices momentanées, IV, 28-31.

Casaniers de l'Ecosse : espèce de domestiques voués au service extérieur des propriétaires et des fermiers. Rapports de leur industrie : leur état chétif : cette classe d'hommes commune autrefois en Europe, I, 260 *et suiv.*

Castor (peaux de). Loix fiscales relatives à l'importation et exportation de ces peaux, III, 548 *et suiv.*

Catholiques Anglois persécutés s'établissent dans le Maryland, III, 383.

Caton ne mettoit le bled qu'au quatrième rang des objets d'agriculture, I, 338.

Certificats, imaginés en faveur des pauvres, pour être admis dans une paroisse, et pour le droit d'établissement, I, 311 *et suiv.* *Conférez*, 314-317.

Champ de Mars, à Rome remplissoit les vues des gymnases de la Grèce, IV, 185 *et suiv.*

Chances des pertes ou gains : rarement portées à leur juste estimation, I, 235.

Chandelle. Impôt qu'elle paie, V, 17.

Change. Plus il est désavantageux, plus la balance du commerce l'est aussi, III, 10 *et suiv.*

— Ne détermine pas avec certitude en faveur de

quelle nation est la balance du commerce : détails précieux à ce sujet, III, 113-121.

Change royal (compagnie du). N'a pas de privilège, IV, 149.

Charbon. Variation ou nullité de la rente de leurs mines : pourquoi ? I, 375. Intérêt qu'ont les propriétaires des mines à le vendre à bas prix, *ibid.* 379.

— de terre. Quel peut être son plus bas prix, I, 380.

— de terre. Droits très-onéreux sur son exportation, III, 550.

Charges et inconvéniens qui nuisent à l'acquisition des propriétés foncières en Europe, II, 480-482.

Charles II. Ses actes relatifs à la résidence des pauvres dans une paroisse, I, 306.

Chauffage, mélange de bois et de charbon de terre. Prix proportionnel, I, 379.

— Charbons : le transport en mériterait une gratification, au lieu du gros impôt qu'on en tire, V, 17 *et suiv.*

Chemins (grands). D'où tirer les frais qu'exige leur entretien ? IV, 74 *et suiv.*

— (grands). L'Etat se charge de leur entretien à la Chine et dans d'autres Etats de l'Asie : desquels le gouvernement a-t-il soin en France ? IV, 86 *et suiv.*

— de traverses. Absolument négligés en France ; presque impraticables, et même à cheval, IV, 85.

— publics. Sont à la charge de l'Etat à la Chine et

dans plusieurs Etats de l'Asie : pourquoi ? IV, 86 et suiv. •

Cheval (bon). Son prix dans la capitale du Chili, I, 423.

Chevaux. Leur exportation grevée de tous les anciens droits, III, 544.

Chine. Extrême étendue de sa navigation intérieure ; mais n'a jamais encouragé le commerce extérieur, non plus que l'Egypte et l'Inde, I, 44.

— Bas prix du salaire : contradictions des voyageurs sur l'aisance de cette contrée, I, 154 et suiv.

— La liberté de détruire les enfans y encourage le mariage, I, 155 et suiv.

— (la) est encore à son ancien degré de richesse : preuve, I, 156 et suiv.

— parvenue depuis long-tems à son plus grand degré de richesses, conformément à ses loix et à ses institutions : mais ne pourroit-elle pas augmenter son opulence avec d'autres loix ? I, 107.

— Quel y est l'intérêt de l'argent, I, 108.

— (la). Favorise plus l'agriculture que tout autre emploi : ambition d'y avoir un petit coin de terre : le commerce étranger y est peu favorisé, III, 600-608.

— Le principal revenu du souverain y consiste dans le dixième du produit des terres, IV, 334.

Cière. Sa taxe : son produit, V, 57 et suiv.

Circulation. Ses deux branches : l'une met les commerçans en rapport les uns avec les autres ; la se-

• *étude lie les commerçans et les consommateurs*, II, 208.

Citadins. Classe malheureuse de marchands indigens et porte-balles, après la chute de l'Empire Romain : tableau de leur misère, II, 434 *et suiv.*

Citoyen formé dans les gymnases publics ou particuliers, égal devant la loi chez les Grecs et les Romains, IV, 208.

Civilisation. Les nations qui habitoient les côtes de la Méditerranée arrivèrent les premières à la civilisation, I, 42.

Classe des ouvriers, artisans, marchands. Est-elle non productive ou stérile, quant au produit ? non : détails de l'auteur, III, 587-596.

— Que supposent les économistes dans leur système.

Propriétaires, cultivateurs, artisans et marchands.

Ce que font ces trois classes : exposé général de ce système, III, 562-587.

— productives et non productives. D'où en dépend la proportion ? Inégalité inévitable, II, 297.

— qui travaillent ou ne travaillent pas. Quelle est la source du revenu qui les entretient ? II, 295.

— *inférieures* du peuple. L'Etat a le plus grand intérêt à ne pas les laisser dans l'ignorance, IV, 212.

Clergé indolent et riche. Sa vie efféminée, sa paresse, causes des succès des novateurs, IV, 215 *et suiv.*

— (bas) de l'Eglise Romaine a conservé son zèle ancien par le motif puissant de l'intérêt, IV, 217 *et suiv.*

Clergé. Son ambition, son influence obligent l'Etat d'en acheter l'inactivité, pour éviter le danger de ce corps, IV, 220-224.

— d'une église *dominante*. Combien il est à craindre pour l'Etat, ou pour le Souverain : pourquoi ? IV, 235-238 *et suiv.*

— Devenu formidable par son excessive richesse, IV, 245 *et suiv.*

— et *seigneurs* temporels. Aussi jaloux les uns des autres que du roi, IV, 247.

— Sa puissance excessive fut peu-à-peu minée par les progrès successifs des arts et du commerce, IV, 251.

— Comment a perdu de son extrême puissance : pourquoi ? IV, 252 *et suiv.*

— d'*Ecosse*. Médiocrement doté : conserve bien dans le grand corps du peuple l'uniformité de la foi, la piété, l'esprit d'ordre et les mœurs. Il en est de même du Clergé Protestant de la Suisse, IV, 276.

Cochinchine. Ce que vaut le quintal de son beau sucre blanc, et ce que pèse le quintal, selon M. Poivre : proportion du prix du sucre, du bled et du riz, I, 353.

Coins. Leur usage substitué à celui de peser la monnaie ou les métaux, I, 54.

Colbert. Sa mauvaise politique en défendant l'importation des ouvrages de manufactures étrangères, III, 93.

— Eloge de sa probité ; mais son erreur sur l'avan-

.. tage qu'il a accordé aux arts et métiers, préférablement à l'agriculture, III, 560-563.

Coll'ges ou écoles. En les fondant a-t-on fait le bien général qu'on se proposoit? A-t-on animé le zèle et perfectionné le talent des maîtres? A-t-on été plus utile en dirigeant l'éducation vers des objets différens de ceux qu'elle eût cherchés elle-même? Réponses à ces demandes, mais par la négative, IV, 155 *et suiv.*

— Il n'y a plus d'émulation d'un Collège à l'autre, toutes les fois que les disciples ne sont plus libres de préférer celui qu'ils veulent, IV, 162 *et suiv.*

Colomb. Croit passer aux Indes orientales, selon son intention, et découvre quelques petites îles de Bahama et Saint-Domingue : longs détails sur les suites de ces découvertes, III, 310-316.

— De retour de son expédition, reçu comme en triomphe, III, 315.

Colons. Sortis d'un peuple civilisé : arrivent plutôt à l'opulence et à la grandeur : pourquoi? Tableau de leurs moyens et opérations, III, 323.

Coloni partiarii, ou Colons partageans, des Romains. Voyez *métayers*, II, 418.

Colonie. Définition du sens de ce mot : il signifioit *plantation* : les Grecs disoient *apoikia*, ou *séparation de demeure*, III, 307.

— Fondées au loin pour encourager l'exportation des marchandises du pays, III, 51.

Colonies. La folie et l'injustice des peuples de l'Europe ont été les principes qui en ont dirigé les premiers établissemens, III, 382.

- Colonies.* Avantages généraux et particuliers que l'Europe a tirés des siennes depuis la découverte de l'Amérique et du passage du Cap de Bonne-Espérance, III, 386-392 *et suiv.*
- diverses, fondées par les autres nations de l'Europe, après les Espagnols, dans les différentes parties des deux Indes, au dix-septième siècle, III, 336-341.
 - à sucre de la France, sont dans l'état le plus florissant, III, 340.
 - Américaines de l'Angleterre. Avis de l'auteur pour les rattacher à la mère-patrie, III, 451.
 - Angloises dans l'Amérique. Leurs progrès très-rapides vers l'opulence : causes. Liberté de conduire leurs affaires à leur gré : leurs terres sont de médiocre qualité, III, 341-348.
 - Angloises. Le propriétaire obligé d'y défricher dans un tems limité, ou il perd son terrain : les terres en franche roture, III, 342 *et suiv.*
 - Anglois a. Leurs frais annuels, I I, 345 *et suiv.*
 - Angloises. Exportation plus ou moins libre de leurs marchandises, soit en Angleterre, soit ailleurs : législation à cet égard, III, 354-368.
 - Angloises. Leur prospérité due à la grande richesse de l'Angleterre, III, 381.
 - Espagnoles. Leur état, leur population : richesses qu'en tire l'Espagne, III, 330 *et suiv.*
 - Espagnoles et Portugaises. Leurs terres sont d'excellente qualité, III, 341.
 - Européennes ont été une cause d'affoiblissement en population pour leur mère-patrie, III, 393.

Rarement elles ont égalé en rétribution les sommes qu'elles ont fait dépenser, *ibid.* 294.

Colonies Françaises. Régies selon la coutume de Paris : droit de retrait dans les cas de fief noble, III, 343.

— Françaises, Portugaises, Espagnoles, montées sur un ton plus dispendieux que les Angloises, III, 347.

— Françaises. Leur prospérité due à leur industrie et à leur travail, III, 381.

— Grecques ou Romaines. La nécessité ou l'utilité ont été les motifs de leur fondation : les Grecques étoient indépendantes de la mère-patrie, mais non les Romaines, III, 302-305.

— Grecques. Causes de leur marche rapide vers l'opulence et la grandeur : plusieurs surpassent même leur mère-patrie, III, 327.

— modernes. Motifs qui ont présidé à leur établissement, III, 308.

— naissante. Le bénéfice de fonds y doit diminuer par degrés, I, 201.

— (nouvelles). Causes de leur prospérité, III, 303.

— Portugaises en Amérique. Leur époque : or qu'on y découvre : partie qu'en détachent les Hollandois au Bresil : reconquise par les habitans : population, III, 335.

— Romaines. N'offrent pas de traits aussi brillans que les Colonies Grecques, III, 328.

— sorties de l'Europe, établies dans les deux Indes ; plus favorisées en terres que les Colonies Grecques : leurs rapports avec les mères-patries : leur indé-

pendance à beaucoup d'égards : causes de leur opulence rapide, III, 319.

Colonies. Les effets du commerce des Colonies doivent être distingués de ceux du monopole de ce même commerce : avantages des premiers, III, 429-433.

Columella. Son idée sur la plantation d'une vigne nouvelle, I, 347.

Concessions et privilèges accordés par les rois aux bourgeois des villes, pour leur sûreté réciproque contre les barons, II, 443 *et suiv.*

Commerçant (pays). Le souverain et les grands y dépensent une grande partie de leur revenu à des objets de luxe : conséquences, V, 104 *et suiv.*
Voyez *Revenu*, *ibid.* 102.

Commerçans. Leur fausse prédiction d'une ruine certaine amenée par la balance défavorable du commerce, III, 165.

Commerce. Ses bénéfices sont plus grands en France qu'en Angleterre : pourquoi ? I, 197.

— en défaveur en France, I, 197.

— de spéculation. Source des grandes fortunes, I, 252.

— Dans lequel les rentrées sont-elles plus sûres ? I, 244 *et suiv.*

— en détail ou en gros. La différence des bénéfices y est beaucoup moindre dans les grandes villes que dans les villages, I, 249.

— N'a que des marchés très-bornés à la campagne ; ainsi ne peut s'y étendre avec de gros capitaux, I, 251.

Commerce. Moins sûr avec du papier-monnaie de banque quelconque, qu'avec l'or et l'argent, II, 266 et suiv.

— Plus ses diverses branches sont libres, plus il en résulte d'utilité pour la société, II, 286.

— *en gros.* Ses trois divisions : effets de chaque branche : développemens, II, 373-392.

— de toute société civilisée. C'est entre les villes et les campagnes qu'il s'établit : mode et nature de ce commerce, II, 393.

— libre, accordé aux bourgeois des villes : son époque ancienne, II, 439.

— des Européens. Presque réduit aux échanges de leur produit brut contre le produit manufacturé des nations civilisées : époque, II, 451.

— des villes. Comment il a contribué à l'amélioration des campagnes, II, 461.

— opère chez les grands propriétaires ce que n'avoit pu faire le système féodal, relativement au partage du produit de leurs terres avec leurs tenanciers, II, 471.

— et manufactures. Deux causes et non effets de l'amélioration et de la culture des campagnes, II, 479.

— étranger. L'Angleterre peut par sa position en devenir le siège, II, 483.

— d'Espagne et de Portugal avec l'étranger ; est considérable quoique fait à l'aide des vaisseaux étrangers : celui de leurs colonies avec leurs propres vaisseaux : sa richesse, II, 487.

Commerce.

- Commerce. Un excès de Commerce peut rendre l'argent rare, III, 22.
- des Indes orientales, gêné : moins avantageux que celui d'Amérique, III, 48 *et suiv.*
 - de transport. Le pays qui s'y livre devient toujours l'entrepôt : exemple de la Hollande, III, 60 *et suiv.*
 - étranger. Sa principale occupation : avantage pour l'étranger : exemple, III, 73.
 - étranger. N'est point favorisé par l'acte de navigation de l'Angleterre, III, 85.
 - En quel cas seroit-il utile de n'en rétablir la liberté que par gradation ? Inconvénient de son rétablissement subit moins grand qu'on ne le pense, III, 97-102.
 - réciproque de la France et de l'Angleterre, presque anéanti, et n'est plus que l'ouvrage de la fraude, III, 109.
 - Motifs qui semblent en autoriser la liberté entre l'Angleterre et la France, III, 110-112.
 - entre la France et l'Angleterre livré au découragement ; quoique celui de France pût être très-avantageux à l'Angleterre : pourquoi ? III, 162.
 - étranger. Les maximes qui le régissent tendent à ruiner le Commerce national, en anéantissant celui des nations voisines, III, 162.
 - des grains. Divisé en quatre branches différentes : examen de la première branche, III, 225-253 ; des trois autres, *ibid.* 253-272.
 - des grains. Restreint par-tout, et soumis à des ré-

- glemens si meurtriers qu'ils ont seuls occasionné la famine, III, 262.
- Commerce des grains.* Sa législation peut être comparée par-tout aux loix religieuses : pourquoi? III, 264.
- des grains, mieux réglé à plusieurs égards par l'acte 13 du roi régnant : mais ce système ne vaut pas l'ancien sous deux rapports, III, 268 *et suiv.*
 - étranger. Traités pour cet effet : en particulier celui de Portugal avec l'Angleterre en 1703 : peu avantageux à celle-ci, III, 273-285.
 - Le projet de commercer aux Indes orientales fait découvrir l'Amérique, III, 321.
 - exclusif regardé comme la source unique des avantages particuliers que l'Europe a tirés de ses colonies : exemples, III, 394 *et suiv.*
 - des colonies. Il ouvre plutôt un marché au produit manufacturé qu'au produit brut de l'Europe, III, 433.
 - de l'Amérique; est-il aussi avantageux qu'il paroît l'être? non, III, 478.
 - étranger, défendu dans quelques Etats de la Grèce, comme préjudiciable à la force et à l'agilité du corps humain, III, 609.
 - de chaque nation. Quelle en est la branche la plus importante, III, 614 *et suiv.*
 - Etablissemens publics nécessaires à quelques-unes de ses branches particulières, IV, 91 *et suiv.*
 - en général et en particulier, exige protection : moyens de la donner, IV, 91-93.

Commerce. Souvent mal dirigé par les compagnies : elles l'ont aussi chargé d'entraves, IV, 95.

— Dépenses pour les établissemens propres à faciliter le Commerce : d'où les tirer? IV, 73 *et suiv.*

— d'une compagnie capitaliste. Comment est-il dirigé? Attraits des avantages de ces compagnies : progrès de leurs capitaux, IV, 115 *et suiv.*

— *de la France.* Entraves qu'y mettent les loix fiscales : détails sur les *aides*, *fermes*, etc. V, 83-86.

Commerces. Seuls que puisse faire une compagnie capitaliste avec succès; IV, 148.

Commercial (système), III, 3.

— Entraves qu'il met à l'entrée de nombre de marchandises, dans la vue d'augmenter la quantité d'or et d'argent, III, 107.

— Ses vices quant à l'exportation des matières premières et des instrumens de commerce, de même que quant à l'importation de plusieurs marchandises citées, sur-tout de certaines toiles, fils, etc. III, 511-517.

— N'a pas été non plus favorable au revenu du souverain, V, 33 *et suiv.*

Commerciaux (projets). Leur bénéfice est quelquefois une des sources du revenu public : exemple, IV, 285.

Communautés, ou corporations. Leur époque : leurs grands privilèges, II, 440 *et suiv.*

Communes. Grands privilèges qu'elles avoient obtenus, II, 440.

Compagnies de banque. Multipliées dans l'Ecosse et l'Angleterre ont augmenté la sûreté publique : pour-quoi ? II, 285.

— *Angloise et Hollandoise des Indes orientales.* Le génie des *Compagnies exclusives* s'est manifesté dans le système de leur régie : cupidité odieuse de leurs agens, III, 497-501.

— *de commerce.* Leurs différentes espèces ou formes : *réglées et capitalistes* : leur nomenclature, IV, 95-113 et suiv.

— *capitalistes.* Leur différence des *Compagnies réglées*, et de toute association particulière, IV, 113 et suiv.

— *capitalistes.* Ne doivent être autorisées qu'avec ces deux conditions, 1°. que l'utilité générale l'emporte sur la plupart des commerces ordinaires ; et 2°. qu'elles présentent un capital supérieur à celui que peuvent fournir aisément les sociétés particulières, IV, 151-152 et suiv.

— *capitalistes.* Etablies à Londres pour travailler le cuivre anglois, ou pour fondre le plomb, ou polir les glaces : non fondées sur le prétexte d'une grande utilité : incertitude de l'auteur sur leur bénéfice, IV, 153.

— *à capital commun.* Différens rapports sous lesquels elles font du mal à la société, IV, 154.

— *de commerce.* Inutiles ou même préjudiciables au peuple riche ou pauvre qui veut les former, III, 486-493.

— *Formées pour le commerce exclusif des colonies de plusieurs peuples* : leur intérêt, III, 349.

Compagnies de marchands; ne peuvent se conduire en souveraines, même étant parvenues à ce degré de puissance, III, 501-503.

— marchandes peuvent être établies en *capitalistes* sans inconvénient, lorsqu'elles peuvent entreprendre au loin un commerce avec une nation barbare : ce que doit devenir le privilège à son expiration, et ce que doit faire le gouvernement, IV, 145 et suiv.

— *réglée* établie en 1750 et qui fait commerce en Afrique. Deux buts que se proposa le gouvernement : moyens d'y arriver, IV, 107-112.

— *réglées*. Leur nature : leurs droits, loix, privilèges : préjudice pour le commerce : inutilité, IV, 96 et suiv.

— *réglées*. Dire qu'elles sont inutiles, c'est en faire le plus grand éloge : leur préjudice, IV, 100-103.

— *réglées*. N'ont jamais fourni à l'entretien d'aucun fort, mais les Compagnies capitalistes l'ont fait, IV, 105.

Compte. Métaux reçus au compte au lieu du poids, par l'usage des coins, I, 55.

Concordat en France : ses effets, IV, 254.

Concurrence. En quel cas elle fait élever ou baisser le prix des denrées, I, 121 et suiv.

— de grand nombre de sujets pour les professions : inconvénients qui en résultent, I, 291-298.

Concurrens. Les loix qui en fixent le nombre produisent l'effet du monopole, I, 133.

Conditions inférieures du peuple. Leur sort amélioré : effet avantageux résultant pour le corps politique, I, 170.

— servile des habitans des villes après la chute de l'Empire Romain, II, 434 *et suiv.*

Confiance dans l'équité du gouvernement est un attrait qui lui facilite les emprunts, V, 110.

Conquêtes des Espagnols sur le continent de l'Amérique, dues presque totalement à des aventuriers, III, 384.

— Espagnoles en Amérique : état ancien de ces contrées-là, III, 332.

Consommation. Causes qui règlent la différence qui se trouve relativement à l'abondance ou à la rareté des objets de Consommation, I, 1 *et suiv.*

— Tout commerce étranger de Consommation est plus avantageux quand il se fait directement, III, 281.

— Doit être envisagée comme la fin dernière de tout système commercial, III, 555. Mais dans ce système c'est la production, et l'intérêt du consommateur qui est sacrifié à celui du fabricant, *ibid. suiv.*

— Taxes sur les objets de Consommation, V, 7 *et suiv.*

Consommateur. Les loix sacrifient encore plus son intérêt à celui du fabricant, dans le gouvernement des colonies Américaines que dans l'Angleterre même, III, 557.

Constantinople. Son clergé turbulent, de même que l'ambition inquiète de Rome, prouvent combien la

situation d'un souverain est précaire lorsqu'il ne peut assez influencer le clergé dominant, IV, 238.

Constitution Angloise protège et gouverne : mais la compagnie des Indes ou ses agens ne connoissent que la tyrannie, I, 158.

Consuls. Motifs de leur établissement, IV, 92.

Contrebande. Les rentrées ordinaires sont insuffisantes dans ce commerce : pourquoi ? I, 245.

— Comment en augmenter la difficulté, V, 41.

Contrôle (droit de) en France. Onéreux aux Français, IV, 397.

Coquilles. Moyen qui sert à faire les achats sur quelques côtes de l'Inde, I, 49.

Gornouailles. Produit de ses mines d'étain, I, 384 et suiv.

Corporations. Désignées autrefois par le mot *Universités*, I, 268.

— *bâtardes*, ou sans charte du roi : tribut annuel exigé d'elles, I, 277.

— formées moins pour le bien des arts que pour l'avantage de la cupidité des souverains, I, 277.

— Abus tyrannique qui en résultoit, I, 278.

— ne se rassemblent que pour conspirer contre le bien public, I, 289.

— Elles ne sont pas nécessaires, I, 290.

Corvée. Son but : n'étoit pas la seule servitude publique, II, 428.

— pour l'entretien des chemins en France : la plus cruelle de toutes les exactions, IV, 84-90.

Cours. Leur vain faste dévore d'avance les fonds destinés à la dépense, III, 43.

Cours de justice. Buts particuliers de leurs établissemens, IV, 65.

— de justice. Ce qu'elles étoient à Athènes et à Rome, IV, 192.

— de justice (des Romains). Leur excellente constitution a donné à ces républicains un caractère supérieur à celui des Grecs, IV, 193.

• *Cours ordinaire de philosophie dans les universités.* Ses cinq parties : tout s'y rapportoit à la théologie : peu propre à former le cœur et l'esprit, IV, 179 et suiv.

Crainte (la). Est toujours un mauvais ressort, surtout contre tout ordre qui prétend à l'indépendance, tel que le clergé, la magistrature, etc. IV, 240 et suiv.

Créanciers des souverains, trompés par la mauvaise foi de ceux-ci, I, 58.

— de l'Etat. Leur faire passer la plus grande partie du revenu provenant des terres et des capitaux des propriétaires, c'est anéantir l'agriculture dont même ces *Créanciers* ne sont pas dans le cas de connoître la ruine, V, 154 et suiv.

Croisades, devenues favorables au commerce de plusieurs villes d'Italie, II, 450 et suiv.

Cuir. Impôt qu'il paie, V, 17. Voyez 16.

Cuivre, devenu instrument du commerce chez les Romains, et même sans empreinte, I, 51.

— Estimé en Angleterre au dessus de sa valeur, I, 91.

— en barres. Ne tire aucun accroissement en valeur, de celle du Cuivre monnoyé en Angleterre, I, 92.

Cultivateur. Il a rarement assez de fonds pour se nourrir d'une moisson à l'autre, I, 140.

Cultivateurs anciens. Leurs idées sur les clôtures des jardins ; ils ne vouloient que des haies d'épine, I, 346.

— opprimés, se contentoient du simple nécessaire pour n'être pas enviés par leurs oppresseurs : époque, II, 449.

Culture du Bengale, découragée par la conversion du *modus*, ou somme fixe d'argent en impôt en nature, par les agens de la compagnie angloise, IV, 338.

— déterminée par les baux, de même qu'une certaine succession de récoltes : moyen d'arrêter cette folle pratique, IV, 318 *et suiv.*

Cupidité, ou soif de l'or : le plus puissant motif des entreprises des Espagnols en Amérique, III, 317.

Curaçao, et *Saint-Eustache*, deux îles des Hollandois. Leurs ports ouverts à toutes les nations : cause de leur prospérité, III, 338 *et suiv.*

Curé. Voyez *Prêtre*, I, 293.

D.

Danois, s'établissent à Saint-Thomas et à Santa-Cruz, III, 336.

Danse et musique, premiers amusemens de toutes les nations barbares : exemple des Nègres, des Scandinaves, etc. IV, 187.

Danube. Sa navigation est presque nulle : pourquoi ? I, 46.

Davenant. Ses objections sur le changement du système de perception des droits d'excise : réponse de l'auteur, V, 60-68.

Débiteurs. Incommodes pour les banques : en quel cas ? II, 237.

Decker (le chevalier Mathieu). Son projet d'imposition sur toutes les marchandises : quatre objections importantes qu'on peut y faire, V, 24-26.

Découvertes. Les trois Découvertes qui ont donné de la stabilité aux sociétés politiques : l'invention de l'écriture, de la monnaie, et la table économique, III, 599.

Défense publique. Deux moyens de l'assurer dans une nation riche, IV, 19 et suiv.

— publique devient de plus en plus dispendieuse, à mesure que celle-ci avance dans la civilisation, IV, 40.

Demandes. Leur augmentation se cache quelquefois, mais ne peut être long-tems un secret, I, 130.

Denrées. Causes qui en font élever ou baisser les prix, I, 120-124.

— dont le prix peut se soutenir long-tems très-haut, I, 131.

— qui ont augmenté de prix depuis les taxes ; compensation par la baisse de plusieurs autres qui facilitent l'ouvrier, I, 170.

— Leur prix pécuniaire augmente-t-il nécessairement par l'abondance du papier-monnaie ? II, 275..

— Les avantages de leur production sont quelquefois si grands pour un pays, qu'il est absurde de vouloir rivaliser à cet égard avec ce pays, III, 71..

Denrées. Le peuple a toujours intérêt de les acheter de ceux qui les vendent au plus bas prix : principe opposé à la cupidité des marchands et des manufacturiers, III, 158 *et suiv.*

Dépense d'une famille d'ouvriers composée de six personnes, du tems de Charles II, en Angleterre, I, 167.

— énorme que l'Angleterre a faite pour les frais de la guerre qu'elle a faite à la France : divers emplois de cette somme, III, 33-35.

— des établissemens publics propres à faciliter le commerce de la société, IV, 73.

— nécessaire pour soutenir la dignité du souverain, IV, 279 *et suiv.*

— pour défendre la société et soutenir le caractère de son premier magistrat, a pour objet le bien général ; ainsi toute la société doit la supporter, IV, 280.

— Est-il nécessaire pour le revenu public de taxer chaque article de la Dépense respective ? V, 33.

— des gouvernemens modernes, égale en tems de paix et de guerre, V, 132.

Dépenses folles de quelques individus n'empêchent pas le bien général de la société, II, 206 *et suiv.*

— des banques. Il en est deux particulières qu'elles ne peuvent éviter, II, 220-228.

— faites en choses durables. Avantage résultant : exception, II, 330 *et suiv.*

— des grands propriétaires. Abus avec lesquels ils les font, II, 471-474.

Dépenses publiques ou particulières. Une grande richesse en justifie à certain point les folies : mais il ne faut point passer les bornes, III, 223.

— *foncières* des propriétaires. Dépenses *primitives* et Dépenses annuelles des cultivateurs ou laboureurs, selon le système des économistes, III, 564.

— du Souverain ou de l'Etat, IV, 4 *et suiv.*

— pour des établissemens publics destinés à l'instruction des hommes de tout âge, IV, 214.

— locales ou provinciales pour un lieu seul, ne doivent pas être à la charge du revenu général de la société, IV, 281.

— publiques des anciens monarques ou souverains en Europe : très-modiques, si l'on exempte les frais de leur maison et de leur famille, IV, 295.

Désavantage auquel s'est soumise l'Angleterre dans toutes ses branches de commerce, pour obtenir un avantage relatif dans le commerce de ses colonies, III, 398 *et suiv.*

Despotisme. A fait tant de progrès, que le pouvoir exécutif absorbe insensiblement tous les autres pouvoirs, IV, 85.

Détailleurs. Avantage de les multiplier : leur commerce est la quatrième manière d'employer les capitaux, II, 358 *et suiv.* Voyez 355.

Dette non fondée de l'Angleterre, contractée sans hypothèque : nature de ce te Dette, V, 112.

— *publique* en France. Il y en a une beaucoup plus grande partie en rentes viagères qu'en Angleterre, V, 122.

Dettes publiques. Plus elle est considérable, plus il importe de la réduire, V, 136.

— *publique*, en Angleterre : n'a jamais été réduite en tems de paix, dans la proportion de son accroissement en tems de guerre : son état à différentes époques successives, V, 137-145.

— *publique.* En payant l'intérêt de cette Dette, ne fait-on que passer l'argent de la main droite à la main gauche, puisque l'argent ne sort pas du pays, de sorte que la nation n'en soit pas plus pauvre ? Réponse négative, V, 151.

— de l'Angleterre. Sera-t-elle jamais payée ? ou par quels moyens peut-elle l'être ? Ouverture que fait l'auteur à ce sujet, V, 167-177.

— *nationales*, accumulées à certain degré n'ont jamais été payées loyalement et en entier, V, 158 et suiv. Voyez *Monnaie : Romains*.

— *publiques.* Détails sur cet objet, V, 100 et suiv.

— énormes qui ruineront probablement les grandes nations de l'Europe : les progrès en ont été assez uniformes : faites d'abord personnellement et sans hypothèque, V, 111.

— *publiques* ou particulières : expédiens employés par les Romains pour les payer, V, 161-164.

Dextérité. Epargne du tems ; invention des machines : trois causes de l'accroissement dans la quantité de l'ouvrage, I, 15 et suiv.

Diamans. Voyez *Pierres précieuses*, I, 393.

Dignitaires de l'Eglise. Attentifs à la discipline parmi les inférieurs ; mais rarement s'abaissent jusqu'à instruire le peuple, IV, 218 et suiv.

Dîme seigneuriale ou ecclésiastique. Grand obstacle à l'agriculture, II, 421.

— Inégalité de cet impôt territorial : pourquoi? IV, 331.

— Avantage ou désavantage que le fermier peut avoir de cet impôt, en raison du produit de la terre, IV, 331-332.

— Impôt assis inégalement sur la rente, et qui s'oppose à l'amélioration des terres : pourquoi? IV, 333.

— ecclésiastique. Ne peut intéresser à l'amélioration des terres : pourquoi? IV, 335.

— Revenu immense et très-superflu du clergé : avantage qu'il en tiroit : époque, IV, 246.

Directeurs des compagnies *réglées*, n'ont pas un intérêt spécial à la prospérité de ces compagnies ; mais un tout opposé : leur esprit de monopole et d'oppression : il en est tout autrement des compagnies *capitalistes*, IV, 105-107.

Discipline militaire. Causes de son relâchement dans les armées romaines, IV, 32.

Disette (années de). Voyez *Prix du travail*, etc. I, 181 et suiv.

— extraordinaire. Dix années de cette Disette ne sont pas plus étonnantes que dix années d'abondance, II, 18.

Distinction de la naissance : n'existe pas chez un peuple chasseur, IV, 51 et suiv.

Domaines (grands) acquis par le commerce. Rarement conservés long-temps dans une même famille, dans les pays très-commerçans, II, 478.

Domestique libre. Son entretien coûte moins que celui d'un esclave, I, 176.

Domestiques. Temps qu'ils doivent servir pour obtenir le droit d'établissement : comment ils peuvent le perdre, I, 309 *et suiv.*

— des deux sexes en Hollande. L'impôt qu'on met sur eux retombe sur la dépense : il en est de même de celui des domestiques en Angleterre, IV, 383.

Donane (droits de). Origine et cause de leur établissement, IV, 93.

— Leur origine ancienne : leur but : leur division en trois branches : leurs variations : époques, V, 27-33.

— Produit total des Douanes en l'année 1754 : leur produit net après les gratifications et les rabais, V, 36.

— En quoi consiste la plus grande partie de ce qu'on tire des droits de Donane, V, 39.

Draperies des anciennes statues peu variées : fausse conséquence qu'en tire Arbuthnot pour ce bas prix des parures, III, 613.

Draps fins anglois. Les laines angloises mêlées avec celles d'Espagne détruisent la qualité de l'étoffe, III, 533.

Drèche faite dans chaque famille et pour son usage : exempté de visite : condition, V, 52 *et suiv.*

— et bière de différente qualité : droits dont elles sont chargées, V, 55.

— Employée pour brasser de la bière et manifac-turer des vins bas et des esprits-de-vin, V, 58.

Drogues pour la teinture; ne paient qu'un foible droit d'exportation : inconvénient que n'a pas prévu la finesse des teinturiers, III, 545.

Droit régalien. Il n'en est payé aucun en Angleterre pour la fabrication de la monnoie, I, 89.

— excessif auquel étoient imposées les marchandises de France, III, 109.

— de monnoyage. Annullé pour un tems par Charles II, et pour toujours en 1769 en Angleterre, III, 293.

Droits excessifs imposés sur les produits des manufactures étrangères, et sur les objets qu'importe l'étranger, rompent l'égalité entre les avantages de l'industrie des campagnes et des villes, etc. I, 286 et suiv.

— divers perçus sur la personne et les effets des voyageurs, comme Droit de péage, de pont, de peson, d'établage, II, 435 et suiv.

— excessifs des grands propriétaires : époque, II, 468.

— sur les bleds étrangers : leurs désavantages, III, 72.

— Rabats ou diminutions des Droits pour encourager l'exportation : moyen qui paroît le plus raisonnable : détails, III, 169.

— divers auxquels ont été soumis les grains importés à différentes époques. Leurs motifs : leurs effets, III, 256 et note; et 257-259.

— (gros). Assis sur l'importation des grains étrangers, la défense absolue d'importer du bétail vivant ou des provisions salées : leurs mauvais effets

effets sans produire même aucun revenu à l'Etat,
V, 19 et suiv.

Droits (grands). Rapportent quelquefois moins que de
modérés, à cause de la fraude, V, 40.

— *de péage*, ou de barrière. En quel cas ils de-
viennent une espèce de droit de douane? V, 67.

E.

Ecclésiastiques curés. Leur salaire à diverses époques,
I, 192 et suiv.

— protestans, peu dotés, I, 196.

Echange : principe de la division du travail : ce prin-
cipe n'existe pas chez les animaux, I, 27-35.

— (valeur d'). Principes que présente l'auteur pour
montrer les règles qui la déterminent, L, 59.

— Valeur d'Echange de toute marchandise ; en quoi
elle consiste, I, 64.

— en nature. Lorsqu'il cesse, c'est contre de l'argent
qu'on échange les marchandises : ce qui en fixe la
valeur, I, 66.

— On a dû aussi y envisager un bénéfice, outre la
valeur égale à l'objet échangé, I, 103.

Echanges. Compensations des talens pour l'acqui-
sition des marchandises, I, 101.

Echiquier. La monnaie n'y fut reçue long-temps
qu'au poids ; et non au compte ; I, 54.

Ecoles. Leur revenu, en Europe, ou n'est rien, ou
peu à charge au trésor public. D'où l'on tire par-
tout ce revenu. Voyez *Collèges*. IV, 135.

Tome V.

R

Ecoles publiques d'Angleterre. L'enseignement y est moins mauvais que dans les universités, etc. IV, 167.

— des rhéteurs et des philosophes se fixent d'abord à Athènes; mais sans émolumens de l'Etat, jusques vers Marc-Antonin, IV, 189 *et suiv.*

— qui peuvent servir de modèles aux Ecoles primaires du peuple, IV, 206-208.

Economie. C'est l'Economie et non l'industrie qui accroît le capital, II, 306-308.

— qui accumule, devenue rare dans presque tous les gouvernemens. Son défaut les oblige de contracter des dettes en tems de guerre : emprunts résultans, I, 105 *et suiv.*

— indispensable pour un souverain, dans un pays qui n'a ni commerce ni manufactures, V, 110 *et suiv.*

Economistes. Exposé de leur système par l'auteur, qui l'appelle système noble et généreux, mais erroné, III, 559-581-587.

— Leur système approche le plus de la vérité; éloge : ses partisans sont nombreux, III, 596.

Ecosse. Les habitans de ses montagnes désertes en partie, doivent exercer plusieurs métiers en même tems, I, 37.

— Diminution extrême de la valeur du numéraire; ce qui y réduit les rentes presque à rien, I, 74.

— Le prix du travail y est moindre qu'en Angleterre, I, 164 *et suiv.*

— Le taux courant de l'intérêt y est supérieur à celui de l'Angleterre, I, 195.

Ecosse, marche plus vite que la France vers la prospérité générale, I, 198.

— La taxe du pain n'y eut pas lieu : pourquoi ?
Avantage. En vain les boulangers y réclament des privilèges exclusifs, I, 321.

— Voyez *Casaniers*. I, 260.

Edimbourg. Ses deux banques n'ont pas de privilège, IV, 149.

— (compagnie pour les toiles angloises d'). Ses actions au dessus du pair ; mais beaucoup moins qu'elles ne l'étoient il y a quelques années, IV, 153.

Edouard VI. Son statut tendoit à détruire l'agriculture, III, 247.

Education. Voyez *Instruction*, IV, 155 et *suit.*

— La pauvreté y est un obstacle, I, 172.

— savante et gratuite, dans des maisons de charité, inconnue des anciens, I, 298.

— de la jeunesse. Dépenses pour les établissemens relatifs à cet objet, IV, 154.

— Quelles en sont les parties les mieux enseignées ? celles pour lesquelles il n'existe pas d'établissemens publics, IV, 166.

— différente de celle actuelle, chez d'autres nations, et dans d'autres siècles, IV, 184-194.

— Comment elle s'achevoit dans les premiers siècles de Rome et d'Athènes, IV, 188.

— musicale des Grecs. Son peu d'influence sur leur caractère, IV, 194.

— des femmes. On n'a pas fait d'établissemens publics pour cet objet : avantage pour elles, IV, 197.

— du peuple. L'Etat ne doit-il donc pas s'en occu-

per ? et s'il le fait comment le doit-il ? Réponse ,
IV, 198.

Education de l'homme du peuple, mérite l'attention
du gouvernement , plus que celle de l'homme riche,
ou né avec un rang , IV, 263 *et suiv.*

Eglise. Sa loterie plus avantageuse que nécessaire ,
dans tous les pays catholiques , I, 195.

— *anglicane*. Sa réforme : époque. Son ordre hiérar-
chique. Caractère de son clergé , IV, 260-263.

— *anglicane*. Très-riche , IV, 272.

— *dominante*. Met toujours le souverain en danger
lorsqu'il ne peut obtenir la plus grande influence
sur les ministres de la religion , IV, 235-238.

— d'Espagne et de Portugal. Son oppression exces-
sive , III, 268.

— *romaine*. Son état du dixième au treizième siècles
fut la plus horrible conspiration contre l'autorité
du gouvernement , et contre la liberté et la raison ,
IV, 251.

Egypte, semble avoir la première perfectionné l'agri-
culture et les manufactures. Effet heureux de sa
navigation intérieure , I, 43.

— Chaque individu y étoit lié par un principe reli-
gieux à la profession de ses pères. Abus noté , I,
135.

— ancienne , Indostan semblent avoir particulière-
ment favorisé l'agriculture , III, 603-608.

Elections. Voyez *Généralités* , IV, 375-378.

Elisabeth (reine). Cruauté de sa loi contre celui qui
exportoit une brebis angloise , III, 524.

Emolumens. Doivent toujours être payés en raison

du service de l'employé quelconque : pourquoi ?
IV, 277.

Empire d'Occident. Sa chute, troisième grande révolution : cause, IV, 34.

— *Romain.* Etat des citadins aussi malheureux que celui des campagnes après sa chute, II, 434 et suiv.

— *Romain.* Cause de sa chute : relâchement de la discipline militaire, IV, 33.

Emplois divers. Leurs effets différens, I, 125 et suiv.

Emprunt. Quand ne doit-on pas le faire à une banque, mais sur une hypothèque ? II, 237.

Emprunteurs, sont sur la même ligne que les banqueroutiers, quand la loi ne soutient pas l'exécution des contrats : exemples, I, 108.

— Leur erreur sur les emprunts de sommes d'argent : exemple, II, 243 et suiv.

Emprunts, ou prêts à un intérêt excessif dans le Bengale et dans l'ancienne Rome, I, 205 et suiv.

— faits par l'Etat, presque toujours fort avantageux aux prêteurs, V, 109 et suiv.

— Deux manières d'en faire, lesquelles tiennent un milieu entre les méthodes d'emprunter par anticipation et par fonds perpétuels. Détails de ces deux manières, V, 124.

— Cette voie pour se procurer de l'argent dispense de lever des impôts et d'offenser le peuple, pour fournir aux frais de la guerre. Insouciance des gens riches éloignés des armées, V, 133.

Emprunts hypothéqués, affoiblissent tout Etat qui suit cette pratique : exemples, V, 150-155.

Encouragemens. Le plus puissant de tous est la proportion naturelle entre l'industrie et le bénéfice, IV, 154.

Endosseurs. Tous responsables de la valeur de la lettre-de-change, envers le propriétaire de cette lettre, II, 241.

Enfans. La moitié meurent avant l'âge viril, I, 146.

— détruits toutes les nuits à la Chine, I, 155 *et suiv.*

— Moitié périssent avant neuf ans, sur-tout dans les classes indigentes, et dans les hôpitaux, où les maisons de charité de paroisses, I, 173 *et suiv.*

— étoient dispensés par une loi de Solon de nourrir leurs père et mère qui avoient négligé de leur donner un métier ou une profession quelconque, IV, 189.

Engagement, ou fonds général, pour suppléer au déficit, en prolongeant certains impôts et même en les rendant perpétuels, V, 116-120.

Enregistrement (droits d') en Angleterre. Ces droits pour les actes et écrits se bornent au paiement des honoraires des officiers chargés de l'Enregistrement, IV, 391 *et suiv.* Voyez *Timbre*.

— des hypothèques et de tous ces droits : très-avantageux au public, IV, 398.

Entraves qui gênent l'importation des marchandises étrangères que pourroit produire l'industrie nationale, III, 57.

— extraordinaires, mises à l'importation des marchandises de toutes les sortes qui viennent des pays

avec lesquels on suppose que la balance du commerce est désavantageuse ; leurs effets, III, 107.

Epargnes graduelles sur le revenu : font la source des capitaux , et la base de l'accroissement de l'industrie , III, 79.

Ephèse et Milet. Leur marche rapide vers la perfection des arts et de la civilisation , III, 327.

Epices, détruites ou brûlées par les agens de la compagnie hollandaise des Indes orientales, III, 497.

Epicier détailleur. Gain de son commerce, très-gros en apparence, n'est que le salaire équitable de son savoir et de son industrie, I, 248.

Epingles. Il faut dans l'art de les faire dix-huit opérations. Exemple cité par l'auteur concernant la division du travail, I, 8-9-10.

Esclave et métayer. Leur différence quant au droit, II, 419.

— L'ouvrage fait par leurs mains coûte plus que celui fait par des hommes libres, I, 177.

— Moins propres que des gens libres pour l'amélioration et le perfectionnement de l'agriculture, II, 415-418.

— Leur travail moins avantageux que celui des hommes libres, III, 610 et suiv.

— Impôt à tant par tête d'Esclaves : ancien usage en Europe ; existant encore en Russie. En quoi cette capitation diffère de celle des hommes libres, IV, 382.

Espagne et Portugal. Cause de la réduction qu'y éprouvent les métaux précieux : misère de ces deux

- royaumes malgré la grande quantité d'or et d'argent qui y entre. Pourquoi ? III, 267.
- Espagne et Portugal*, règnent vers la fin du quinzième siècle sur l'Océan, comme les deux plus grandes puissances navales, III, 335.
- Espagnols*, dévorés par la soif de l'or à la découverte de l'Amérique, I, 397.
- Esprit civil*, l'emporte bientôt sur l'Esprit militaire, IV, 33.
- Esprit-de-vin*, tiré de la drèche, V, 58.
- Esprit martial*. Les institutions de la Grèce et de Rome tendoient mieux à l'entretenir que la milice actuelle. Son importance, IV, 209-210.
- Estampille* sur les draps. Sûre garantie de leur bonne qualité, I, 273.
- Etablage*. Voyez *Pont* (droit de).
- Etablissement* (droit d'). Comment on l'obtient et le perd en Angleterre, I, 309 et suiv.
- européens sur la côte d'Afrique, moins peuplés et moins florissans que ceux d'Amérique. Les anciens habitans de l'Afrique et des Indes étoient pasteurs. Il fut plus difficile de les déplacer que les Américains qui étoient chasseurs, III, 493 et suiv.
- publics. Dépenses qu'ils exigent, IV, 72 et suiv.
- Etat* précaire et sans défense des habitans des villes et des bourgs : à quelle époque, II, 442.
- Toute province qui ne contribue pas aux frais de l'Etat en tems de paix et de guerre est un fardeau qui retombe sur les autres provinces ou parties de cet Etat, III, 452.

Etat, paie un intérêt pour l'usage de son propre argent, V, 115.

— *généraux* en Europe. Leur origine, leur époque : avantage que le souverain en tiroit contre la noblesse, II, 447.

— *informes* ou *civilisés*. Différence dans la variété du développement des facultés intellectuelles, IV, 202 *et suiv.*

Etoffes d'une teinture particulière : leur prix excessif chez les anciens, III, 612.

Etrangers ont une part considérable dans les fonds publics de l'Angleterre, V, 152.

Evénemens. Les deux plus grands dont l'histoire fera mention, sont la découverte de l'Amérique et le passage du cap de Bonne - Espérance : suite heureuse qu'ils pourront avoir, pour lier toutes les parties du globe, III, 471 *et suiv.*

Evêques, élus par les suffrages du peuple : ce qui ne dura pas long-tems : le clergé s'empara de ce droit : le peu d'influence des souverains à cet égard dans ce tems-là, IV, 243.

— Leur élection rendue aux chapitres : statuts à cet égard dans le quatorzième siècle, en Angleterre, IV, 253 *et suiv.*

Europe. Comment sa politique a-t-elle contribué à la formation et à la grandeur présente des colonies de l'Amérique, III, 383-386.

— Avantages généraux et particuliers qu'elle a tirés de la découverte de l'Amérique et du passage du cap de Bonne - Espérance : 1^o, avantages généraux

pour l'Europe, III, 386-392 ; 2°. particuliers pour chaque pays, *ibid.* 392 *et suiv.*

Europe. Aucune de ses contrées, en voulant s'assurer le bénéfice entier du commerce, n'est encore parvenue qu'à dépenser pour soutenir en tems de paix et défendre en tems de guerre une autorité oppressive sur les colonies, III, 474-477.

Examen, recommandé par l'auteur pour connoître la capacité des sujets sortant des écoles primaires, IV, 207.

Excise (droits d'). Portent sur les objets de luxe : exception, V, 27.

— Ses loix traversent plus les opérations du fraudeur. que celles des douanes, V, 41.

— sur la *drèche*. Tableaux des impôts, V, 56.

— de *provinces*: ce que c'est, V, 57.

Exécution des droits de péage, pont, peson, étalage, II, 436-439.

Expérience et observation. Négligées dans l'enseignement de la philosophie, par les maîtres des universités, IV, 177.

Exportation. Ses avantages, III, 258.

— Voyez les articles *Marchandise*, *Manufacturiers*, *Système commercial*, *Monopole*.

— du bled ; encouragée par la gratification : abus et danger résultant, III, 188-191.

— des grains hors de l'Angleterre : sa proportion, III, 252.

— des *grains*. Les gratifications qu'on donne pour cet effet deviennent onéreuses au gouvernement, V, 19.

— Le prix excessif du bled doit-il être par-tout in-

distinctement une raison d'en défendre l'Exportation , III , 263.

Exportation illimitée : ses inconvénients , et où ? III , 263

— de l'argent aux Indes orientales pour le commerce. Ses deux effets dans le commerce , III , 50 *et suiv.*

— des laines : les loix sévères qui la prohibent ne l'arrêtent pas : cause , III , 539.

— des marchandises du pays , encouragée de quatre manières différentes , comme quatre moyens d'accroître la quantité de l'or et de l'argent dans le commerce , III , 54 *et suiv.*

— des marchandises des colonies angloises en Angleterre ou ailleurs. Législation à cet égard : distinctions des produits , des marchandises , vaisseaux de transports , III , 354-369.

— de l'or et de l'argent , peut devenir quelquefois utile à l'Etat , III , 11. Détails sur cette Exportation , *ibid.* 13-16 *et suiv.*

— de l'or et de l'argent. La prohibition en est impossible en certain cas : exemple , III , 18.

F.

Factions des Grecs , presque toujours violentes et sanguinaires , IV , 186.

Facultés intellectuelles : différence de leur développement dans les Etats informes ou civilisés , IV , 202 *et suiv.*

— Le moyen de mettre un homme en possession de

- toutes ces Facultés est de l'obliger d'enseigner : comment? IV, 273.
- Familles* éparses dans les campagnes doivent multiplier leur industrie pour leurs besoins journaliers, I, 37.
- Farine* : les trois parties qui en constituent le prix, I, 109.
- Faux-monnayeurs* : en quel cas ils auroient beaucoup d'avantage à risquer de braver la loi, III, 290.
- Femmes* des ouvriers de la dernière classe : à quoi doit-on estimer leur travail, I, 146.
- pauvres, écossaises. Leur fécondité malgré la pauvreté, I, 171.
- d'un ordre distingué, assez souvent stériles; mais fécondes dans les bas es classes, I, 171.
- On n'a pas fait d'établissemens publics pour leur éducation : avantage qu'elles en ont, IV, 197 *et suiv.*
- Feuage*, ou impôt sur chaque feu, première règle pour l'imposition de la rente de chaque maison, IV, 354.
- Fenêtres* ou *croisées* : taxes imposées à cet égard en Angleterre. Voyez *Maisons*, IV, 354 *et suiv.*
- Féodal* (gouvernement) : quels sujets le souverain pouvoit taxer sous ce régime. Origine de la taille réelle, IV, 372 *et suiv.*
- Féodalité*, postérieure aux juridictions seigneuriales : elle a plutôt limité qu'étendu l'autorité des seigneurs, II, 468-470.
- établie; le roi ne put plus restreindre la violence des grands seigneurs, II, 472.

Féodalité. Avant ce système politique les grands ser-voient la couronne à leurs dépens avec leurs vas-saux, IV, 11 *et suiv.*

— Comment on devoit employer son revenu dans les siècles de ce gouvernement, V, 101 *et suiv.*

Fer, devenu instrument du commerce chez les Spar-tiates, I, 51.

Ferme, ne fera sortir aucun fonds des autres pos-sessions au profit de l'agriculture tant que durera l'état actuel et violent de l'Europe, II, 431.

Fermes des revenus des villes : à qui elles furent d'a-bord données, II, 438 *et suiv.*

— Quelle cause les a fait agrandir, et diminuer le nombre des tenanciers? II, 475.

— (grosses) en France. Voyez *Aides*, V, 83.

Fermier, obligé de vendre son grain en détail : loi injuste, et très-préjudiciable, III, 243.

— n'a pas intérêt de retirer de l'agriculture une par-tie des fonds qu'il y emploie, lorsqu'on met un impôt sur leur bénéfice, IV, 379.

— Succèdent aux métayers pour l'agriculture. Incér-titude de leur état au commencement : révolutions, etc. Cet état enfin aussi sûr en Angleterre que celui du propriétaire, II, 422 *et suiv.*

— n'ont point de secrets dans leurs opérations, III, 79 *et suiv.*

— Moyens proposés pour les aider dans leurs opé-rations, ou à réparer leurs pertes ; et pour les amé-liorations de leur culture, III, 246.

— des revenus publics : gens sans entrailles, V, 89.

— des revenus publics. Leur grandeur est souvent l'ef-

- fect de la ruine du peuple, et jamais de la prospérité de l'Etat, V, 90.
- Filleuses* : leur indigence, en faisant la richesse du manufacturier, III, 515.
- Finances* de France susceptibles de trois réformes, V, 92-94.
- Fisc.* Ses loix de jour en jour plus sanguinaires, surtout où le revenu public est affermé en grande partie, V, 89.
- Flandre*, fournissoit autrefois les pommes et les oignons à l'Angleterre, I, 169.
- Le commerce en est exilé par les guerres civiles, et le gouvernement espagnol, II, 489.
- Fonds* : un grand Fonds augmente plus par de petits profits qu'un petit par de grands, I, 202.
- *capital* de l'Angleterre a-t il diminué pendant la dernière guerre ? I, 204.
- deuxième : proposé pour l'amélioration de l'agriculture, III, 246.
- d'amortissement : comment il se forme en Angleterre. Avantage de ce Fonds pour contracter de nouvelles dettes, V, 122 *et suiv.*
- d'amortissement. De quoi ils sont sur-tout formés. Leur insuffisance. Usage préjudiciable qu'on en fait, V, 135 *et suiv.*
- *général*. Ce que c'est : imaginé pour couvrir les déficit. Epoque diverses où l'on usa de cette méthode, V, 114-120.
- destinés au paiement du salaire : ils sont de deux sortes. Emploi de leur augmentation, I, 148.

Fonds. Leur augmentation tend à donner plus d'industrie aux puissances du travail, I, 189 *et suiv.*

— A proportion qu'ils augmentent le salaire croît, et le bénéfice diminue, I, 191.

— Leur bénéfice n'est pas de la nature du salaire du travail : ce qui en règle la proportion, I, 104-106.

— (bénéfice des) : développemens à ce sujet, I, 191 *et suiv.*

— (bénéfice de). Voyez *Intérêt* de l'argent, I, 193 *et suiv.*

— Le bénéfice de Fonds n'est réellement affecté que de **deux** des circonstances qui font varier le salaire du travail, I, 245.

— destinés à faire agir l'industrie nationale : leur diminution fait aussi diminuer le salaire à l'avantage de la vente, et facilite les emprunts à gros intérêt. Exemples, I, 205.

— Trois circonstances établissent l'égalité des avantages et des désavantages de leur emploi, I, 254-256-259.

— des cultivateurs opprimés par les seigneurs passaient dans les villes : époque, II, 448 *et suiv.*

— De la division des Fonds : en quoi consistent ces Fonds, II, 166 *et suiv.*

— employés comme capital, ne sont qu'un revenu pour les ouvriers, II, 294.

— prêtés à intérêt : deux manières de les employer : développemens, II, 334 *et suiv.*

— prêt à intérêt. Quelle règle il suit ? Exemples, II, 335 *et suiv.*

— de chaque société, sont distribués à tous les diffé-

rens emplois de la manière qui approche le plus de la proportion où se trouve le plus grand intérêt de la société entière. Conséquence des détails, III, 478-483.

Fonds à perpétuité : pratique ruineuse pour l'Etat : suite des anticipations accumulées sur les impôts, V, 120 et suiv.

— public des différentes nations endettées de l'Europe, peut-il être représenté comme l'accumulation d'un grand capital surajouté à l'autre capital du pays, à l'aide duquel le commerce s'étend, les manufactures se multiplient, les terres sont cultivées, etc. ? Réponse de l'auteur pour la négative, V, 145-151.

— ou sources du revenu qui appartient spécialement au souverain ou à la société, IV, 286.

— pour l'administration de la justice : d'où on peut les tirer, IV, 69.

— destinés à l'agriculture : il n'est pas de l'intérêt du fermier de retirer une partie de ces fonds, lorsqu'on impose une taxe sur leur bénéfice, IV, 379.

— appliqués à des emplois particuliers : les impôts qu'on met sur leur bénéfice n'affectent jamais l'intérêt de l'argent, IV, 383.

Frais : pour l'entretien du capital fixe, II, 189 et suiv.

— du culte public : sur qui doivent-ils retomber, IV, 282.

— énormes de la dernière guerre que l'Angleterre a faite, III, 33-35.

— de défense, IV, 4.

Franco-Bourgeois,

Francs - Bourgeois, ou francs - marchands : ce que c'étoit, II, 439.

François : tous égorgés dans la Floride, III, 335.

France : décroissement extrême de la valeur du numéraire. Rentes devenues ainsi à rien, I, 74.

— Sa richesse publique moindre qu'en Angleterre : va-t-elle en rétrogradant ? I, 198.

— Commerçante avec l'étranger avant l'Angleterre. Sa marine ; importante avant même Charles VIII. Moins avancée que l'Angleterre dans l'agriculture, II, 486.

— De quels grands chemins on y a soin, selon l'auteur, IV, 87.

— Huit principales sources des revenus de l'Etat, V, 92.

— Son système d'imposition moins bon que celui d'Angleterre : détails, V, 94 *et suiv.*

Fraude, encouragée par les gros droits sur l'importation de plusieurs marchandises étrangères, et par les gratifications et les rabats sur la réexportation, V, 34 *et suiv.* 37.

Froment : à plus bas prix, et la viande à plus haut dans les douze premières années de ce siècle que dans les douze qui ont précédé 1764, I, 343.

— Son prix en Angleterre en 1350 sous Edouard III, I, 403.

Forts (premiers) que les compagnies angloises et françoises ont eus dans les Indes : quelle en fut la raison, IV, 91.

Fortune. La voie la plus sûre pour y arriver, II, 315.

— (riches) : résultantes du commerce en gros ou en détail dans les grandes villes plutôt qu'à la campagne, I, 251.

Forêts, ou *bois* : dommages qu'y causent les bestiaux, I, 377.

G.

Gain. Cinq circonstances tiennent lieu d'un petit gain dans quelques emplois, et en contre-balaçant un grand dans d'autres : développons, I, 217.

— des villes, n'est pas ce que perdent les campagnes : développemens, II, 394.

Gains ou *pertes* : leurs chances rarement portées à leur juste estimation, I, 235.

Gand, Anvers, Bruges : époque de la chute de leur commerce, II, 489.

Garance : sa culture établie en Angleterre : à quelle condition pour la taxe territoriale, IV, 333.

— Pourquoi sa culture bornée long-temps aux seules Provinces-Unies? IV, 333.

Gassendi : quitte sa chaire pour entrer dans l'église, IV, 275.

Généalogies : les histoires arabes en sont pleines, II, 478.

Généralités, *elections* en France : variation de l'assiette de la taille personnelle dans ces différentes divisions de la France. Arbitraire de cette taxe ; fausses bases, IV, 376 et suiv.

Génie ; sa différence entre les animaux semble plus marquée par la nature qu'entre les hommes , I , 34.

Germanie : ses milices redoutables aux Romains. Pourquoi ceux-ci n'en achevèrent pas la conquête , IV , 31.

Gibier, volailles : équivalent variable de différentes quantités de travail : pourquoi ? I , 424.

Gibraltar : les Phéniciens n'osèrent long - temps se hasarder à en franchir le détroit , I , 42.

— et *Minorque* : but de l'entretien de leurs garnisons , IV , 112.

Gymnases de la Grèce : leur but , leurs effets , IV , 185.

Gomme arabique ou du Sénégal : commerce tombé dans les mains des Anglois. Loix fiscales concernant son importation ou exportation , III , 546 et suiv.

Gorgias, et autres maîtres en Grèce. Profit qu'ils tiroient de leurs enseignemens , I , 300.

Gouvernement absolu dans les colonies françoises , espagnoles et portugaises , III , 375.

— *anglois*, cause de tous les vices de l'administration de la compagnie angloise aux Indes orientales , III , 509.

— *civil* ; peu nécessaire où il n'existe pas de propriétés : causes qui amènent la subordination civile , IV , 45 et suiv.

— *de France et d'Angleterre* : la différence dans leurs manières d'emprunter vient entièrement des intérêts différens des prêteurs : détails , V , 130-132.

- Ses frais très-modérés dans les anciennes monarchies de l'Europe , IV, 295.
- Leurs prodigalités, leur imprudence et leurs dépenses extravagantes sont quelquefois compensées par la sagesse et l'économie des particuliers , I, 318.
- Gracques* : jusqu'à eux il n'y avoit pas eu d'effusion de sang dans aucune faction romaine , IV, 186.
- Grades* dans les universités, autorisent les maîtres qui les ont pris à ne plus s'appliquer à l'étude , IV, 161 *et suiv.*
- des universités : nuisibles aux bons maîtres particuliers qui n'en ont pas pris , IV, 195 *et suiv.*
- Grain* ; plus cher pendant le dernier siècle , en une grande partie de l'Europe, que pendant celui-ci , et le prix du travail inférieur au prix actuel. L'ouvrier peut donc vivre actuellement plus à l'aise , I, 165.
- bien cultivés dans les contrées à vin. Exemples , I, 349.
- *étrangers* : leur libre importation ne sauroit nuire aux fermiers de l'Angleterre ; III, 77 *et suiv.*
- La baisse de leur prix n'a pas été le prix des gratifications : elles y étoient même opposées ; III, 186-188. Voyez *Marché intérieur*.
- Digression sur le commerce et la législation des Grains , III, 225 *et suiv.*
- Erreurs de l'ancien régime réglementaire de l'Europe sur le commerce des Grains. Avantages que produiroit ce commerce s'il étoit protégé , III, 236-238-244 *et suiv.*

- Proportion de ceux qu'on importe année commune en Angleterre, et de ceux qu'on y consomme, III, 252.
- Cause de la baisse de leur prix : ce fut le statut de Charles II, vingt-cinq ans avant le régime de la gratification, III, 253.
- Développemens sur leurs trois autres branches, III, 253 *et suiv.*
- L'étendue du marché intérieur du Grain doit être en proportion de l'industrie générale du pays où il croît : détails, III, 255.
- Le premier objet de la culture dans les nouvelles colonies, III, 354.
- de toute espèce, excepté le riz, et les provisions salées : leur importation des colonies angloises en Angleterre défendue, III, 358.
- Grands chemins* en France : les fonds destinés à leurs réparations et entretiens, sont sous la main du pouvoir exécutif, IV, 84.
- Gratification*, accordée à l'exportation rendit d'abord le bled plus cher, II, 6-7. Conférez, 10 *et suiv.*
- pour l'exportation du bled : son époque ; son effet sur le prix, II, 13-20.
- pour l'exportation du bled : somme énorme qu'elle a fait payer au gouvernement, II, 20.
- pour encourager la naissance de quelques manufactures, et ainsi encourager l'exportation des marchandises du pays, III, 50.
- Pourquoi doit-on les refuser ou les accorder, III, 182 *et suiv.*

- pour encourager quelques branches de l'industrie nationale, III, 182-224.
 - Leur véritable effet, III, 184.
 - Son effet sur le prix des grains exportés, comparé à celui des grains importés, III, 185.
 - pour l'exportation, tend plus à faire baisser la valeur de l'argent qu'à hausser la valeur réelle du bled. Effet de la dégradation de l'argent, III, 192-195.
 - pour l'exportation du bled, comparée à la politique de l'Espagne et du Portugal relativement à la sortie de l'or et de l'argent, plus ou moins chargée de taxes ou prohibée, III, 196-201.
 - Utile aux seuls marchands de bled, III, 203.
 - décourage les manufactures, III, 203.
 - pour l'exportation de toutes sortes de marchandises : reproches qu'on peut y faire, III, 207 *et suiv.*
 - Est-il avantageux de l'accorder à la production ? III, 208-211.
 - particulières que se sont faites réciproquement des entrepreneurs : avantages qu'ils en ont tirés, III, 210.
 - n'est quelquefois qu'un rabat : détails, III, 223.
 - quelquefois appelées *primes*, III, 224.
 - pour l'exportation : établie par le premier acte de Guillaume et de Marie, III, 259.
 - ne sont accordées que pour le bénéfice du *producteur*, et contre l'intérêt du *consommateur*, III, 556.
- Grèce.* La chute et la ruine de ses républiques dues

aux armées permanentes de Philippe de Macédoine, IV, 27.

— *ancienne*. Manière d'y servir dans les armées, ou plutôt d'y former les armées, IV, 11.

— La jeunesse étoit formée, sous les yeux du magistrat, à la gymnastique et à la musique : but de ces exercices, IV, 184 *et suiv.*

Guerre : dans les sociétés avancées, ceux qui vont à la guerre ne peuvent plus y être à leurs frais : deux causes, IV, 12.

— La perfection de l'art de la Guerre est une des deux causes qui oblige l'Etat à entretenir à ses frais ceux qui prennent les armes pour la défense commune, IV, 12 *et suiv.*

— Ses frais ne grevoient point de souverain dans les anciennes monarchies de l'Europe : pourquoi ? IV, 295.

— Ses frais n'étoient rien pour les anciennes républiques de la Grèce et de l'Italie, IV, 294.

— (art de) : le plus noble de tous les arts : d'où dépend sa perfection, IV, 17.

— malheureuse : danger du papier-monnaie en pareil cas, II, 267 *et suiv.*

Guerrier : tout individu est Guerrier dans les peuples chasseurs, pasteurs et agricoles, IV, 5-12.

Guet : privilège des communautés bourgeoises, II, 440.

Guillaume-le-Conquérant, introduit l'usage de percevoir les revenus en argent monnoyé, I, 54.

Guillaume III : ses actes relatifs aux certificats des pauvres , I , 311.

Guinées : combien on en fabrique en Angleterre avec une livre d'or , I , 89.

H.

Habitans ne se doublent en Europe que dans l'espace de 500 ans ; et en vingt ou vingt-cinq dans les colonies angloises de l'Amérique , II , 480.

Haine et préjugés : principes abusifs auxquels ils donnèrent lieu concernant le commerce de l'Angleterre avec la France , III , 109 *et suiv.*

— *et préventions* du peuple contre les marchands de bled : le gouvernement n'a fait autrefois que les fomenter , loin d'en favoriser le commerce , III , 237.

Hambourg (compagnie de) , ou ancienne compagnie de marchands aventuriers : conditions pour y être admis , IV , 98.

Hareng blanc : sa pêche. Tableaux relatifs à la gratification accordée pour cette pêche , III , 617. Voyez p. 215.

Hollande (la province de) : tout individu y est occupé nécessairement d'un commerce , I , 211.

— Plus riche que l'Angleterre à proportion de son territoire ; et l'opulence publique n'y va pas en décadence , I , 199.

— Sa situation n'y permet que les pâturages ; et elle ne peut nourrir ses habitans que des grains importés , I , 337.

— Poids considérable de ses impôts : causes , V, 96 et suiv.

Hollandois riches : pourquoi se plaisent-ils à vivre dans leur pays ? V, 98.

— Régime de leurs établissemens dans les deux Indes : compagnies , III, 337.

Hongrie : ses mines plus avantageuses que celles des Turcs, qui n'exploient qu'avec des esclaves , III, 610.

Honoraires des maîtres, payés en grande partie par les écoliers dans quelques universités ; ainsi la nécessité les porte à l'application , IV, 157.

Hospitalité ; très-grande exercée par les gens puissans en Europe : époque. Exemples , III, 464.

— très-grande exercée par le clergé, en faveur des pauvres en général et des pauvres gentilshommes : force qu'il en tiroit , IV, 247-252.

Hottentots. Voyez *Cap de Bonne-Espérance* , III, 495.

Homme (l') vit presque toujours dans la dépendance de ses semblables , I, 29.

— De tous les bagages il est le plus difficile à transporter , I, 162.

— Le besoin de les employer suit naturellement l'accroissement de la richesse nationale , I, 149.

Hudson (compagnie de la baie de) : ses premiers succès : ses modiques bénéfices , IV, 120-122.

Hydromel : sa taxe , V, 57.

Hypothèque limitée ou à perpétuité ; assignée par le gouvernement qui emprunte : effets résultans , V, 114.

- Emprunts de l'Etat sur Hypothèques : préjudice qui en résulte pour les particuliers et pour l'Etat , V, 150-155.

I.

Importation de l'or et de l'argent, n'est pas le principal et encore moins le seul avantage du commerce étranger , III, 44 *et suiv.*

- de marchandises étrangères : faux principes qui la firent restreindre par des entraves de deux espèces : détails, III, 52 *et suiv.*

— de marchandises étrangères manufacturées : Colbert fit-il bien de la défendre en France ? III, 93.

- des marchandises d'Angleterre dans ses colonies d'Amérique : avantages , III, 369-373.

— Droits établis pour la prévenir ou la diminuer nuisent au revenu des douanes autant qu'à la liberté du commerce, III, 106.

- des grains en Angleterre : sa proportion avec les grains qu'on y consomme , III, 252.

— et exportation : vice du système commercial de l'Angleterre à ces deux égards , III, 261 *et suiv.*

Imposition. Son système uniforme : la liberté qu'il laisse au commerce intérieur est la cause de la prospérité de l'Angleterre , V, 82.

- Comment pourroit-on en étendre le système en Angleterre de manière à compter sur une augmentation de revenu beaucoup plus grande, pour payer ou diminuer la dette publique ? Détails intéressans , V, 168-177.

— Leur système en Angleterre : avantage qu'il a sur ceux de tous les autres pays, V, 156 *et suiv.*

Impôt levé en argent sur le produit des terres : ses différens modes , et ses avantages ou ses inconvéniens , IV, 337.

— ou *taxe* , ou *revenu* en nature : ne peut être perçu par les grands propriétaires , ou par le prince : pourquoi ? IV, 336.

— sur les objets de nécessité : son effet sur le salaire du travail , V , 9 *et suiv.*

— sur les objets de luxe : son effet presque nul sur le salaire du travail , V , 11.

— Doit être diminué , si la consommation diminue , V, 49.

— Différentes manières, de le percevoir. La meilleure et la plus économe est de ne jamais le donner à ferme , V, 87.

— sur le transport de propriété du mort au vivant ; sur la vente des terres , sur celle des maisons : sur qui retombe-t-il ? IV, 394 *et suiv.*

— sur les objets de luxe ou de nécessité : par qui et sur quoi ils sont payés ? V , 14 *et suiv.*

— Quelques-uns quatre ou cinq fois répétés et accumulés : exemple , V, 15 *et suiv.*

— sur les objets de nécessité : sont en quelques endroits plus forts , plus onéreux qu'en Angleterre , et même ruineux : exemple de l'impôt sur le pain en Hollande , V , 20 *et suiv.*

— Leur masse tombe beaucoup plus sur les classes inférieures de la société , parce qu'elles consom-

- ment davantage , prises ensemble : détails , V , 48-50.
- Doivent être mis sur la dépense en objets de luxe , et non de nécessité des rangs inférieurs : pourquoi ? V , 51.
- sur les objets de luxe ; peuvent toujours être payés à mesure que le contribuable a besoin d'acheter : choquent la quatrième maxime générale sur les impositions , V , 71.
- annuels , en Angleterre , sur les terres ou sur la drèche , sont anticipés tous les ans. Comment se remplit le *déficit* s'il y en a , V , 115.
- pour un court espace de tems , sous le règne du roi Guillaume et sous une partie de celui de la reine Anne , V , 115 *et suiv.*
- établis durant la guerre : rarement ôtés en totalité au retour de la paix : ils servent à acquitter la dette qu'elle a fait contracter , V , 134.
- Conséquences de leurs excès : retraite de ceux qui font valoir leurs fonds : cessation de l'industrie , et ruine du commerce et de l'agriculture , V , 153 *et suiv.*
- Imprudence* a souvent les mêmes effets que la prodigalité , II , 314.
- Inconduite* dans les entreprises , II , 316.
- Inde* : génie extrêmement vicieux de l'administration de la compagnie (des Indes) angloise , III , 503 *et suiv.*
- Indépendans* : but de cette secte en Angleterre. Avantage qui en seroit probablement résulté , IV , 227.

Indes orientales (ancienne compagnie des) : sa création non sanctionnée : son désavantage : sa liaison adroite et partielle avec la nouvelle compagnie. Révolution de cette compagnie : ses pertes, ses différentes détresses ; secours qu'elle reçoit plusieurs fois du gouvernement ; enfin sa dernière détresse en 1784, et son impuissance à conduire ses propres affaires, IV, 127-144.

Indigence, cause de l'extrême mortalité des enfans de basses classes, I, 172 et suiv.

Indostan : chaque individu y est lié par un principe religieux à la profession de ses pères : abus noté, I, 133.

Industrie agricole n'arrive pas toujours à un produit très-supérieur à celui d'un pays moins riche, I, 13.

— ne trouve pas également par-tout à s'occuper : exemples, I, 36.

— et *arts* : leurs premiers progrès se sont faits sur les côtes de la mer et sur les rivages : exemple, I, 38-41.

— Toute sa somme suit d'elle-même le niveau des demandes, I, 125.

— Dans l'état primitif et permanent des choses l'augmentation de salaire auroit suivi les progrès de l'Industrie : développement, I, 138.

— s'accroît en proportion que la propagation de l'espèce humaine est encouragée par la récompense du travail, I, 177.

— de la jeunesse, est arrêtée par le long apprentissage, I, 273.

- supérieure en qualité et en valeur dans les années de bon marché, I, 185.
- étrangère. Deux circonstances peuvent donner matière à délibérer, pour la grever de quelque imposition, II, 92-97.
- Comment on doit en calculer la quantité, II, 207 et suiv.
- ou *paresse* : ce qui en détermine le caractère. Pourquoi l'emportons-nous en Industrie sur nos ancêtres ? II, 301.
- Son activité comparée dans ses effets relativement aux grandes villes commerçantes ou non commerçantes, II, 302-305.
- Sa proportion est toujours en raison du capital et du revenu, II, 305.
- nationale : comment peut-on l'animer et la soutenir avec une banque, II, 265.
- et commerce : très-favorisés de la législation depuis Elisabeth, II, 484.
- Quel est son produit ? III, 64.
- Chacun cherche à en augmenter le produit, particulièrement pour soi, III, 64-65.
- souffre plus ou moins de diminution quand on arrête la libre circulation, III, 68.
- étrangère ; peut être soumise à quelques droits en deux circonstances, III, 81-92.
- Même avantage pour celui qui en cultive une seule branche, et pour l'ouvrier qui donne tout son travail à une seule opération, III, 241.
- peu active en Espagne et en Portugal : encore ne jouit-elle pas de son travail, III, 268.

Inégalités qui résultent de la nature même des emplois, I, 217.

— résultantes du régime réglementaire de l'Europe dans les avantages ou désavantages de l'emploi des fonds. Autres inégalités qui en dérivent, I, 265 *et suiv.*

— résultante du trop grand nombre de sujets pour une profession, I, 291 *et suiv.*

Instruction de la jeunesse. Si le salaire que chaque élève donne au maître ne suffit pas, la société doit-elle fournir au surplus en y consacrant une partie du revenu général? non, selon l'auteur, IV, 155.

— *religieuse*. Les établissemens qui la concernent, sont principalement ceux des hommes de tout âge, IV, 215.

Intérêt: son taux légal, ou courant, est considérablement descendu dans les colonies angloises : pourquoi? I, 201 *et suiv.*

— Quand son taux seroit-il si bas que les seules personnes riches pourroient vivre de l'Intérêt de leur argent? I, 210 *et suiv.*

— Son taux courant en Hollande est de trois pour cent, IV, 353.

— Voyez *Fonds* et *Capital* prêté à intérêt. Baisse de l'intérêt de l'argent; quelle en fut la vraie cause depuis la découverte de l'Amérique? Proportion dans sa diminution, II, 343-349.

— Chacun est plus en état de juger de ses propres Intérêts que le législateur, III, 243.

- de l'argent : ses progrès peuvent servir à déterminer les progrès du bénéfice de fonds, I, 193 *et suiv.* Exemples et développemens, *ibid.*
- de l'argent en Angleterre, à diverses époques, I, 193.
- de l'argent plus fort en Ecosse qu'en Angleterre, I, 195.
- de l'argent plus haut dans les colonies angloises au nord de l'Amérique et dans les Indes occidentales qu'en Angleterre, I, 200.
- de l'argent : mal à propos défendu. Taux auquel il doit être, lorsqu'on le permet, II, 349 *et suiv.*
- de l'argent : peut être une des sources du revenu public : exemple de Berne, IV, 290 *et suiv.*
- et *bénéfice net* : quand leur proportion cesse-t-elle ? I, 213.
- excessif de l'argent emprunté au Bengale, et anciennement à Rome : pourquoi ? I, 205.
- le plus bas : jusqu'où doit-il descendre ? I, 210.
- *légal*. Son taux courant en France n'a pas toujours suivi le taux courant ce siècle - ci : exemples, I, 196.
- opposés des directeurs des compagnies réglées et des capitalistes, IV, 105.
- que doit payer l'emprunteur ne peut avoir de proportion qu'avec le bénéfice net et clair, I, 210.
- d'une seule classe de citoyens ne peuvent être blessés pour en favoriser une autre ; c'est offenser la justice et la protection que le gouvernement doit à tous les individus, II, 538.

Intervalle

Intervalle entre l'enfance et le moment où les hommes commencent à s'appliquer aux affaires : peut-on le mieux remplir que par les études ordinaires des collèges ou des écoles publiques ? IV, 182.

Investiture d'un bien sous le régime féodal : droit que devoit payer l'héritier en la recevant, IV, 389.

Invincible (l'), flotte espagnole défaite par les Anglois : cause de la chute de l'empire de l'Espagne sur mer, III, 335.

Isocrate : revenu qu'il tiroit de ses leçons, I, 300.

Italie (ancienne) ne s'occupoit en grande partie que de pâturages, I, 338.

— Sa belle culture, sa fertilité avant l'invasion de Charles VIII, II, 487.

— Son commerce avec l'étranger plus ancien que celui d'aucun Etat actuel de l'Europe, II, 487.

J.

Jacques II. Son acte relatif à la résidence des pauvres dans une paroisse, I, 307.

Jardins à fruits, à légumes ou à houb'on : quel en est le véritable avantage pour le propriétaire et le fermier ? I, 344.

— *potager*, bien arrosé, dans l'ancienne agriculture, étoit la possession qui, après la vigne, passoit pour rapporter davantage, I, 345.

— *potager clos* : blâmé par Démocrite, I, 347.

— Toutes leurs productions sont à meilleur marché qu'autrefois en Angleterre, I, 169.

Tome V.

T

Jeunesse : loin de se décourager, s'irrite à la vue des hasards et des dangers, I, 243.

Judiciaire (l'autorité) fut long-tems une source de revenu pour le souverain, loin d'exiger de lui des dépenses, IV, 55-60.

Juge : un seul formoit une cour de justice à Rome. Conduite qu'il avoit à tenir, IV, 192.

Juges : leurs gages ne forment qu'une foible partie des dépenses du gouvernement. On peut les charger de recevoir les frais de justice, IV, 62 *et suiv.*

Juifs bannis de Portugal s'établissent au Bresil, et introduisent quelque ordre et quelque industrie parmi les anciens colons, III, 383.

Jurisdiction sur les professeurs des lettres et sciences : inconvéniens dans l'exercice de cette autorité : exemple de ce qui se fait en France, IV, 160.

— particulière et coactive accordée aux communes, II, 440 *et suiv.*

Jurisdictions des seigneurs ou grands propriétaires plus anciennes que la loi Rodale : époque : exemples, II, 468 *et suiv.*

— ecclésiastiques ; indépendantes des cours des rois, comme celles des seigneurs temporels, IV, 246.

Justice (frais de). Seconde dépense exigée du souverain, IV, 43.

— Epoque des salaires assignés aux gens de Justice, IV, 60 *et suiv.*

— Ne fut jamais gratuite, IV, 61.

— Son administration : sur qui doit en retomber la dépense ? IV, 280 *et suiv.*

Justice. Sans elle le commerce et les manufactures ne peuvent fleurir dans un Etat, V, 109.

Justices seigneuriales, ne doivent pas leur origine au système féodal, II, 468.

K.

Kangton. Pauvreté de milliers de familles qui n'ont que la pêche pour ressource, I, 153.

Kent et Sussex. Entraves que les loix fiscales y ont mises au transport des laines, III, 529 *et suiv.*

L.

Labourage, découragé en Italie par les distributions fréquentes qu'on faisoit du bled au peuple, I, 338.

Laboureurs, ou *fermiers.* Leur état respectable aux yeux de leurs seigneurs, II, 424.

Laines. Entraves fiscales mises à ce commerce, III, 524-530.

— d'Angleterre et d'Ecosse. Leur bas prix en Angleterre, occasionné par les loix fiscales et sévères obtenues par les manufacturiers : cette baisse a-t-elle diminué le produit des laines, ou sa qualité? III, 533-538.

— filées, et pièces d'estame. Leur exportation prohibée comme celle des laines non-ouvrées, III, 542.

Lama, seule bête de somme dans les pays conquis par l'Espagne, mais plus foible que l'âne, III, 331.

Langage de la loi dans chaque cour de justice : d'où est né sa corruption, IV, 69.

Langues. L'Europe eut ses deux Langues comme en Egypte. La Langue latine, ou *sacrée*, pour les prêtres, et la^e Langue vulgaire, IV, 169.

— *Grecque et Hébraïque*. Cause de leur introduction dans les études, comme partie de l'éducation des ecclésiastiques, IV, 169.

— *Grecque et Latine*, partie considérable de l'enseignement des universités, IV, 171.

Latine (Langue). Son usage conservé : pourquoi ? IV, 168 *et suiv.*

Laurent de Médicis. Malheureux dans le commerce, y renonce, IV, 289.

Law. Banque qu'il imagine en Ecosse pour relever l'industrie, II, 257 *et suiv.*

Législation du commerce des grains, qui tient à l'établissement de la gratification, ne mérite pas les éloges qu'on lui a donnés : pourquoi ? III, 265-267.

Lettres-de-change. Privilèges qu'elles ont obtenus relativement au crédit, dans les tems barbares, et qu'elles semblent avoir conservés, II, 240.

Lettres (gens de). Chétivement récompensés vu leur grand nombre : leurs ressources avant l'imprimerie, I, 296 *et suiv.*

Liberté acquise par le serf au bout d'un an, si en se sauvant il pouvoit, pendant cet intervalle, se dérober aux poursuites de son seigneur, II, 448.

Liberté des Anglois, sacrifiée au vil intérêt des marchands et des manufacturiers, III, 554.

— des diverses branches du commerce très-utile à la société, II, 286.

— du commerce. En quel cas est-il avantageux de ne la rétablir que par gradation ? III, 97.

— du commerce a enrichi les villes et les nations où elle a été la plus grande, III, 166.

— du commerce ; fera des divers Etats de l'Europe comme autant de parties d'un grand Empire seul, et craindront moins les horreurs de la famine, III, 261 *et suiv.*

— la plus parfaite admise par les économistes. Unique moyen d'augmenter la reproduction annuelle, III, 596.

— presque entière du commerce intérieur ; cause de la prospérité de l'Angleterre, V, 82 *et suiv.*

Ligue des bourgeois avec les rois contre les brigandages des seigneurs ou barons, II, 442 *et suiv.*

— des maîtres contre les ouvriers, autorisées par le huitième acte de George III, I, 319.

— en France. Chacun des écrivains de ce tems-là se crut important : obstination fondée sur ce principe, III, 467.

Lima. Sa grande population, III, 331.

Lin. Les trois parties qui en constituent le prix, I, 109.

Lingots, quatrième espèce de monnaie en circulation, III, 36.

T A B L E

- Lingots* d'or ou d'argent. D'où dépend la durée constante de leur prix? Quelles causes le font varier, I, 97 et suiv.
- Linons* de Silésie. Leur importation en Angleterre permise en payant certains droits, III, 107.
- et *Batistes* de France. Leur entrée en Angleterre prohibée, III, 107.
- Liqueurs* qu'on brasse et les Liqueurs spiritueuses qu'on distille chez soi ne sont sujettes à aucuns droits, V, 52.
- spiritueuses. Leur consommation découragée depuis quelque tems en Angleterre, vu leur insalubrité + conséquence en faveur des Liqueurs saines, V, 57.
- Lire, écrire, compter*, sont les parties de l'éducation de l'homme du peuple, IV, 205.
- Livre* de Troies en Champagne, monnoie devenue commune dans le commerce à cause de la foire célèbre de cette ville : sa division : sa valeur, I, 55.
- Française du tems de Charlemagne, I, 55.
- Monnoie d'Ecosse, I, 55.
- *Schelling* et *Sou*. Leur proportion constamment la même depuis Charlemagne jusqu'à présent chez les François, et depuis Guillaume-le-Conquérant en Angleterre, quoique la valeur en ait beaucoup varié, I, 57.
- Romaine de bon cuivre, ou *As*, I, 55.
- Locres*, colonie grecque. Sa marche rapide vers la perfection des arts, III, 327.

Logement. Quel bénéfice produisent les matières premières propres à la construction, comme pierre des carrières, bois de charpente, etc. I, 369 *et suiv.*

Loix obtenues par l'avidité des manufacturiers ; écrites avec le sang, et aussi cruelles que celles de Dracon, III, 523 *et suiv.*

— Leur étude ne fut jamais chez les Grecs une science particulière : ce fut le contraire à Rome, où cependant il n'y avoit pas d'écoles publiques pour les enseigner, IV, 191 *et suiv.*

— conservent souvent leur force quand les circonstances qui les ont fait rendre n'existent plus, II, 408.

— très-indulgente en faveur des citadins contre les seigneurs : époque, II, 448.

— *abusives* qui autorisent les corporations : inconveniens qui en résultent, I, 289 *et suiv.*

— et *Statuts* des communautés. Leur effet sur la hausse et la baisse du prix des marchandises, I, 133-135.

— prohibitive d'emprunter à intérêt ne fait qu'augmenter l'usure : pourquoi ? I, 209.

Lombardie et Toscane ; les deux contrées les plus peuplées et les mieux cultivées de l'Europe, II, 489.

Londres, très-bien éclairée et bien pavée : pourquoi ? IV, 89.

Loteries particulières, ou de l'Etat. Leurs succès prouvent combien on est porté à exagérer les chances du gain, I, 235 *et suiv.*

Loyer. La dépense du Loyer et les autres dépenses sont en raison des divers degrés de fortune, IV, 345.

Loyers. Un impôt sur les Loyers doit plus frapper sur le riche, qui doit toujours contribuer à la dépense publique, même au-delà de la proportion de ses revenus, IV, 345 *et suiv.*

Luthériens. Une des principales sectes des novateurs modernes, IV, 261.

Luxe. Voyez *Objets de Luxe*, *Impôt*, *Taxe*, *Marchandises*.

— Jouissances idéales du Luxe : leurs moyens pris de la surabondance des besoins, I, 372 *et suiv.*

— Ameublemens, restes du Luxe qui se trouvent épars çà et là dans des maisons de campagnards et des tavernes, II, 329.

— Ses ornemens dus à la surabondance de nourriture, I, 396 *et suiv.*

— (droits sur les objets de). Ne tombent pas toujours proportionnellement ou également sur le revenu de chaque individu : détails, V, 68-70.

— (objets de). Impôt sur ces objets : son effet sur le salaire du travail, presque nul, V, 11.

— (objets de). Les impôts sur ces objets font toujours sortir de la bourse du peuple plus d'argent qu'aucun autre impôt : cet effet semble être produit de quatre manières : détails ; V, 72-80.

— (objets étrangers de). Les taxes dont on les charge tombent en général plutôt sur le riche que sur le pauvre, s'ils sont chers ; et sur tous les individus s'ils ne le sont pas, V, 47 *et suiv.*

M.

Macédoine, résiste en vain aux Romains, IV, 30.

Machines. Leur invention : une des causes de la plus grande quantité d'ouvrage dans les métiers, I, 18.

— Leur usage dans les métiers donne plus de produit en moins de tems et avec moins de travail : ce qui compense et même surpasse l'augmentation du salaire, I, 190.

Magasins publics de vin et de pharmacie de Hambourg. Une des sources du revenu public, IV, 285 *et suiv.*

Magasins publics où les marchandises importées seroient déposés pour ne payer les droits qu'au moment de la vente : examen des avantages de ce système, V, 41-47.

Magistrats appartenans aux corporations des villes, II, 440.

Magistrature. Il n'y en a presque pas chez un peuple chasseur : cause, le défaut de propriétés, IV, 43.

— locale, chargée autrefois en France de diriger les travaux requis pour l'entretien des chemins, IV, 84.

Main-d'œuvre. Ses progrès rendent les bénéfices plus nombreux, I, 110.

— Rare dans les colonies angloises, I, 152.

— Quand ne sera-t-elle pas rare, I, 153.

— Son besoin règle et détermine l'état de la population, I, 175 *et suiv.*

Maisons, ne doivent pas être imposées en proportion de ce qu'elles ont coûté à bâtir ou embellir, IV, 348.

— Dans la province de Hollande, grevées d'une taxe très-lourde et injuste, IV, 353.

— Leurs impositions : règles qu'on a suivies en Angleterre à cet égard : variations : mauvais régime de ces inégalités, IV, 354 *et suiv.*

— de campagne éloignées d'une grande ville, et dans un lieu où il y a du terrain à choisir, donnent une rente foncière de peu de chose, IV, 341.

Maîtres. Leurs ligues contre les ouvriers et ligues de ceux-ci contre les Maîtres, pour la hausse ou la baisse du prix du travail, I, 142 *et suiv.*

— Les revenus dont on les a dotés dans les collèges a plus ou moins diminué la nécessité de s'appliquer à leurs devoirs, IV, 157. Voyez *Récompenses. Rivalité. Collèges. Instruction.*

— qui formoient la jeunesse à la musique ou aux exercices militaires n'étoient point payés ni choisis par l'Etat, soit à Rome, soit à Athènes, IV, 187 *et suiv.*

— des écoles de la Grèce, obligés d'enseigner d'une ville à l'autre, vu le petit nombre d'auditeurs ; Ils se fixèrent lorsqu'il fut plus grand, IV, 189.

— de l'antiquité. Quelle autorité ils avoient sur leurs disciples, IV, 190 *et suiv.*

— dans les arts et les sciences. Rome et la Grèce n'en manquoient pas pour instruire les hommes placés au dessus du peuple, IV, 194.

Maîtres particuliers ne peuvent réussir si on salarie des professeurs publics, IV, 195.

Maladies. Certaines classes d'ouvriers ont leurs maladies particulières, I, 178.

Mamelus, maîtres de l'Égypte. Époque : ennemis des Turcs, III, 308.

Manufacture d'Abbeville : établie avec privilège exclusif, III, 79.

Manufactures. Division relative du travail, selon leur nature, I, 7-8-11.

— On peut y garder long-tems le secret d'une opération ou d'une découverte : avantage résultant, I, 130.

— et *Commerce*. Leurs progrès ont commencé plutôt en Angleterre qu'en Écosse, I, 166.

— Angloises fournissent aux ouvriers des draps communs à un prix plus commode, I, 169.

— (grandes). D'où dépend leur produit? I, 185.

— de toiles en Écosse, et celles de gros draps dans l'ouest du comté d'Yorck. Variations de leur produit : sont-elles liées avec la cherté ou le bon marché des denrées? I, 185.

— Obtiennent la préférence à bénéfice égal, sur le commerce étranger, II, 401.

— Leur origine due au commerce étranger : elles se sont introduites de deux manières : détails, II, 452-459.

— (grandes). Manquent en Espagne et en Portugal, II, 487.

— Marche lente qu'il faut suivre pour en ôter les privilèges ou pour les étendre, III, 105.

Manufactures de Rome et de la Grèce anciennes :
Détails sur leurs ouvrages et leurs prix , III ,
608-616.

— et *Métiers*. Une des causes qui oblige les so-
ciétés avancées à entretenir les armées aux frais
de l'Etat , IV , 12 *et suiv.* Voyez 18 *et suiv.*

Manufacturier. Nécessité de la résidence de son
capital , II , 367.

— Loi injuste qui lui défendoit d'être détaillier ,
III , 242.

Manufacturiers, ont des secrets dont ils se pré-
valent , III , 80.

— Erreurs de l'ancien régime réglementaire de l'E-
urope à leur égard , III , 238-240-244.

— en laines. Leur fausse hypothèse sur la qualité
supérieure des laines d'Angleterre : base des loix
fiscales qu'ils ont obtenues , III , 532.

Marc-Antonin. Ce fut vers son tems que les maîtres
des écoles reçurent un salaire de l'Etat , IV ,
190.

Marchand. Chaque individu, vu l'échange conti-
nuel des besoins, devient Marchand, et la société
entière une société de commerce , I , 47.

— qui vend dans le pays n'est jamais en opposition
d'intérêt avec le grand corps du peuple : c'est
souvent le contraire de la part de l'exportateur ,
III , 260.

Marchands en boutique , et commerçans anglois.
Leur basse cupidité : exemple , III , 444 *et
suiv.*

Marchandise. Il a d'abord fallu dans la société civile que certaines marchandises fussent devenues le moyen commun de remplacer les échanges des matières dont on avoit besoin : exemples , I, 48-49.

— La quantité de Marchandise est toujours plus facile à déterminer quant à la valeur que la quantité du travail qui en fait vraiment le prix , I, 66.

Marchandises. De leur prix réel et nominal , ou de leur prix en travail et en argent , I, 62.

— Leur prix fixé par l'échange en argent , I, 67.

— Utilité de comparer les différentes valeurs réelles d'une Marchandise en des tems et des lieux divers.

Observation importante à cet effet , I, 81.

— Trois parties en constituent ordinairement le prix : quelquefois il résulte de deux parties , et même d'une seule , I, 106-110.

— de consommation importées. Comment tirer de leur petit nombre un revenu égal au revenu net actuel des douanes ? V, 41.

— de luxe ou de nécessité. Effets différens qu'y produisent les impôts , V, 14 *et suiv.*

— Analyse des trois parties qui en constituent le prix dans l'état de société : exemple , I, 106 *et suiv.*

— qu'on peut acheter ou produire : quelle règle elles suivent , II, 17.

— énumérées et non énumérées : ce que c'est dans les colonies angloises. Leur distinction , leur commerce , leur exportation plus ou moins libres , III, 354-368.

Marchandises dont l'exportation n'a pas été affranchie des anciens droits sous George I, III, 542.

— manufacturées. Principal aliment du commerce étranger, III, 601.

— non portées sur le livre des taxes : taxe à laquelle on les impose, V, 37.

— prohibées. Comment en rendre le commerce libre avec avantage, V, 43 *et suiv.*

Marché devient la limite de la division du travail, I, 36.

— Voyez *Prix*, I, 124 *et suiv.*

— étranger. A quelque degré que le porte la gratification pour l'exportation des grains, doit s'agrandir aux dépens du Marché intérieur : détails, III, 188-190.

— intérieur, règle toujours les degrés de la division du travail ; et de là dépend la perfection de l'industrie manufacturière, III, 601.

Marchés. Les maîtres en font de plus avantageux avec ceux qui les servent dans les années de disette que dans celles d'abondance, I, 182.

— Leurs approvisionnemens ont été plus favorisés par le quinzième acte de Charles II, que par toute autre loi du livre des statuts, III, 251.

Mariage. La liberté de détruire les enfans encourage les Mariages à la Chine, I, 155.

— Privilège que les bourgeois obtinrent de marier leurs filles, de laisser leurs biens à leurs enfans en héritage, de tester de quoi il leur plairoit, sans la volonté du seigneur, II, 439.

Mariage des grands propriétaires mineurs. Le roi comme tuteur avoit seul le droit de les marier, II, 470.

Matelot. Risques qu'il court sans gagner plus que l'ouvrier, I, 242 *et suiv.*

Méditerranée. Les nations qui en habitoient les côtes arrivèrent les premières à la civilisation, I, 42.

— (commerce de la). But de l'entretien des garnisons de Gibraltar et de Minorque, IV, 112.

Mélasse et rum. Défraient-ils le planteur américain, au point de lui laisser le sucre pour bénéfice net ? I, 354 *et suiv.*

Mémoire d'apothicaire. Quelle idée cette expression présente, I, 247.

Mer du Sud (compagnie de la). Son grand capital, folie, extravagances, fripponneries de ses agens : ses révolutions malheureuses ; son déclin : sa fin : conversion du reste de son capital en annuités, IV, 122-126.

Mercantiles (projets). Les princes ou souverains y ont toujours mal réussi : pourquoi ? IV, 288 *et suiv.*

Mercier de la Rivière. Son exposé du système des économistes ; le meilleur de tous : son titre *Ordre naturel*, etc. III, 598.

Métal. Celui qui avoit été le premier instrument du commerce servit à l'estimation du prix des autres Métaux. Le *cuivre* par exemple, I, 82.

— *monnoyé*, servant de titre et de mesure de valeur, fut d'abord le seul qu'on put proposer dans les offres réelles et légales, I, 84.

Métal le plus précieux règle la valeur des monnoies tant qu'il existe une proportion réglée entre les valeurs des divers Métaux monnoyés, I, 87.

Métaphysique enseignée comme la partie la plus sublime de la philosophie, IV, 177.

Métaux. Difficultés qu'ils présentèrent d'abord comme instrumens du commerce, I, 51.

— comme instrumens du commerce devoient se peser et s'essayer : difficultés, I, 51-54.

— devenus moyens communs des échanges ou des marchés, I, 51.

— Fraude fréquente d'abord dans leur usage comme instrumens du commerce, I, 52.

— monnoyés. Leur empreinte ne servit d'abord qu'à en attester la pureté, I, 53.

— précieux, sujets à des variations dans leur valeur, selon leur plus ou moins d'abondance, I, 67 *et suiv.*

— monnoies. Distinction essentielle résultante des changemens dans la proportion réglée entre la valeur de l'argent comparée à celle de l'or, ou de celle de l'or à celle de l'argent, I, 85 *et suiv.*

— d'une mine seconde ou riche, influencent le prix des productions des autres mines, I, 383. Voyez *Mines*.

— précieux. Ce qui en fait le vrai mérite, I, 391 *et suiv.*

— précieux. Les deux causes qui peuvent en augmenter la quantité dans un pays, I, 428 *et suiv.* 430-433. Ces Métaux n'ont point diminué de valeur en

Angleterre

Angleterre depuis le milieu du quatorzième siècle ,
I, 436.

Métaux précieux ont baissé de valeur en Europe par
l'importation de l'or de l'Amérique , III, 45.

— *minéraux*. *Loix fiscales* concernant leur exporta-
tion : exceptions , III, 543 *et suiv.*

Métayer et esclave. Différence de ces deux individus
relativement à la culture , II, 419.

— A-t-il intérêt de convertir en améliorations une
partie du fonds modique qui lui revient ? II, 421.

Métayers, espèce de cultivateurs connus en France
sous ce nom. Leurs intérêts respectifs avec les pro-
priétaires des terres qu'ils tiennent , II, 418 *et
suiv.*

Métier. On peut en exercer plusieurs dans les cam-
pagnes , I, 270.

— L'homme de tous les Métiers n'est jamais riche ,
III, 243.

Métiers. Avantages considérables de la division du
travail , I, 11 *et suiv.*

— de gants ou de bas. Amende énorme pour leur
exportation , III, 551.

— et *manufactures* défendus dans quelques Etats de
l'ancienne Grèce , III, 609.

Mexico. Sa population ancienne et moderne , III,
331.

Mexique, conquis trente ans après la découverte de
Colomb. Pérou quarante ans après cette découverte ,
III, 321.

— Sa conquête projetée par un gouverneur de Cuba ,
III, 384.

Tome V.

V

Milice bourgeoise et volontaire formée en faveur des rois contre la tyrannie et les brigandages des seigneurs, II, 445.

— ou armées. Jusqu'à quel nombre d'hommes les Etats civilisés de l'Europe peuvent-ils porter leur Milice en tems de guerre, sans se ruiner, IV, 15.

— Leurs diverses espèces, IV, 20 et suiv.

Milanois. Longue durée de son arpentage ; sa perfection : les biens d'église n'y sont imposés qu'à un tiers de leur valeur, IV, 327.

Militaire (esprit). La sûreté de toute une nation en dépend : que tout citoyen l'ait, et il faudra moins de troupes réglées, IV, 109.

Mine métallique. A raison de son emplacement est plus avantageux, qu'à raison de sa productibilité, I, 381. Voyez *Métaux*, *Pérou*, *Etain*, *Plomb*.

— d'or ou d'argent, dans les pays découverts par les Espagnols à leur premier voyage, ne méritent plus les frais de l'exploitation, III, 320.

Mines exploitées par des hommes libres ou des esclaves : différence des avantages, III, 610 et suiv.

— (la compagnie des) est depuis long-temps au nombre des banqueroutiers, IV, 153.

Ministres et rois d'Angleterre. Les plus grands dissipateurs de la fortune publique, II, 326.

Mirabeau (le marquis de). Son éloge, III, 599.

Mississipi. Son système ou banque de Law, II, 248.

Modus, ou somme fixe en compensation de tout impôt ou dime. Analogie avec la taxe territoriale de l'Angleterre, IV, 338.

Mœurs. Leur rigorisme dans les petites sectes : l'Etat a deux moyens de le corriger sans violence : détails, IV, 233-235.

Moines recouvrent le droit d'élire leur abbé, IV, 253.

Monarchie. Droit de succession attribué de préférence aux mâles et à l'aîné sur les cadets : pourquoi ? II, 407 *et suiv.*

Monnoyage. Exempté de tout droit en Angleterre pour être encouragé : époques, III, 293.

Monnoie remplacée par diverses matières et denrées, bestiaux, chez les nations anciennes, ou peu civilisées, I, 48-50.

— devenue l'instrument du commerce pour toutes les nations civilisées. Règles qui en déterminent la valeur relative ou valeur d'échange, I, 58 *et suiv.*

— Comment peut-elle servir de mesure de valeur en un tems et un lieu donnés ? exemple, I, 99.

— En hausser la dénomination pour payer la dette est un expédient des plus dangereux : détails sur les suites : exemples, V, 159 *et suiv.*

— Altération de son titre : expédient pour payer la dette publique. Opération coupable : exemples, V, 165-167.

— Augmentation ou élévation directe de la Monnoie : opération d'une violence ouverte, V, 166 *et suiv.*

— Son origine et celle de son usage, I, 47.

— Les princes devraient plutôt en augmenter le métal par que de le diminuer, I, 72.

Monnoie anglaise n'a pas souffert d'altération depuis le règne de Marie et de Philippe, I, 73.

— d'Angleterre. Son état et sa valeur comparés, avant la dernière refonte, III, 288-290.

— en Angleterre n'exige qu'une faible importation annuelle de métaux précieux : détails, III, 287.

— d'argent étoit d'usage en Angleterre du tems des Saxons, I, 83.

— d'argent. On rapporte à sa valeur tous les calculs des prix des marchandises en Europe, I, 84.

— d'argent. Son *prix - marché* resta encore un peu au dessus de sa valeur sous Guillaume III, lors de la réformation de cette Monnoie, I, 92.

— d'argent. Sa dégradation en diminue la valeur, II, 8.

— d'argent, soutenue par celle d'or pendant ce siècle; l'une et l'autre au dessous de leur valeur en 1695, II, 9-10.

— de cuivre inconnue en Angleterre jusqu'au règne de Jacques I, I, 83 *et suiv.*

— d'or inconnue aux peuples qui se jettèrent sur l'Empire Romain : rare chez les Saxons jusqu'à Edouard III, I, 83.

— d'or. Sa réformation en Angleterre a augmenté la valeur de la Monnoie d'argent, I, 88.

— d'or en Angleterre, portée aussi près de son poids qu'il est possible : n'est reçue qu'au poids dans les caisses nationales, I, 88.

Monnoies. Leurs noms, divisions, et valeur de la livre chez différens peuples, à différentes époques, I, 55.

— Leur prix réglé d'abord par celui du cuivre, I, 82 *et suiv.*

- Monopole**, produit le même effet que le secret dans un métier ou dans une manufacture, I, 132.
- donne en tout tems les bénéfices les plus hauts. La concurrence opère le contraire, I, 133.
 - Les terres se vendent toujours à un prix qui tient du Monopole, II, 481.
 - qu'ont les cultivateurs anglois pour les deux articles les plus considérables du produit territorial : le *pain* et la *viande* de boucherie, II, 485.
 - favorisé dans nombre de branches de commerce en Angleterre : ses effets dans les progrès de l'industrie, III, 57 *et suiv.*
 - du marché intérieur. Le plus grand bénéfice en appartient aux marchands et aux manufacturiers : exemples, III, 72.
 - des grains, assuré par les taxes, III, 204.
 - du commerce des colonies. Son effet sur les capitaux des autres commerces, III, 400-429. Il faut distinguer entre les effets du commerce des colonies et ceux du Monopole de ce commerce, *ibid.* 429.
 - du commerce des colonies ne suffit pas seul pour y faire établir des manufactures : exemples de l'Espagne et du Portugal, III, 434 *et suiv.*
 - du commerce. Les bons effets naturels du commerce des colonies ont beaucoup surpassé en Angleterre les mauvais effets du Monopole, III, 435.
 - Son effet désavantageux sur la quantité totale d'industrie manufacturière qu'entretient la Grande-Bretagne. Effets désavantageux généraux du Mo-

- Monopole, III , 437 - 440. Comment le Monopole du commerce peut devenir utile , *ibid.* 441 *et suiv.*
- Monopole* nuisible à l'intérêt général , en devenant utile à une classe particulière , III , 444.
- Objet principal de tout ce que l'Angleterre a fait pour maintenir sa souveraineté sur ses colonies. Dépenses en pure perte : guerres sans avantages , et cela pour maintenir ce Monopole , III , 447-450.
- Diminue le revenu du grand corps du peuple , et affoiblit la faculté de satisfaire aux taxes , III , 453.
- Le grand instrument du système commercial , quoique de différente espèce , III , 483.
- dirigé par le gouvernement et sans compagnies contre les autres nations. Autre Monopole dirigé par les compagnies contre les autres marchands de la même nation : leurs effets : exemples , III , 483-486 *et suiv.*
- impossible pour les nourrisseurs de bestiaux , et facile au contraire pour les manufacturiers , III , 541.
- réuni à la ferme de l'impôt en France. Exemple. *Sel* et tabac. Produit de cette ferme , V , 90 *et suiv.*
- Monopoleurs* , devenus redoutables en Angleterre : faveur ou danger qu'on a lieu d'en espérer ou craindre , III , 103 *et suiv.*
- Mont-de-piété* de Hambourg. Une des sources du revenu public : sa quotité , IV , 291.
- Morale.* But légitime de l'ancienne philosophie Mo-

rale : but absurde de celle des écoles dans les universités, IV, 178 *et suiv.*

Morale. Il y a deux systèmes de Morale dans les sociétés civilisées : détails, IV, 228.

Morellet (l'abbé). Son erreur sur le nombre et la nature des compagnies de commerce qu'il compte comme *faillies*, IV, 147 *et suiv.*

Mortalité extrême de l'enfance, I, 172.

Morue sèche, servant de monnaie à Terre-Neuve, I, 49.

Mum, ou bière de Brunswick. Sa taxe par baril, V, 57.

Mun. Son ouvrage, intitulé *Trésor de l'Angleterre dans le commerce étranger*, devint une maxime d'économie politique pour toutes les nations commerçantes, III, 15.

Municipalités. Leur cause, leur époque en France, II, 445.

Musique. Fut-elle vraiment un des articles essentiels de l'éducation des Grecs, à leur première époque de civilisation ? IV, 186 *et suiv.*

— a manqué son but dans la formation du caractère moral des Grecs, IV, 186.

N.

Naissance. Distinction de la Naissance existe chez les peuples pasteurs, et non chez les peuples chasseurs, IV, 51-52.

Naples. Impôt de la valeur de trois pour cent sur la

valeur de tous les contrats. Composition qui en tient lieu : moins ruineux que l'*Alcavala*. Voyez ce mot, V, 81 *et suiv.*

Nation (grande). Placée au centre de nations sauvages peut arriver à l'opulence, mais elle n'auroit pas de commerce étranger. Exemple des Egyptiens et des Chinois, III, 161.

— riche, est celle qu'on est le plus tenté d'attaquer, et la moins capable de résister : deux moyens pour assurer sa défense publique, IV, 19 *et suiv.*

Nations sauvages ou civilisées. Différence des causes qui y font l'abondance ou la rareté des objets de consommation, I, 2.

— industrielles. Il en est d'elles, lorsqu'elles avancent vers la richesse, comme des individus industriels, I, 202.

— peu commerçantes. Fournissent peu de ressources pécuniaires en tems de guerre : c'est là que le souverain forme un trésor pour y subvenir, III, 42.

Navigation. Son enfance sur la Méditerranée, I, 42.

— (acte de) de la Grande-Bretagne. Ses principaux articles. Remarques sur l'animosité nationale de plusieurs articles, III, 82 *et suiv.*

Nécessité. Voyez *Objets* de nécessité. *Impôt*. *Taxe*. *Consommation*.

— (objets de). Ce que c'est, V, 7 *et suiv.*

— Quatre objets de Nécessité : sel, cuir, savon, chandelle, V, 16.

Négociant. Effets du capital qu'il emploie : remplit le troisième but de l'emploi des fonds, II, 361.

Voyez 354. Son capital n'a pas de résidence fixe et nécessaire, *ibid.* 365.

Négocians. En quel cas ils ne peuvent attendre d'autres secours, que leurs propres fonds, des autres banquiers, II, 235 *et suiv.*

Nègres de 16 à 60 ans: ce qu'ils peuvent cultiver de tabac, et, en outre, de maïs, dans les colonies anglaises, I, 357.

— esclaves, pour la culture des cannes à sucre en Amérique. Leur condition meilleure dans un gouvernement arbitraire que dans un gouvernement libre : égards qu'on doit avoir pour eux, III, 379 *et suiv.*

Noblesse, ramenée au bon ordre par la bourgeoisie. Ses châteaux abattus en Italie et en Suisse, II, 446.

Nomination aux fonctions ecclésiastiques : révolutions qu'elle éprouve en Ecosse, IV, 265 *et suiv.*

Non-conformistes en Angleterre, moins en vogue que les méthodistes, IV, 217.

Nord (les nations du) qui fondirent sur l'Empire Romain connoissoient les monnoies d'argent, I, 83.

Norwège et Ecosse. Pâturages avantageux des marécages de ces deux contrées, I, 329.

Nova Belgia, colonie hollandaise divisée aujourd'hui en *Nouvelle-York* et *Nouveau-Jersey*, III, 339.

Novateurs religieux. Leurs succès dus en grande partie à l'indolence du clergé riche et ignorant, IV, 215 *et suiv.*

- Numéraire* n'est pas la vraie richesse , mais le moyen de se la procurer , III , 23-29.
- ne doit pas être augmenté au-delà de l'usage ou du besoin , III , 29.
 - national et de la grande république. Effets de ces deux différens Numéraires , III , 36 *et suiv.*

O.

- Océan* glacial repousse toute navigation , I , 44.
- Oceana* d'Harrington , république imaginaire , III , 101.
- Offres* réelles et légales. En quels métaux elles ont dû ou pu être faites à diverses époques , I , 84 *et suiv.*
- Onthologie* , science futile et sans fondement , IV , 178.
- Ounce* universelle , résultante de la division du travail , I , 21.
- Ses progrès naturels : développemens , II , 393.
 - de plusieurs contrées. Leur grande industrie dans les siècles de barbarie , II , 450.
- Or*. Variation de son prix à l'once , en lingot au titre , à diverses époques en Angleterre , I , 89 *et suiv.*
- *pur* , monnaie de France ou de Hollande. Une once se paie à-peu-près quatorze onces d'argent dans le marché général de l'Europe , et monnaie d'Angleterre à-peu-près quinze onces , I , 91.
 - Une once d'Or monnoyé au titre ; sa vraie valeur , I , 95.

- Oren* monnoie plus commode qu'en lingot, ne revient de la monnoie au propriétaire qu'après même plusieurs mois. Léger degré de valeur que cet inconvénient lui donne de plus qu'au lingot, I, 95.
- *et argent* en lingots. Les variations accidentelles de leurs prix dépendent des mêmes causes qui font varier celui de toutes les autres marchandises, I, 97.
- *et argent*. Leur seule rareté ou abondance semble en déterminer le plus haut prix actuel, I, 390. Voyez *Péron*.
- *et argent*. D'où dépend leur proportion avec celle des marchandises, II, 284 *et suiv.*
- *et argent*. Il y a plus de moyens de les remplacer que toute autre marchandise ou denrée, III, 20.
- *et argent*; ne sont pas indispensablement nécessaires pour poursuivre les opérations de la guerre dans un pays éloigné, III, 30.
- *et argent* en circulation; peuvent être distingués en trois parties : détails sur cet objet, III, 30 *et suiv.*
- *et argent*. But de leur importation : ils sont plus utiles pour le commerce de consommation et de détour que toutes les autres marchandises, III, 285.
- Découverte que Colomb en fait à Saint-Domingue. Parti que prend la cour au retour de ce Génois : taxes, et leur réduction à proportion du produit des mines de ce métal, III, 314 *et suiv.*
- *et argent*. Ce n'est pas la pauvreté qui occasionne dans la plupart des colonies angloises la

rareté de l'Or et de l'Argent : détails sur les causes ; V, 193.

Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques.

Ouvrage de Mercier de la Rivière, III, 598.

Orfèvrerie. Son commerce quoique très-grand en Angleterre n'exige annuellement qu'une foible importation de métaux précieux : pourquoi ? III, 286 et suiv.

Orientale (compagnie). Conditions pour y être admis, IV, 99.

Ouvrages extraordinaires fabriqués dans les bonnes années ne sont pas portés sur les registres publics ; ce qui laisse de l'incertitude sur la situation d'un Etat, I, 185 et suiv.

— *publics* qui sont de nature à ne rien fournir pour leur entretien : la meilleure manière de les entretenir, IV, 89.

— *publics*, comme routes, ponts, etc. faits ou entretenus par le peuple dans les anciennes monarchies de l'Europe : époques du travail, IV, 295.

Ouvrier. Quand est-il riche ou pauvre ? I, 70.

— d'une fortune aisée jouit de tout le produit de son travail, etc. I, 141.

— indépendant est supérieur à l'Ouvrier qui se loue : pourquoi ? I, 183 et suiv.

Ouvriers. Dans tous les arts ils ont besoin, la plupart, d'un maître qui leur avance et leur salaire et leur subsistance, I, 141.

— Leurs ligue contre les maîtres défendues par des actes du parlement d'Angleterre, I, 142 et suiv.

Ouvriers de la dernière classe doivent au moins gagner le double de leur subsistance personnelle, I, 146.

— Les moins aisés doivent tirer de leur travail de quoi nourrir et élever au moins quatre enfans, I, 146 *et suiv.*

— En quelles circonstances les maîtres sont en concurrence pour se les procurer avec augmentation de salaire, I, 147.

— et domestiques à journée. Leur salaire ordinaire et général en Angleterre en 1688 : difficulté de le déterminer aujourd'hui, I, 167 *et suiv.*

— Ils ont maintenant en Angleterre les comestibles à meilleur marché, I, 169.

— travaillant à la pièce vont souvent au-delà de leurs forces par l'appât du gain : il en est de même des suites de tout travail forcé d'esprit ou de corps, I, 178 *et suiv.*

— Leurs différentes classes exposées à des maladies particulières, I, 178.

— Quelquefois paresseux lorsque les subsistances sont à bas prix, I, 180.

— productifs. Qui sont-ils ? II, 360.

— qui passent chez l'étranger, déchus de tout droit de citoyen et de la protection du roi : amende, prison à laquelle sont condamnés ceux qui les débauchent, III, 551-555.

P.

- Paie* d'un fantassin en 1614; huit sous anglois, ce qui faisoit le prix de la journée d'un ouvrier, I, 166.
- Pain* taxé, seul reste de la taxe des vivres. L'auteur voudroit que la concurrence remplaçât la taxe du Pain, I, 320.
- La concurrence pour cet aliment est la plus grande : il est donc le plus cher, I, 333.
- *et Viande*. Leurs valeurs relatives très-différentes dans les différentes périodes de l'agriculture, I, 333.
- Voyez *Bléd*. Son prix en Angleterre, etc. I, 403 *et suiv.*
- (impôt sur le). Très-lourd et ruineux pour les manufactures en Hollande, V, 20 *et suiv.*
- Paix et guerre*. Leurs alternatives influent sur le produit des grandes manufactures, I, 185.
- Pape*. Sa puissance en décadence : époque, IV, 254-256.
- Papier d'Etat* en Amérique. Préjudice résultant du long terme du paiement, II, 279-281.
- substitué à l'or. Alors la valeur entière de la grande roue de la circulation augmente celle des marchandises qui, à l'aide de cette roue, circulent, II, 209.
- *Monnoie* substitué à l'or et à l'argent. Ses espèces : développemens sur ses avantages et sa

circulation : ses limites : ses inconvéniens , II , 200 *et suiv.* Voyez *Banques*.

Papier-Monnoie a toujours dépassé , dans les banques de compagnie , les besoins de la circulation , II , 223.

— *Monnoie* occasionné par un commerce excessif , II , 228.

— *Monnoie* dangereux dans le cas de guerre malheureuse : détails , II , 267 *et suiv.*

— *Monnoie*. Avantage de n'en pas faire circuler d'une trop modique somme , II , 269-272.

— *Monnoie*. L'or et l'argent se trouvent en abondance dans les lieux où le Papier-Monnoie est confiné entre les marchands ; mais sont bannis où ce Papier s'étend à une grande partie de la circulation entre les consommateurs , II , 272.

— *Monnoie*. La loi peut-elle légitimement forcer un marchand à recevoir un Papier-Monnoie au lieu d'argent ? II , 280.

— *Monnoie* désigné par la loi de l'Etat pour être admis au paiement des taxes : quel en seroit l'avantage pour ce Papier , ou le payeur ? II , 283.

Paroisses. Taxes qui leur sont imposées pour les pauvres : conditions pour en obtenir les secours , I , 305-311.

Parthes, ou anciens Scythes. Leurs milices redoutables aux Romains , IV , 31.

Parties qui constituent le prix des marchandises , I , 101 *et suiv.*

— casuelles sous le régime féodal. Ce que c'étoit que cet impôt : détails , IV , 368 *et suiv.*

Pastoral (vie). C'est dans cette seconde époque de la société qu'a commencé l'inégalité de fortune et le gouvernement civil, IV, 54.

Pâturage non amélioré. La rente et le bénéfice en sont réglés à certain point par le bénéfice du Pâturage amélioré, I, 335 *et suiv.*

Pâturages enclos. Leurs avantages, I, 339.

Pauvre, plus laborieux dans les bonnes années. Calcul de Messance à cet égard, I, 183.

— (le) travaille à satisfaire les fantaisies du riche pour trouver à *vivre*, I, 373.

Pauvres privés des secours des couvens détruits.

Taxe résultante : fraudes des *Pauvres* et des officiers nommés pour leur soulagement, I, 305-307.

— Les impôts sur les objets de luxe les rendent plus sages et mieux réglés, V, 12.

Pauvreté, *richesse*. Ce qui les constitue réellement, I, 62.

— Avantageuse et désavantageuse : comment, I, 171 *et suiv.*

— n'est pas toujours un obstacle au mariage. Exemple pris de l'Ecosse, I, 171.

Pays encore incultes dans les grandes monarchies de l'Europe, ou forêts en général. Avantages qu'on auroit à les vendre, tant pour la population que pour les revenus publics, IV, 301.

Péage ou *passage* (droits de). Ils répondent aux droits de barrière en Angleterre : application plus ou moins juste ou utile qu'on peut faire de ces droits, V, 66 *et suiv.*

Péages

Péages pour les grands chemins, ponts et canaux, ne doivent être établis sur le commerce que dans les lieux où ces voies sont indispensables et favorisent les transports, IV, 76 *et suiv.*

— pour les grandes routes. Danger de les laisser en propriété à des particuliers, IV, 78.

— Abus de leurs administrateurs en Angleterre : ce qu'il faut faire pour y obvier, IV, 79.

Peaux, ou cuir tanné servant de monnoie dans plusieurs contrées, I, 49.

— Premiers vêtemens de l'homme : avantage et désavantage de ce commerce dans les premiers tems, I, 367.

— crues, *cuir*s tannés. Leur exportation prohibée ; exception, III, 540 *et suiv.*

Pêcheries, objet capital de la législation angloise pour augmenter la marine, III, 356.

Pêches de la baleine et du hareng : La gratification qu'elles ont obtenue est-elle avantageuse à l'opulence de la nation ? III, 211-222.

Peine prononcée contre celui qui exporte des brebis des laines angloises, III, 524 *et suiv.*

Pensylvanie. Cette colonie plus réservée que toute autre colonie angloise dans les émissions du papier, II, 281.

Pérou. Rente produite par ses mines, I, 384-392.

— Epoque de sa conquête par les Espagnols, III, 321.

Perses. La chute de leur Empire est due aux armées permanentes des Macédoniens, IV, 27.

Fortes ou gains. Leurs chances rarement bien estimées, I, 235.

Person (droit de). Voyez *Pont* (droit de).

Peuple. Le grand corps du Peuple est le plus heureux lorsque les sociétés s'élèvent par une marche progressive à la plus haute richesse, I, 176 *et suiv.*

— pasteur. Sa supériorité sur un Peuple agricole et manufacturier, IV, 34.

— (le v. assemblé en grand nombre formoit les cours de justice dans les anciennes républiques Grecques, IV, 192.

— (homme du). Son éducation mérite peut-être plus l'attention du gouvernement, dans une société civilisée, que celle de l'homme né avec un rang et de la fortune, IV, 203 *et suiv.*

— (classes inférieures du). L'Etat a le plus grand intérêt à ne pas les laisser dans l'ignorance, IV, 212.

— Doit être mis à portée de juger sainement de ceux qui sont à la tête du gouvernement dans les pays libres, IV, 213.

Peuples barbares, ou grossiers. La musique est leur premier amusement : exemples, IV, 187.

— *chasseurs, et bergers.* Tableau différent de leur vie en tems de paix et de guerre, IV, 5-9.

— opulens doivent leur supériorité à leurs manufactures plus qu'à leur agriculture, I, 11.

Philosophes et Rhéteurs. Leurs écoles, à Athènes, n'étoient pas sous la protection particulière de l'Etat, quoiqu'on y envoyât les enfans : époque, IV, 189.

Philosophie spéculative. Ses avantages dans le progrès des arts et métiers, I, 21.

— Grecque ancienne. Ses trois parties; la physique; la morale et la logique : raisons de cette division dans l'enseignement : cette division changée par les universités de l'Europe, qui y admettent cinq parties, IV, 171-176 et suiv.

— Ne fut enseignée dans les universités qu'autant qu'elle servoit à la théologie, IV, 176.

Pierres précieuses. Raison de leur prix : rente qu'elles rendent ou peuvent rendre, I, 393.

Planteurs. Les artisans le deviennent dans les pays où il y a beaucoup de terres à vendre, II, 400.

Platon. Son faste, I, 300.

Plomb. Ses mines en Ecosse : rente qu'elles rapportent au propriétaire, I, 384.

Plutarque. Revenu qu'il tiroit de ses leçons, I, 300.

Pneumatologie, ou science qui traite des esprits : science futile, IV, 177.

Poids. Les métaux pris au Poids comme instrumens de commerce, I, 54.

Poivre. Prix du sucre blanc de la Cochinchine selon lui, I, 353.

Police. Ses loix ne doivent pas tyranniser les arts et métiers, I, 135.

— *réglémentaire* de l'Europe. Inégalité qu'elle produit en portant dans certains emplois la concurrence des sujets au-delà des bornes naturelles : exemples, I, 291.

Politique (la) a eu tort d'appeller la religion à son secours : pourquoi ? IV , 224 *et suiv.*

— Angloise, remarquable sur-tout dans les colonies de l'Amérique septentrionale, III , 377.

— de l'Espagne et du Portugal, relativement aux taxes sur l'exportation de l'argent , ou à sa prohibition. L'auteur y compare les effets abusifs de la gratification pour l'exportation du bled , III , 196-201.

Pologne n'a de fabriques que celles des gros ustensiles de ménage , I , 15.

Pommes de terre. Avantages considérables de leur culture , I , 361-363.

— de terre. Difficulté de les conserver : inconvénient qui peut les faire négliger , I , 365.

Pont (droit de), péage, peson , étableage , perçu sur les voyageurs et leurs effets : à quelle époque , II , 434 *et suiv.*

Ponts et chaussées, canaux, ports. Dépenses que leurs travaux exigent : d'où les tirer ? IV , 73 *et suiv.*

Population ne se double qu'en 500 ans en Europe , I , 151.

— Elle double en Amérique dans l'espace de 20 ou 25 ans , I , 151.

— Son accroissement prouve la prospérité d'un pays , I , 151.

— C'est le besoin de la main-d'œuvre qui en règle et détermine l'état , I , 174.

Populeuse (nation). C'est seulement en raison du

nombre d'individus qui peuvent y vivre et se vêtir qu'elle est telle, I, 371.

Porée, jésuite. Le seul professeur en France dont les ouvrages méritent d'être lus selon Voltaire, IV, 271.

Port particulier dans la mère - patrie pour quelques colonies : ports indistinctement ouverts pour d'autres, III, 350-353.

Portugais veulent partager les grands bénéfices des Vénitiens, font nombre de découvertes, et passent enfin le cap de Bonne-Espérance, III, 309.

Portugal et *Espagne*. Leur commerce avec l'étranger, avec leurs colonies. Ancienneté de celui de Portugal, II, 487.

— et *Espagne*. Réduction qu'y éprouvent les métaux précieux : cause. Vice du gouvernement, oppression qu'y exerce l'église : misère de ces deux Etats avec beaucoup d'or et d'argent, III, 267 et suiv.

— Son traité de commerce de 1703 avec l'Angleterre ; peu lucratif pour celle-ci, III, 276 et suiv.

Poste. Les grands chemins de Poste et quelques autres pour le faste sont bien entretenus en France ; IV, 85 et suiv.

— (la). Une des sources du revenu du souverain, IV, 288.

Pot-de-vin. Usage préjudiciable au propriétaire, souvent nuisible au fermier, et toujours à l'Etat, IV, 316 et suiv.

Poudre à canon. Gratification accordée à son exportation, approuvée par l'auteur : pourquoi ? III, 222.

Pourvoirie. Cette oppression abolie en Angleterre : conservée ailleurs , II , 428.

Pouvoir exécutif a absorbé tous les autres pouvoirs par l'excès du despotisme , IV , 85.

— *exécutif.* On auroit toujours dû lui laisser le soin de protéger directement les branches particulières du commerce , en lui laissant aussi à percevoir les droits particuliers perçus pour cette protection , IV , 94.

— *judiciaire.* Ce qui l'a séparé du pouvoir exécutif : danger de leur réunion , IV , 69 *et suiv.*

Pragmatique. Son époque en France : ses effets , IV , 254.

Prairies artificielles ont fait baisser en plusieurs endroits le prix de la viande , I , 349.

Précepteur chez les Grecs et les Romains riches. C'étoit un esclave ou un affranchi , IV , 189.

Prélats. Leur nombreuse maison , leur suite considérable : époque , IV , 247.

Presbytérianisme. Egalité de son gouvernement ecclésiastique : en quoi il consiste , IV , 267 *et suiv.*

Prêtre , curé ou vicaire , maçon , *manœuvre.* Leurs salaires comparés en se reportant à l'an 1460 , I , 293.

Prêts à intérêt. Deux manières d'employer les emprunts : danger pour le prêteur et l'emprunteur , II , 334.

— des individus commerçans aux gouvernemens : facilité qu'ils ont à les faire , V , 108.

Primes accordées à des artistes ou à des manufactu-

riers distingués par l'excellence de leurs ouvrages : leur justice, III, 224.

Primogéniture (loi de), ou privilège de l'héritier aîné, s'introduisit peu - à - peu : à quelle époque ? Opposé aux intérêts d'une famille nombreuse, II, 407 et suiv.

— (droit de), et autres abus empêchent les grandes propriétés de se diviser, II, 480.

— (droit de) n'a pas lieu en Pensylvanie : portion de l'aîné, III, 342.

Privilèges exclusifs des communautés produisent l'effet du monopole sur le prix des marchandises ou denrées, I, 133.

— exclusifs. Cause des inégalités des avantages dans l'emploi des fonds, I, 266 et suiv.

— exclusifs des corporations, arrêtent la circulation du travail de place en place, I, 303. Voyez *Apprentissage*, *Statut*, etc.

— *exclusifs* ne garantissent pas les compagnies capitalistes même, de faire banqueroute, IV, 147.

— Les principales banques de l'Europe sont formées de compagnies capitalistes sans Privilèges : Privilège de celle de Londres, IV, 146.

— du clergé, résultant du désordre de l'Etat : danger pour le souverain s'il oseroit les attaquer, IV, 249.

Prix marchand. Effets de ses variations sur les rentes, les salaires et les bénéfices, I, 127 et suiv.

— du marché ; ce qui le détermine, I, 120.

— du marché. Circonstances qui le soutiennent au dessus du prix naturel, I, 129.

Prix du marché. Sa baisse excessive ne peut durer longtemps : pourquoi ? I, 134 *et suiv.*

— du pain et de la viande à-peu-près le même dans les villes et à la campagne : pourquoi ? I, 251.

— du travail. Ses variations ne dépendent pas des variations dans le prix des vivres, ni pour le tems, ni pour les lieux ; elles leur sont même souvent opposées, I, 163.

— du travail, plus cher en Angleterre qu'en Ecosse. Avantage résultant pour l'ouvrier, I, 164.

— du travail. Il est difficile d'en apprécier l'accroissement en Angleterre, vu l'extrême variation qu'il y a éprouvée, I, 166.

— du travail. Ce qui le fait élever dans les années d'abondance, et baisser dans celles de disette, I, 187 *et suiv.*

— *monnoie* du travail dépend beaucoup plus du Prix-monnaie du bled que de celui de la viande ou de toute autre matière brute, I, 427. Voyez *Bled. ib.* 425.

— *monnoie* des marchandises. Comment l'entend l'auteur : exemple, I, 100.

— *monnoie* du bled. Son augmentation en peut-elle encourager la production ? III, 191 *et suiv.*

— *monnoie* du bled. Règle le prix de toute autre marchandise ; celui du travail ; celui des matières que fabriquent les manufactures, III, 192 *et suiv.*
N. Ceci n'est pas toujours vrai.

— naturel et Prix marchand d'une denrée, I, 118 *et suiv.*

— *naturel.* Ce qui le constitue, I, 119.

Prix naturel. Causes de ses variations. Voyez *Denrées*, 120 et suiv. 125.

— *naturel.* Il varie avec le taux naturel de chaque partie qui le compose : causes des variations de ce taux, I, 136.

— de l'or et de l'argent : pourquoi ne varie-t-il pas continuellement ? III, 19.

— nominal ou en argent. Pourquoi a-t-il plus attiré l'attention que le Prix réel ? I, 81.

— réel de chaque chose. C'est la peine et l'embarras de l'acquérir, I, 63.

— réel et Prix nominal du travail et des marchandises. Cette distinction n'est pas purement spéculative, I, 71.

— réel et Prix nominal. Malgré l'utilité de cette distinction en créant des rentes, ou en passant des baux, elle devient nulle dans les ventes et les achats les plus ordinaires de la vie commune, I, 78.

— réel et Prix en argent ne sont plus en proportion exacte dans des marchés distant les uns des autres. Distinction importante à ce sujet : exemples, I, 79.

— réel et nominal sont l'un avec l'autre dans une proportion exacte, dans le même tems et le même lieu : exemple, I, 79.

Procureurs et gens de loi ont corrompu la langue de leur pays, pour faire plus d'écritures et gagner davantage, IV, 68.

Prodigalité. Ses effets sur les capitaux et leurs produits, II, 309-314.

Producteur. Les loix fiscales du système commercial

lui sacrifient le consommateur, contre toute équité et bonne politique, III, 555 *et suiv.*

Productives et non productives (classes) selon le système des économistes : détails, III, 566 *et suiv.*

Produit total de l'année, partagé entre les deux classes d'hommes, les uns oisifs, les autres laborieux ; ce qui en fait demeurer la valeur moyenne au même état, ou augmenter ou diminuer, I, 117.

— *annuel* de la terre et du travail ne sauroit être infini, II, 292. Consérez, 293.

— *annuel*. Emploi de la plus grande partie dans les contrées opulentes de l'Europe, II, 297 *et suiv.*

— *brut* dont la société a besoin pour sa consommation : première manière d'employer un capital : développemens, II, 355.

— *brut*. En quelle circonstance est-il avantageux de l'exporter ? II, 404.

— *brut* de la terre. Son exportation seroit un moyen incommode pour soutenir une guerre (longue et dispendieuse) étrangère, III, 45 *et suiv.*

— *de la terre*. C'est par une taxe sur ce Produit que se soutiennent plusieurs gouvernemens en Asie : il en fut de même en Egypte, IV, 334.

— *de la terre*. L'impôt peut être perçu sur ce Produit, soit en nature, soit en argent, après une évaluation, IV, 335 *et suiv.*

Produits de la terre qui donnent toujours une rente : développemens, I, 328.

— *bruts* d'un pays. On doit y renoncer toutes les fois que l'industrie emploie à les avoir plus que pour s'en procurer de semblables de l'étranger, III, 68-71.

Professeurs distingués chez les anciens étoient mieux récompensés qu'à présent, I, 298-300 *et suiv.*

— Est-il avantageux qu'ils aient des honoraires sur les revenus de l'Etat ? Réponse négative de l'auteur, IV, 195 *et suiv.* Voyez *Instruction*.

— dotés. Inconvéniens : et qui les jugera ? IV, 158 *et suiv.*

— publics, modernes, de beaucoup inférieurs à ceux de Rome et de la Grèce, IV, 195.

— les plus célèbres de la Grèce et de Rome, ont aussi été des littérateurs très-renommés : exemples, IV, 272.

Professions insalubres : mieux payées, I, 244.

— Chacun y fait les plus grands efforts, lorsqu'il attend sa fortune de leurs succès, IV, 156.

— et *arts* doivent être abandonnés à leur seule industrie : exception. En quels cas il faut les encourager, et par quels moyens ? IV, 220.

Profits. Les petits y réitérés souvent, portent plus rapidement vers la richesse, I, 202.

Profusion. Egarement accidentel, II, 314.

Projets (faiseurs de). Usage astucieux qu'ils font du papier de crédit. Difficulté de découvrir la ruse : dangers de ces manœuvres pour le prêteur, II, 245-248.

Propriétaire des terres. Ce qui constitue sa rente, I, 329.

— mineur, sous la tutèle de son supérieur, et ainsi par degrés en remontant jusqu'au roi : époque, II, 470.

Propriétaire (grand) ne peut recevoir sa rente territoriale en nature : pourquoi ? IV, 336.

— cultivateur. Il faut le ménager dans la taxe : motifs, IV, 419 *et suiv.*

— cessant de remplir sa partie sur ses terres, ou les gros impôts, le fermier ne peut plus remplir la sienne, et l'agriculture doit décliner, V, 152 *et suiv.*

Propriétaires (grands). Gens qu'ils tenoient dans leur dépendance : leur cultivateur, et l'homme qu'ils tenoient à leur suite, II, 465 *et suiv.*

— (grands) ne partagent plus avec leurs tenanciers le produit de leurs terres : époque, II, 471 *et suiv.*

— (grands) renoncent à toute l'importance et à l'autorité qu'ils tiroient de leurs droits, et ce pour des bagatelles : exemples, II, 472 *et suiv.*

— (grands), hors d'état d'arrêter le cours de la justice : époque, II, 477.

— (grands). Leur vanité d'un côté, et l'intérêt des marchands et des artisans de l'autre, causes d'une révolution importante en Europe, II, 479.

— Si tous cultivoient eux-mêmes, la partie la plus importante des revenus de l'Etat seroit beaucoup diminuée : pourquoi ? IV, 321.

Propriétés (grandes) territoriales, défavorables à la culture, II, 413 *et suiv.*

— Avantages des petites, II, 480.

— Nulles, ou peu étendues chez un peuple chasseur ; et ainsi point de magistrature, IV, 43.

Proportion entre les salaires et les bénéfices pécu-

niaires , résultante de la nature variée des emplois et des loix de police , I, 137.

Proportion entre le bénéfice net et l'intérêt, quand cesse-t-elle? I, 213.

— entre les différens taux du travail et du bénéfice, ou reste la même, ou revient bientôt à son même état après les révolutions dans l'opulence nationale, I, 321.

— *naturelle* et ordinaire entre la rente et le bénéfice du vin, et la rente et le bénéfice du bled et des pâturages, comment doit-elle s'entendre? I, 351.

— *naturelle* entre l'industrie et le bénéfice, est le plus efficace de tous les encouragemens, IV, 154.

Prosélytes ont été presque tirés du bas peuple à la naissance des nouvelles sectes, IV, 230.

Prosélytisme. Le clergé bien renté en a négligé l'art, si bien cultivé par les non-conformistes et les méthodistes, IV, 215 *et suiv.*

Protection que le commerce exige en général et en particulier, IV, 91-93.

— du commerce. Dans la plupart des Etats commerçans, les compagnies se sont elles-mêmes chargées de cette protection : abus noté par l'auteur, IV, 95.

Puritains persécutés s'établissent en Amérique, III, 383.

Pythagore. Son école établie dans une colonie italienne, III, 327.

Q.

Quesnay, auteur ingénieux du système des économistes qu'expose l'auteur. Réfutation de *Quesnay*, sur la comparaison du corps politique avec le corps humain, III, 584.

Quito. Sa grande population, III, 331.

R.

Rabat, en langage de douane, ce que c'est, III, 223.

Rabats pour la réexportation des marchandises des colonies angloises et des nations étrangères : leurs effets sur les douanes : leur but : leur justice : leur utilité, III, 170-181.

Recherches sur la nature et les causes des richesses des nations. Plan de cet ouvrage : ses divisions, Voyez l'Introduction.

Récompense (la véritable) de l'ouvrier a peut-être augmenté pendant ce siècle dans une proportion encore plus grande que la prix en argent, I, 169.

Récompenses. Les plus grandes ne sont pas toujours un aiguillon nécessaire pour pousser aux plus grands efforts, IV, 156. Voyez *Maitres*.

— Petites distinctions à donner pour encourager les élèves des écoles primaires, IV, 207.

Redevance payée au seigneur. Très-foible : époque, II, 465.

Refonte secrète de la monnoie. On n'y emploie que les pièces les plus pesantes et les meilleures : pourquoi ? III, 293. Voyez 289.

Réforme (religieuse) née des disputes qui s'élèvent en Allemagne : époque. Effets de la prédication et des mœurs des novateurs, IV, 256-261.

Régime réglementaire de l'Europe, une des causes de la différence qui se trouve entre le salaire et le bénéfice pécuniaires, I, 217.

— *réglementaire* de l'Europe. Inégalités qui en résultent dans les avantages ou désavantages de l'emploi des fouds, I, 266.

— *réglementaire* rompt l'égalité qui devrait régner dans les avantages réciproques des villes et des campagnes, I, 280-286.

— végétal avec le beurre, le lait, le fromage, l'huile. Très-sain et préférable à la viande, V, 21.

Registres publics ne prouvent pas toujours la prospérité ou la décadence d'un Etat : pourquoi ? I, 186.

Règlemens qui gênent l'industrie sont nuisibles au bien général, III, 68 et suiv.

Relief. Ce que c'étoit sous le régime féodal, IV, 389.

Religion. Détails sur les établissemens qui la concernent, sur ses ministres : leur autorité ; leurs classes ; leur ambition ; leur corps dangereux pour l'Etat, les souverains et même le peuple, IV, 214-278.

Remises faites pour encourager l'exportation des marchandises du pays, III, 54.

Renchérissemens. Quelques-uns dépendent de causes accidentelles, d'autres de causes naturelles, I, 130 et suiv.

Rente. Deux causes en font varier la valeur, I, 71.

— Elle ne sera pas sujette à perdre de sa valeur, si elle n'est pas constituée pour une somme déterminée d'argent, I, 71.

— stipulée en bled, n'est sujette qu'aux variations dans la quantité de travail qu'une telle quantité de bled peut acheter, I, 75.

— stipulée en toute autre denrée que le bled, sujette à des variations, I, 75.

— *salaires, bénéfice.* Sources de tout revenu, I, 112.

— confondue quelquefois avec le bénéfice, I, 114 et suiv.

— Son état constant, ou ses variations selon les variations du prix marchand des denrées, I, 127.

— Son origine, I, 140.

— de la terre. Développemens, I, 322.

— (la) considérée comme prix donné pour payer l'usage de la terre est un prix du monopole, I, 325.

— (la) forme une partie du prix des denrées, I, 326.

— fondée sur trois circonstances, I, 327.

— du produit des terres. Ce qui la constitue pour le propriétaire, I, 329.

Rente

Rente de la terre. Causes de ses variations, I, 330
et suiv.

— et bénéfice des herbages et du bled. L'égalité n'y a lieu dans un grand pays que pour les terres cultivées, I, 336.

— et *bénéfice* du pâturage. Par quelles circonstances sont-ils quelquefois réglés? I, 339.

— et *bénéfice* des productions qui demandent une plus grande dépense, suivent pour règle la Rente et bénéfice du bled et des pâturages : exception, I, 350.

— du propriétaire. En quel cas seroit-elle plus considérable que celle des terres à bled? I, 359.

— En quel cas le propriétaire tire-t-il ou ne tire-t-il pas une Rente de la terre? I, 366 *et suiv.*

— des carrières, bois et autres matières de construction : purement accidentelle, I, 369 *et suiv.*

— de toute autre production que des alimentaires. Quelle est sa vraie source, I, 374.

— En quel cas les productions n'en rapportent pas? exemples, I, 374 *et suiv.*

— du charbon de terre. Degrés où elle peut être, selon certaines circonstances, I, 381.

— des biens qui naissent à la surface de la terre, est absolue en raison de la fertilité, et non relative, I, 395 *et suiv.*

— fixe pour le paiement de la taxe, II, 437-438.

— Elle ne paie jamais l'intérêt de ce que la terre a coûté, II, 481.

— des terres de toutes les monarchies de l'Europe.

- A quoi s'élèveroient-elles si elles appartenoient à un seul propriétaire? IV, 296.
- Rente des terres.* Invariabilité de son évaluation : l'avantage qui en résulte pour le propriétaire est principalement dû à quelques circonstances étrangères à la nature de la taxe : détails, IV, 313-315.
- en nature, et en outre une rente en service. Usage plus nuisible au fermier qu'utile au propriétaire : surtaxe, moyen d'arrêter cette pratique nuisible à l'Etat, IV, 319.
 - *des maisons*, quoique semblable à celle des terres, en diffère sous certain rapport, IV, 346.
 - *des maisons.* Comment la constater exactement ? IV, 347 *et suiv.*
 - *foncière des maisons*, plus propre à être imposée que la simple Rente des maisons. Développement sur la différence de l'impôt de l'une et de l'autre : les Rentes foncières des maisons ne doivent pas d'impôt si elles ne sont pas habitées, IV, 349.
 - *foncière*, et la Rente ordinaire des terres sont peut-être l'espèce de revenu qui peut le mieux supporter une taxe particulière, IV, 350.
 - de la terre, moins propre à supporter un impôt que les Rentes foncières : pourquoi ? IV, 350 *et suiv.*
 - *foncière*, et Rente du bâtiment. Difficulté de les distinguer : conséquence relativement à la non-imposition de la première, IV, 351.
 - *des maisons.* En quelle proportion elle est chargée en Angleterre : variations à cet égard : leurs causes, IV, 352.

Rentes en argent. Leur décroissement successif : causes, I, 72 *et suiv.*

— constituées en bled ont beaucoup moins perdu que celles en argent, I, 73.

Rentes des terres. En quel cas pourroient-elles défrayer les dépenses ordinaires du gouvernement, IV, 296.

— des terres; très-hautes actuellement en Ecosse; ce qui est dû à la rareté des clôtures, I, 339.

— Plus fortes près des grandes villes, des grands chemins, des rivières navigables, canaux, etc. I, 339 *et suiv.*

— sur les maisons; divisées en deux parties : Rente du *bâtiment* et Rente *foncière*. Développement sur la première à l'égard de l'intérêt du propriétaire, du locataire et de leurs taxes, IV, 339.

— annuelles ou à vie. Emprunts sur ces fonds à différentes époques : examen des avantages des prêteurs ou des acheteurs dans les fonds publics, V, 126 *et suiv.*

— annuelles pour termes d'années, ou à vie, accordées en sus de la Rente annuelle rachetable, mais comme pour encourager les prêteurs, V, 127.

— annuelles accordées à vie ou sur des têtes séparées, ou sur des lots à vie : analogues aux *Tontines* de France, V, 127 *et suiv.*

Représailles; avantageuses de concessions de liberté pour le commerce, II, 94 *et suiv.*

Représentans du peuple dans les colonies anglaises; appui de la liberté, III, 373 *et suiv.*

Représentation nationale. Les anciens n'en avoient pas l'idée : conseils de l'auteur relativement aux Américains, pour les tenir attachés ou les ramener à l'Angleterre, III, 469 *et suiv.*

République Romaine. Les alliés, vers son déclin, demandent le droit de *citoyen Romain* : le refus qu'on leur en fait allume la guerre, III, 464.

Républiques. Leur époque, leur cause en Italie : celle de Berne en Suisse, II, 446.

— de l'ancienne Grèce. Se former aux exercices militaires c'étoit remplir une partie de l'éducation requise par les loix, de la part de tout homme libre, IV, 15.

— anciennes de la Grèce et de l'Italie. La rente de leurs terres modiques suffisoit aux frais du gouvernement, IV, 294.

Résidence des pauvres dans une paroisse, pour jouir des secours de la taxe, I, 306-312.

Rétribution. Quelques universités défendent aux professeurs d'en recevoir de leurs disciples : inconveniens, IV, 158 *et suiv.* Voyez *Honoraires.*

Revenu général ou particulier. Sources d'où il sort, I, 112-113.

— Ses trois espèces confondues quelquefois, I, 114.

— total. Ce qui le forme : Revenu net : en quoi il consiste, II, 185 *et suiv.*

— Différens sens de ce mot : en quoi consiste le Revenu, II, 196 *et suiv.* 198 *et suiv.*

— Comment le dépenser avantageusement, tant pour le particulier que pour la nation, II, 327.

Revenu des villes. Comment il étoit affermé à la suite des conquêtes des Barbares, II, 437 *et suiv.*

— quelconque de l'Eglise est toujours une soustraction faite à celui de l'Etat : ainsi plus ce Revenu est grand, moins l'Etat se trouve riche, IV, 276 *et suiv.*

— qui provient des fonds appliqués à tous les emplois. L'impôt qu'on y met tombe dans plusieurs cas sur l'intérêt de l'argent, IV, 384.

— général ou public de la société. Quelles en sont les sources? IV, 284 *et suiv.*

— ordinaire de la Grande-Bretagne. A quoi il se monte en général : détails, IV, 296 *et suiv.* et 298.

— du grand corps du peuple est en proportion, non de la rente mais du produit : détails, IV, 297 *et suiv.*

— que l'Etat tire des impôts sur les objets de nécessité; fondé en raison, V, 19.

— Comment il falloit l'employer dans l'état barbare de la société, et ensuite dans les siècles de féodalité, V, 100 *et suiv.*

— public. La seule partie qui n'en est pas encore engagée : sa dépense par anticipation, V, 115.

— public. Ses deux sources primitives; les terres et les capitaux, V, 152.

Riches, emploient pour eux seuls ce qui jadis servoit à l'entretien de nombre de familles, II, 472 *et suiv.*

— (les). Particulièrement intéressés à ce qu'il y ait un ordre civil, IV, 54.

Richesse, pauvreté, sont en proportion des moyens de se procurer les objets de nécessité, d'aisance et d'agrément, I, 62.

— (la) est le pouvoir, dit Hobbes : développement de l'auteur, I, 64.

— nationale. Son accroissement continuuel est ce qui produit la hausse du salaire du travail, I, 149.

Richesses des villes contribuèrent de trois manières à l'amélioration et à la culture de leur territoire, II, 461-463.

Richesse ne consiste que dans ce que l'or et l'argent peuvent acheter, et non dans le numéraire, III, 23.

— d'un peuple voisin. Ses avantages ou désavantages en tems de paix ou de guerre, III, 159.

— d'un peuple voisin est une occasion probable et prochaine pour une nation de s'élever aussi à la Richesse, III, 161.

— de l'Angleterre ne s'est pas accrue en proportion de celle de ses colonies depuis l'acte de navigation, III, 401.

Risques (le mépris des) et l'espérance des succès n'ont jamais plus d'action que dans la jeunesse : exemple des soldats, des matelots, etc. I, 239-243.

Rivalité des manufacturiers chez une nation riche peut devenir dangereuse aux voisins ; cependant elle tourne à l'avantage du grand corps du peuple, III, 160 et suiv.

— (l'esprit de) parmi des compétiteurs tourne au profit de la société, par la perfection et l'exactitude du travail, IV, 156.

Riz. Un bon champ de Riz produit bien plus de nourriture que le champ de bled le plus fertile : nature du champ de Riz, I, 360 *et suiv.*

Roi actuel d'Angleterre et le feu Roi de Prusse, les deux seuls grands princes qui aient thésaurisé depuis la mort de Henri IV en 1610, V, 105.

Rois et ministres d'Angleterre, les plus grands dissipateurs de la fortune publique, II, 326.

Romains n'eurent d'abord que du cuivre sans empreinte pour instrument du commerce, I, 51.

— ne connoissoient que la monnoie de cuivre jusqu'à cinq ans avant la première guerre punique, époque de leur première monnoie d'argent, I, 82.

— Leur caractère supérieur à celui des Grecs, dû à la bonne constitution de leurs *cours de justice*, IV, 193.

— Expédiens dont ils usèrent pour payer les dettes de l'Etat et des particuliers, en diverses circonstances, V, 161-164.

Rome. Emprunts qu'on y faisoit à un intérêt excessif, I, 206.

— (l'ancienne) n'avoit de pain que du bled importé comme tribut des nations conquises, I, 338.

— ancienne. L'agriculteur y étoit en même tems soldat, IV, 11.

— ancienne. Les exercices du Champ de Mars y suppléaient aux gymnases de la Grèce, IV, 15 *et suiv.*

— Causes des variations de sa fortune. Voyez *Carthage*, IV, 28-31.

Rome. Avantage de son éducation sur celle de la Grèce, quant au caractère moral, IV, 185 *et suiv.*

Roture (biens en). Plus taxés que ceux des nobles en plusieurs pays. Les nobles sont exempts de la taxe des terres en France : il en est de même en Sardaigne, IV, 328.

Routes, chemins publics, canaux. Le produit territorial sur lequel les souverains de la Chine, du Bengale et de l'Égypte ont perçu l'impôt, les engageoit à entretenir ces voies de transport : pourquoi ? IV, 335.

Russie. Ses soldats prouvent en 1756 l'avantage des armées permanentes, IV, 35 *et suiv.*

— (compagnie de). Conditions pour y être admis, IV, 99.

S.

Saint-Domingue. La plus belle et la plus riche colonie à sucre de l'Amérique, III, 340.

Saint-Eustache. Voyez *Curacao*, III, 338.

Salaire, bénéfice et rente, sources de tout revenu, I, 112.

— du travail. Développemens, I, 138.

— commun dépend par-tout d'une convention entre deux parties intéressées, l'une à baisser le prix du Salaire, ce sont les maîtres ; l'autre à le faire hausser, ce sont les ouvriers, I, 142.

— des ouvriers doit être quelque chose de plus que le simple nécessaire : pourquoi ? I, 146.

Salaire. Il est certain taux au dessous duquel il ne peut rester long-tems, I, 146.

— Quelques circonstances le font monter au dessus du taux le plus bas qu'on ose proposer, I, 147.

— moins payé en Angleterre qu'en Amérique : pourquoi ? I, 150.

— Il suffit en Angleterre à la subsistance de l'ouvrier : distinction entre Salaire d'été et d'hiver. Taux général du Salaire à Londres, aux environs ; à Edimbourg, aux environs ; et en Ecosse en général, I, 162.

— Il est presque impossible que la loi le règle, I, 168.

— Son augmentation contribue à la multiplication de l'espèce humaine, I, 173.

— Avantages de son haut prix qui est l'effet nécessaire de la prospérité nationale, I, 176.

— en argent. Règles qu'il suit, I, 186.

— Son accroissement fait élever le prix d'une foule de marchandises, I, 189.

— Voyez *Bénéfice* de fonds, I, 191.

— Difficulté d'en déterminer le *prix moyen*, qui même ne peut faire juger du bénéfice de fonds, I, 192.

— Quand arrive-t-il à un taux précis pour subsister rigoureusement ? I, 206.

— Quand descend-il au taux le plus bas ? I, 206.

— du travail (le haut). Comment est-il quelquefois compensé ? I, 213.

— et *bénéfice* dans les divers emplois du travail, I, 216.

— et *bénéfices* pécuniaires. Différence qui existe en-

tr'eux suivant les divers emplois des fonds. Causes d'où elle dépend, I, 217.

Salaire du travail. Cinq circonstances le font varier : développemens, I, 218.221.224.229.230.

— Usage de le taxer par des loix tombé en désuétude ; quelquefois on le fait revivre , tantôt au profit du maître , tantôt à celui de l'ouvrier : exemples , I, 318 *et suiv.*

— Les professeurs de l'ancienne Rome et de la Grèce n'en reçurent aucun de l'Etat que vers Marc-Antoine , IV, 190.

— assigné aux professeurs publics, nuisible aux maîtres particuliers : en quoi ? IV, 195.

— du travail. Taxes qu'on peut y mettre : leurs effets , IV, 400-406.

— du travail. Effet qu'y produit l'impôt sur les objets de luxe , ou non indispensables , V, 11 *et suiv.*

Salaires et *bénéfices* suivent un taux ordinaire et commun , I, 118.

Savans, très-considérés chez les anciens, I, 301.

Savoie et *Piémont*. Leur arpentage achevé par le dernier roi de Sardaigne , IV, 327.

Savon. Impôt qu'il paie , V, 17.

Saxons (rois). Leur revenu leur étoit payé en nature , non en monnoie , I, 54.

Science, récompensée d'une manière plus avantageuse que préjudiciable au public, quoiqu'elle dégrade un peu le talent qui professe, I, 301.

Schelling, originairement un poids. Sa proportion entre le *sou* et entre la *livre* moins uniforme et constante, que celle entre le *sou* et la *livre*, I, 56.

- Sa variation sous les anciens Saxons, I, 57.
- Scythes* ou *Tartares*. Les ennemis les plus formidables que les Romains rencontrèrent, IV, 31.
- et Germains détruisent l'Empire Romain : cause, IV, 33.
- Scythie*, demeurée incivilisée, I, 44.
- Secret* d'une découverte, peut quelquefois se garder long-tems dans une manufacture, ou dans un métier : avantage résultant, I, 130.
- Secrets*. Les fermiers n'en ont point dans leurs opérations : différens en cela des manufacturiers, III, 80.
- Sectes* des novateurs. Deux principales admises par une autorité légale dans plusieurs Etats. *Luthériens* et *Calvinistes*, IV, 261.
- *religieuses*. Danger de n'en avoir qu'une prédominante dans un Etat : avantage de les multiplier, IV, 225 et suiv. 228.
- *religieuses* ont commencé presque toutes par des principes de morale très-austères : l'homme du peuple est obligé de s'y conformer, IV, 230 et suiv.
- Seigneurage* (droit de) porte la valeur de la monnoie au dessus de sa valeur réelle. Exemple de ce qui se fait en France : état réel de sa monnoie, III, 291 et suiv.
- Seigneurs*. Leur brigandage, leur fureur contre les rois et les bourgeois des villes, II, 442.
- toujours en guerre les uns contre les autres, et même contre le roi : époque, II, 471.
- temporels, moins unis entr'eux que les membres du clergé, IV, 247.

Scl, denrée qui sert de monnoie en Abyssinie pour les achats, I, 49.

— Impôt qu'il paie en Angleterre; V, 16.

— Produit de sa ferme en France : réuni à celui du tabac, V, 91.

Serf. Son état malheureux en Europe : légère amende imposée au maître qui estropioit ou tuoit cet esclave, II, 414.

Serment. Pourquoi les Romains l'ont-ils tant respecté ? IV, 193.

Service militaire, converti en argent : à quelle époque, IV, 14.

Servitude. Epoque obscure à laquelle la Servitude a commencé à s'anéantir en Europe, et comment ? II, 419 et suiv.

Servitudes publiques, jadis aussi arbitraires que les Servitudes privées, II, 427.

Sesterce. Sa valeur à Rome, I, 83.

Sicles pesés, lorsqu'Abraham paie le champ de Machpelah, I, 54.

Silésie. Différence des taxes sur les terres tenues en fiefs nobles, et sur celles tenues en roture : les premières plus chargées : pourquoi ? IV, 328.

Société. Il est possible qu'elle existe sans magistrat : pourquoi ? IV, 44.

— (la) entière devient par les échanges continuels des besoins une Société de commerce, I, 47.

— (la) n'emploie pas annuellement tout le travail qu'elle peut acheter, I, 117.

— A quelles époques est-elle la plus heureuse, ou gênée, ou malheureuse ? I, 177.

- En quel cas la moitié de la Société peut elle nourrir l'autre ? I, 372.
- dont la prospérité commence. Gradation de l'emploi de son capital : agriculture, manufacture, commerce étranger, II, 403. Cet ordre interverti dans les Etats modernes de l'Europe, *ibid.*
- Sociétés civilisées.* Il y a, dans toutes, deux systèmes de morale ; l'un austère, l'autre relâché : pourquoi ? IV, 229.
- Soie* (manufactures de). Comment en Angleterre elles pourroient vendre à meilleur marché que celles de France et d'Italie, V, 46.
- Soirées* de France meilleures et moins chères que les angloises : pourquoi ? I, 14.
- Sol.* Sa différence influe plus sur le vin que sur toutes les autres productions végétales, I, 351.
- Soldat.* Chaque individu l'étoit dans les anciens Etats de la Grèce, à Rome, et sous le gouvernement féodal primitif, IV, 16.
- Soldats.* Rarement leurs enfans passent quatorze ans, I, 172.
- Solde* des armées éloignées. Comment on y pourvoit, III, 30.
- Somme d'argent.* Différens sens de cette expression : exemples, II, 193 et suiv.
- Sorciers.* La loi qui abrogea toute poursuite contre les Sorciers fit cesser la magie et la sorcellerie, III, 251.
- Sou* anglois, françois, écossois. Sa valeur ou son poids d'argent à son origine, I, 56.

Son anglois , écossois , françois. Extrême réduction de sa valeur originaire , I , 57 *et suiv.*

— françois , sous la première race. Variation de sa valeur , I , 56.

Souverain. Protéger la société contre toute invasion est son premier devoir : force dont il a besoin pour cet effet , IV , 4 *et suiv.*

— dépense nécessaire pour soutenir sa dignité , IV , 279 *et suiv.*

— porté à thésauriser dans les âges qui ne connoissent pas le commerce et les arts , V , 103.

Souverains. Leur mauvaise foi , cause de la diminution graduelle de la quantité réelle du métal dans la monnoie : raisons de cet abus des princes , I , 57-58.

— Trop impuissans pour protéger la partie foible de leurs sujets contre la tyrannie , II , 442.

— et gens puissans. Très - hospitaliers : époque , II , 464.

— Dépouillés de toute autorité sur le clergé , et la collation des bénéfices quelconques , IV , 245.

Spartiates n'eurent d'abord que du fer pour instrument du commerce , I , 51.

Statut des ouvriers. Son époque , I , 403.

— de Charles II , rend certaine liberté au commerce des grains , III , 247.

— du roi régnant n'annule pas les restrictions de celui de Charles II sur le commerce des grains , en le rendant plus libre , III , 248.

Statuts d'apprentissage , produisent l'effet du monopole , I , 133.

Statuts. Privilège d'en faire accordé aux corporations des villes, II, 440.

— Moins rigoureux que celui d'Edouard VI concernant la vente des grains : leur effet, III, 247 *et suiv.*

— des *provocurs*. Ce que ce fut en Angleterre, IV, 254.

Sterling, marque que l'Angleterre imprime sur la vaisselle pour en attester la pureté. Livre sterling : sa valeur primitive, I, 53 *et suiv.*

— (marque) sur la vaisselle : sûre garantie pour l'acheteur, I, 273.

Subordination. Les quatre causes qui l'amènent, IV, 46-51.

Subside ancien. Quotité de cette taxe, III, 170. Conférez, 171 *et suiv.*

Subsistance de quatre enfans équivalant à celle d'un homme, I, 147.

Substances. Leur prix influe sur le prix du travail, I, 186.

Substitutions, suite de la loi de primogéniture. Leur but : préjudiciables à l'agriculture, II, 409-413.

— perpétuelles proscrites en Angleterre. Leur terme moins prolongé qu'ailleurs : en Ecosse, tiennent rigoureusement grevée une cinquième partie des terres, II, 411.

— ne laissent pas en Ecosse aux héritiers la liberté de faire des baux à longs termes, II, 425.

Successions. Taxe qu'on y met en Hollande : sa nature, IV, 387.

- Sucre**, servant de monnoie dans plusieurs colonies de l'Amérique, I, 49.
- (terres à) des Indes occidentales, comparées aux plus riches vignobles, I, 353.
 - Dans les colonies angloises, il n'y a pas de proportion entre le prix du Sucre et celui du bled et du riz, I, 354.
 - Sa culture plus avantageuse que celle du tabac aux Indes occidentales, II, 418.
 - des colonies angloises: peu exporté chez l'étranger, III, 357.
- Suédois** s'établissent dans le Nouveau - Jersey, colonie qui passe aux Hollandois, ensuite aux Anglois, III, 336.
- Sund** (passage du). Droit considérable de transit qu'y perçoit le roi de Dannemarck, V, 68.
- Surinam**, colonie moins florissante que les autres colonies à sucre des Européens, III, 337.
- Suzerain** (seigneur). Ses droits pour donner l'investiture, ou permettre au vassal l'aliénation de son bien, IV, 389 *et suiv.*
- Syracuse**, Agrigente, et autres colonies grecques. Leur marche rapide vers la perfection des arts et les richesses, III, 327.
- Système commercial**, élevé à un degré éminent de gloire et de splendeur par la découverte de l'Amérique et le passage du cap de Bonne - Espérance. But de ce système, III, 473.
- commercial. Tous ses réglemens dérangent plus ou moins la distribution naturelle des fonds de chaque société;

- société; mais sur-tout le commerce des deux Indes : pourquoi ? III, 483.
- commercial. Conclusion des réflexions de l'auteur à ce sujet. Les marchands et les manufacturiers ont été les auteurs de ce système vicieux, III, 511. 558.
- des économistes. Sa réfutation, III, 587 *et suiv.* Voyez *Economistes*.
- régulier de la jurisprudence romaine dû à l'usage des cours de justice, IV, 192 *et suiv.*

T.

- Tubac* servant de monnoie en Virginie, I, 49.
- Sa culture préférée en Virginie et dans le Maryland à celle du bled, I, 355.
- Sa culture limitée par les planteurs Anglo-Américains : pourquoi ? I, 357.
- En brûle-t-on certaine quantité de tiges dans les colonies angloises pour éviter la surabondance, I, 358.
- Sa culture plus avantageuse que celle du bled aux Indes occidentales, II, 418.
- Produit de sa ferme en France, V, 91.
- Tableaux* relatifs à la gratification pour la pêche du hareng blanc, III, 618. Voyez 215.
- Tables nouvelles*. Ce que ce fut à Rome, V, 163 *et suiv.* Voyez *Dette publique et particulière*.
- Taille*. Injustement combinée; très-nuisible à l'agriculture, II, 429.

Tome III.

Z

Taille personnelle en France. Son produit en 1775 ;
IV, 376 *et suiv.*

- *personnelle* tend à décourager la culture, et ainsi à tarir la principale source de la richesse de tout grand pays, IV, 380 *et suiv.*
- *réelle*. Son origine : sur quoi elle portoit dans divers pays, à diverses époques : sa répartition inégale en France, IV, 374 *et suiv.*

Talens. Leurs différences sont plutôt dues à l'habitude et à l'éducation qu'à la nature, I, 31.

- Leur valeur doit être toujours en proportion de la peine et du tems qu'ils ont coûté à acquérir. *Belle réflexion*, I, 65.
 - Leur mérite et la peine à les acquérir déterminent leur valeur et deviennent une mesure d'échange, I, 102.
 - agréables. Bien récompensés, mais honteux ou déshonorans : détails, I, 233 *et suiv.*
 - civils et militaires des Romains étoient probablement supérieurs à ceux des modernes. L'Etat ne contribuoit en rien à les former, IV, 193 *et suiv.*
- Tarif* de 1692 soumet les marchandises de France à un droit de 25 pour 100 de la valeur. Droit beaucoup moindre pour les autres nations : exceptions, III, 108.
- de 1696. Nouveaux droits qu'il imposoit sur les vins, vinaigres et autres marchandises de France, III, 108.
 - des droits établis avant l'an 13 du règne actuel,

sur le quartier de toutes les sortes de grains importés, III, 272.

Tartares. Danger de leur invasion, IV, 8.

— et Arabes. Avantages de leurs milices, IV, 25 et suiv.

— Il n'est point de chef chez eux qui n'ait un trésor, V, 104.

Tartarie moderne et Sibérie, toujours demeurées incivilisées, I, 44.

Taux des salaires et bénéfices; ce qui le règle, I, 118.

— moyen pour les rentes : ce qui le règle, I, 118.

— *naturel* des marchandises, varie selon l'état actuel riche ou pauvre de chaque société, I, 136.

Taxe modérée pour les frais qu'exigeroit la protection d'une branche particulière de commerce : d'où la percevoir, IV, 93.

— commise aux intendans en France est toujours arbitraire, IV, 330.

— Somme en compensation de toute Taxe territoriale ou *dîme* sur le produit des terres : son analogie avec la Taxe territoriale angloise, IV, 338.

— que s'imposent eux-mêmes les individus de la Hollande : époque, IV, 368-370.

— assise sur les fonds en Angleterre par le *bill* de Taxes des terres : son effet sur le capital, IV, 369.

— sur le bénéfice des fonds retombe en dernière analyse sur le consommateur, IV, 371 et suiv.

— *personnelle* en France, impôt le plus fort qu'on

lève en Europe sur le bénéfice des fonds placés dans l'agriculture , IV , 373.

Taxe pour les pauvres. Son origine : circonstances relatives, I, 305-309.

— *des vivres abolie*, reste seule celle du pain , que l'auteur voudroit voir remplacée par le prix de la concurrence libre , I , 320.

— pour payer la gratification en faveur de l'exportation des grains : préjudice considérable qui en résulte , III , 190 *et suiv.*

— et rente sur les terres, perçues par les souverains de la Chine et de l'Indostan : raison particulière pour que les chemins soient entretenus aux frais de l'Etat , IV , 87.

— réelle ou rente sur les terres. Aucun souverain en Europe n'en tire ses revenus comme à la Chine : delà le peu d'intérêt qu'ils prennent à favoriser les voies de transports nécessaires à l'agriculture , IV , 88.

— *variable*, selon les progrès ou la décadence de l'agriculture, regardée comme la plus équitable par les économistes françois : inconvéniens ; moyens de les éviter , IV , 315-317.

— variable sur les terres. Ses avantages possibles, et comment en rendre la perception facile et peu dispendieuse ; mais l'agriculture en recevroit peut-être moins d'améliorations : moyens d'obvier à l'inconvénient , IV , 311-325.

— sur les terres en Angleterre : sa quotité , IV , 297 *et suiv.*

Taxe sur les terres peut être invariable ou variable : détails, IV, 310.

— sur les terres peut être variable ou invariable : principes de cette distinction : hausse ou baisse de la rente, ou son invariabilité, IV, 310 *et suiv.*

— *territoriale*. Comment elle est assise dans les anciens domaines du roi de Prusse : quotité des *ecclésiastiques* presque moitié de leur revenu, mais beaucoup moindre pour les laïcs, IV, 315 *et suiv.*

— *territoriale*, d'après l'arpentage et l'évaluation de toutes les terres, doit enfin devenir inégale : comment l'empêcher ? Réponse, IV, 318 *et suiv.*

Taxes à Hambourg et dans les cantons de Zurich et d'Underwald n'affectent que le revenu net ou l'intérêt des fonds, IV, 369 *et suiv.*

— Leur poids préjudiciable à l'agriculture, II, 429.

— que les bourgeois payoient aux seigneurs ou au roi, II, 47.

— Leurs effets sur l'industrie étrangère et le commerce, et sur l'industrie domestique et les denrées, III, 87-92.

— extraordinaires sur les marchandises. La cause est la cupidité, les privilèges des marchands et des manufacturiers, III, 159.

— Voyez *Rabats*, III, 170-181.

— à imposer sur les colonies anglaises. Moyens difficiles, ou presque nuls : pourquoi ? détails. Source des troubles qui vont séparer l'Amérique anglaise de l'Angleterre, III, 454-467.

— qui établissent le revenu public. Leurs trois espèces, IV, 304 *et suiv.*

Taxes. Quatre maximes qui les concernent en général ;
IV, 305-309.

— sur le produit de la terre sont réellement des
Taxes sur la rente , IV, 330.

— proportionnées, non à la rente , mais au produit
des terres , IV, 330 *et suiv.*

— sur le bénéfice , ou le revenu qui provient des
fonds , IV, 357.

— volontaires ne peuvent être réitérées sans préju-
dice pour les particuliers , IV, 369.

— sur les bénéfices de quelques emplois particu-
liers , IV, 370 *et suiv.*

— sur les fonds de terre en Angleterre : même es-
pèce d'impôt que le vingtième en France , IV ,
384.

— sur la valeur capitale des *terres* , des *maisons* et
des *fonds*. Voyez le *Supplément* , IV , 385 *et
suiv.*

— sur les successions, les donations testamentaires ;
ou du mari à la femme , sur l'héritage des enfans
à la mort de leur père , sur les enfans émanci-
pés , etc. IV, 387 *et suiv.*

— qui doivent tomber indifféremment sur chaque
espèce de revenu , V, 1.

— sur les objets de consommation , V, 7.

— sur les objets de luxe ou de nécessité. Voyez
Impôt. Ces taxes peuvent s'asseoir de deux ma-
nières : détails , V, 22.

Teinture. Voyez *Drugues* , III , 545.

Teinturiers. Leur monopole contre les drapiers , III ,
542.

Tems (épargne du). Une des trois causes de la plus grande quantité d'ouvrage dans les métiers, I, 17.

Terre. Ce qu'est la rente de la terre : développemens, I, 322 *et suiv.*

— à bled, médiocrement fertile, peut donner le moyen de faire subsister plus d'individus qu'un excellent pâturage, I, 332.

— à bled. Souvent moins louée qu'un pâturage en *er-clos* : pourquoi? I, 339.

— (produit de la) qui rapporte quelquefois, et quelquefois ne rapporte pas une rente : développemens, I, 365 *et suiv.*

— vierge. On y a plus facilement le vêtement que la nourriture, I, 366.

— à foulon et à pipes. Leur exportation prohibée, comme celle de la laine, III, 540.

— Le produit de la terre est-il l'unique source du revenu et de la richesse d'une nation? non. Détails, III, 559.

— Source, plus assurée que toute autre, des revenus publics, IV, 293 *et suiv.*

Terres cultivées, dans les grandes contrées, pour la nourriture des hommes et des animaux, y produisent une rente et un bénéfice qui règlent la rente et le bénéfice de toute autre terre cultivée, I, 343.

— originellement améliorées, ou cultivées annuellement, produisent-elles une rente plus grande, ou un plus grand bénéfice, que le bled ou les pâturages, I, 343.

Ferres. Comment leur produit annuel peut s'augmenter, II, 318 *et suiv.*

— Etat de leur produit annuel à diverses époques en Angleterre, II, 321-325.

— Leur prix s'est formé, en raison contraire de la baisse de l'intérêt de l'argent, II, 353.

— Dans les pays où il y en a beaucoup à vendre, l'artisan ne veut plus être le valet de ses pratiques, et devient planteur, II, 400.

— Les Romains les partageoient également, sans privilège pour un héritier aîné : loi naturelle et équitable, mais laissée de côté dans les tems barbares, II, 406.

— considérables de l'Angleterre et d'Ecosse restées constamment dans les mêmes familles depuis l'anarchie féodale : défavorables à l'agriculture, II, 413.

— Il y a plus de capitaux pour acheter les terres que de terres à vendre, II, 481.

— Leurs mines riches, mais exploitées avec peu d'avantage par des esclaves, III, 610.

— de la couronne britannique, ne rapportent pas le quart de ce qu'elles rendroient si elles appartenoient à des particuliers : détails, preuves, IV, 296 *et suiv.*

— destinées au plaisir et à la magnificence, comme *parcs*, etc. On ne devoit en laisser qu'à la couronne, IV, 303.

Testamens, en Hollande, doivent être écrits sur papier timbré. Différens prix de ce papier : pourquoi ? IV, 392.

Textes latins, grecs, hébreux de la bible, égale-

- ment dictés, disoit-on, par le Saint-Esprit, IV, 169.
- Thalès*. Son école établie dans une colonie asiatique, III, 327.
- Timbre* (droit de). Comment il fourniroit de quoi défrayer l'administration de la justice, IV, 67.
- Les droits de Timbre en Angleterre sont proportionnés, non à la valeur de la propriété, mais à celle de l'acte, IV, 391.
- et enregistrement. Etendue de leurs droits en Hollande, IV, 392.
- et enregistrement en France. Droits qu'ils paient, IV, 393.
- (droits de) sur les cartes, dex, papiers-nouvelles, feuilles périodiques, sont des impôts de consommation; mais les droits de timbre pour la liberté de vendre en détail de la bière douce, du vin et des liqueurs spiritueuses, sont de même nature en définitif, IV, 399.
- Tirer* les uns sur les autres. Malheureux expédient des négocians à la veille de faire banqueroute.
- Usage qui passa d'Angleterre en Ecosse, II, 239.
- Toiles* (grosses) d'un prix actuellement plus commode pour les ouvriers, I, 169.
- Tout pour soi, rien pour autrui*, maxime des maîtres du genre humain dans presque tous les pays : détails sur ses effets, II, 471 et suiv.
- Traité de commerce* de 1703 entre le Portugal et l'Angleterre : peu avantageux à l'Angleterre, III, 276-281.
- de l'Angleterre avec le Portugal, fait au profit

du fabricant, et contre l'intérêt des consommateurs, III, 556.

*Traité*s de commerce pour encourager l'exportation des marchandises du pays, III, 50.

— de commerce. Remarques sur le but pour lequel ils se font de nation à nation. Avantages et désavantages de la nation qui accorde quelquefois un monopole, III, 473 *et suiv.*

Transit (droits de) : ce que c'est, V, 68.

Transport. La nation qui en fait le commerce ne manque presque jamais de subsistance. Cas possible pour l'affirmative : conséquence, III, 265.

— (commerce de). L'Angleterre l'a toujours défendu, III, 265.

— d'une propriété mobilière entre-tifs pour un prêt en argent : moyen de l'imposer, au moins indirectement, IV, 386.

Travail. Causes qui en ont perfectionné les puissances productrices, I, 7. Division du travail, *ib.* Effets de cette division, *ibid. et suiv.*

— Avantages de ses divisions dus à trois circonstances : exposé de ces causes, I, 15 *et suiv.*

— Développement du principe qui en a produit la division. Ce principe est notre penchant à l'échange, I, 27-35.

— Sa division limitée par le marché : développement, I, 36 *et suiv.*

— Est pour toutes les marchandises la mesure réelle de leur valeur d'échange, I, 62.

— (le) paya tout dans l'origine des sociétés, I, 63.

Travail. Difficulté d'en déterminer la valeur, comme mesure commune pour toutes sortes de marchandises, I, 64 *et suiv.*

— Ses quantités égales peuvent être regardées comme d'une égale valeur pour l'ouvrier, dans tous les tems et dans tous les lieux, quelque quantité de marchandise qu'il reçoive, I, 69.

— Il a comme toutes les marchandises un prix réel et un prix nominal, I, 70.

— est en même tems la mesure universelle seule, et exacte de la valeur des choses, I, 78. Comment on parvient à cette mesure, *ibid.*

— Difficulté d'acquiescer une connoissance exacte des prix courans en des tems et des lieux divers, I, 81.

— Ses quantités nécessaires pour produire tel effet ont dû servir seules à régler les échanges dans les sociétés primitives : exemples, I, 101 *et suiv.*

— du mari et de la femme doit leur produire plus que le simple nécessaire, I, 147. Voyez *Ouvriers.*

— est payé au plus bas prix lorsque les fonds destinés à son entretien vont rapidement en déclinant, I, 156.

— richement payé, prouve la réalité de la richesse nationale, I, 158.

— modéré (le), produit plus d'ouvrage au bout de l'année que le Travail forcé, mais qu'on est obligé d'interrompre, I, 180.

— Causes qui en font élever ou baisser le prix pécuniaire et réel, I, 187 *et suiv.*

Travail non ordinaire à une profession, est souvent à meilleur marché : pourquoi ? I, 261-263.

— Sa circulation rétablie ; par quelle circonstance , I, 313.

— Son prix. Voyez *Bled* , I, 425 *et suiv.* , et *Prix-monnoie* , etc. *ibid.* 427.

— Son produit annuel divisé en deux parties , lorsqu'il est le fruit ou de la terre , ou des ouvriers productifs. L'une remplace le capital , l'autre va former un revenu , soit au propriétaire de ce capital , soit à quelqu'autre , comme rente de la terre , II, 293.

— *productif* et non *productif*. Distinction mal fondée selon l'auteur : développemens , II, 289.

— D'où dépend le développement des puissances productives du travail , III, 593.

— Son prix pécuniaire : comment le réduire sans en diminuer la récompense réelle , V, 45.

Travaux. La plupart sujets à la déduction de bénéfice , I, 141.

— publics. Dépenses graduelles selon les différentes périodes de la société : d'où les tirer , IV, 73 *et suiv.*

Trésor. En amasser est un moyen impolitique de la part du souverain , III, 32.

— Chez quelles nations le souverain est-il obligé d'en avoir un ? III, 41.

Trésors , souvent découverts. A quelle époque il faut les rapporter : motifs d'amasser et de cacher , V, 102 *et suiv.*

Tribunaux. Leurs émolumens : difficulté de les ré-

gler : originairement le principal revenu des cours de justice. Détails sur chacune, IV, 65.

Tributs bâtards, exigés des corporations sans charte du roi, I, 277.

Triclinaires, oreillers pour l'usage des triclinas : leur prix excessif à Rome, III, 612 *et suiv.*

Turquie (compagnie de). Conditions pour y être admis. Détails sur cette compagnie, IV, 100-104.

Tutèle des propriétaires mineurs. En quelles mains elle étoit : époque, II, 470.

U.

Université, désignoit autrefois une corporation, ou un corps de métiers, I, 268.

Universités. L'ordre et la discipline qui y règnent sont plus adaptés à l'insouciance et à l'incertitude des maîtres qui enseignent qu'aux progrès de l'instruction des disciples, IV, 160-166.

— Obliger les jeunes gens d'aller étudier à l'une ou l'autre Université, c'est dispenser les professeurs d'acquérir de la réputation et des talens : autres inconvéniens, IV, 161 *et suiv.*

— Doit-on les laisser subsister ? Leur fondation due à l'autorité papale, qui les prenoit sous sa protection immédiate : leur but étoit uniquement l'instruction des ecclésiastiques, IV, 168.

— Elles n'ont contribué presque en rien aux progrès de la philosophie, et plusieurs sont encore fort loin en arrière des découvertes modernes, sur-tout

les Universités les mieux dotées par les gouvernemens, IV, 181 *et suiv.*

Universités, ont à peine eu un seul littérateur éminent, IV, 271.

— d'Angleterre. A peine ont-elles eu un ancien professeur renommé par son savoir, IV, 272.

— Protestantes ont eu les hommes les plus célèbres dans les lettres pour professeurs, IV, 272.

V.

Vaisselle. En ordonner la fonte est une mauvaise ressource, III, 34.

— *plate*. Son imposition annuelle, V, 23.

Valeur de la monnoie. Double sens de ce mot; 1°. Valeur d'utilité; 2°. Valeur d'échange, I, 59.

— de l'argent et de toutes les autres sortes de marchandises, a pour mesure le travail et non telle denrée particulière, I, 424.

— nominale et exhaussée de la monnoie d'or et d'argent en Pensylvanie, n'empêcha point à la fin la sortie de ces métaux précieux, II, 282.

Valeurs. Le bled, mieux que l'argent, offre à des périodes éloignées, une mesure exacte dans les Valeurs, II, 17.

Vanité et prodigalité des gens riches, lorsqu'ils peuvent dépenser leur fortune pour leur propre personne, II, 478.

Vasco de Gama part de Lisbonne en 1497 et se rend dans l'Indostan, III, 309.

Vassal, ne pouvoit aliéner son bien sans composer avec le suzerain, IV, 389 *et suiv.*

Vassaux nobles du clergé. Il les employoit dans toutes les querelles qui regardoient ses intérêts, IV, 246.

Vêles. Ce fut pendant son siège que les Romains restés à la ville contribuèrent pour la première fois à l'entretien de l'armée; auparavant chacun étoit soldat, IV, 11. Voyez 14.

Venise, Gênes, Pise. Avantages qu'elles tirèrent des croisades, II, 451.

— Etendue des courses maritimes de ses flottes, presque bornées à la Méditerranée, III, 335.

Nota. L'auteur est très-mal instruit ici; j'ai en main preuve du contraire. Ils ont navigué jusqu'aux Antilles bien avant l'époque de Colomb.

— diminua la taxe pour les propriétaires cultivateurs : condition, IV, 320.

Vénitiens. Leur commerce avantageux d'épicerie et de marchandises des Indes orientales, aux quatorzième et quinzième siècles, III, 308.

Vejus. Sa taxe, V, 57.

Vêtement et logement; deux grands besoins après celui de la nourriture, I, 366.

Vêtemens de l'homme. Les premiers furent des peaux, I, 367 *et suiv.*

Vie de boucherie. Les progrès de la culture la rendent moins commune et plus chère : son prix en Ecosse et en Angleterre, I, 334 *et suiv.*

Viande de boucherie. Impôt sur cette denrée, plus ordinaire que la taxe sur le pain : la Viande est-elle un objet de nécessité ? V, 21 *et suiv.*

— *et pain*. Leur valeur relative très-différente dans les différentes périodes de l'agriculture, I, 333.

— Son prix a baissé depuis qu'on a fait des prairies artificielles et qu'on a introduit l'usage des turneps, choux, etc. I, 340.

— Ce qu'elle coûtoit en 1764, I, 341 *et suiv.*

— Ce qu'elle coûtoit au prince Henri, mort en 1612, I, 340 *et suiv.*

Vicaires. La loi n'a jamais pu hausser leur salaire en Angleterre, I, 295.

Vie sédentaire et dans laquelle l'homme ne fait que répéter deux ou trois opérations mécaniques ou manuelles : ses effets préjudiciables au particulier et à la société, IV, 199 *et suiv.*

Vigne, bien plantée et perfectionnée étoit regardée comme la meilleure partie d'un domaine, I, 347.

— *nouvelle*. Y a-t-il de l'avantage très-grand à sa plantation ? I, 347-349.

Villes. Elles ont deux moyens de payer leurs achats et de bénéficier par le commerce : exposé, I, 279.

— La rente de la terre plus forte à leur proximité, I, 330.

— Leurs habitans recouvrent leur liberté et leur indépendance plutôt que les habitans des campagnes, II, 437.

Villes,

Villes. Leurs habitans presque esclaves après la chute de l'Empire Romain : leur retraite en Occident , différente de celle de l'Orient , II , 434 *et suiv.*

— *et bourgades.* Leur naissance après la chute de l'Empire Romain , II , 434.

— Recouvrent leur liberté , leur sûreté en France et en Angleterre ; mais ne se rendent pas indépendantes comme celles d'Italie et de Suisse , II , 446.

— Leur situation peut les rendre quelquefois très-florissantes , quoique tous les environs soient fort pauvres , II , 449.

— d'Italie devinrent les premières très-riches par le commerce qu'y occasionnèrent les croisades , II , 459 *et suiv.*

Vingtième en France. Même espèce d'impôt que la taxe sur les fonds de terre en Angleterre , IV , 384.

— denier imposé par Auguste sur les héritages des Romains étoit une taxe imposée sur le transport de propriété , IV , 386 *et suiv.*

Vin. Saveur particulière qu'il a quelquefois , et qui le fait rechercher à grand prix , I , 351 *et suiv.*

Vins de France , plus fortement imposés en Angleterre que ceux de Portugal et de tout autre pays , III , 107 *et suiv.*

— de drèche , V , 58.

Virginie et *Maryland.* On y préfère la culture du tabac à celle du bled , I , 355.

Vivres. Leur surabondance multiplie les demandes des objets de seule utilité ou d'agrémens : développemens , I , 398.

2.3.95
2
370 **TABLER DES MATIÈRES.**

Vivres à bas prix, rendent quelquefois certains ouvriers paresseux, I, 180.

— chers ou à bon marché. Leur influence sur le prix du travail, I, 189.

Voyages de la jeunesse angloise entre les études des écoles et celles des universités, sont-ils vraiment utiles ou plutôt nuisibles, IV, 183 *et suiv.*

W.

Walpole. Son plan d'exercice, V, 47.

Z.

Zelande et Hollande. Fraie considérables qu'elles exigent pour n'être pas englouties par les flots, V, 97.

Fin de la Table des Matières.

005645768^h

